

Une tentative
de coup d'État
aurait été déjouée
en Indonésie

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. : Tunisie, 100 m. :
Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. : Belgique,
12 fr. : Canada, 5 C\$: Danemark, 3 kr. :
Espagne, 20 pes. : Grèce, 200 dr. : Irlande,
16 dr. : Israël, 40 n. : Italie, 300 L. : Liban, 125 p.
Luxembourg, 12 fr. : Norvège, 2,75 kr. : Pays-Bas,
1 fl. : Portugal, 120 esc. : Suède, 2,25 kr. :
Suisse, 1 fr. : U.S.A., 65 cts. : Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS
75122 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 097-22 Paris
Tél. Paris 06 63072
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La redoutable mission du président Sarkis

Rarement chef d'État élu aura accédé à ses fonctions dans des conditions aussi difficiles et aléatoires que M. Elias Sarkis, qui, sans rebondissement imprévu, deviendra officiellement, jeudi 23 septembre, le sixième président de la République libanaise. L'État aux destinées duquel il sera appelé à présider au cours des six prochains mois n'est pas seulement plus administrativement et économiquement délabré. La partition s'est installée dans les faits et, qui plus est, dans les esprits. Les quarante mille morts d'une guerre civile implacable pèsent lourdement sur le sursis de M. Sarkis.

La mission de ce dernier est redoutable. Pour réussir, il lui faudra à la fois réconcilier la Syrie avec les Palestiniens, les Palestiniens avec les Libanais, et les Libanais entre eux. Il devra surtout faire oublier que, le 8 mai dernier, il a été élu grâce aux balonnets de l'armée syrienne. Depuis quatre mois, il a désespérément cherché à éviter d'apparaître comme l'« homme des Syriens », et fait savoir à multiples reprises qu'il entendait devenir le président de tous les Libanais, et non d'une fraction de la nation, comme l'avait été son prédécesseur, M. François. Sur ce point, il vient de faire une première entorse en acceptant que la cérémonie de prestation du serment constitutionnel ait lieu à Chitara, en territoire libanais occupé par l'armée syrienne. Les partis de gauche et la droite chrétienne libérale de M. Raymond Eddé estiment qu'il s'agit là d'un abandon de la souveraineté nationale.

Mais M. Sarkis avait-il le choix ? Qu'il le veuille ou non, il doit faire face à une redoutable réalité : la présence de vingt mille militaires syriens au Liban. Les récentes entretiens syro-palestino-libanais de Chitara ont montré que les Syriens ne sont pas disposés à mettre fin à leur présence tant qu'ils n'auront pas imposé leur loi aux Palestiniens. L'intervention militaire de Damas a fait pencher l'équilibre des forces en faveur de la droite chrétienne. Tant que ce rapport demeurera inchangé, il est peu probable qu'un cessez-le-feu puisse être conclu. La droite n'a pas encore récupéré tout le terrain qu'elle avait perdu au début de l'année. Elle a réduit plusieurs des poches de résistance palestinienne-progrediste au Liban chrétien, mais ne sera peut-être pas en mesure d'obtenir qu'après avoir eu le dernier bastion de ses adversaires dans la montagne libanaise, aux environs d'Aintoura et de Saunine.

La menace d'une reprise généralisée des combats est donc réelle. C'est le danger le plus sérieux qui guette le nouveau président libanais. Si l'échec dans sa mission de réconciliation, de « concilier dans la guerre civile », qui, en raison de l'attitude ambiguë des États arabes, s'est montrée totalement impuissante. Sa meilleure carte est la lassitude générale d'un pays meurtri par dix-huit mois de turberies interfamiliales et appauvri par l'exode de ses habitants.

Le président Sarkis est l'une des dernières chances du peuple libanais et le seul arbitre possible actuellement. Son échec précéderait au naufrage ou à l'écroulement du Liban indépendant créé en 1920.

(Lire nos informations page 8.)

MORT D'EMMANUEL BERL
homme de lettres
et journaliste
(Lire page 36.)

LE PLAN BARRE SOUMIS AU CONSEIL DES MINISTRES

- Blocage des prix pour trois mois et des tarifs publics jusqu'en avril
- Majoration de l'essence et de la « vignette »
- Réductions de T.V.A.
- Possibilité de payer l'impôt supplémentaire en souscrivant à un emprunt

Le conseil des ministres a adopté, mercredi matin 22 septembre, le plan de lutte contre l'inflation que M. Barre devait présenter, en début d'après-midi, à la commission des finances de l'Assemblée nationale, puis à la presse et aux télévisions. Le plan, soumis en conseil par M. Barre, comportait l'essentiel des dispositions que nous avons annoncées les jours précédents. Il prévoyait, en outre (voir ci-contre), un blocage des prix pendant trois mois et une modulation de la hausse des tarifs publics en 1977. Le premier ministre proposait que le taux de la T.V.A. soit abaissé de 2,4 % sur un grand nombre de produits, mais que, à l'inverse, le prix de l'essence soit majoré de 15 % et celui de l'alcool de 10 %. L'augmentation de la vignette auto devait être plus forte que prévu.

Gardi secret jusqu'à ces derniers jours, le contenu du plan de lutte contre l'inflation a finalement été assez complètement connu dès mardi soir 21 septembre. Il confirme pour l'essentiel ce que nous avons indiqué les jours précédents. Cependant, deux mesures prévues par le gouvernement constituent une surprise : d'une part, la possibilité donnée aux contribuables qui vont payer cette année un impôt supplémentaire sur leurs revenus pour financer l'aide apportée aux agriculteurs victimes de la sécheresse de s'acquitter — en tout ou en partie — de ce supplément en souscrivant à un emprunt remboursable en cinq ans ; d'autre part, la décision des pouvoirs publics de ramener, à partir de janvier 1977, de 30 % à 17,60 % le taux normal de la T.V.A. auquel sont soumis un grand nombre de produits industriels et même certains services comme les transports de marchandises.

Compte tenu de ces deux « nou-

veautés » et du fait — il faut le souligner — que certaines dispositions du plan pouvaient être modifiées au dernier moment lors du conseil des ministres, voici l'essentiel du plan de lutte contre l'inflation.

• **MAJORATIONS FISCALES.** — Cette année, et pour couvrir les aides apportées par le gouvernement aux agriculteurs victimes de la sécheresse, les contribuables français devront payer un impôt supplémentaire et exceptionnel sur leurs revenus de 1976. Cette majoration sera de 4 % pour les contribuables dont l'impôt normal est de 1976 est compris entre 4 500 et 20 000 F (quel que soit le nombre de parts de quotient familial dont ils bénéficient) ; elle sera de 8 % pour ceux (1) dont l'impôt dépasse 20 000 F. Les contribuables dont l'impôt est inférieur à

4 500 F ne paieront pas de supplément. Cependant, le gouvernement a voulu mêler les formules de l'impôt et de l'emprunt pour réduire l'effort demandé. Ainsi les contribuables dont l'impôt est compris entre 4 500 F et 20 000 F pourront choisir de souscrire à un emprunt remboursable au bout de cinq ans et rapportant 6,60 % par an. En optant pour cette solution — qui ne le ferait-il ? — ils se « libèrent » complètement de l'impôt exceptionnel sécheresse. Les contribuables dont l'impôt est supérieur à 20 000 F cette année ne pourront profiter de cette solution — qui ne le ferait-il ? — que moyennant le versement de l'impôt exceptionnel en souscrivant à l'emprunt, mais dans la même condition de remboursement (cinq ans) et de rémunération (6,60 %).

(1) Un contribuable dont l'impôt est de 21 000 francs paiera un supplément de 1 680 francs, car il y a pas de tranches dans la majoration.

ALAIN VERNHOLES,
(Lire la suite page 2.)

Les trois gouvernements

Voici venir l'heure de vérité. Le gouvernement Barre-Guichard achève sa tâche technique. Le gouvernement Guichard-Barre va entreprendre sa mission politique.

Le gouvernement Guichard-Barre-Poniatowski arbitre en fonction des perspectives électorales. Dans un plan de lutte contre l'inflation, l'élaboration demande de l'adresse et parfois du courage, mais guère d'imagination ; l'artillerie lourde ou armes légères, l'arsenal des experts est bien garni, il suffit de choisir. Plus tard, l'application des mesures retenues exige du doigté et du savoir-faire ; si le diagnostic a été bien posé, le moment de l'intervention bien choisi, les remèdes bien dosés, alors la guérison peut être escomptée. Mais entre ces deux phases, entre l'élaboration et l'application, se place l'étape essentielle de l'opération, celle dont dépend au fond le succès ou l'échec : l'adoption.

Adoption d'abord par un gouvernement réellement unanime et dont tous les membres sont dotés de la même conviction pour faire aboutir le projet ; adoption ensuite par le Parlement, qui n'est guère que le reflet de la réaction et du verdict de puissances autres que politiques : financiers, patronat, possédants, syndicats ; adoption surtout par le grand public, qui admet les sacrifices qui lui sont inévitablement demandés, parce qu'il a su le convaincre de leur nécessité et de leur logique, ou bien qui les refuse, et dès lors compromet la

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

réussite finale. Ainsi le seul de tolérance, face à un tel plan, dépend-il de variables subtiles, qui mettent en jeu les barèmes de l'économie, les indices de popularité, les statistiques du niveau de vie réel, les taux d'espérance de progrès, et plus que tout des coefficients psychologiques. C'est dire combien l'équation est difficile à résoudre, le calcul complexe. Un faux mouvement, un mot malheureux, et tout bascule vers les revendications, les protestations, les refus.

M. Barre doit jongler l'inflation. M. Guichard doit entraîner la majorité. M. Giscard d'Estaing et Poniatowski entendent ainsi gagner les élections. Tout naturellement, le premier ministre est enclin à recourir à des mesures drastiques pour mettre toutes les chances de son côté. Non moins naturellement, le premier des ministres, pour forcer la cohabitation de la majorité parlementaire, cherche à heurter le moins d'intérêts et de susceptibilités possibles. Quant au président de la République, assisté de son fidèle lieutenant, il sera plus tenté que jamais de s'adresser non seulement aux citoyens par-delà les partis mais aussi directement aux producteurs, aux cadres, aux travailleurs, en court-circuitant leurs organisations représentatives.

Lorsque le Parlement sera saisi,

la ligne de résistance de M. Barre ne sera certainement pas la même que celle de M. Guichard. L'importance des concessions qui seront faites à tel ou tel groupe ou tendance, chaque pas en arrière sur le chemin de l'austérité et de la rigueur, risqueront de retirer au plan une partie de sa cohérence et de son efficacité.

Quant à M. Giscard d'Estaing, ses arbitrages devront tenir compte non seulement des échéances municipales et législatives, mais aussi du risque immédiat d'une crise ouverte par la défection d'une fraction de la majorité et débouchant sur la dissolution et sur des élections anticipées qu'il a écartées en renvoyant M. Chirac. Ce dernier manifeste une telle hâte à constituer son rassemblement anticommuniste et antisocialiste qu'on en viendrait presque à se demander si ce risque de crise et de dissolution, en apparence bien théorique, n'est pas à ses yeux plus réel qu'on ne l'imagine.

Nous, rien de tout cela n'est simple, rien ne sera facile. L'adoption à ses divers stades, dont le premier se déroule au conseil des ministres, est bien la clé de l'opération. C'est elle qui donnera sa couleur, sa portée et sa forme à toute l'entreprise et déterminera l'accueil des diverses parties prenantes dans un domaine où sont en jeu les apparences comptées plus que le fond. L'autorité du président de la République va être mise décisivement à l'épreuve puisqu'il a assigné trois objectifs à ses « gouvernements » dont les missions et les ambitions, si évidemment interdépendantes qu'elles soient, sont en pratique plus contradictoires que complémentaires.

Les principales dispositions

• **PRIX** : blocage pendant trois mois de l'ensemble des prix et jusqu'en avril des tarifs publics ; à partir d'avril 1977, limitation à 6,50 % de la hausse annuelle des tarifs publics.

• **T.V.A.** : le taux dit « normal » (20 %) sera ramené le 1^{er} janvier à celui de 17,6 %, qualifié d'« intermédiaire », pour un grand nombre de produits. En revanche, le prix de l'alcool sera majoré de 10 %.

• **IMPOT SUR LE REVENU** : il sera majoré cette année de 4 % pour les contribuables payant entre 4 500 et 20 000 F d'impôt et de 8 % pour ceux qui versent plus de 20 000 F au fisc. Les premiers pourront se libérer de ce supplément en souscrivant l'équivalent à un emprunt d'Etat à cinq ans et 6,50 % d'intérêt ; les seconds ne pourront s'acquitter que pour moitié du supplément d'impôt en souscrivant à l'emprunt libérateur.

• **IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS** : majoration de 4 %.

• **VIGNETTE AUTO** : majoration de 43 % à 127 %, selon la puissance du véhicule.

• **ESSENCE** : augmentation de 15 % du prix de l'essence et du super, portés respectivement à 2,09 F et 2,25 F le litre, l'impôt représentant désormais 60 % du coût des carburants ; les prix du gas-oil et du fuel-oil seront majorés de 4 centimes par litre, soit 3 et 6 % respectivement.

• **SÉCURITÉ SOCIALE** : majoration probable en 1977 d'un point (13,95 % au lieu de 12,95 %) des cotisations d'assurance-maladie sous plafond et de 0,4 % pour les cotisations d'assurance-vieillesse (11,15 % au lieu de 10,75 %).

• **AGRICULTURE** : indemnisation des paysans victimes de la sécheresse à concurrence de 6,2 milliards au total.

Watergate ou de Hollywood

Il aura fallu attendre trente ans pour qu'un cinéaste français soit autorisé à parler de l'affaire Drayfus. Des 1973, un projet de film consacré à l'affaire Watergate était mis à l'étude aux États-Unis. Voilà qui donne à réfléchir sur l'usage qui est fait de la démocratie dans les deux pays.

Le film raconte une enquête et décrit une éthique. D'un côté deux journalistes, Bob Woodward (Robert Redford) et Carl Bernstein (Dustin Hoffman) s'acheminent à découvrir les tenants et aboutissants politiques d'un obscur fait divers. Combat longuement douté qui exige de leur part conscience professionnelle, obstination et courage. Face à eux les dirigeants du Washington Post, d'abord circonspects, mais qui, une fois assurés du sérieux des révélations, laissent la voie libre à leurs collaborateurs. Décision périlleuse, pari mettant en jeu l'avenir du journal.

Pakula analyse fort bien ce problème des responsabilités civiles et morales, propres aux dirigeants d'un grand organe de presse. Et ce n'est pas un hasard si les meilleures scènes du film sont celles qui montrent les deux journalistes aux prises avec leurs supérieurs hiérarchiques. Moins intéressante est la relation de l'enquête proprement dite. Pendant le tournage, le mot d'ordre de Pakula était : « Authentique avant

tout. D'où une certaine forme typiquement hollywoodienne.

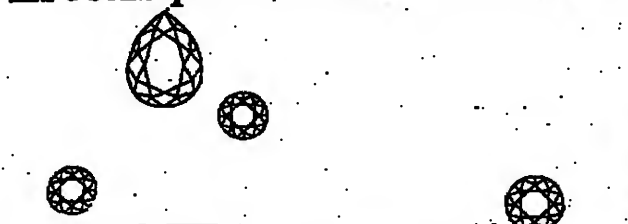
Pour honorable et pittoresque qu'il soit, ce souci de réalisme ne mène pas à grand-chose. A moins, justement, qu'il ne mène aux deux principaux défauts du film : la confusion et la monotonie. Loin de rendre clair le cheminement intellectuel des deux investigateurs — premiers soupçons, déductions, naissance des certitudes, — Pakula brouille à plaisir des pistes déjà très embrouillées. Les Américains eux-mêmes doivent se perdre dans cette forêt de noms propres appartenant au F.B.I., à la C.I.A., au département des contributions ou au comité électoral de Nixon.

Il faut admettre, en outre, que ce sujet, passionnant n'est guère spectaculaire. Tout pratiquement se passe en coups de téléphone. De mystérieux rendez-vous avec un informateur surnommé « Deep Throat », la peur qui saisit Woodward quand il reçoit des menaces anonymes, créent bien un semblant de suspense. Mais nous ne sommes pas dupes. Et l'arrêt du film au moment précis où le scandale devient tempête provoque un sentiment de frustration.

Les rapports du cinéma avec la réalité sont toujours ambigus. C'est pourquoi, au lieu de coller à l'événement et de restituer minutieusement les faits et gestes des deux « David du journalisme » (comme les appelle Redford), au lieu de jouer la carte de la reconstitution, Pakula aurait sans doute mieux fait de jouer celle de la réflexion, en dégageant les lignes de force de la bataille et en soulignant ce qui était en cause. Quitte à omettre certains détails, la constitution d'un « dossier » à la Real (pour citer un spécialiste) nous en dit plus sur l'importance du Watergate que l'enneigement d'un rédacteur en chef du Post. Autrement dit, ce qui manque à ce film consciencieux, c'est la hauteur de vues. Une réalisation soignée, une interprétation de premier ordre, ne suffisent pas à lui apporter la dimension et l'intérêt que méritait le sujet.

JEAN DE BARONCELLI,
(Lire page 17 l'article
d'ALAIN-MARIE CARRON.)

Il y a les capitaux qui dorment.
Et ceux qui font rêver les femmes.



FRED Un expert. Un ami.
Chacun de nos diamants est vendu avec un Certificat d'Expertise.
6, rue Royale, Paris 8^e Tél. 260.30.65. Boutiques FRED, 84, Champs-Élysées.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Hôtel Leons, Monte-Carlo. Aéroport d'Orly.

AU JOUR LE JOUR

A quelque quarante-cinq ans de distance, certains se souviendront peut-être des « décrets-lois » par lesquels on fit payer aux Français la note de l'inflation mondiale des années 30.

Un des résultats de l'opération fut la victoire du Front populaire quelques années plus tard. A cela près, les circonstances sont bien différentes.

La question

et il serait malhonnête de faire des rapprochements ou des comparaisons entre les hommes. Une seule chose pourtant me paraît incontestable. C'est, fixée dans ma mémoire d'enfant, la question sans réponse que se posait tout haut mon père en considérant son modeste salaire mutilé : « Payer mes dettes, oui, mais pourquoi celles des autres ? »

ROBERT ESCARPIT.

Agriculteurs, éleveurs, parapluyiers, limonadiers, ne craignez point : les salariés sont là.
Refrain : Les salariés sont là ! Les salariés sont là !
RAYMOND BARRILLON.

DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

SÉCURITÉ SOCIALE : vers une augmentation des cotisations-maladie (+ 1 point) et vieillesse (+ 0.4 point)

Les mesures relatives à la Sécurité sociale — qui constitueront la première étape d'une réforme plus profonde au début de 1977 — comporteront une hausse « modérée » des cotisations pour couvrir en partie le déficit. Les propositions du ministre du travail, qui devaient être soumises au conseil des ministres, consistaient, en fait, à majorer d'un point les cotisations d'assurance-maladie sous plafond (13.95 % au lieu de 12.95 %), ce qui procurerait environ 5 milliards de francs de ressources supplémentaires en année pleine, et de relever sans doute de 0.4 point les cotisations d'assurance-vieillesse (11.15 % sous plafond, au lieu de 10.75 %), ce qui dégagerait à autres milliards de francs de recettes, face à un déficit d'environ 13 milliards, d'autres mesures devaient être prises.

A court terme : accélération des paiements des cotisations, avance de l'Etat dans l'attente du vote par le Parlement du col-

lectif budgétaire 1976 permettant de payer les dettes des pouvoirs publics en tant qu'employeurs, et enfin diminution du nombre de produits remboursés. Parmi les décisions envisagées, il est prévu que, après avis de la commission d'admission aux remboursements (commission Conduccion), un certain nombre de spécialités seront retirées de la liste des médicaments remboursables. Les premiers visés, en raison de leur caractère expérimental, seraient les laxatifs (quatre-vingt-cinq spécialités pour le moment), et les diureses osmotiques (deux spécialités). Les autres médicaments visés seraient les laxatifs osmotiques et les diureses osmotiques. Enfin, la catégorie vague des « anti-asthéniques » ou « fortifiants » (environ trois cents spécialités).

La critique faite à propos de ces différents médicaments porte sur trois points : leur efficacité non prouvée (tout au moins pour deux d'entre eux), leur prix, l'abus de consommation auquel ils donnent

lieu. Rien ne permet d'affirmer dans l'immédiat que toutes les spécialités de ces classes thérapeutiques seront touchées. D'autre part, il convient de préciser que le fait de ne plus être remboursés ne fait pas entrer automatiquement ces médicaments dans la catégorie « grand public ». Certains resteront vraisemblablement défrayés seulement sur ordonnance. Ces mesures obligent à réviser le sort des remboursements qui ne seront plus remboursés sur trois points : l'inscription ou non au tableau, la publicité (mais le décret du 24 août 1976 en limite la liberté), et le régime des prix. Ces médicaments représentent en 1975 un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, dont 700 millions supportés par la Sécurité sociale.

A moyen terme, le gouvernement doit préparer un plan de réforme plus profond afin de dégrader des économies dans la branche maladie, notamment dans le secteur hospitalier. Ces mesures ne pourront être annoncées qu'à la fin de 1976 ou au début de 1977. Le débat parlementaire sur le sujet, promis pour cette année, ne pourra donc avoir lieu qu'au printemps 1977.

LE BLOCAGE DES TARIFS PUBLICS

Les transports n'ont pas de prix

Dans son plan de lutte contre l'inflation, le gouvernement a décidé de bloquer les tarifs publics jusqu'au 1^{er} avril 1977, et de limiter leur hausse à 0.5 % du 1^{er} avril 1977 au 1^{er} avril 1978. Cette politique a été précisée par le ministre des transports, et par le biais de compensations automatiques, d'aligner les tarifs financiers de l'Etat à l'égard de ces dites sociétés.

Gardiens des équilibres fondamentaux de l'économie, l'Etat, en période de crise, doit à l'intérêt général du pays, sacrifier l'intérêt particulier des entreprises dont il a le contrôle. Et l'on ne peut pas dire que le maintien des tarifs publics de transport soit indifférent à la réussite d'un plan anti-inflation. Le billet de train et le billet de métro pèsent un bon poids dans le panier de la ménagère.

Tenu de suivre de près l'évolution du coût de la vie, l'Etat est souvent contraint d'imposer des vices tarifaires aux entreprises publiques de transport dont il a, pourtant, reconnu l'autonomie financière. Ainsi, de juillet 1973 à juillet 1975, les barèmes ferroviaires ont été relevés de 22.6 % pour les voyageurs et de 39.5 % pour les marchandises, tandis que la moyenne nationale des salaires a augmenté de 60.5 %, le prix des produits énergétiques de 69.3 % et

celui des produits industriels de 89 %. Ce faisant, d'année en année, le décalage entre le prix de revient et le prix de vente du service rendu s'est creusé. En 1970, l'usager de la R.A.T.P. payait 100 % de ce qu'il coûtait à la Régie ; aujourd'hui, sa « participation » est tombée à 36.4 %.

Faut-il rétablir la « vérité des prix » ? Dans cette hypothèse, le billet de métro en seconde classe en carnet coûterait 1.86 F au lieu de 1 F. Le droit au transport est devenu un droit fondamental ; sous peine d'en restreindre l'exercice, il paraît inconcevable d'autoriser un tel rattrapage.

Impossible pour les entreprises publiques de transport d'assainir leurs comptes, qu'on leur demandait : si leur autonomie financière était, à tout instant, remise en cause. Pour rester logiques, elles devraient donc trouver devant l'obligation de compenser le « dommage tarifaire ».

Faute d'avoir pu, entre 1972 et 1975, augmenter leurs barèmes au même rythme et à un niveau suffisant, la R.A.T.P. a reçu 5.301 milliards de francs et la S.N.C.F. 3.321 milliards. Ces indemnités, sont en progression constante dans la mesure où l'on s'éloigne, chaque année davantage, de la vérité des prix.

L'engagement pris par l'Etat d'aider au redressement financier des entreprises publiques de transport justifie-t-il à lui seul le versement de ces indemnités ? N'y a-t-il pas d'autres secteurs d'activité qui subissent des contraintes tarifaires identiques ? Les routiers, par exemple, se plaignent du traitement de faveur dont bénéficie le rail, alors qu'ils mêmes subissent aussi les rigueurs de la politique économique du gouvernement.

En définitive, la question de principe reste posée de savoir qui doit payer. L'Etat compense la R.A.T.P. et la S.N.C.F. sur crédits budgétaires. C'est dire que le contribuable aide l'usager à régler le prix de son billet de métro et de train.

Il n'est pas sans intérêt de se demander à qui doit incomber, par exemple, le déficit de la R.A.T.P. A l'usager qui est transporté ou à l'entreprise qui l'emploie. Au contribuable qui habite à Paris ou à celui qui vit à Marseille ? Un compromis difficile à trouver entre le devoir de solidarité et le souci de justice.

JACQUES DE BARRIN.

VERS UNE ACTION COMMUNE C.G.T., C.F.D.T., F.E.N.

Les dirigeants de la FEN et de la C.F.D.T. qui se sont rencontrés mardi matin 21 septembre au siège de la C.F.D.T., se sont déclarés d'accord pour mener avec la C.G.T. une action commune d'envergure nationale contre le plan d'austérité du gouvernement Barre. Les deux organisations ont insisté sur le fait qu'une telle action « devait englober tous les travailleurs des secteurs public, nationalisé et privé ». Cela signifiait qu'en cas d'appel à la grève les fédérations de la chimie, du bâtiment et de la métallurgie participeraient puissamment à cette grève.

Des représentants de la C.G.T., de la FEN et de la C.F.D.T. devaient prendre contact dès mercredi soir 22 septembre et se rencontrer à nouveau très rapidement pour se prononcer sur la date d'un « jour de lutte » et sur les modalités de l'action (manifestation et peut-être grève), aucun accord précis n'étant encore dégagé sur ces derniers points.

TENUE DE LA MONNAIE (ET CRÉDIBILITÉ)

La Banque de France serait prête à acheter de l'or directement sur le marché

Fermeté du franc. Le dollar vaut 4.89 francs à Paris, et encore plus de 4.90 à New York, faiblesse persistante de la livre, tels étaient mercredi matin les faits les plus marquants du marché des changes, où par ailleurs la remontée de l'or se confirmait.

Non seulement la prochaine vente aux enchères d'or par le Fonds monétaire aura lieu, comme on le sait, à la date prévue du 27 octobre (six semaines après celle du 15 septembre) et portera sur la même quantité (750 000 onces, soit environ 24 tonnes), mais elle se déroulera selon la méthode adoptée pour l'adjudication de la semaine dernière, c'est-à-dire une méthode qui, de par sa nature même, est propre à dissuader les banques centrales à intervenir. Est-ce à dire que celles-ci sont désarmées à un moment où, malgré la récente remontée des cours encore confirmée lundi après-midi à Londres, le marché est manifestement loin encore d'avoir trouvé son assiette ? Tel n'est pas le cas.

Lors de la dernière réunion des gouverneurs de banques centrales à Bâle, les 13 et 14 septembre, les représentants de la Banque de France et de la Banque nationale suisse avaient exprimé leur intention de se porter directement acheteurs sur le marché dès le lendemain de l'adjudication du 15

septembre. Elles n'ont pas eu besoin de le faire étant donné que, contrairement aux pronostics des experts, le marché, au lieu d'enregistrer une nouvelle baisse, s'est au contraire raffermi. Mais la décision annoncée par les deux instituts d'émission est une donnée sur laquelle, sans revirement imprévu, il convient désormais de compter pour apprécier les forces en présence sur le marché de l'or. Quelle est sa portée probable ?

Les spécialistes officiels qui étaient au courant des conditions inconnues du grand public, dans lesquelles s'étaient tenues les deux premières adjudications, celle du 3 juin et celle du 14 juillet, avaient admis que la Banque de France et la Banque nationale suisse devaient s'attendre à ce que la méthode de redouter une nouvelle chute des cours après la troisième. Au cours de ces deux premières adjudications, les banques centrales étaient intervenues. La procédure employée était celle des enchères dites « hollandaises », en vertu de laquelle le Fonds monétaire avait chaque fois établi un cours censé refléter la moyenne des prix offerts par les différents soumissionnaires, étant entendu que toutes les offres faites à ce niveau et au-dessus seraient servies à ce prix. La méthode de redouter une nouvelle chute des cours après la troisième. Au cours de ces deux premières adjudications, les banques centrales étaient intervenues. La procédure employée était celle des enchères dites « hollandaises », en vertu de laquelle le Fonds monétaire avait chaque fois établi un cours censé refléter la moyenne des prix offerts par les différents soumissionnaires, étant entendu que toutes les offres faites à ce niveau et au-dessus seraient servies à ce prix. La méthode de redouter une nouvelle chute des cours après la troisième. Au cours de ces deux premières adjudications, les banques centrales étaient intervenues. La procédure employée était celle des enchères dites « hollandaises », en vertu de laquelle le Fonds monétaire avait chaque fois établi un cours censé refléter la moyenne des prix offerts par les différents soumissionnaires, étant entendu que toutes les offres faites à ce niveau et au-dessus seraient servies à ce prix.

Des accords violés

Rappelons aussi que les banques centrales avaient le plus souvent passé leurs ordres par l'intermédiaire de la B.R.L. car les accords de la Jamaïque, s'appuyant sur une interprétation formaliste des statuts encore en vigueur du F.M.I. (mais violés tous les jours sur des chapitres au moins aussi importants), fait interdiction aux instituts d'émission de se présenter eux-mêmes aux enchères sous le prétexte qu'aucun d'eux n'a le droit d'acheter de l'or à un cours supérieur au prix officiel fixé de 42.22 dollars l'once (prix officiel que les accords de la Jamaïque, non encore ratifiés, il est vrai, ont notamment pour but d'abolir...). Seule la Banque nationale suisse n'avait pas eu besoin de prendre cette précaution puisque la Confédération helvétique n'adhère pas au Fonds monétaire.

Cependant, la Banque de France, afin de confirmer par ses propres actes l'interprétation que donne Paris des accords de la Jamaïque, n'a pas voulu laisser à ses interventions un caractère clandestin. Tout en passant par le truchement de la B.R.L., elle a, par des communications officielles, fait connaître urbi et orbi qu'elle avait acquis de l'or aux enchères organisées par le Fonds. Elle ne serait pas fâchée de prouver par de nouveaux actes que les accords monétaires de janvier dernier donnent également la faculté aux banques centrales d'acquiescer à l'or directement sur le marché. Ce point n'avait pas été éclairci par des accords dont le principal mérite, aux yeux de leurs signataires respectifs, est de ne pas fermer la porte à leurs interprétations et à leurs arrière-pensées divergentes. Une seule chose est certaine : sur l'insistance des Américains, les banques centrales ont pour une période de deux ans admis que leurs interventions ne pourraient directement avoir pour effet de fixer indirectement un nouveau

cours officiel de l'or et de déterminer la quantité d'or à la disposition du système monétaire international. Selon Paris, si le Fonds monétaire, qui est une des composantes de ce système, diminue son propre stock de métaux précieux, les autres institutions du système, à savoir les banques centrales, peuvent en acquiescer à due concurrence.

Mais, en définitive, la crédibilité de la politique française dépendra de la tenue du franc. Si la France continuait à être en déficit, personne ne pourrait croire qu'elle se permettrait d'acheter de l'or. Nul doute que la Banque nationale suisse dispose à cet égard d'une plus grande marge de manœuvre, mais, outre le fait que les interventions de Bernes n'ont pas la même valeur exemplaire (puisque la Suisse n'est pas partie aux accords de la Jamaïque, même si elle ne peut se permettre de les ignorer complètement), on peut penser que, à long terme, il faudrait l'accord de plusieurs banques centrales pour faire, en cas de besoin, contre-poids à la politique de démonétisation menée par la trésoirie suisse. Mais la contradiction : la Bundesbank à supposer qu'elle accepte jamais d'intervenir sur le marché, ne le ferait qu'à un prix sans doute nettement plus bas qu'aujourd'hui. La décision qu'ont pris les Neuf la semaine dernière de demander au Fonds monétaire un « assouplissement » de sa méthode de vente ne fournit pas les bases d'un accord effectif des banques centrales des pays de la C.E.E. pour intervenir sur le marché. Cet accord n'a pas empêché, cependant, la Grande-Bretagne de prendre encore, au sujet de l'adjudication du 27 octobre, la même position que les Etats-Unis.

PAUL FABRA.

Le Vietnam a été admis mardi, tant que membre de la Banque mondiale, une semaine après avoir adhéré au Fonds monétaire international. Les Etats-Unis ont été le seul pays à voter contre, au cours du scrutin intervenu lors d'une réunion à huis clos du comité directeur de la Banque mondiale. — (A.P.)

BILLET

Sucre, pommes de terre : rares... donc chers !

Sur les rayons du supermarché : « Plus de sucre avant deux ou trois jours... » Chez l'épicier du coin : « Du sucre ? Je n'en ai plus... » Depuis quelques semaines ces scènes sont devenues fréquentes. Ici et là — on a reperlé de pénurie, on a stocké. Avec cette sécheresse, n'est-ce pas ? Et puis, si le sucre venait à manquer ?

Qu'en est-il donc ? Habituellement, les betteraves françaises produisent assez pour la fabrication d'au moins 3 millions de tonnes de sucre blanc. De 1.8 à 2 millions de tonnes sont consommées directement par les ménages et pour les préparations industrielles. La différence est exportée (800 000 tonnes) ou stockée. La sécheresse de cette année provoquerait une baisse de la production sucrière de 30 % d'après les planteurs. Autrement dit, les besoins de la consommation intérieure sont couverts, pour cette année, seules les exportations devant souffrir.

La sécheresse aurait-elle été pire que l'approvisionnement aurait quand même été assuré en raison des accords de l'année passée entre la C.E.E. et

les pays A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ? Du reste, une certaine abondance règne sur le marché mondial où les cours sont très bas. A tel point que le président Ford vient de tripler les taxes sur les importations, car les producteurs américains ne sont plus concurrentiels.

Pourquoi dès lors cette pénurie apparente ? Parce que la consommation a fait un bon habituel à la fin de l'été, répond-on dans les milieux spécialisés. Parce que la suppression des grossistes dans les circuits de distribution ne permet plus la constitution de stocks réguliers entre les distributeurs et les industriels, assure-t-on aussi. Parce que, peut-être, veut-on — sans trop en être sûr — leur montrer que le sucre est rare donc... qu'il peut être plus cher ! Les betteraviers ont justement demandé une augmentation de leurs prix pour éponger la facture sécheresse.

Les planteurs de pommes de terre n'ont pas ce genre de problème. Les patates de conservation — blinis surtout — ont toujours été une véritable spéculation. La sécheresse n'est qu'une bonne occasion parmi

d'autres. Cet hiver, les pommes de terre seront rares : la récolte devrait être inférieure du quart à la normale, car les calibres des tubercules sont très faibles. Les experts tablent sur un doublement des prix. Certains pensent même qu'un quadruplement n'est pas impossible.

Pour enrayer de telles hausses le gouvernement n'a que deux moyens :

— La taxation : déjà au cours de l'hiver 1975 il y avait recouru. Sans grand succès.

— Les importations : 200 000 tonnes de pommes de terre américaines doivent arriver prochainement à Dunkerque port habituellement exportateur de tubercules. C'est un moyen classique pour casser les cours lorsque l'offre est insuffisante. Pourtant, certains annoncent que les consommateurs européens n'accepteront pas ces produits qui ne correspondent guère à leur goût courant.

Bref, pour maîtriser l'indice des prix alimentaires, le gouvernement français risque de devoir recourir à l'artifice employé en Belgique : la mise hors indice — non de l'indice outre-quinquain — des pommes de terre. — A.G.

CORRESPONDANCE

Les rentiers viagers dupés

15 mai 1974 à l'époque où il était candidat à la présidence de la République, le gouvernement de M. Chirac est resté impitoyable à l'égard de ceux qui ont abandonné leurs économies à la Caisse nationale de prévoyance pour se constituer une retraite. Il s'est obstiné, pendant vingt-sept mois, à opposer à la revendication des rentes viagères le principe de l'immutabilité des conventions (art 1134 du Code civil) connu pour mémoire, depuis la dégradation continue de la monnaie.

Répondant à une question orale, le 27 avril au Sénat, le secrétaire d'Etat aux finances a d'ailleurs avoué que : « Devenu la morale, tout simplement, un tel argument serait sans grande valeur », mais ces sages paroles se sont envolées !

Une autre raison est constamment évoquée par le pouvoir pour laisser les rentes viagères dans le statu quo, c'est le coût des majorations à la charge du budget de l'Etat. Les rentes viagères se voient reprocher à longueur d'année cette dépense, qui a passé, nous dit-on, de 264 millions de francs en 1972 à 605 millions en 1976. Le sort des rentiers viagers n'en a pas, pour cela, été amélioré.

A qui la faute si la chute du franc s'est accélérée ? Les rentiers viagers n'en sont pas plus responsables que les agriculteurs de la sécheresse !

A une époque de plus-values constantes — si bien que le gouvernement Chirac a cru bon de les frapper d'un impôt, il faudrait tout de même savoir par

quel diabolique mécanisme la C.N.P. peut se trouver en déficit, car, enfin, elle n'est pas sans réaliser des investissements fructueux, notamment en immeubles à loyers croissants.

M. Raymond Barre, lui-même locataire dans un immeuble appartenant à la C.N.P., doit savoir à quel point il est intéressant qu'il faut multiplier aujourd'hui le montant des loyers d'il y a dix ans, alors que les rentes viagères constituées en 1964 n'ont été majorées que de 62 % !

Dans le secteur privé, où l'indexation est rétablie depuis 1963 avec la bénédiction de l'Etat, le volume des affaires traitées ne cesse de croître et prouve que l'opération « viager indexé » donne satisfaction aux deux parties : débi et créancier. On ne peut admettre que le gouvernement puisse abusivement se soustraire au respect des règles d'équité sociale exigées de simples particuliers.

Le temps des vaches maigres a assez duré pour les rentiers viagers du secteur public. Ils veulent retrouver des moyens d'existence normale en proportion des sacrifices qu'ils se sont imposés pour constituer leur retraite.

LES REVENUS DES AGRICULTEURS BRITANNIQUES DIMINUERONT DE 30 A 40 % CETTE ANNEE en raison de la sécheresse, estime le directeur adjoint du Syndicat des fermiers britanniques.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE SEPTEMBRE

LA NOUVELLE POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS EN AFRIQUE

(Robert A. Manning)

DÉMEMBREMENT DU LIBAN ET CONFLIT ISRAËLO-ARABE

(Claude Julien et Arthur Robab)

Comment rénover la façade de l'hégémonie américaine

par Richard Falk

Légitimer le droit des peuples

(Armando Uribe)

Cinéma politique : LA RÉVOLUTION PORTUGAISE SANS MIROIR

Le numéro : 5 F.

3, rue des Italiens, 75007 PARIS Cedex 05. Publication mensuelle du Monde. (En vente partout.)

ROBERT LAFFONT

Dans la collection "Le temps des révélations"

CHRISTIAN PINEAU

1956 SUEZ

POLITIQUE

L'association entre Lille et Hellemmes

Les socialistes et les communistes critiquent les prises de position de M. Ségard

Les propos tenus par M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, hostiles à l'association de Lille et de Hellemmes, ont été vivement critiqués, mardi 21 septembre, d'une part par la fédération départementale du parti socialiste et d'autre part par M. Gustave Ansart, membre du bureau politique du parti communiste, député du Nord.

La fédération socialiste du Nord, qui indique que M. Ségard aurait déclaré : « J'espère que [l'association des deux communes] ne se fera pas », estime qu'« il s'agit là d'une ingérence intolérable d'un simple secrétaire d'Etat dans les décisions prises par des élus municipaux. De quel droit un membre du gouvernement de la République ose-t-il prétendre ne pas vouloir appliquer la loi ? »

Après avoir rappelé que la loi avait déjà permis six cent soixante-dix associations concernant mille six cent soixante-dix communes, le communiqué de la fédération conclut : « Ou M. Ségard a commis une faute de style, ou, tel un « prince », il bafoue les principes fondamentaux de la démocratie. »

compte des décisions d'assemblées d'élus. »

Après avoir confirmé qu'il y aura une liste d'union de la gauche à Lille pour les prochaines élections municipales, il a précisé : « Des négociations sont en cours et de gros efforts sont faits pour l'unité, d'abord pour que l'union de la gauche soit une réalité vivante et dynamique dans le monde des petites localités, et pour qu'elle stimule et prépare ensuite le succès de notre lutte aux prochaines législatives. »

M. Gaston Defferre, député socialiste, maire de Marseille, a déclaré mardi 21 septembre, au cours d'une réunion publique organisée par son parti à Grasse (Alpes-Maritimes) : « Après avoir gagné les élections cantonales, si nous remportons les municipales, nous serons en position de force, et le courant qui sera alors créé nous servira pour remporter les élections de 1978. Ainsi, l'enjeu politique des élections municipales dépasse le cadre de la gestion des municipalités. »

M. Defferre a indiqué que son parti ne se contentera pas de « proposer des solutions pour la gestion des villes » et qu'il ne se privera pas de « critiquer la gestion gouvernementale et présidentielle ». »

M. Jean-Pierre Raffarin, secrétaire général du mouvement des jeunes giscardiens Génération sociale et libérale, commentant l'association entre Lille et Hellemmes, a déclaré que son mouvement « s'élève contre le maouillage électoral pratiqué par le parti socialiste » et qu'il « condamne avec la plus grande fermeté le charbonnage électoral, ultime moyen choisi par M. Pierre Mauroy [maire de Lille] pour empêcher M. Norbert Ségard de devenir maître de Lille. »

Le malaise de la majorité provoque en son sein plusieurs tentatives de reclassement

Les hésitations politiques de M. Giscard d'Estaing, le changement de gouvernement, le silence de M. Barre pendant près d'un mois sur ses intentions ont accentué le trouble de la majorité — et pas seulement de l'U.D.R. — et créé un climat d'incertitude. M. Jacques Chirac a sous-entendu sa présence et annoncé des initiatives, mais il s'est, depuis, gardé de toute nouvelle intervention.

L'ancien premier ministre, rentré mardi à Paris d'une semaine de vacances dans les îles Britanniques, devait repartir dès jeudi pour la Corée. Son retour dans la politique active — après qu'il aura retrouvé son mandat parlementaire — donne en tout cas espoir à toutes les fractions de la majorité déçues ou désorientées par le comportement du président de la République.

M. Chirac se voit même aujourd'hui paré de vertus que beaucoup lui déniaient lorsqu'il était en charge de l'hôtel Matignon, mais chacun semble attendre qu'il fasse mieux connaître ses projets pour se décider à l'accompagner ou à le soutenir.

C'est pourquoi il n'est pas encore possible de placer dans l'orbite « chiraquienne » les intentions prêtées aux organisations de cadres, de petites et moyennes entreprises ou d'agriculteurs de constituer des mouvements politiques. Celles-ci envisageraient de créer des mouvements dits « socio-politiques » qui prendraient en compte, sur le plan politique, la défense d'intérêts pro-

fessionnels ou catégoriels. Cet attentisme et cette réserve se manifestent moins nettement dans certains groupes politiques existants qui veulent sortir de leur torpueur.

Ainsi M. Hector Roland, député U.D.R. de l'Allier, maire de Moulins, vient-il de lancer le mouvement Perspective 78 pour instaurer une « société libérale réfléchie », ce qui définit clairement son entreprise. Cette tentative s'inspire tout à la fois d'un anticommunisme absolu et des valeurs des réformes pour leur préférer les notions « d'amélioration, d'équité et de justice », d'un appel au bon sens le plus populaire, de la suspicion envers les « technocrates » et d'une certaine déception à l'égard des « politiciens ».

M. Roland assure qu'il possède déjà plusieurs dizaines de cercles, qu'il a reçu des milliers de lettres et qu'il aura bientôt cent mille adhérents. Bien qu'il ait été un partisan passionné de M. Chirac, il fure que celui-ci « n'a rien à voir avec ça » et il proclame qu'il n'est pas « allé vers », mais au contraire en plein dedans.

Toute différence et beaucoup plus conflictuelle est la relance du Centre d'études et de recherches égalité et liberté, fondé en 1969 par feu le docteur Peyret, député U.D.R. de la Vienne, pour promouvoir la notion de participation. M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne, qui

préside la commission de doctrine, a rencontré M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, et il veut depuis lors « lancer une sorte de passerelle entre une partie de la majorité et une partie de l'opposition ». Il voudrait définir un projet de société différent de la société libérale avancée et reposant sur quelques grands desseins de type gaullien. Mais s'il a réussi à intéresser quelques prospectus de gaullistes de gauche et l'union des jeunes pour le progrès à attirer M. Alexandre Sanguinetti et certaines personnalités gaullistes, il n'a guère eu d'échos nouveaux au sein des radicaux de gauche.

En revanche, M. Edgar Faure a apporté sa caution à cette tentative, qu'il a invitée à se joindre au Nouveau Contrat social, qu'il réunira en congrès, à Epervier, les 15 et 16 octobre. Le président de l'Assemblée nationale, à défaut d'une majorité d'idée, a peut-être trouvé là une nouvelle idée de majorité.

Toutes ces tentatives confirment le désarroi d'une partie de la majorité, qui a perdu confiance en ses chefs institutionnels et qui ne leur a pas encore trouvé de substituts.

ANDRÉ PASSERON.

comme pas les élus du président de la République, mais les élus du peuple, ce nous devons, le cas échéant, sanctionner l'exécutif. L'exécutif propose, le Parlement dispose. (...)

« La faiblesse ne paie pas quand elle s'inscrit dans la politique de ceux qui nous gouvernent. C'est la décadence. (...) »

« Si la majorité veut apparaître impopulaire, elle pourra aller se rhabiller en 1978. Je préférerai que le président de la République cherche à être populaire. (...) »

« M. Olivier Guichard : un vieux baron usé comme les vieilles tours d'un château féodal. Après ce qu'il a écrit, il n'aurait jamais dû accepter d'entrer dans le gouvernement. (...) Le président de la République a dit que M. Barre était le meilleur économiste français. Je suis très inquiet, parce que s'il ne réussit pas, nous devrons aller chercher M. Jacques Attali, l'économiste du parti socialiste. (...) »

« Depuis deux ans, on nous a menés d'erreur en erreur, d'espérance en espérance, pour nous dire qu'un jour ou l'autre la France sera très dure. Pour l'instant, je ne suis ni pour ni contre. Mais, vraiment, je ne suis pas sûr si je ne suis pas contre. (...) »

« L'ouverture, c'est la fermeture. On a fait entrer Lecanuel et les radicaux, ça devrait faire 75 %, et les sondages donnent 43 %. Alors, il n'y a qu'à ouvrir un peu plus et on tombera encore. (...) Je ne suis pas allé mais en plein dedans. Je me suis à l'U.D.R. comme un enfant de la famille qui n'est pas toujours d'accord avec ses parents. »

Le Centre d'études et de recherches Egalité et Liberté, que préside M. René La Combe, député U.D.R. du Maine-et-Loire, a organisé mardi 21 septembre une réunion d'information présidée par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle M. Nungesser, président de la commission de la doctrine du CSREL, a déclaré :

« Le climat actuel entre deux blocs est aride, dangereux, et peut conduire à des affrontements après 1978. Il faut dépasser le blocage de la vie politique trop brisée sur les élections et pas assez sur l'avenir du pays. Nous ne visons pas le « débouchage » à l'intérieur des partis, mais à favoriser un rassemblement de gens de bonne volonté hors des querelles des clans. »

LES PROCHAINES RÉUNIONS DE L'U.D.R.

Plusieurs manifestations nationales de l'U.D.R. sont prévues pour les prochaines semaines : 29 septembre-1^{er} octobre : journées d'études parlementaires à Rocamadour, en présence de M. Raymond Barre, premier ministre ; 2 octobre : réunion nationale commune à Paris des députés régionaux, des secrétaires fédéraux et des délégués U.D.R.-Jeunes ; 10 octobre : assises départementales de la Dordogne, à Périgueux, où M. Chirac a été invité ; 30-31 octobre : assises nationales de l'éducation ; 28 novembre : rassemblement des femmes gaullistes au palais de la Mutualité, à Paris.

● Le prix Whitbread 1976. — Les candidatures pour le prix Whitbread 1976 seront reçues jusqu'au 31 décembre 1976. D'un montant de 1 000 livres, ce prix peut être attribué à toute personne ou tout organisme qui aura contribué d'une façon particulièrement remarquable au développement de la coopération franco-britannique dans quelque domaine que ce soit. Les candidatures doivent être proposées au moins par quatre personnes. Elles doivent être adressées au directeur du Conseil franco-britannique, M. Pierre Billécoux, 6, rue Edmond-Valentin, 75007 Paris.

« Nous constatons l'échec des sociétés, qu'elles soient capitalistes et libérales ou matérialistes. (...) La participation constitue la troisième voie. Nous voulons ouvrir un débat sur ces options fondamentales. Hors des appareils de parti, les gens, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, se posent les mêmes problèmes et se demandent s'ils ne peuvent pas parler un langage identique et travailler ensemble. »

« Nous faisons appel à tous les courants politiques sans exclusive. Nous voulons définir quelques grands desseins sur lesquels les hommes de bonne volonté pourront se réunir. »

M. Edgar Faure a jugé que « cette pensée comporte une forte imprégnation gaulliste » et que « cette recherche correspond à une aspiration de l'opinion, mais ces efforts, comme ceux du Nouveau Contrat social, ne doivent pas être hypothéqués par le souci de combinaisons électorales. »

M. Léo Hamon, ancien ministre, a souligné « la contradiction entre la démarche du CSREL et les appels au rassemblement de l'anticollectivisme que l'on entend dans la majorité », ajoutant : « Pour qu'un dialogue puisse s'établir entre majorité et opposition, il faudrait d'abord lever cette contradiction. »

CANNES:

LOCAL COMMERCIAL EXCEPTIONNEL à vendre ou à louer

Boulevard Camot, artère principale du centre-ville, dans un immeuble neuf de grand standing "CENTRAL PARK": 800 m² en rez-de-chaussée (3,80 m sous plafond) + 750 m² de surface extérieure utilisable en bordure du bd Camot soit au total 1550 m² de surface privative (éventuellement divisible) Convient pour toute activité commerciale, bureaux, succursale, restauration, etc. Plus appartements sur place. A vendre ou louer. Livraison Pâques 77

Se renseigner auprès de: **A. DEVISCH S.A.** 114, bd Camot LE CANNET Tél. (93) 45.59.00



BOSSARD

GROUPE BOSSARD

PARIS 23, rue des Mathurins Tél. 255.18.00/63.37
LILLE 201, rue Colbert Tél. (20) 54.05.37
MARSEILLE 10, La Canebière Tél. (91)33.72.05

STRASBOURG 11, Allée de la Roberteau Tél. (88) 36.10.65
TOULOUSE 54 bis, rue d'Alsace Tél. (61) 12.63.05
NANTES 11, Bd. Gabriel Guist'hau Tél. (40) 73.16.96

➤ **directeur européen de marketing**

NORD 120.000 F +

- Pour une entreprise multinationale très finement spécialisée intégrant une cible industrielle européenne couverte par un réseau de distributeurs exclusifs.
- Il faut :
 - parler anglais très couramment
 - un titre pour être un conseil interne et externe crédible
 - une expérience de la vente à l'industrie
 - un très bon niveau de relations humaines
- Lieu de travail : son bureau à Calais, son terrain l'Europe
- nationalité indifférente
- salaires, avantages et intéressement importants.

PARIS - Réf. 2918/1

➤ **directeur adjoint des services comptables**

PARIS 120.000 F +

- Pour un important groupe de laboratoires pharmaceutiques.
- Il sera chargé d'aider le directeur des services comptables dans ses différentes tâches (consolidation des comptes, questions fiscales, etc.).
- Le poste requiert un homme de 35 ans minimum possédant un diplôme d'expertise comptable, une très bonne connaissance des questions fiscales et des problèmes de consolidation, une expérience confirmée des problèmes de techniques de comptabilité acquises dans un groupe possédant de nombreuses filiales.

PARIS - Réf. 281076

➤ **directeur industriel**

SUD-EST 140.000 F +

- Pour une Société spécialisée dans les engins de levage
- Sous l'autorité du PDG, il sera le Chef d'Etat-Major de la Société. Son rôle de gestionnaire responsable des budgets et des prix de revient l'amène à reprendre le travail proposé par le Bureau d'Etudes pour le rationaliser, normaliser, standardiser, codifier, planifier et ordonner.
- Le poste requiert un homme dynamique et ambitieux dont la fonction doit évoluer rapidement vers une Direction Générale. L'expérience d'un poste similaire, acquise dans l'industrie mécanique est souhaitée.

PARIS - Réf. 2402/B

➤ **sous-directeur**

VALENCE 70.000 F +

- Pour une société de négoce métallurgique, quincaillerie, électro-ménager, produits lourds.
- Il sera chargé de seconder le PDG dans la direction et l'animation d'une cinquantaine de personnes.
- Le poste requiert un homme de 35 ans minimum, ayant une formation polyvalente (commerciale et administrative) et une expérience confirmée du négoce.

MARSEILLE - Réf. 5491/A

➤ **responsable des ventes**

EST 100.000 F +

- Pour les activités robinetterie industrielle d'une importante société française (15.000 personnes CA 2, 7 milliards de F.).
- Il sera chargé de contacts à haut niveau et de diriger un réseau de 9 Agences et une équipe spécialisée dans les techniques avancées.
- Le poste requiert un homme de 35 ans minimum, ayant une formation ingénieur (type A & M) une très forte personnalité. De bonnes connaissances en robinetterie industrielle seraient appréciées.

STRASBOURG - Réf. 72040/C

➤ **ingénieurs G.E. débutants**

PARIS 70.000 F +

- Pour le Groupe BOSSARD, 3ème groupe français de Conseil en organisation, formation, management et développement des entreprises.
- Intégrés au sein d'équipes pluridisciplinaires il seront formés à un métier exigeant mais comportant des responsabilités.
- Il est requis :
 - un diplôme G.E. ou mieux une double formation : technique + commerciale ou économique ou business etc...
 - une personnalité forte, rigoureuse et motivée par le métier.
 - de la disponibilité psychologique et... géographique.

PARIS - Réf. 2564

➤ **deux ingénieurs technico-commerciaux**

EST 70.000 F +

- Pour la même société que ci-dessus.
- Ils seront chargés des études, devis et des contacts clients.
- Il est requis : une formation ingénieur, un sens commercial, et cinq ans d'expérience dans la vente de robinetterie industrielle si possible.

STRASBOURG - Réf. 72040/D

Pour toute candidature adresser CV + lettre manuscrite motivée + prétentions à l'Agence concernée en indiquant la référence.

150

POLITIQUE

Libres opinions

Les radicaux et l'élargissement

par BRIGITTE GROS (*)

LES radicaux socialistes se sont félicités du changement d'équipe gouvernementale et de l'arrivée à Matignon d'un homme ouvrant aux idées de progrès, inspirant confiance, économiste chevronné, au moment où précisément les problèmes d'inflation, du chômage et de la monnaie se trouvent placés au premier rang des préoccupations des Français. De plus, M. Raymond Barre a l'avantage, à leurs yeux, de ne pas être un « professionnel » de la politique et de pouvoir se placer au-dessus des partis. C'est la raison pour laquelle le président de la République, le soir même de la désignation du premier ministre, le chargeait d'une mission politique nouvelle et essentielle, et qu'il définissait ainsi : « J'ai demandé à M. Raymond Barre de prendre des initiatives pour élargir vers le centre gauche la majorité présidentielle. Je ne considère pas qu'il soit bon de gouverner un pays dans les temps tourmentés par une majorité de 51 % contre 49 % ».

En quoi consiste l'élargissement de la majorité vers le centre gauche ? Parvenir à convaincre un certain nombre d'électeurs qui, en réalité, sont hostiles à l'avènement d'une société bureaucratique, mais qui, cependant, ont porté leurs suffrages en mai 1974, comme en mars 1976, sur les candidats qui incarnent ce type de société. Ces deux électorats étaient bien différents l'un de l'autre. Aux présidentielles, l'union de la gauche réalisait un très bon score, mais elle restait minoritaire. Par contre, aux cantonales, la situation se retournait, et elle devenait majoritaire. Des électeurs qui avaient voté pour Valéry Giscard d'Estaing en mai 1974, deux ans plus tard, votent pour les candidats soutenus par M. Mitterrand et M. Marchais pour une raison simple : ils ne croient plus au gouvernement Chirac pour conduire une politique énergique de justice et de progrès social.

En réalité, ces Français-là, qui se situent à la frontière de la majorité et de l'opposition, et qui sont anticollectivistes, mais farouchement partisans de la justice sociale, reflètent un état d'esprit qui est celui des radicaux. Nous les connaissons bien parce que nos militants ont la même psychologie. Et par eux, nous savons d'avance, comment, au moment des échéances électorales, voteront ces électeurs marginaux. C'est pourquoi le parti radical est bien placé pour indiquer les voies et les moyens qui peuvent permettre d'entraîner dans la bonne voie, en 1977 et en 1978, ces Français-là. Et nous croyons que cela est possible.

Nous savons aussi — hélas ! — que beaucoup de Français, à l'heure actuelle, à cause des difficultés économiques, ne partagent pas notre espérance. Nous avons été frappés, par exemple, par les propos d'un sémologue politique de la qualité d'un Raymond Aron : « Malheureusement », écrit-il dans les colonnes du *Figaro*, cette coupe artificielle de la France en deux, est aujourd'hui politiquement un fait accompli. En 1978 — 1981 aussi, — il faudra choisir entre le programme commun et une majorité inévitablement usée par l'exercice du pouvoir. Le fait est que la politique risque d'entraîner le pays, non vers la sagesse des pays scandinaves, mais vers l'affrontement ».

Les radicaux, pour leur part, ne pensent pas que le moment soit venu, comme le fait Raymond Aron, de jeter le manche après la cognée. Ils veulent croire, au contraire, que le nouveau ministre, qui est un homme de caractère, saura éviter l'affrontement en prenant à temps un certain nombre d'initiatives importantes, tant sur le plan politique que sur le plan électoral.

Sur le plan politique d'abord, comment se pose le problème ? Il est évident que le freinage généralisé du pouvoir d'achat qu'impose la lutte contre l'inflation, ne pourra être accepté par la majorité des Français, qu'à la condition que l'on procède parallèlement à une nouvelle distribution des richesses entre, d'un côté, ceux qui font vivre difficilement et parfois même très difficilement leur famille avec ce qu'ils gagnent, et, de l'autre, ceux qui continuent à avoir des moyens qui leur permettent de vivre dans la luxue et d'ignorer les difficultés de leur époque.

Cette nouvelle répartition des richesses qui est, pour le parti radical, la base même de toute politique de progrès, les radicaux n'ont cessé de la réclamer. Ils en ont défini les modalités dans leur manifeste, *Terre et Ciel*, qui reste d'une brûlante actualité. Depuis la publication du manifeste, le parti radical attend l'avènement d'un gouvernement doté de la volonté de s'attaquer, enfin aux inégalités pour éviter, comme vient de le confirmer le rapport de l'O.C.D.E., à la France de continuer à détenir dans l'Occident industrialisé, « la médaille d'or » de l'inégalité. C'est pourquoi les radicaux savent que l'élargissement de la majorité vers le centre gauche dépend directement du choix politique de M. Raymond Barre, et de sa volonté de rompre avec le conservatisme de son prédécesseur.

La deuxième initiative, qui nous semble importante, se situe sur le plan de la loi électorale. Il s'agit de permettre à un certain nombre de députés qui sont aujourd'hui dans le camp de l'union de la gauche parce qu'ils ont besoin, pour être élus, de bénéficier, au deuxième tour, des voix communistes, de retrouver leur liberté politique. C'est pourquoi le parti radical, pour les élections de 1978, a pris position en faveur du maintien du scrutin d'arrondissement, mais avec un correctif proportionnel, comme M. Valéry Giscard d'Estaing, au moment des élections présidentielles, l'avait lui-même proposé.

En réalité, il est important que M. Raymond Barre sache que le parti radical, tous les militants radicaux, souhaitent tout autant que le président de la République et que lui-même l'élargissement de la majorité vers le centre gauche et la gauche. Comme eux, les radicaux pensent que c'est possible. Mais à une condition : c'est que le pouvoir s'engage sans tarder dans une action réformatrice « radicale ».

(*) Sénateur des Yvelines, membre du comité directeur du parti radical.

M. MOTTE (C.N.I.P.) COMMENTE FAVORABLEMENT LA MISSION POLITIQUE CONFÉE À M. OUVRIÈRE GUICHARD.

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, écrit dans le journal de son parti (numéro du 20 septembre) : « Le calme Olivier Guichard prend en charge la stratégie pré-électorale du gouvernement. Nous aurons donc affaire à lui dans les prochains mois ; c'est une perspective encourageante dont nous attendons franchise, action et largeur de vue. » M. Motte ajoute : « Sa mission nous apparaît différente de celle qui fut confiée hier au « coordonnateur » Jacques Chirac. Car c'est une chose de veiller sur un atout de parti engagé dans les débats quotidiens de la vie parlementaire, et c'en est une autre d'élaborer, au-delà des impasses du système français, les réflexes fondamentaux qui décident de l'avenir lors des échéances majeures de notre vie publique. Et les années 1977 et 1978 seront faites d'échéances électorales majeures ».

LIVRES

POLONAIS

et sur la Pologne

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)
Tél. : 325-51-09

MORT DE M. DAVID KÖRNER - BARTA L'UN DES FONDATEURS DE LUTTE OUVRIÈRE

Nous apprenons le décès de M. David KÖRNER, dit Barta, fondateur de *Lutte ouvrière*.

D'origine roumaine, Barta, de son vrai nom David Körner, adhère au trotskisme dès 1932. En 1938, il rejoint le parti ouvrier internationaliste (P.O.I.), fondé la même année, et dont la publication s'intitulait déjà « *Lutte ouvrière* ».

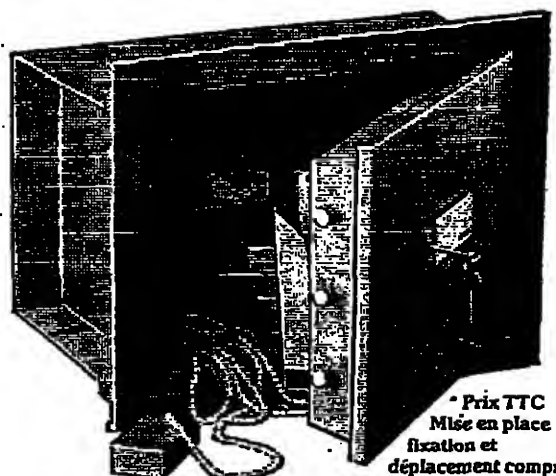
En 1939, il adhère au parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.), issu d'une scission de la S.F.I.O. en juin 1939. En août 1939, le courant trotskiste au sein du P.S.O.P. se déclare, contre l'avis de la majorité, en faveur d'une action clandestine. Barta se sépare malgré tout de ce courant et fonde son propre groupe, qui prendra par la suite le nom d'Union communiste T.P. internationale. Non reconnu par le secrétariat de l'Internationale trotskiste, ce groupe, qui n'a jamais compté de nombreux adhérents, entendait incarner la « pureté » des analyses trotskistes face aux « déviations » du mouvement officiel.

En 1947, l'Union communiste de Barta joue un rôle actif dans la grève des usines Renault. Après le départ de son fondateur, l'organisation a survécu sous le nom de *Lutte ouvrière*, puis, après la dissolution de ce mouvement par le gouvernement en juin 1968, sous celui de *Lutte ouvrière*.

Le cent soixante-dixième numéro des *Cahiers ministériels*, 21, rue du Louvre, 75001 Paris, vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Raymond Barre, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique, du Conseil de Paris ainsi que des préfets de la région parisienne et de police. (Première édition.)

Coffrez: 1500 F.*

Coffre fort à encastrer pour l'appartement • Porte blindée (revêtement acier Martin Siemens) anti-fusion, imperforable • Serrure intégrée avec clé à vrai double pansement • Fermeture 3 pènes cylindriques en acier trempé • Blindage face aux pènes en acier Martin Siemens imperforable.



* Prix TTC Mise en place fixation et déplacement compris.

LA CLEF ROUGE

N°1 DE LA PROTECTION

Siège Social :
24, rue Raymond-Poincaré, 75116 Paris
Tél. 359.42.81/82 - 359.94.61
Cannes 39.15.13 Lyon 62.72.36
Marseille 53.40.98+ Nice 88.62.58
Toulon 93.15.96 Bordeaux 91.67.98

La Clef Rouge propose également aux industriels et commerçants une gamme très spécialisée de coffres et d'armoires fortes.

Où qu'il aille l'homme N°1 a une voiture qui l'attend.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



TÉLÉPHONEZ AVANT DE PARTIR, SÍGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Quand vous êtes membre du Hertz N°1 Club* il y a toujours une voiture à votre disposition, quand vous le voulez, à votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Tout ce que vous avez à faire, c'est d'appeler avant de partir. le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. Arrivé à destination, vous n'avez qu'à montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Où, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.51.51

TÉLÉPHONEZ SÍGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.



VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.84.84 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

Sans interrompre vos activités professionnelles

L'E.P.P.R.E.P.

école de publicité, presse et relations publiques

établissement privé d'enseignement technique autorisé par le Ministère de l'Éducation Nationale

VOUS PRÉPAREZ PAR CORRESPONDANCE

en 1 ou 2 années AUX CARRIÈRES

• des relations publiques • du tourisme • de la publicité • du commerce

10, rue de la Grange-Batelière - 75009 PARIS
Tél. 770 61 60

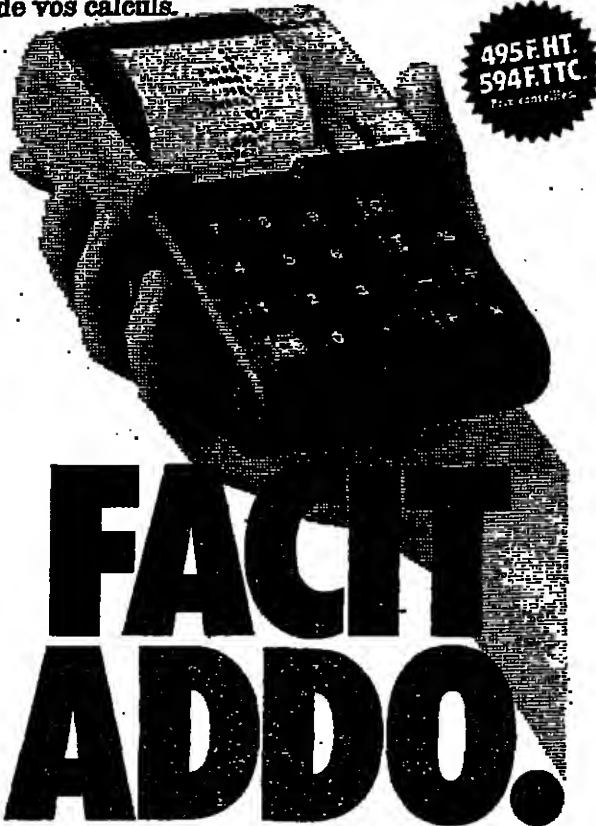


TEC 015 20

TEC 015 20

Les chiffres lumineux s'envolent, les écrits restent.

Voici la première calculatrice compacte. Rechargeable. Imprimante à large bande de contrôle. Facit Addo 1140 Compact. Où que vous alliez, vous conservez la trace de vos calculs.



Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion. Magasins spécialisés, librairies-papeteries.

Facit Addo, 308, rue du Pdt S. Allende, 92700 Colombes. Tél. 780.71.17. Succursales et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements compact 1140, Nom _____ Adresse _____

AFRIQUE

LE PLAN DE RÈGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIE

Salisbury pourrait présenter des contre-propositions à M. Kissinger

M. Henry Kissinger devait, ce mercredi 22 septembre, quitter Kinshasa pour Nairobi, après un entretien avec le président Mobutu. Le Kenya est la dernière étape de la tournée africaine du secrétaire d'Etat américain. Les dirigeants de Salisbury pourraient présenter des contre-propositions au plan élaboré par

M. Kissinger, en vue de régler pacifiquement la crise rhodésienne. Les présidents de quatre pays voisins de la Rhodésie se rencontreront, dimanche 28 septembre, à Gaborone, capitale du Botswana, à l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance de ce pays (« Le Monde » du 22 septembre).

Outre le chef de l'Etat du Botswana, M. Seretse Khama, il s'agit de MM. Samora Machel (Mozambique), Julius Nyerere (Tanzanie) et Kenneth Kaunda (Zambie), auxquels se joindra le président Mobutu. Ils examineront les résultats de la mission de M. Kissinger en Afrique australe.

De notre envoyé spécial

Dar-es-Salaam. — M. Ian Smith, premier ministre de Salisbury, devrait annoncer, vendredi 24 septembre, s'il accepte un règlement constitutionnel du conflit rhodésien s'inspirant des propositions britanniques. C'est ce que M. Kissinger a rapporté mardi à Dar-es-Salaam au président Nyerere avant de se rendre pour Kinshasa, où il est arrivé dans la soirée et Nairobi, dernière étape de sa tournée africaine. « Si M. Smith dit qu'il accepte le plan Callaghan, c'est une base de négociation », a déclaré à la presse le chef d'Etat tanzanien à l'issue de son entretien avec le secrétaire d'Etat américain. Il faisait ainsi allusion au plan avancé, en mars 1976, par M. Callaghan, quand ce dernier était encore à la tête du Foreign Office, et qui prévoit l'accession de la majorité africaine au pouvoir dans un délai de deux ans. « Dans ces conditions, il est possible que l'indépendance intervienne avant mars 1978 », a-t-il même précisé en rappelant que M. Joshua Nkomo, chef de la branche intérieure de l'African National Council (A.N.C.), qu'il a qualifié de « grand modéré », avait parlé l'avant-veille d'un délai d'une année.

Au cours de la même conférence de presse, M. Nyerere a indiqué ce qui lui paraît être le scénario le plus probable au cas où M. Smith trouverait, vendredi, selon son expression, « les moyens de faire comprendre qu'il accepte les propositions Callaghan ».

« Je pense qu'il reviendrait aux Britanniques de concevoir et de proposer, pas nécessairement à Londres, une conférence constitutionnelle », a-t-il dit. Cette conférence, à laquelle participeraient les représentants des quelque six millions d'Africains et des deux cent soixante mille Européens de Rhodésie, déciderait de la formation d'un « gouvernement provisoire qui doit être représentatif de la majorité ». « Un gouvernement Chissano », a précisé le président tanzanien en référence au cabinet intérimaire mis en place au Mozambique par les Portugais et le Front pendant les neuf mois qui ont précédé l'indépendance et qui était présidé par M. Chissano, aujourd'hui ministre des affaires étrangères du régime de Maputo. Ce gouvernement provisoire aurait pour première tâche de mettre fin aux combats.

M. Nyerere se sent « de meilleure humeur » M. Nyerere avait affiché un pessimisme certain la semaine dernière, avant que M. Kissinger se rende à Pretoria. « Je dois croire, après avoir vu le docteur Kissinger, que je me sens de meilleure humeur », a-t-il dit mardi. Si la période diplomatique faite par M. Kissinger au cours de sa

navette en Afrique australe n'est pas rendue en cause, plusieurs points demeurent cependant en suspens. M. Nyerere a refusé de se prononcer sur le sort de M. Smith. « Je ne sais pas quel rôle il jouera », et je suppose que c'est à la minorité blanche de désigner ses représentants à une conférence constitutionnelle », a-t-il ajouté. M. Joshua Nkomo, l'ancien chef de la ZAPU, et Robert Mugabe, l'un des leaders de la ZANU (1), semblent les mieux placés pour défendre les intérêts de la majorité africaine dans l'éventualité d'une conférence constitutionnelle. La représentativité du premier d'entre eux paraît cependant discutée par le commandement de la ZAPU (armée du peuple du Zimbabwe), laquelle ne se reconnaît pas, non plus, dans deux autres politiciens exilés, Mgr Murewira et le pasteur Sithole.

Les cinq présidents des Etats africains, dits « de première ligne », semblent prêts à engager des négociations sans avoir au préalable réglé l'unité de la direction nationaliste africaine de Rhodésie. De source américaine, on indiquait, mardi, que le président Neto avait observé une attitude constructive. D'autres sources diplomatiques affirment que M. Samora Machel, le président du Mozambique, avait également adopté une attitude modérée sur le conflit rhodésien, surtout après avoir constaté les divisions de la direction nationaliste de ce pays. M. Ian Smith, que le président Nyerere a qualifié d'« élément impondérable », doit se prononcer après avoir consulté son gouvernement et son parti. S'il

(1) ZAPU ou Zimbabwe African People's Union, ZANU ou Zimbabwe African National Union, partis nationalistes rhodésiens concurrents.

● Trois mille soldats cubains ont été rapatriés d'Angola au cours des dernières semaines, a indiqué, mardi 21 septembre, un haut fonctionnaire de l'entourage de M. Kissinger. Plus de dix mille autres demeureraient dans ce pays. Selon la même source, les Etats-Unis ne sont pas encore disposés à considérer que Cuba a tenu l'engagement de procéder à un retrait graduel, pris par M. Fidel Castro, dans une lettre adressée au monde de mai dernier à M. Olof Palme, alors premier ministre suédois. — (Reuter, U.P.I.)

accepte alors, sans y ajouter de nouvelles conditions, un règlement constitutionnel sur les bases définies dimanche à Pretoria en compagnie de M. Kissinger et Vorster, il lui restera alors la possibilité de s'engager sur un chemin que ses partisans jugent dangereux, quitte, le cas échéant, à rompre plus tard le dialogue sous un prétexte ou sous un autre. Sinon, la Rhodésie blanche disparaîtra rapidement de la carte politique de l'Afrique. Or il a réaffirmé voilà deux semaines encore : « Nous ne nous suiciderons pas ». Les nouvelles perspectives d'un règlement rhodésien ont rejoints l'ombre des négociations sur la Namibie. M. Nyerere n'a pas caché que sur ce chapitre « rien n'est sûr, même si quelque chose a bougé ». On ne peut pas s'attendre prochainement, a-t-il ajouté, à des discussions entre Pretoria et la Swapo, le mouvement nationaliste africain reconnu par les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Rhodésie

Jugé pour non-dénouement de guerilleros

L'ÉVÊQUE D'UMTALI PLAIDE COUPABLE

Umtali (A.F.P., Reuter). — Mgr Donald Lamont, évêque catholique d'Umtali, a plaidé coupable mardi 21 septembre, devant le tribunal de cette ville, sur les quatre chefs d'accusation portés contre lui par les autorités rhodésiennes (« Le Monde » du 20 août). Aux termes de la loi sur le maintien de l'ordre, elles accusent Mgr Lamont de « ne pas avoir signalé la présence de terroristes » et d'« avoir incité d'autres personnes à agir de même ». L'évêque encourt une peine maximum de quinze ans d'emprisonnement pour chacun des chefs d'accusation. Dans une longue déclaration dont il a lu le début pendant près de deux heures devant la cour régionale d'Umtali, ville proche de la frontière mozambicaine, Mgr Lamont a attaqué le gouvernement, la presse et la radio de Salisbury, affirmant que l'administration actuelle conduisait le pays « au chaos ».

Accusé, il y a seize ans, de l'assassinat de Félix Moumié (leader de l'opposition camerounaise)

M. Bechtel, agent du SDECE pourrait être mis hors de cause

De notre correspondant

Genève. — Seize ans après l'assassinat à Genève du docteur Félix Moumié, leader de l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.), principal parti d'opposition, son meurtrier présumé, William Bechtel, agent du SDECE, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans, a comparu de nouveau, le lundi 20 septembre, devant la justice genevoise. Le procureur général, M. Raymond Fock, a estimé qu'un fait capital nouveau, à savoir les conclusions de l'expertise des toxicologues de l'Institut genevois de médecine légale, pouvait permettre à la défense de marquer un point décisif.

Lorsque le 16 octobre 1960, quelques heures après un déjeuner pris en compagnie de M. William Bechtel, qui s'était fait passer pour journaliste, et d'un étudiant camerounais, M. Jean-Martin Tchephet, militant de la faction prosoviétique de l'U.P.C., M. Félix Moumié avait été transporté d'urgence dans une clinique genevoise, où il avait déclaré : « J'ai été empoisonné par la « Main rouge » (1). La culpabilité de l'agent de renseignements ne semblait pas faire de doute. Les experts étaient catégoriques sur un point : la victime avait absorbé du thallium, un poison violent, venant selon toute probabilité, dans du pain. En outre, aussitôt après le décès de M. Moumié, M. Bechtel disparut de Genève, laissant dans l'appartement meublé qu'il avait loué des documents compromettants et un sac dans les poches duquel furent trouvées des traces de thallium. Mme Moumié, veuve de la victime, nous avait déclaré à l'époque : « Peu m'importe le nom de l'assassin de mon mari. Tout ce dont je suis certaine, c'est que

les services spéciaux français sont responsables de sa mort ». Or il ressort de l'audience du 20 septembre que le thallium n'agit qu'au bout de deux ou trois jours après son absorption, et que, par conséquent, ce n'est pas lors du déjeuner pris en compagnie de M. Bechtel que le leader de l'opposition camerounaise l'avait absorbé. Une rencontre entre les deux hommes avait bien eu lieu une première fois le 14 octobre, toujours en présence de M. Tchephet, mais aucune consommation n'avait été prise. L'agent français, qui ne s'était pas manifesté pendant plus d'une dizaine d'années, avait été arrêté en Belgique à la suite d'un contrôle de police, et extradité en Suisse. Il passa une année en prison Saint-Antoine de Genève et, le 8 août 1975, put obtenir sa liberté provisoire grâce à une caution de 100 000 francs suisses. La défense estime que M. Bechtel a été victime d'une machination, réclame la restitution de la caution et plaide non coupable, tout en ne contestant pas que son client a eu un long passé d'agent secret. La décision sera prise lundi prochain. On croit savoir que l'enquête va s'orienter désormais vers l'ami de M. Moumié, Mgr Lillane Friedel, qui l'accompagnait lors de son séjour à Genève, et vers M. Tchephet.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Pour le grand public, la Main rouge était une organisation de contre-terrorisme de l'Armée du Maroc et en Tunisie, pour lutter contre les partisans de l'indépendance. En fait, la Main rouge a été créée par les services français pour couvrir des opérations illicites (tuerie, enlèvement, notamment) contre les partisans en armes du P.L.N. algérien.

Quand on se décide à partir d'un rapport qualité/prix. On n'en sait jamais assez sur le côté "qualité"

Equipement Ménager
Galerias Lafayette

Maintenant les meilleurs prix s'entourent des meilleurs conseils

150 000

AMÉRIQUES

Pérou

Les mésaventures de la presse « socialisée »

Le gouvernement péruvien a désigné, le 21 septembre, une commission chargée de réviser la législation sur la presse, présidée par le colonel Luis Sanchez, directeur du bureau central de l'information. La commission devra proposer les modifications et dispositions complémentaires qu'elle jugera opportunes, en

relation avec la réalité politique et sociale du pays. Plusieurs journalistes seront membres de cet organisme, dont M. Luis Jaime Cisneros, directeur de « la Prensa ».

Notre envoyé spécial au Pérou analyse la situation de la presse dans ce pays.

De notre envoyé spécial

Plusieurs dizaines d'intellectuels et d'hommes politiques péruviens ont récemment publié dans le quotidien *la Prensa* un appel à la « socialisation » de la presse. Ils rappelaient au gouvernement du général Francisco Morales Bermudez sa promesse initiale d'autoriser les critiques et soulignaient la contradiction qu'il y avait à museler les journaux tout en tentant de construire une société « plus libre et plus juste ».

Le texte, signé, entre autres, par l'écrivain Mario Vargas Llosa, attirait l'attention sur les résultats d'une mesure qui avait été appliquée en son temps par une bonne partie de la presse péruvienne, et même latino-américaine : la « socialisation », en juillet 1974, des sept principaux quotidiens du pays. Otés à leurs propriétaires traditionnels, qui en avaient fait les « porte-parole d'intérêts minoritaires », selon les déclarations de l'époque, les journaux n'allaient pas, après une période de gestion gouvernementale, être remis aux « secteurs organisés de la population », donc servir les intérêts de la majorité ?

Une lecture, même rapide, de la presse de Lima permet de se faire une idée de ce qu'est, ici, comme ailleurs, une presse « socialisée », ou en voie de l'être. Qui penserait que l'un des sujets permanents de l'actualité péruvienne soit la dégradation des personnalités ? C'est pourtant ce qu'on pouvait croire, en août dernier, lorsque les principaux journaux, qui n'épargnaient aucun détail sur le nombre de médailles remises par l'« éminente garde civile », les déplacements de ministres, les messages présidentiels, les affirmations sur les perspectives enthousiasmantes de l'économie (qui ne s'est jamais portée aussi mal depuis 1980) ou sur l'« esprit de sacrifice » de la population, tels sont les autres inconvénients favoris de la presse « révolutionnaire ».

Un jour, la « une » est consacrée à un record d'extraction dans la mine de cuivre de Cuajone, un autre jour à l'inauguration de quelque cinq cents maisons pour des membres subalternes de la garde civile — c'est-à-dire de la police — où le ministre du logement voit les premiers signes d'une relance de la construction. L'industrie connaît-elle des difficultés ? Celles-ci seront surmontées grâce au « dévouement » des travailleurs et à la « compréhension » des entrepreneurs. Les syndicats s'agitent-ils ? Non, ils « s'identifient » pleinement avec la révolution. La population est-elle mécontente ? Comment le croire, puisque le « peuple », en croire le ministre de l'Intérieur, « répond » comme il faut aux mesures prises en vertu de l'état d'urgence.

Le peuple manifeste même un esprit civique peu ordinaire :

dans le département de Lambayeque, des paysans prennent sur leurs économies pour financer des travaux d'irrigation. Dans les mines de la région centrale de Cerro-de-Pasco, pourtant troublées par de nombreuses grèves et des arrestations (1), les ouvriers vont jusqu'à travailler pendant les jours fériés — ce qui leur vaut la distribution de quelques motos en guise de récompense. Une certaine forme d'éloquence ne manque pas non plus dans les colonnes de la presse « socialisée ». Ainsi, le général qui dirige Pétropu déclare : « L'ordre mondial du pétrole met les drapeaux politiques de l'histoire dans les mains des circonstances qu'il détermine. »

« De-marxisés »

Une fois expropriés, les journaux devaient rester sous contrôle de l'État pendant un an. Après quoi, ils devaient être gérés par les « secteurs organisés » auxquels ils avaient été attribués. Ainsi *El Comercio*, qui appartenait à la famille Miró Quesada, était attribué aux organisations paysannes ; *Correo*, aux professions libérales, etc. Des sociétés civiles étaient constituées dans chaque entreprise, composées de représentants des secteurs bénéficiaires. Des intellectuels ou des hommes politiques renommés, désignés par le gouvernement, présentaient la direction des journaux : au *Comercio*, M. Hector Cornejo Chavez, leader de la démocratie chrétienne, à *Ultima Hora*, M. Ismael Prias, au *Correo*, M. Hugo Velazco, à *Extra*, M. Hector Bejar, etc.

Un an plus tard, ont passé, et les « secteurs organisés » n'ont toujours pas assumé la direction des quotidiens. Pourquoi ? Parce que les nouvelles organisations ne sont pas assez représentatives.

Un directeur de journal nous déclare : « L'expropriation de 1974 a été une erreur. Comme le gouvernement n'a pas l'intention de reculer, la presse reste étatisée, sans être socialisée. »

Un organisme créé sous le général Velasco Alvarado, l'Office central d'information, et dirigé par un militaire, le général José Villalobos, fournit aux journaux les informations les plus précieuses, l'action gouvernementale. Qui lit un quotidien, donc, les lit tous. Le même office est

chargé d'autoriser la sortie de nouveaux périodiques. La ligne de la presse a évidemment varié en fonction de la ligne révolutionnaire. Après la prise de pouvoir des années 1974-1975, attestée par de nombreux débats sur la nature du « socialisme » péruvien, la presse s'est orientée vers « démarxisée » grâce à l'édiction en mars dernier, d'une centaine de journalistes, dont de nombreux directeurs et éditeurs. Mais, le 2 juillet, puis en août, la junte interdisait à nouveau tous les hebdomadaires d'opinion. Parmi les titres publiés sous le régime de la junte, figure *Unidad*, l'organe du P.C., pourtant défenseur de la révolution, ainsi que les journaux du syndicat de la presse et de la rédaction des journalistes. L'explication, là encore, ne manque pas de sel : « Nous ne nous sommes pas voulu faire de l'opposition. »

Ceux qui connaissent bien le Pérou ont décidé à l'avance d'une mesure que le chef de l'État affirmait qu'il est prise en réponse, disent alors les autorités, à une « campagne anti-révolutionnaire et déstabilisatrice », destinée à provoquer le chaos économique et à « déstabiliser les forces armées ». Mais les dernières déclarations publiques du général Morales Bermudez ne sont pas de bon augure. La distinction, classique dans les régimes autoritaires, entre « liberté » et « libérinage », la nécessité d'une presse « constructive » inspireront l'élaboration d'une nouvelle loi sur la presse, a affirmé le président. On s'attend à ce que cette loi contienne de sévères limitations, surtout en ce qui concerne les commentaires sur les forces armées. Les plus optimistes n'excluent pas la répétition de quelques revues, dont les conditions de financement seraient soigneusement épluchées.

Au début de septembre, le directeur de la revue *Carácter*, M. Enrique Zileri, déporté et poursuivi en justice sous le gouvernement Velasco, s'apprêtait à relancer sa publication, l'une des meilleures du pays.

CHARLES VANHECKE.

(1) Selon un communiqué reçu à Paris de la Fédération régionale des travailleurs de la mine et de métallurgie du Centre-Pérou, la police politique a arrêté ses principaux dirigeants et ses syndicats.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

LE JOURNALISTE NEERLANDAIS PETER CUSTERS, arrêté en décembre 1974, et six Bengalis accusés d'avoir complété en vue de renverser le gouvernement, ont été condamnés, mardi 21 septembre, à la prison à vie, par un tribunal militaire siégeant à Dacca. — (A.F.P.)

Chine

M. MIKE MANSFIELD, leader du groupe démocrate au Sénat américain, est arrivé le mardi 21 septembre à Shanghai pour une visite en Chine, à l'invitation de l'Institut populaire chinois des affaires étrangères. — (A.F.P.)

États-Unis

UNE BOMBE a explosé, mardi 21 septembre, au vingt-quatrième étage d'un hôtel à New York alors qu'avait lieu, au troisième étage, un banquet en l'honneur de M. Rafael Cole, gouverneur de Porto-Rico. Il n'y a pas eu de blessés. L'attentat a été revendiqué par le mouvement séparatiste portoricain « Forces armées de libération nationale » (FALN).

Norvège

LES NOUVEAUX TIRS DE FUSILS SOUVISSEURS en mer de Barents, du 16 au 30 septembre, préoccupent les autorités norvégiennes, a déclaré M. Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, à l'ambassade d'U.S.S.R. Cette seconde série d'essais ne peut que rendre difficiles la navigation et la pêche dans ces eaux. — (Reuters.)

Philippines

UN REFERENDUM sera organisé en octobre en vue d'appeler la population à se prononcer sur la prorogation de la loi martiale ou son remplacement par un système parlementaire, a annoncé mardi 21 septembre le président Marcos en mettant en place le conseil législatif consultatif, créé récemment. — (Reuters.)

Thaïlande

CINQ MORTS, PLUSIEURS DIZAINES DE BLESSÉS — dont quinze sérieusement — plus de deux cents arrestations, tel est le bilan des affrontements, au cours desquels sans caractère politique, qui se sont déroulés entre étudiants de deux établissements techniques, près de Bangkok, le 21 septembre. D'autre part, le gouvernement thaïlandais a engagé des négociations avec le maréchal Thanom, ancien dictateur, revenu samedi dans son pays (le *Monde* du 22 septembre), pour l'inviter à repartir en exil. — (Corresp.)

Tunisie

LES QUOTIDIENS INDÉPENDANTS « AS SABAH » ET « LE TEMPS », qui avaient suspendu leur parution samedi dernier à la suite d'un différend entre la direction de l'entreprise et le personnel technique (le *Monde* du 19-20 septembre), la reprennent ce mercredi 22 septembre. Les deux parutions se sont engagées à régler leur contentieux par l'arbitrage dans les meilleurs délais. — (Reuters.)

Bésil

INFANTICIDES PAR DÉSEPOIR

Brasilia (A.F.P.). — Les Indiens Mayurunas, vivant dans l'État de l'Amazonie, pratiquent l'infanticide en tuant leurs enfants, parce qu'ils ne supportent pas l'arrivée de la civilisation, affirme un ethnologue brésilien, M. Paulo Lucena. La tribu des Mayurunas, qui comptait plus de deux mille membres voici trois ans, n'en a plus que quatre cents aujourd'hui, grâce à l'ethnologie dans une interview publiée par le quotidien *O Globo*.

Les Mayurunas avaient été contactés pour la première fois par des prospecteurs de la compagnie pétrolière brésilienne Petrobras, en 1972. Très attachés à leurs terres, ces Indiens semi-nomades, encadrés par les colons, ne savaient plus où aller et sont devenus désespérés. En fait, l'infanticide a toujours été pratiqué par les Mayurunas, mais il ne concernait que les enfants du sexe féminin, et cela pour favoriser la mobilité de la tribu ou l'équilibre entre les sexes.

Interrogés, lorsqu'ils étaient encore enfants, les Mayurunas allaient simplement enlever les épouses de colons ou de prospecteurs des régions voisines. Plusieurs de ces femmes furent d'ailleurs identifiées par les membres de la Petrobras, en 1972.

où va LA CHINE APRÈS MAO ?

Une surprise heureuse : après tant d'enfers ou de paradis chinois, quel réconfort de lire un ouvrage (...) qui se garde avec probité du manichéisme... Un bilan intelligent, alerte, objectif... On lit ce livre, ce fut mon cas, d'une traite nocturne...

ETIEMBLE (Professeur de Littérature comparée à la Sorbonne) *Le Monde*

« Rapport d'enquête » brillant, vivant et dense, froidement objectif... mais en même temps si personnel et si brûlant. Un livre lucide, salutaire et durable, que rehausse encore un style aisé et pur, parsemé de saisisants raccourcis et d'éblouissantes formules.

Jacques GUILLERMAZ, Directeur du centre de documentation sur la Chine contemporaine *Le Point*



Alain Peyrefitte, l'un des plus éminents auteurs français de la Chine, nous livre ici un remarquable rapport d'enquête sur la Chine d'aujourd'hui. Un livre qui ne se contente pas de décrire, mais qui cherche à comprendre les forces profondes qui agissent dans ce pays. Une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la Chine.

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

« L'ouvrage de Peyrefitte est un véritable chef-d'œuvre de la littérature d'enquête. Il nous fait pénétrer au cœur de la Chine, et nous permet de saisir les enjeux de la révolution chinoise. Une lecture passionnante et instructive. »

AMÉRIQUES

Chili

Ancien ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire
M. Letelier meurt dans un attentat à Washington

Washington (A.F.P., A.P., Reuter). — Un ancien ministre du président chilien Salvador Allende, M. Orlando Letelier, a été tué le mardi 21 septembre à Washington par l'explosion d'un engin qui a détruit son automobile. Mme Romulo Moffit, collaboratrice de M. Letelier, a également été tuée dans cet attentat, et son mari a été blessé. M. Letelier était installé à Washington peu après avoir été libéré des prisons chiliennes, où il avait passé près d'une année après le coup d'Etat de 1973. Il travaillait, dans la capitale américaine, à l'Institut transnational spécialisé dans les questions de sciences politiques.

Le département d'Etat a immédiatement exprimé sa « grave préoccupation pour la mort tragique » de l'ancien ministre de l'Unité populaire. Le gouvernement de Santiago a déclaré qu'il « déplorait » et « condamnait » cet « acte atroce de terrorisme ».

Rien ne prouve, jusqu'à présent, que les militaires au pouvoir à Santiago soient directement responsables de l'attentat qui a coûté, le 21 septembre à Washington, la vie à M. Orlando Letelier, ancien ministre et ami personnel de Salvador Allende. La junte a même promptement condamné cet acte criminel. Elle a aussi laissé entendre qu'il pourrait s'agir de quelque provocation, puis que l'« incident » — le terme est rapporté par l'Agence France-Presse de Santiago — est intervenu quelques jours seulement avant le voyage que doit faire au siège des Nations unies, à New-York, l'amiral Patricio Carvajal, ministre des affaires étrangères chilien.

On ne peut, cependant, s'empêcher de penser que, une fois encore, un tel « incident » intervient fort à propos pour servir les affaires du général Pinochet. Une fois encore, un homme, dont les activités allaient directement à l'encontre des intérêts de la junte, a fait l'objet d'un attentat et meurt dans des conditions dramatiques.

Le général Carlos Prats, ancien commandant en chef de l'armée de terre chilienne, qui avait maintenu jusqu'au bout une attitude légaliste contre les candidats à l'aventure pinochetiste, a péri, le 30 septembre 1974, à Buenos Aires, où il s'était réfugié. Déjà une bombe avait fait exploser son véhicule. Le général Prats était, de l'avis de nombreux opposants à la junte, l'homme qui pouvait le mieux servir de point de ralliement aux militaires démocrates

et aux civils antifascistes de son pays.

Le général Oscar Bonilla, bien qu'il eût participé activement au coup d'Etat du 11 septembre 1973, n'en faisait pas moins figure, en raison de ses relations avec les démocrates chrétiens, de leader virtuel d'une opposition militaire au général Pinochet. Le 3 mars 1975, il trouvait la mort dans un accident d'hélicoptère.

M. Bernardo Leighton est un des leaders les plus actifs de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, celle qui a toujours plaidé en faveur d'un rapprochement entre la D.C. et la gauche chilienne. A Rome, où il vit en exil, il se prononce pour ce « compromis historique » à la façon chilienne, qui s'il était réalisé, laisserait la junte de Santiago face à une opposition unie représentant l'immense majorité des Chiliens. Le 5 octobre 1975, un inconnu lui tira une balle de revolver dans la tête. Plus heureux que les généraux Prats et Bonilla, il se remettra.

Et voilà que la chance sert à nouveau le général Pinochet. Qui était M. Letelier, en effet ? Ce socialiste dynamique avait été, de 1971 à 1973, ambassadeur du Chili à Washington. Il s'était fait de nombreux amis dans la classe politique américaine, en particulier chez les démocrates. Réfugié aux Etats-Unis, depuis sa libération des prisons de la junte, il plaquait inlassablement en faveur de la suspension de l'aide économique militaire à Washington. M. Letelier avait trouvé un écho favorable, en particulier dans l'entourage du sénateur Kennedy. Celui-ci avait largement contribué à faire accepter par le Congrès une sérieuse limitation de l'aide militaire. Ancien fonctionnaire de la Banque Interaméricaine pour le développement, dont le siège est à Washington, M. Letelier avait aussi conservé ses entrées dans un organisme chargé d'accorder des prêts aux gouvernements latino-américains.

Ancien ministre des affaires étrangères, en 1973, de Salvador Allende, M. Letelier avait gardé des contacts au-delà du continent américain. Les autorités de Santiago supportaient mal qu'il s'en servît pour faire échec à leurs projets. Elles lui avaient, en particulier, indiqué l'agence Reuter de Washington, reproché d'avoir contribué à empêcher un versement de 63 millions de dollars qu'une compagnie minière hollandaise se proposait de faire au Chili.

Cette activité avait passablement irrité le gouvernement chilien. Le 10 septembre dernier, le général Pinochet avait signé un décret privant M. Letelier de la nationalité chilienne pour avoir « porté atteinte aux intérêts et à l'image » de son pays.

Les autorités américaines ne peuvent qu'être préoccupées de cet acte de terrorisme commis — fait rarissime — sur leur territoire. Le sénateur démocrate, pour sa part, a réclamé une enquête approfondie sur l'attentat, estimant que « ce genre de terrorisme politique est tout à fait inacceptable ». Le sénateur démocrate du Dakota — Sud, M. James Abourezk, n'a pas hésité, de son côté, à mettre directement en cause les autorités chiliennes. « La tyrannie de ce régime, a-t-il déclaré, s'étend maintenant aux Etats-Unis ». Il anticipait les résultats de l'enquête. Mais il pouvait, en effet, demander à qui ce crime profite.

JEAN-PIERRE CLERC.

Cambodge

UN KHMER ROUGE DÉSERTEUR
FAIT ÉTAT DE MASSACRES, EN
AVRIL 1975, PRÈS DE SIEM
REAP.

Bangkok (A.F.P.). — Environ cinq mille officiers et sous-officiers républicains ainsi que leurs familles ont été abattus à la mitrailleuse par des membres de l'armée populaire cambodgienne, le 19 et 20 avril 1975, au sud de Siem Reap, a affirmé un soldat khmer rouge déserteur nommé Sam Oum. Trois cents personnes environ ont été épargnées et vivent dans le nouveau village de Pongro Lou, a-t-il ajouté, sans préciser pourquoi elles ont été épargnées.

[M. Orlando Letelier était âgé de quarante-quatre ans. Economiste de formation, il avait travaillé dans plusieurs organisations financières internationales, dont la Banque asiatique et la Banque Interaméricaine de développement. Membre du parti socialiste depuis quatre ans, il avait été nommé par Salvador Allende, ambassadeur à Washington en 1971. Il devait occuper ce poste jusqu'en mai 1973, date à laquelle il fut nommé ministre des affaires étrangères. En août de la même année, il dirigea brièvement le ministère de l'Intérieur, puis, jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973, celui de la Défense. Emprisonné par les nouvelles autorités, il passa huit mois à l'île Dawson, dans l'extrême sud du pays, puis dans d'autres lieux de détention. Libéré le 10 septembre 1974, il gagna le Venezuela, puis les Etats-Unis, où il travailla à l'Institut de Washington, qui dépend de l'Institut de recherche politique.]

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Elias Sarkis accède à la présidence de la République

La prestation de serment est prévue à Chitaura

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président Elias Sarkis prêtera serment le jeudi 23 septembre à midi, au cours d'une séance de la Chambre qui se tiendra à Chitaura. Ce sera la première fois que le Parlement libanais se réunira hors de Beyrouth. Son président, M. Kamel Assaad, est convaincu que le quorum sera atteint.

Ceux qui refusent que la séance ait lieu à Chitaura — essentiellement le Mouvement national progressiste (doux députés), et M. Raymond Edde — font valoir que cette localité se trouve sous le contrôle de l'armée syrienne, et ne peut donc être considérée comme relevant de la souveraineté nationale.

Dans le camp de la droite chré-

tienne, M. Camille Chamoun reste réticent, sans pour autant que ses intentions soient claires. Se tiendra-t-il à l'écart de la réunion, avec les députés de son groupe, ou se résoudra-t-il à y assister ? Il ne devait prendre sa décision que mercredi. En dehors de M. Chamoun, aucun chef de groupe ne lie plus la prestation de serment présidentielle à la prestation du serment constitutionnel, et tout le monde considère que M. Sarkis deviendra automatiquement président de la République le 23 septembre.

Le président Sarkis aurait souhaité que la séance se tienne à Beyrouth, au Musée national, situé

sur la ligne de démarcation entre les deux secteurs. Des démarches ont été effectuées en vue d'instaurer une trêve dans cette zone, pour au moins la durée de la réunion.

Malgré la tension s'étant accrue près de la place du Musée, c'est finalement la ville de Chitaura qui a été choisie. La gauche accuse le président de la Chambre d'avoir pris sa décision illégalement, après avoir reçu un mystérieux ambassadeur syrien, et ce pour empêcher les députés du Mouvement national d'assister à la séance.

Au lendemain de la prestation de serment, vendredi, aura lieu une nouvelle réunion syro-libano-

paléstinienne. A Damas, la presse repaire d'une « solution définitive », en affirmant que la Syrie ne demeurera pas « simple spectatrice » et que « certains participants aux réunions de Chitaura (notamment manifestement les Palestiniens) n'ont pas compris la leçon de la crise : faire passer l'intérêt national avant d'autres intérêts de moindre importance ».

Dans le même temps, le chef des Phalanges, M. Gemayel, a proposé au président Sarkis de suspendre la Constitution et d'organiser un référendum pour consulter le peuple libanais sur les structures et le système sociopolitique du pays.

LUCIEN GEORGE.

Portrait

M. Elias Sarkis : l'espoir de tout un peuple

C'est un homme solitaire qui accède à la présidence de la République libanaise. Mais, paradoxalement, il est accompagné des vœux de presque tout un peuple épuisé par un an et demi de guerre civile et altéré à la perspective de la longue épreuve qui l'attend encore. M. Elias Sarkis, c'est l'espoir des Libanais, bien qu'ils aient peu d'illusions sur ses possibilités d'action. Chacun garde ses convictions. Rares sont ceux qui se rallient entièrement à lui, mais presque tous souhaitent son succès.

Dans son appartement de haut fonctionnaire discret de la banlieue de Beyrouth, M. Sarkis, qui est resté quatre mois et demi, du 5 mai au 23 septembre, le « président élu » du Liban, a vécu pratiquement seul cette longue période d'attente. Trois ou quatre officiers de l'armée libanaise, demeurés neutres, tant de sous-officiers, à peine plus de soldats, quelques familiers, constituaient son entourage quotidien.

En devenant président tout court, M. Elias Sarkis se s'installe dans un « palais » à l'image de l'autorité dont il hérite : délabré, presque en ruine, dont on a hâtivement restauré une aile pour lui servir de bureau. Curieux destin que celui de cet homme issu d'une famille de villageois modestes, dont l'accession au fonctionariat

était déjà en soi une promotion, et qui se retrouve président de la République dans les conditions les plus défavorables de l'histoire de son pays.

M. Sarkis a cinquante-deux ans. C'est, avec M. Camille Chamoun, le plus jeune président que le Liban ait eu. Il est né le 20 juillet 1924 à Chebneh, dans une région du Mont-Liban aujourd'hui occupée par les Palestiniens progressistes, ou Maronites et Druzes cohabitent naguère harmonieusement. C'est le type même du « seul made man ». Après avoir obtenu, en 1942, la première partie du baccalauréat, il est obligé d'interrompre ses études pour gagner sa vie. Il entre, comme simple commis, à la Société des chemins de fer. Il reprend ensuite ses études, tout en travaillant, et passe la deuxième partie du baccalauréat en 1945. De la même façon, il obtient sa licence en droit à l'université Saint-Joseph, en 1948. Il démissionne alors de son poste au chemin de fer, et entre dans une étude d'avocat. En 1953, après avoir réussi au concours d'accès à la magistrature, il est nommé juge à la Cour des comptes.

C'est alors que le général Chéhab, commandant en chef de l'armée, distingue ce juge obscur en étudiant des dossiers qu'il avait annotés. Lorsqu'il devient président de la République, en 1958, après la première guerre

civile libanaise, le général Chéhab fait appel à M. Sarkis, dont il fait d'abord son conseiller, puis, en 1962, le directeur général de la présidence de la République, poste qu'il occupe jusqu'en juin 1967, soit durant tout le mandat du président Chéhab et durant la première moitié de celui de son successeur, le président Charles Helou.

Suivant les directives du général Chéhab, M. Sarkis transforme la présidence de la République en un centre de travail doté de services structurés où des technocrates étudient les projets et mettent au point des dossiers pour le chef de l'Etat.

Gouverneur de la Banque du Liban

Nommé gouverneur de la Banque du Liban le 16 juin 1967, M. Sarkis l'est resté jusqu'à son élection à la présidence de la République. Tout en maintenant intactes les structures libérales du système bancaire libanais, il les a considérablement assainies.

L'expérience qu'il a acquise à ce poste lui sera précieuse pour l'immense tâche de reconstruction du pays. Il a déjà calculé qu'il lui faudrait pour cela 4 milliards de dollars, à étudier où, comment et à quelles conditions les obtenir.

Il se préoccupera aussi de

trouver des solutions aux innombrables problèmes nés de la guerre civile : loyers impayés, état civil et cadastres détruits, titres et obligations au porteur disparus, chômage, entrées en faillite, etc., autant de conséquences de l'effondrement des structures administratives et socio-économiques du pays.

Ce solitaire par la force des circonstances l'est aussi par tempérament. Il aime cultiver autour de son personnage un certain mystère. En dix-huit ans de vie publique, il s'est montré d'une extrême discrétion. Sa première déclaration publique n'a été faite que le 8 mai 1976, jour de son élection à la présidence de la République. Depuis lors, il n'a pas accordé une seule interview. Il n'a fait aucune déclaration, malgré trois visites à Damas, une au Libano-palestinien à Chitaura. Amateur de longues marches en solitaire, de chasse en montagne, de livres d'histoire et de sciences politiques, il a constamment évité l'effluence des mondanités de Beyrouth, mais, en revanche, gardé le contact avec les habitants de son village, où il se rendait fréquemment. Sa situation de célibataire endurci, la discrétion de sa famille — il est l'aîné de trois garçons — l'aident à préserver cette existence effacée.

L.G.

M. Soleiman Frangie : l'impuissance d'un chef d'Etat partisan

Rien ne prédestine M. Soleiman Frangie à un rôle national. Chef de clan du village de Zghorté, tristement célèbre pour ses vendettas, il n'était qu'un politicien sans grande envergure lorsqu'il fut élu à une voix de majorité à la première magistrature de l'Etat, en août 1970. Les chefs des blocs parlementaires, devenus depuis lors ses adversaires les plus acharnés, votèrent moins pour lui que contre son rival — M. Elias Sarkis, qui lui succéda subitement.

Curieux destin que celui de cet homme issu d'une famille de villageois modestes, dont l'accession au fonctionariat était déjà en soi une promotion, et qui se retrouve président de la République dans les conditions les plus défavorables de l'histoire de son pays.

M. Soleiman Frangie remplit à merveille le mandat, épurant énergiquement l'armée et l'administration, acquiesçant en grande partie au général Chéhab. Mais, venu par hasard à la politique, il n'avait pas les qualités nécessaires pour résoudre les redoutables problèmes qui se posaient au pays. L'administration qu'il aida à mettre en place se révèle corrompue, inefficace et impuissante aux besoins sociaux et économiques de la population. La libéralisme, en outre, dont il fut le plus ardent défenseur, permit surtout à la classe des privilégiés de s'enrichir aux dépens des couches déla-

rées. Il était, en outre, trop conservateur pour rénover les institutions archaïques du pays. Il ne s'employa guère à trouver une solution au problème de l'équilibre constitutionnel des communautés, ni à celui posé par la présence palestinienne en territoire libanais.

Au cours des quatre premières années de son mandat, le pays glissa lentement vers l'anarchie et la guerre civile. Dès le début de 1975, l'Etat avait pratiquement cessé d'exister : l'armée était paralysée par ses dissensions confessionnelles, et les milices armées de tous bords faisaient la loi. Le président Frangie avait lui-même, en 1966, créé sa propre armée de libération zghortéenne.

Au cours des premiers mois de la guerre civile, il se cantonne dans une étrange passivité. Enfermé dans son palais de Baabda, il laisse à son premier ministre, M. Rachid Karamé, le soin de faire face au développement de la crise. Il ne sort de sa réserve que pour prendre position ouvertement pour la droite maronite, contrairement à la tradition libanaise qui veut que le chef de l'Etat observe une stricte neutralité entre les différentes communautés. Petit à petit, il perd la confiance de la majorité de ses concitoyens, et est accusé de vouloir à tout prix maintenir un statu quo dépassé. Il s'oppose à toute velléité de réforme des institutions. Le document constitutionnel qu'il rend public le 14 février 1976, après un bref séjour à Damas,

exacerbe les passions, car il consacre les inégalités d'ordre confessionnel contenues dans le pacte oral de 1943.

Dès lors, la démission du chef de l'Etat constitue, pour l'opposition islamique-progressiste, la seule issue possible à la crise. Cette idée gagne même du terrain parmi les partisans maronites de M. Frangie. Lorsque, le 11 mars, le général Ahdab, commandant de la place de Beyrouth, somme le président de quitter le pouvoir, il s'appuie sur la majorité des forces politiques et militaires du pays. Même la Ligue maronite et le Front des gardiens du cadre, deux organisations chrétiennes extrémistes, appuient ouvertement le général Ahdab, tandis que les phalanges et les partisans de M. Chamoun semblent admettre que le sauvetage du Liban vaut bien qu'on lui sacrifie M. Frangie. Isolé dans le pays, celui-ci se retranche au palais de Baabda, transformé en forteresse, et affirme qu'il demeurera à son poste — pour défendre la légalité, même au prix de sa vie.

Il ne doit son salut qu'à l'intervention des Syriens, qui empêchent, par Palestiniens interposés, les unités de l'Armée du Liban arabe de marcher sur Baabda. Les dirigeants de Damas mient désormais ouvertement sur le président Frangie. En contrepartie, ce dernier leur fournira la couverture légale dont ils ont besoin pour justifier l'entrée au Liban, trois mois plus tard, de leurs troupes.

Entre-temps, M. Frangie consacre la division du pays en

deux parties quasiment autonomes en se réfugiant en pays chrétien, à Jouieh. Il fait de nouveau figure de leader incontesté des conservateurs chrétiens. Une petite phrase qu'il prononce le 25 mars à Jouieh : « J'y suis, j'y reste », montre qu'il n'entend pas abandonner le pouvoir de sitôt. S'il consent, après bien de tractations, à ratifier l'amendement constitutionnel qui permet l'élection d'un nouveau président six mois avant le fin de son mandat, il ne se montre guère pressé de quitter son poste et multiplie les obstacles pour retarder l'entrée en fonction de son successeur, M. Elias Sarkis, élu le 8 mai. Son dernier acte politique, avant de quitter le pouvoir, a été le remaniement ministériel du 15 septembre, qui a fait de M. Camille Chamoun le chef de gouvernement de facto, ce qui diminue singulièrement la marge de manœuvre du nouveau président.

On peut juger excessif le jugement porté contre le président Frangie par ses adversaires. Ses partisans affirment qu'il n'a été que le bon émissaire d'un conflit dont, à coup sûr, il n'est pas l'unique responsable. Il demeurera cependant, pour les Libanais, le président qui n'a pas su demeurer au-dessus de la mêlée pendant que son pays s'entre-déchirait, et qui n'a pas fait ce qui était en son pouvoir pour mettre un terme aux tueries qui ont ensablé les dix-huit derniers mois de son mandat.

JEAN GUEYRAS.

L'ARMÉE IRAKIENNE AURAIT INSTALLÉ UN CAMP A 4 KILOMÈTRES A L'INTÉRIEUR DU KOWEÏT

Koweït (A.F.P.). — Selon la presse de Koweït, l'armée irakienne aurait installé un camp en territoire koweïtien, à 4 kilomètres de la frontière. « Le gouvernement koweïtien, indique le journal Al Anba, a pris les me-

sures nécessaires pour demander au gouvernement irakien de retirer ses troupes du territoire koweïtien, qui est défini par les accords conclus entre les deux pays. Si l'Irak refuse de retirer ses troupes, le Koweït soumet-

tra le problème à la Ligue arabe en vue de régler définitivement le problème des frontières koweïtiennes. [Bagdad n'a jamais reconnu le tracé des frontières entre le Koweït et l'Irak, et des communaux des

armées tentent depuis quelque temps de régler ce problème. En mars 1972, des troupes irakiennes avaient occupé le poste-frontière de Samita, à l'extrémité orientale du Koweït. Elles s'étaient repliées à la suite des protestations du Koweït.]

150

EUROPE

Espagne

LES MOUVEMENTS D'OPPOSITION LANCENT UN MOT D'ORDRE DE GRÈVE POUR LE 27 SEPTEMBRE AU PAYS BASQUE

Toutes les organisations politiques d'opposition du Pays basque espagnol, des socialistes modérés à l'ETA, ont lancé mardi 21 septembre un mot d'ordre de grève générale au Pays basque pour la journée de lundi 27 septembre en faveur d'une amnistie totale. La journée de grève coïncidera avec le premier anniversaire de l'indépendance du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAAP) et de deux militantes de l'ETA, soupçonnées d'avoir commis des actes de terrorisme.

De nombreux détenus basques condamnés pour actes de terrorisme et qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie accordée par le roi Juan Carlos en juillet dernier ont annoncé de leur côté qu'ils commenceraient une grève de la faim. Le mouvement, parti lundi 20 septembre de la prison de Burgos, pourrait s'étendre à d'autres prisons espagnoles.

Des mesures d'apaisement

Le gouvernement espagnol envisage des mesures d'apaisement, après la visite au Pays basque de M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur, du 17 au 19 septembre, consécutive à la mort de M. José María Zabala, tué le 8 septembre, à Fontarabie, par la garde civile. Ainsi, le drapeau basque sera « toléré » à condition qu'il ne remplacera jamais le drapeau national espagnol et la police a été invitée à ne faire usage des armes qu'en cas d'urgence. Enfin, M. Enrique de la Maza, ministre espagnol des relations syndicales, a reçu mardi 21 septembre une délégation du syndicat ouvrier basque (Ugata) Solidaria des travailleurs basques. — (A.F.P., A.P.)

Allemagne fédérale

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La C.D.U. à l'assaut de la forteresse socialiste de la Ruhr

Magen. — Devant quelques quatre cents auditeurs, pour la plupart des sympathisants réunis dans la salle des fêtes d'une école, M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères et président du parti libéral, développe calmement les arguments de son organisation. Le ton est moins haut que chez ses concurrents. Les attaques personnelles en usage chez les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates font place à quelques expressions ironiques aux dépens de MM. Strauss et Kohl. Le plus petit des quatre partis représentés au Parlement de Bonn mise d'abord sur ses quatre ministres. M. Genscher plaide pour la reconduction de la coalition libérale-socialiste où avec MM. Friedrichs à l'économie, Maihofer à l'intérieur et Ertl à l'agriculture, il estime avoir fait ses preuves.

Une campagne scientifique

La Ruhr n'est pas le domaine traditionnel des libéraux. Aux dernières élections générales, le F.D.P. n'y a recueilli que 9,6 % des suffrages et il ne compte pas obtenir beaucoup plus cette année. Mais, avec ses cinq ou six millions d'électeurs, la Ruhr est une région très convoitée. Tous les partis y font un effort particulier. Les premières places sur les listes de candidatures sont occupées par des personnalités politiques nationales : M. Genscher pour le F.D.P., M. Brandt pour le S.P.D. et M. Biedenkopf pour la C.D.U.

Ce dernier, secrétaire général de l'union chrétienne démocrate, est le nouveau venu. C'est la première fois qu'il se présente à la députés, et sur un terrain difficile. La Ruhr est en effet considérée comme un fief traditionnel des sociaux-démocrates, dont le pourcentage de vote varie de 50 à 75 %, selon les villes.

De notre correspondant

Depuis plusieurs années, la C.D.U. ne parvient pas à dépasser les 30 %. M. Biedenkopf est non seulement tête de liste, mais il se présente aussi dans la circonscription de Bochum, où il fut à la fin des années 80 président de l'université. Son calcul est simple : si la C.D.U.-C.S.U. garde ses électeurs dans la région méridionale et si elle gagne seulement 2 % des voix dans la Ruhr, le pouvoir ne peut lui échapper.

Entouré d'un véritable état-major, le secrétaire général de la C.D.U. a entrepris depuis des mois la conquête « scientifique » de la région. Il a d'abord étudié de multiples rapports sur la structure sociale des résultats électoraux des précédentes campagnes de son parti et même l'usage de la langue politique dans le bassin minier. On ne parle pas avec les métallurgistes comme avec les « managers » qu'il fréquente d'habitude. Puis il a mobilisé ses troupes.

En une nuit, les rues de la ville de la Ruhr étaient couvertes d'affiches de la démocratie chrétienne, alors que les organisations locales du F.D.P. n'avaient pas encore demandé les leurs. M. Biedenkopf paye de sa personne. Il organise des discussions dans les cafés, s'adresse aux passants dans les rues, s'assure l'appui des syndicats chrétiens-démocrates. Il a même fait venir M. Strauss, qui n'avait jamais reçu un accueil aussi chaleureux dans une région du « nord ». « Je suis venu vous dire : ne craignez point », s'est-il entendu de voter C.D.U., a lancé le dirigeant bavarois à Bochum, à six mille personnes qui se bécotaient : « Franz-Josef ! Franz-Josef ! ».

Les sociaux-démocrates se sont laissés surprendre. Ils ont essayé de répondre par le mépris à l'assaut de M. Biedenkopf. Ils l'ont qualifié de « professeur Persil » ; parce que cet universitaire appartenait au directoire de la société fabricant la célèbre lessive. L'ironie n'a pas

Pays-Bas

Le prince Bernhard a assisté en civil à la cérémonie du discours du trône

De notre correspondant

Amsterdam. — C'est en deux phrases seulement que le reine Juliana a fait allusion mardi 21 septembre à l'affaire Lockheed, au début du discours du trône : « Les pensées se portent certainement en ce moment sur la période difficile qui vient de s'écouler. Aujourd'hui, songeons surtout à la conscience d'une responsabilité commune, à tout ce qu'il nous faut encore faire. » En évoquant cet avenir, la reine a eu un geste et un regard éloquent en direction de son mari, le prince Bernhard. Les Néerlandais y ont vu un moment de tendresse, et un encouragement. Lorsque la souveraine a poursuivi son discours, le prince s'est calé un peu plus dans son fauteuil, face aux personnalités néerlandaises et aux diplomates qui remplissaient la salle des Chevaliers.

Jamais les télespectateurs n'auront autant scruté les visages de la reine et du prince pour y trouver, les uns, la volonté de tout recommencer, les autres, les premiers signes de la fin d'une époque. Dans le public massé le long des avenues pour voir passer le « carrosse d'or », quel qu'un qualifiait le reportage télévisé du discours du trône de « mariage la plus perverse d'en finir avec quelque chose ». Pourtant, jamais le visage du prince n'a été cadré en gros plan, mais la tension était sensible.

La Haye a eu sa « Journée des princes » traditionnelle, avec tout

le faste habituel et sous un soleil rayonnant. Mais le prince Bernhard ne portait plus son uniforme multicolore Comme ses gendres, le prince Claus et M. Van Vollenhoven, il était en jaquette grise, son traditionnel collier blanc à la boutonnière pour seule décoration. La foule n'a manifesté ni enthousiasme excessif ni hostilité. Tout était presque comme d'habitude.

Le discours du trône en soi n'a apporté aucune surprise. L'augmentation des dépenses de l'État ne devra pas dépasser 1 % d'ici à 1980, et le gouvernement tentera de créer 150 000 à 200 000 emplois de nouveaux dans les trois années à venir. Pour la première fois, le gouvernement a esquissé un plan « à la française » pour une période de plusieurs années. Il espère avoir ainsi la situation économique mieux en main d'ici à 1980.

(Interim.)

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes le nouveau guide gratuit numéro 696
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

DIPLOMATIE

AUX NATIONS UNIES

M. Amerasinghe (Sri-Lanka) est élu président de l'Assemblée générale

La première journée de la 31^e session de l'Assemblée de l'ONU a été marquée, mardi 21 septembre, par l'admission à l'unanimité d'un cent quarante-cinquième membre, les Seychelles (archipel de l'océan Indien de cinquante-trois mille habitants, ex-colonie britannique, indépendant depuis juin dernier) et l'élection comme président de M. H. S. Amerasinghe, représentant permanent du Sri-Lanka (Ceylan), par cent trente-cinq voix contre trois, deux abstentions et l'absence de la double demande de la Tanzanie et du Japon, mais en réalité grâce aux bons offices du délégué de la Roumanie, M. Dăncu. Les Américains et les Coréens du Nord ont estimé qu'il n'était pas de leur intérêt de s'affronter cette année au Palais de verre.

Un « civil servant » asiatique

Grand, mince, les tempes grises, un masque d'empereur romain, une élégance sobre — ses lunettes sont coupées à Londres — relevée par une rose à la boutonnière, un air débonnaire, le sourire narquois, M. Hamilton Shirley Amerasinghe (« Non Immortel » ou « Non-Saint »), âgé de soixante-trois ans, trône sur la grisaille diplomatique au Palais de verre.

Célibataire endurci qui se présente aux réceptions toujours souvent de jeunes et ravissantes personnes, sport (tennis) accompli et féroce d'équitation, passionné de bridge mondain (les soirées chez lui se poursuivent souvent jusqu'à l'aube et sont le théâtre de discussions de haute volée), il s'est aussi allié la réputation d'un diplomate habile et imaginatif. C'est un excellent orateur doté du sens de l'humour britannique, allié à une verve colorée.

Il a le secret des formules cinglantes et mène le marteau du président de façon énergique, certains disent abusive. En tant que président de la conférence sur le droit de la mer (poste auquel il fut élu en 1973), irrité par la lenteur des travaux durant la troisième session à Genève, l'année dernière, il mit fin aux débats et fit adopter de lui-même un texte qui était loin d'avoir rallié tous les délégués. Ce fut un beau tollé.

Dans le camp des non-alignés, il passe pour un modéré, un partisan du dialogue — dur mais constructif — plutôt que de l'affrontement avec les pays industrialisés, ce qui ne l'empêche pas d'avoir son franc-parler (il n'hésite pas, autonome

derrière, à prendre à partie le délégué américain, M. Moynihan, qui décrivait le tiers-monde « les traits d'un croque-mort » et à mettre à profit les occasions de faire progresser la cause des pays en voie de développement. Né à Colombo en 1913, M. Amerasinghe fit à l'université de Londres des études littéraires et entra au gouvernement de Ceylan, alors colonie britannique, en 1937. Il fut tour à tour ministre de la santé, des transports et des finances, puis représenta son pays en Inde avec le titre de haut commissaire. A cette occasion, il passa deux années de sa vie (il parle de cette époque avec nostalgie) dans la jungle, où il était chargé d'administrer un vaste projet d'aménagement fluvial. En 1957, il fut nommé représentant permanent du Sri-Lanka auprès des Nations unies.

Il est à tout égard l'archétype du « civil servant » (fonctionnaire) britannique, autoritaire, méthodique et parfaitement courtois. Ce patricien aux idées avancées avait brigué, il y a cinq ans, la succession de M. Thant au secrétariat général de l'ONU et l'on pense qu'il n'a pas abandonné l'ambition d'accéder un jour à ce poste. Les fonctions de président de l'Assemblée générale, qui viennent de lui être confiées, pourraient constituer une étape sur la voie qu'il s'est tracée. C'est l'une des raisons pour lesquelles on peut penser qu'il évitera de prendre des décisions de procédure controversées (qui pourraient lui aliéner des sympathies) et suivra à la lettre les règlements et les usages consacrés.

LOUIS WIZNITZER

Union soviétique

M. BREJNEV EN DIRECT A TF 1

Bien que la direction de TF 1 se refuse à confirmer, de projet, on apprend à Paris que le chaîne de télévision prépare une semaine France-soviétique du 5 au 12 octobre. Le « clou » serait un entretien en direct entre M. Brejnev, secrétaire général du P.C. soviétique, et Yves Mourou, au journal de 13 heures, le 5 octobre. D'autres programmes seraient diffusés au cours de la même semaine à partir de hauts lieux de la vie soviétique, notamment la cité des Cosmonautes, l'Hermitage de Leningrad et le Bolchoï, avec la participation de Mireille Mathieu.

INTERNE POUR AVOIR CHANTÉ

Moscou (A.F.P.). — Les autorités soviétiques ont fait interner dans un hôpital psychiatrique le chanteur Piotr Starobinski, le 15 septembre dernier, a-t-on appris mardi de source diplomatique à Moscou. M. Starobinski a déjà passé trois ans dans une prison psychiatrique de 1972 à 1974, puis un an dans un hôpital normal, pour avoir fait circuler des écrits clandestins (« le Monde » du 8 septembre).

Son internement, le 15 septembre, serait dû au fait qu'il « avait fait, chez lui, en laperçut, tant ses chansons, ce qui, pour les autorités, est un signe de l'aggravation de son état ». Ses amis estiment que le « bruit » lancé par la police n'est qu'un prétexte, puisque les voisins de M. Starobinski sont sains.

Dans son appartement de la banlieue de Moscou, où il vit avec sa femme et ses deux enfants en bas âge, M. Starobinski interprétait devant un public d'amis et parfois d'étrangers des œuvres des poètes des années 20, comme Oupis Mandelstam et Marina Ivretskaya. Il interprétait également des textes plus récents, dont certains, à la gloire du peuple technocratique après l'invasion du pays.

M. Angelo Nidzescu, vice-premier ministre roumain, est ministre de l'Agriculture. Il est élu président de la Conférence européenne de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (O.N.A.) le lundi 20 septembre.

MSI

MARKETING MANAGER

OPERATIONS EUROPEENNES
110/130.000 F
Voiture
Matériel de Forage
banlieue Ouest

CONTROLEUR DE GESTION

90/110.000 F
Electronique
Ouest de la France

ORGANISATION DE LA PRODUCTION

100.000 F
Métaux
Centre France

CHEF DE SERVICE GESTION PRODUCTION

110.000 F minimum
Métaux
Centre France

RESPONSABLE D'USINE

80/100.000 F
Chauffage électrique
La Ferté Bernard (Sarthe)

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en précisant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

les Jardinieres Maisons-Alfort

DU STUDIO AU 5 PIÈCES
HABITABLES IMMÉDIATEMENT
PROX MOYEN AU M²: 4 100
FERME ET DÉFINITIF

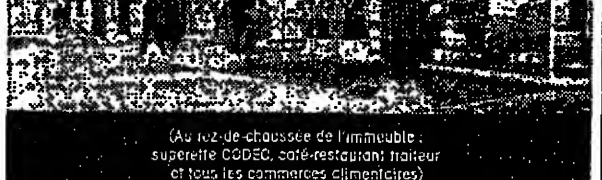


Des appartements terrasses...

Est-ce leur adhésion de fraîche date, le fait d'être tous étudiants ou lycéens, qui leur donnent cet air de vague ressemblance? A deux exceptions et une indécision près, tous se rattachent au « courant deux », qui constitue autour du CEREES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) la minorité du parti.

Quant à l'alliance avec le P.C.F., elle doit être « privilégiée » par rapport aux contacts avec les « gauchistes », qui « sont incapables de sortir de leur ghetto ». Et si, bariolés de breloques au sigle du parti, les jeunes socialistes pensent que « la victoire est proche », ils se réfèrent plus volontiers à Jaurès et au Front populaire qu'à Guy Mollet.

... tous les commerces à portée d'ascenseur



... des prestations intérieures de standing



... et le métro à 50 mètres



... et le métro à 50 mètres



... et le métro à 50 mètres



... et le métro à 50 mètres

JEUNESSE

UN STAGE DE JEUNES SOCIALISTES EN GIRONDE

Avoir vingt ans au P.S.

De notre envoyé spécial

Montalivet (Gironde). — C'est entre un portrait de Salvador Allende et deux drapés rouges frappés du poing à la rose qu'a eu lieu récemment à Montalivet le troisième stage national d'été du Mouvement de la jeunesse socialiste (M.J.S.). Une quinzaine de jeunes, venus pour la plupart du Sud-Ouest ou de l'Ouest, mais aussi de la région parisienne et du Rhône, y ont participé. Des militants qui ne suffisent pas à faire un tableau complet de la Jeunesse socialiste, mais qui donnent une idée de ce que signifie avoir vingt ans au P.S.

Est-ce leur adhésion de fraîche date, le fait d'être tous étudiants ou lycéens, qui leur donnent cet air de vague ressemblance? A deux exceptions et une indécision près, tous se rattachent au « courant deux », qui constitue autour du CEREES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) la minorité du parti.

Quant à l'alliance avec le P.C.F., elle doit être « privilégiée » par rapport aux contacts avec les « gauchistes », qui « sont incapables de sortir de leur ghetto ». Et si, bariolés de breloques au sigle du parti, les jeunes socialistes pensent que « la victoire est proche », ils se réfèrent plus volontiers à Jaurès et au Front populaire qu'à Guy Mollet.

Des remous

Enfants du congrès d'Epinal, ils étaient « au cours moyen en mai 1968 ». Pour eux, la vieille maison — la S.F.I.O. — date de la préhistoire du parti. Ce sont des militants tout neufs, issus de la moyenne bourgeoisie. Aucun n'a adhéré au parti socialiste par tradition familiale et n'a milité auparavant dans une autre organisation de gauche ou d'extrême gauche.

Certains arguments approximatifs entendus lors des séances de travail justifient a posteriori la décision prise par le P.S. en février 1976, lors de son congrès de Pau, de faire désormais de la formation l'objectif numéro un du parti. Au cours de la petite semaine passée à Montalivet, les participants ont successivement débattu de l'urgence de la vie politique du parti, des élections municipales, de l'eurocommunisme, etc., se corrigeant les uns les autres lors des séances d'expression orale : « Regarde l'auditoire, articule mieux, ne mets pas les mains dans tes poches ». Dialogue attaché au vol. Réaliste et sentencieux : « Il faut privilégier les contacts avec les pays du tiers-monde, ils détiennent les matières premières ». Perplexe : « Avec le Mayaguez, par exemple? ». Ironique : « Tu peux dire qu'on aurait dû garder l'Algérie? »

CAPELOU
TOUT CE QUI
SE TRANSFORME
EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPÉLOU distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 20^e - Métro PASTEUR
Tél. 357.46.35 +

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

De notre envoyé spécial

Montalivet (Gironde). — C'est entre un portrait de Salvador Allende et deux drapés rouges frappés du poing à la rose qu'a eu lieu récemment à Montalivet le troisième stage national d'été du Mouvement de la jeunesse socialiste (M.J.S.). Une quinzaine de jeunes, venus pour la plupart du Sud-Ouest ou de l'Ouest, mais aussi de la région parisienne et du Rhône, y ont participé. Des militants qui ne suffisent pas à faire un tableau complet de la Jeunesse socialiste, mais qui donnent une idée de ce que signifie avoir vingt ans au P.S.

Est-ce leur adhésion de fraîche date, le fait d'être tous étudiants ou lycéens, qui leur donnent cet air de vague ressemblance? A deux exceptions et une indécision près, tous se rattachent au « courant deux », qui constitue autour du CEREES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) la minorité du parti.

Quant à l'alliance avec le P.C.F., elle doit être « privilégiée » par rapport aux contacts avec les « gauchistes », qui « sont incapables de sortir de leur ghetto ». Et si, bariolés de breloques au sigle du parti, les jeunes socialistes pensent que « la victoire est proche », ils se réfèrent plus volontiers à Jaurès et au Front populaire qu'à Guy Mollet.

Des remous

Enfants du congrès d'Epinal, ils étaient « au cours moyen en mai 1968 ». Pour eux, la vieille maison — la S.F.I.O. — date de la préhistoire du parti. Ce sont des militants tout neufs, issus de la moyenne bourgeoisie. Aucun n'a adhéré au parti socialiste par tradition familiale et n'a milité auparavant dans une autre organisation de gauche ou d'extrême gauche.

Certains arguments approximatifs entendus lors des séances de travail justifient a posteriori la décision prise par le P.S. en février 1976, lors de son congrès de Pau, de faire désormais de la formation l'objectif numéro un du parti. Au cours de la petite semaine passée à Montalivet, les participants ont successivement débattu de l'urgence de la vie politique du parti, des élections municipales, de l'eurocommunisme, etc., se corrigeant les uns les autres lors des séances d'expression orale : « Regarde l'auditoire, articule mieux, ne mets pas les mains dans tes poches ». Dialogue attaché au vol. Réaliste et sentencieux : « Il faut privilégier les contacts avec les pays du tiers-monde, ils détiennent les matières premières ». Perplexe : « Avec le Mayaguez, par exemple? ». Ironique : « Tu peux dire qu'on aurait dû garder l'Algérie? »

CAPELOU
TOUT CE QUI
SE TRANSFORME
EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPÉLOU distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 20^e - Métro PASTEUR
Tél. 357.46.35 +

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

De notre envoyé spécial

Montalivet (Gironde). — C'est entre un portrait de Salvador Allende et deux drapés rouges frappés du poing à la rose qu'a eu lieu récemment à Montalivet le troisième stage national d'été du Mouvement de la jeunesse socialiste (M.J.S.). Une quinzaine de jeunes, venus pour la plupart du Sud-Ouest ou de l'Ouest, mais aussi de la région parisienne et du Rhône, y ont participé. Des militants qui ne suffisent pas à faire un tableau complet de la Jeunesse socialiste, mais qui donnent une idée de ce que signifie avoir vingt ans au P.S.

Est-ce leur adhésion de fraîche date, le fait d'être tous étudiants ou lycéens, qui leur donnent cet air de vague ressemblance? A deux exceptions et une indécision près, tous se rattachent au « courant deux », qui constitue autour du CEREES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) la minorité du parti.

Quant à l'alliance avec le P.C.F., elle doit être « privilégiée » par rapport aux contacts avec les « gauchistes », qui « sont incapables de sortir de leur ghetto ». Et si, bariolés de breloques au sigle du parti, les jeunes socialistes pensent que « la victoire est proche », ils se réfèrent plus volontiers à Jaurès et au Front populaire qu'à Guy Mollet.

Des remous

Enfants du congrès d'Epinal, ils étaient « au cours moyen en mai 1968 ». Pour eux, la vieille maison — la S.F.I.O. — date de la préhistoire du parti. Ce sont des militants tout neufs, issus de la moyenne bourgeoisie. Aucun n'a adhéré au parti socialiste par tradition familiale et n'a milité auparavant dans une autre organisation de gauche ou d'extrême gauche.

Certains arguments approximatifs entendus lors des séances de travail justifient a posteriori la décision prise par le P.S. en février 1976, lors de son congrès de Pau, de faire désormais de la formation l'objectif numéro un du parti. Au cours de la petite semaine passée à Montalivet, les participants ont successivement débattu de l'urgence de la vie politique du parti, des élections municipales, de l'eurocommunisme, etc., se corrigeant les uns les autres lors des séances d'expression orale : « Regarde l'auditoire, articule mieux, ne mets pas les mains dans tes poches ». Dialogue attaché au vol. Réaliste et sentencieux : « Il faut privilégier les contacts avec les pays du tiers-monde, ils détiennent les matières premières ». Perplexe : « Avec le Mayaguez, par exemple? ». Ironique : « Tu peux dire qu'on aurait dû garder l'Algérie? »

CAPELOU
TOUT CE QUI
SE TRANSFORME
EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPÉLOU distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 20^e - Métro PASTEUR
Tél. 357.46.35 +

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

Une enquête du journal « Terminal »

LES « LACUNES » DES LYCÉENS

Le journal *Terminal* a organisé, à la veille de la rentrée, un test de connaissances sur la vie économique, sociale et culturelle auprès d'une centaine de jeunes lycéens à Paris. Si l'on en croit les résultats de ce mini-sondage, 85 % des lycéens de tronc A ont su avant que Noël Anouilh n'est pas le premier homme sur la Lune et qu'il y a en France « un million de chômeurs ». Un sur deux connaît la signification du sigle T.V.A., la hiérarchie militaire, le cours du dollar, le salaire d'un enseignant. En revanche, ils sous-estiment les honoraires des médecins, ignorent le nombre des députés, la date des prochaines élections et les fonctions respectives des différents ministres, exception faite de MM. Barre et Habib et de Mme Vial, dont ils orthographient mal le nom.

Les sigles des diplômes universitaires restent pour eux un mystère. L'achat des manuels scolaires leur a coûté entre 150 et 200 F, et ils estiment que la rentrée revient pour chacun d'eux à environ 400 F. La grande majorité des lycéens se voient mariés, avec deux enfants, mais ils n'ont aucune idée du montant des allocations familiales. Sports, leçons particulières vont au vent, à l'équitation ou à la natation. Les sports d'équipe sont moins appréciés. Ce choix s'explique en partie par le milieu social des adolescents qui ont participé à cette enquête, tous lycéens du second cycle long. Ils sont également très familiers « classiques », les films connaissent le prix du beurre, les garçons celui de l'essence.

* « Terminal », 103, rue La Fayette, 75010 Paris, tél. 385-51-51.

MÉDECINE

Aux 26^e Journées pharmaceutiques internationales

Les « officinaux » préoccupés par leur image de marque

« Un pharmacien, c'est ce que vend des médicaments », répond le président de la Fédération nationale des pharmaciens, la médecine et les consommateurs, qu'il revient de rétablir un certain nombre de faits. M. Pierre Peckre, président de la Fédération nationale des pharmaciens, a notamment dénoncé le « faux nez de l'officine » que constitue la parapharmacie (vente de produits non strictement pharmaceutiques). « En fait, a-t-il précisé, chacun sait que le pharmacien fait 85 à 90 % de son chiffre d'affaires avec les médicaments ».

M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche et pharmacien lui-même, a souligné que les médicaments n'entrent que pour 5 % dans le budget de la Sécurité sociale et que l'une des tâches constantes du pharmacien d'officine est d'essayer de freiner la consommation abusive. Quant à M. Pierre Royer, professeur de pédiatrie à l'université René-Descartes, qui conteste le chiffre de 5 %, il a estimé que la surconsommation de médicaments est « indéniable », mais qu'elle est due à une solide chaîne de complicité entre certains médecins, médecins et pharmaciens. — R. C.

DÉFENSE

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

La marine britannique a perdu tout espoir de retrouver les dix marins portés manquants après la collision, lundi 20 septembre, entre la frégate *Mermaid* et le dragueur de mines *Fittleton* en mer du Nord. Avec les dix marins disparus, ce sont donc douze hommes qui ont trouvé la mort dans le naufrage du *Fittleton*, qui a eu lieu à 80 miles de la côte néerlandaise.

RECTIFICATIF. — Le chargeur d'agrafes permettant les sutures anatomiques en chirurgie digestive (*le Monde* du 22 septembre) vaut 140 F et non 14 000 F comme une confusion entre anciens et nouveaux francs nous l'a fait écrire. D'autre part, l'importateur précise que le chargeur est prévu pour une suture de 5 centimètres et non 7.

SOCIÉTÉ

Députée à la condition féminine

Mme NICOLE PASQUIER AURA UNE TACHE DE PROPOSITION ET DE COORDINATION

Le Journal officiel du mercredi 22 septembre publie deux décrets nommant Mme Nicole Pasquier déléguée à la condition féminine auprès du premier ministre et précisant ses attributions.

Succédant au secrétariat d'Etat à la condition féminine, supprimé lors du changement de gouvernement du mois d'août, le délégué à la condition féminine a pour mission de suivre l'application des décisions prises pour améliorer la condition féminine, favoriser l'accès des femmes aux différents niveaux de responsabilité et éliminer les discriminations dont elles peuvent faire l'objet. Le décret — le décret simplifié le masculin — propose au premier ministre « toute action nouvelle en ce domaine » et assure « la coordination » entre les ministères. Le décret précise, en outre, que le délégué peut s'assurer « le concours » des administrations et organismes compétents et que, « de propos, le comité du travail féminin. Organisme consultatif placé auprès du ministre du travail, le Comité du travail féminin restera rattaché à ce ministère. Il avait été question — et M. Jean-Philippe Lecat l'avait confirmé — de rattacher ce comité à la nouvelle déléguée. La solution finalement retenue satisfait les membres du comité, qui ne souhaitent pas quitter le ministère du travail. Le décret ne précise pas, en revanche, si le Centre d'information féminine (CIF), qui est une association, dépendra de Mme Pasquier.

Mme Pasquier a été reçue mardi 21 septembre, pendant une heure, par le président de la République. A sa sortie de l'Élysée, elle a notamment déclaré : « Je vais continuer l'action entreprise par Mme Giroud. Je vais d'abord rencontrer les déléguées régionales, des ministères, et notamment le ministre de la santé et le ministre du travail, et aussi le plus de femmes possible ».

M. Corlaciou, après douze jours de grève de la faim, n'a toujours pas reçu des autorités roumaines l'autorisation d'émigrer pour sa femme et ses deux enfants. Selon le gouvernement de Bucarest, M. Corlaciou doit d'abord rembourser une dette à l'Union des écrivains roumains. M. Corlaciou proteste contre cette affirmation. Il s'agit en fait, selon lui, d'un avoir qu'il avait touché sur des traductions de Blaise Cendrars qui n'ont pas été publiées après son départ.

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
PANTIN 845-97-67

150

ENQUÊTE

LE PRIX DE LA SANTÉ

III. - Grande-Bretagne : une médecine nationalisée dans un pays libéral

par XAVIER WEEGER

Premier système de médecine nationalisée dans un régime capitaliste, le National Health Service anglais semble confronté aux mêmes difficultés que les systèmes allemand ou hongrois. (Le Monde) des 21 et 22 septembre. Les patients semblent néanmoins assez satisfaits.

Londres. — « Le service de santé ? Une vraie bénédiction. Cette petite dame d'un certain âge, habitant une banlieue riche de Londres où les cottages alternaient avec de vertes pelouses, trémit encore au souvenir de ce qui se passait « avant », quand elle voyait encore des gens incapables de faire appel au médecin, faute de pouvoir le payer. « Bien sûr, le système a des inconvénients, mais ce n'est rien comparé à ce que j'ai vu constater de mes yeux à l'époque. »

« Avant », c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 1948, date à laquelle entra en vigueur le National Health Service (N.H.S.), premier système de médecine nationalisée dans un pays capitaliste où le mot libéral évoque un sentiment encore très vivace. A cette date, après des mois d'âpres discussions avec le corps médical, le travailleur Aneurin Bevan voyait, enfin, éclore le fruit de sa lutte. Trois jours plus tard, 97 % des médecins acceptaient de travailler pour le N.H.S. et de recevoir leur rémunération de lui.

« Système universel, le N.H.S. a été créé comme l'expression du droit de chaque citoyen à recevoir les soins qui lui sont nécessaires, sur la base d'une totale égalité », nous rappelle, avant son départ

de travail, « La durée de la consultation peut aller d'une minute à une heure et des problèmes psychologiques entrent en jeu, nous explique le médecin-chef d'un centre de santé de la banlieue londonienne, où cinq généralistes « couvrent » une population d'environ dix mille personnes : en moyenne, elle est de six minutes. » De fait, lorsque nous étions arrivés vers 10 h 30 à l'heure de la « pause-thé », une trentaine de personnes s'étaient salués dans la salle d'attente ; vers 11 h 40, cette dernière était déserte.

Si l'est difficile d'apprécier le temps moyen de travail d'un généraliste, du moins les horaires de ce groupe professionnel révèlent bien des médecins français : en visite ou au centre, les médecins travaillent de 9 heures à 17 heures, cinq jours par semaine, et peuvent avoir les praticiens d'un groupe voisin les gardes et les permanences de week-end. « Les gens ont appris à se servir », nous dit-il, « et à appeler le médecin que lorsque c'est nécessaire, nous expliquent-ils. Dans les premiers temps, après la fermeture du centre, les gens étaient plutôt chagrinés. Maintenant, le médecin de garde reçoit deux ou trois appels avant 11 heures, et un appel plus tard dans la nuit, une fois toutes les deux ou trois semaines. »

Les listes d'attente

Est-ce à dire que les Britanniques sont mal soignés, ou qu'ils ont peu d'appel à la médecine ? En fait, indique le médecin-chef,

« 6 % de nos patients occupent 60 % de notre temps. » Et il ajoute : « 60 % des Anglais ignorent le nom de leur médecin, et ici, on se soucie peu en général de voir tel ou tel praticien. » Peut-on penser que c'est là une conséquence du décalage des choses du corps que l'on attribue traditionnellement à la Britannique ? Toujours est-il que presque tous les utilisateurs du N.H.S. que nous avons pu rencontrer semblaient satisfaits de leur médecin, et s'affirmaient avec force.

Il en va semblé-il autrement pour ce qui concerne l'hospitalisation. Malgré un peu plus de cinq cent mille lits d'hôpital, dont près de cent quatre-vingt mille réservés aux cas aigus, les listes d'attente s'allongent, véritable fléau du N.H.S. Si l'hospitalisation est immédiate en cas d'urgence, les autres patients doivent attendre quelques mois, voire un ou deux ans, pour pouvoir enfin subir une intervention minime, comme l'opération de varices ou d'une hernie. Et même si l'attente est parfois quelquefois réelle, le fleuve reprend souvent ses droits. « Les femmes qui sont sur les listes d'attente en chirurgie gynécologique, nous a expliqué un gynécologue d'hôpital, acceptent sans problèmes que celles qui viennent pour un avortement passent devant. »

« Il faudrait supprimer les listes d'attente dans les hôpitaux », explique Mme Castle, mais cela voudrait dire plus d'argent. A la différence de ce qui se passe en France, où la demande médicale n'est pas insérée dans des limites précises, la Sécurité sociale payant que les médecins respectent, ainsi que les actes médicaux ou chirurgicaux, le N.H.S. dispose chaque année d'un budget établi par le gouvernement et voté par les Chambres ; près de 12 milliards de francs sont ainsi consacrés cette année au N.H.S., et pour 1974-1975 les dépenses du service de santé représentaient 5,4 % du produit national brut.

« La Grande-Bretagne dépense trop pour sa défense et pas assez pour sa santé », estime M. Bernard Dix, secrétaire général adjoint du National Union of Public Employees, principal syndicat de la fonction publique, et dont deux cent mille membres au sein du N.H.S. « Depuis six mois, aucune nouvelle construction d'hôpital ou de centre de santé n'a été entreprise. » Il est vrai que beaucoup reste à faire pour remédier à la vétusté de la plupart des hôpitaux repris en 1948 à des œuvres charitables privées. Mais la situation économique très tendue rend les arbitrages encore plus délicats.

Une large décentralisation

Si le budget de la santé est ainsi déterminé par l'Etat, la gestion et le choix des priorités sont très largement décentralisés, et sont assurés à trois niveaux : la région, la zone ou, dans certains cas, le district (composé par le Regional Area, ou District Health Authority). L'autonomie à chaque échelon ne semble pas une utopie, du moins si l'on en croit Mme Castle : « Il y a quinze années, raconte-t-elle, visitant ma préconception, j'ai rencontré des médecins qui protestaient contre l'insuffisance des services de soins et d'urgence de l'hôpital. »

« Le N.H.S. n'est pas une machine qui fonctionne de la même façon que l'industrie ou le commerce. L'écoulement du Nord ont chaque un système de santé propre. Le patient paie une somme forfaitaire de 30 pence (170 F par an) pour le service. Il se voit rembourser la quantité de soins qu'il reçoit, dans un établissement ne devant pas dépasser le montant d'un an de salaire. »

local. Un président de l'autorité régionale, qui m'accompagnait, intervint alors et me dit : « Il y a des hôpitaux privés que celui-ci, nous avons d'autres priorités. » C'est son avis qui a prévalu, a ajouté Mme Castle, ce sont les autorités des régions et des zones qui connaissent le mieux leurs besoins locaux. »

Au niveau le plus bas, les munici-

5,4 % DU PRODUIT NATIONAL BRUT

La grande majorité du budget du service national de santé étant fournie par l'Etat, le gouvernement britannique peut, dans une certaine mesure, contrôler son évolution. Il en a récemment donné une preuve en soumettant aux différents partis intéressés un document consultatif prévoyant l'évolution des dépenses pour les quatre prochaines années. Aux termes de ce document de travail, la progression des dépenses de santé devrait se trouver assez fortement ralentie : elle serait de 2,8 % par an pour 1976/1977, et serait ramenée à 1,8 % pour les années suivantes. Ceci se fera notamment au détriment des investissements immobiliers et des programmes de rénovation, afin de ne pas freiner l'effort de recrutement des personnels.

En 1974/1975, les dépenses de santé représentaient environ 5,4 % du produit national brut, soit 4,6 milliards de livres (38 milliards de francs). Les dépenses de sécurité sociale s'élevaient à 10 milliards de livres (83 milliards de francs). En 1972/1973, les dépenses de santé étaient consacrées pour 12,8 % aux services locaux, principalement à la rémunération des travailleurs sociaux. Sur le total, 50,5 % allaient aux dépenses hospitalières (hospitalisation et consultations), 2,8 % aux dépenses pharmaceutiques, 6,7 % à la médecine générale. La contribution directe de la population (en dehors des cotisations payées) s'élevait à 4,8 % du total.

En 1974, 274 millions de prescriptions ont été enregistrées par le N.H.S., représentant 172 millions de livres (1,3 milliards de francs). Mais environ la moitié des médicaments consommés échappent à toute prescription médicale.

capités, pour leur part, ont la responsabilité de l'organisation des services de « santé communautaire » et des services sociaux, en grande partie financés par les impôts locaux. Des infirmières communautaires, chargées en particulier des soins à domicile aux personnes âgées et des conseils aux jeunes mères, y collaborent en

étroite liaison avec les médecins et les travailleurs sociaux. Au niveau local fonctionnent également des foyers pour personnes âgées ou des hôpitaux de jour pour les malades mentaux. Le résultat semble cependant inégal, en grande partie conditionné par le dynamisme et la richesse des municipalités.

Réduire la domination des médecins

« Il faut réduire la domination des médecins et essayer de mieux faire intervenir toutes les autres catégories de personnes concernées », estime M. Dix. De fait — ce qui peut sembler quelque peu paradoxal — le pouvoir des médecins est loin d'être négligeable dans ce système nationalisé. Le corps médical intervient à tous les niveaux de décision. La liberté d'installation est, certes, limitée, voire nulle dans certaines zones : mais les médecins sont largement représentés dans les Family Practitioner Committees, comités locaux dont il faut avoir l'accord pour pouvoir s'établir. La prescription des médicaments, libre en ville (2), est soumise, dans chaque établissement hospitalier, à certaines règles d'usage, établies par une commission où, là encore, les médecins règnent en maîtres. Les salaires eux-mêmes dépendent largement du corps médical.

« Pour 98 % la population est inscrite au N.H.S. et pour 95 % l'utilité à l'exclusion de toute médecine privée », pour Mme Castle, ainsi plébiscité, le N.H.S. est sans nul doute très satisfaisant. « Les comparaisons internationales, souligne-t-elle, montrent que la médecine anglaise est au cinquième rang mondial pour avoir un des coûts les plus faibles. »

Les médecins, quant à eux, manifestent tout de même une certaine inquiétude : le gouvernement n'est-il pas en train de chercher à supprimer les quelques lits privés fonctionnant dans les hôpitaux du N.H.S., concession accordée aux médecins par Lord Bevan en 1948 pour encourager leur adhésion à son projet révolutionnaire. Soucieux de conserver ce que les syndicats considéraient comme un privilège scandaleux, et qu'ils dépendent au nom du libre choix pour le malade qui a souvent une assurance privée, ou qui accepte de payer son prix de journée en plus des honoraires médicaux — les médecins menacent de quitter en bloc le N.H.S. et de s'installer en privé ou d'émigrer, ce qui trois cents d'entre eux font déjà chaque année.

Le N.H.S. ne semble pas pour autant véritablement menacé, et la très puissante British Medical

Association, à laquelle adhèrent la majorité des praticiens, ne semble nullement décidée à « tout casser ». Sans doute le N.H.S. a-t-il des imperfections. Les jeunes médecins hospitaliers ont même été, à l'automne 1975, jusqu'à déclencher une grève des soins, diversement suivie, qui avait pour objectif une revalorisation des salaires et une réduction du temps de travail. Les médecins généralistes — vingt-trois mille contre trente mille médecins hospitaliers — n'ont sans doute pas un rôle aussi complet que l'omnipraticien français, sans toutefois avoir le rôle de « trieur » qu'on lui attribue parfois.

La menace sur les lits privés est réelle et soulève l'inquiétude des hospitaliers, qui ne pourront pas sans difficulté trouver du travail dans un secteur privé réduit à sa plus simple expression (vingt-cinq mille lits). D'autres problèmes subsistent, comme ceux liés à l'abondance des médecins immigrés (près de 40 % du corps médical), surtout présents dans les hôpitaux et un niveau de formation parfois insuffisant.

Il n'en reste pas moins que le N.H.S. lié à une très forte amélioration de la couverture sociale, est sans nul doute une des grandes réussites de l'après-guerre britannique. Imparfait, mais économique, peut-être spécifique d'un certain peuple où la tolérance et la patience semblent de mise, il est certainement efficace, du moins si l'on en juge par les statistiques de mortalité et d'espérance de vie. Il reste surtout extrêmement populaire. « J'ai pu longuement comparer notre système et le nôtre », nous a confié une femme installée depuis dix ans en France. « Je ne peux pas m'habituer à sortir mon portefeuille quand je vais chez le médecin. Ma préférence va sans hésitation au National Health Service. »

Prochain article :

FRANCE :
PLURALISME
ET LIBÉRALISME

Suède : un hospitalocentrisme efficace et coûteux

De notre correspondant

Stockholm. — Avec dix-sept lits d'hôpital par mille habitants, des établissements modernes, confortables et toujours très bien équipés, sans oublier un tarif de consultation modique (quelques couronnes (1) par visite), quelle que soit la nature des soins dispensés, la Suède présente un tableau flatteur de son système médical. La médecine y est fortement organisée et volontairement hospitalière. C'est le résultat d'une politique menée en particulier depuis la fin de la guerre par le parti social-démocrate, qui vient de perdre un pouvoir qu'il détenait depuis quarante-quatre ans.

La santé publique a toujours constitué un poste important du budget, et son coût très élevé (8,5 % du P.N.B. en 1975) n'a jamais suscité de réelles discordes (2). Sur treize mille médecins en activité, près de dix mille exercent leur profession dans les hôpitaux. Ceux-ci sont de trois types : les centres régionaux gérés et financés par l'Etat, les hôpitaux départementaux et les hôpitaux de secteur, nettement plus petits que ceux, à la charge des conseils régionaux. D'autre part, les stations médicales assurent au niveau local, dans les régions à faible densité de population, les soins courants.

Malgré la tendance évidente à la bureaucratie, le corps médical est peut-être le premier satisfait de ce système. En dépit d'une diminution de leur niveau de vie au cours de ces dernières années, ce qui a entraîné une vague d'émigrations temporaires à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en Australie, la plupart des médecins et étudiants reconnaissent qu'ils ont choisi la profession en grande partie pour des raisons financières.

Quel que soit l'établissement, ils gagnent en moyenne autour d'un million 130 000 et 150 000 couronnes par an, ce qui les place toujours en haut de l'échelle. La fonctionnarisation leur a, en outre, apporté des conditions de travail plus « normales » : rarement plus de quarante-cinq heures par semaine, des congés

La nostalgie du médecin de famille

Pour le patient, la situation est différente. Certes, une enquête le montre, 82 % des Suédois sont entièrement satisfaits des soins qu'ils ont reçus dans les hôpitaux, les consultations sont bon marché, les frais de pharmacie — qui ne peuvent excéder 20 couronnes — le sont aussi. Mais une grande majorité se plaint de la dépersonnalisation des soins. Un Suédois sur deux aimerait pouvoir choisir son médecin, avoir affaire au même d'une visite à l'autre, ce qui est loin d'être le cas. De plus, les délais d'attente dans les hôpitaux sont souvent très longs : un an, par exemple, pour les tests d'allergie, plusieurs mois quelconques pour les soins gynécologiques non urgents.

Curieusement, le problème est bien, aujourd'hui, de trouver un médecin quand on est malade, et les libéraux cessent de répondre au téléphone à 17 h. Reste le service des urgences des hôpitaux, solution chosée, bon gré mal gré, par beaucoup. Mais il est clair qu'il existe une nostalgie profonde de l'époque du médecin de famille.

ALAIN DEBOVE.

(1) Une couronne équivaut à environ 113 F.
(2) Les dépenses de santé s'élevaient en Suède par habitant à 2137 F par an, à comparer avec 1 201 F en France et 1 235 F en R.F.A. (Source : Comptes nationaux des pays de la C.E.E. n° 2 - 1974.)

Contre le froid et le bruit faites isoler vos fenêtres

N'attendez pas l'hiver pour faire installer Duo-Fenêtre, un cadre ouvrant discret, esthétique, d'une étanchéité absolue, qui a fait le succès de son efficacité depuis 15 ans en Allemagne. Une protection thermique déductible de vos impôts. Parité 100 km alentour. Crédit CETELEM.

Envoyez de documentation. — Ecrire : SAIREL, 49 rue, rue de Flandre, 75019 Paris, 206-50-13.

Et maintenant, si vous pensiez un peu à vous ?

Affiché-case en box 690 F

LANCEL

le savoir-choisir

Opéra (parking Baramount) • Rond-Point des Champs-Élysées (parking Maitland) • C.I.P. Porte Maillot • Paris 2 • Vélizy 2 • Créteil • Lyon Part-Dieu et rue de la République • Nice

UNIVERSITÉ DE PARIS VII

**STAGE DE FORMATION PERMANENTE
POUR TRAVAILLEURS SOCIAUX
TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ
ET DE LA SANTÉ MENTALE**

PUBLIC. — Infirmiers, assistants sociaux, éducateurs, personnel administratif des institutions concernées par la santé et la santé mentale; toutes personnes intéressées aux questions posées par la distance, les troubles mentaux et les problèmes psychologiques des hospitalisés.

NIVEAU. — Tous niveaux.

OBJECTIFS. — Donner à tous ceux qui le désirent un lieu de parole sur les problèmes de la santé, de la santé mentale, de l'éducation spécialisée, du travail social.

Permettre aux stagiaires d'élaborer à partir de leur expérience, habituellement appelée de soins ou de soins, d'assistant ou d'assistante, d'éducateur ou d'éducatrice, une réflexion sur la médecine, la pédagogie et l'aide sociale.

Soutenir cette réflexion par un travail théorique, à partir de textes, d'enquêtes ou de recherches diverses.

PROGRAMME. — Au bout du compte, de quel prix se paye la Saver? Et combien en coûte-t-il de se soustraire? Telles sont les questions auxquelles nous sommes confrontés.

Les groupes permettront à chaque stagiaire d'échanger informations et réflexions autour de leurs pratiques particulières. Cette mise en suspens du savoir du spécialiste sera structurée cette année autour des thèmes suivants :

- Les progrès symboliques chez l'enfant et ses ratés.
- L'enfant et l'adolescent psychotiques.
- Travail quotidien en institution psychiatrique.
- Science et délire.
- Sens et latéralisation.

METHODES. — L'étendue des objectifs implique une méthode souple qui sera fixée à l'intérieur même des groupes au début de l'année.

DEROULEMENT. — D'octobre 1976 à juin 1977.

Les groupes sont constitués d'un animateur et de dix à quinze stagiaires.

Ils fonctionnent d'octobre à fin juin à raison de :

- deux heures hebdomadaires.
- et d'une réunion mensuelle inter-groupes sur thème, permettant à l'ensemble des stagiaires de se rencontrer et de travailler en groupe élargi.

INSCRIPTION :

Au Département d'Éducation Permanente (Accueil)
UNIVERSITÉ PARIS-VII, 2, place Jussieu, Tour 45-46, 2^e étage, porte 6
Tél. : 336-25-25, poste 56-63 - 329-12-21, poste 57-21.

RELIGION

UN PERSONNAGE-CLÉ DU CATHOLICISME ITALIEN

Mario Rossi est mort

Dans la matinée du 21 septembre, un médecin italien, Mario V. Rossi, est mort des suites d'une opération dans une clinique romaine. Il avait été notamment correspondant de « Témoignage chrétien » et l'un de ses livres, « Laïcs pour des temps nouveaux », avait été traduit en français (aux éditions du Centurion). Pourtant, il n'avait pas atteint la notoriété parmi les catholiques français, en dehors d'amitiés inébranlables avec quelques témoins de ce qui fut l'Eglise du concile : Chenu, Lebrat, Cozman. Mais son histoire personnelle à travers le catholicisme italien a porté et portera sans doute des fruits insoupçonnés.

Né en 1925 à Rovigo, en Vénétie, ouvrier d'usine et étudiant en médecine, Mario V. Rossi fut appelé, en 1952, à la présidence de l'Association de la jeunesse catholique. Il en démissionna deux ans plus tard, entraînant une grande partie des cadres nationaux et provinciaux, s'élevant paisiblement mais catégoriquement contre les « chocs américains » du Vatican et ses interventions dans la politique italienne.

Se dresser contre Pie XII lui coûta très cher : jeune médecin, il se vit relégué à un poste de journaliste à la radio, il en fut expulsé au bout de trois mois. Italien, il fut exclu totalement du Luxembourg comme médecin du travail à la Communauté charbon-acier. L'hostilité personnelle du pape, démultipliée par la peur qu'en avaient les démocrates-chrétiens, s'acharna dans cette persécution qu'intervint l'attentat de Jean XXIII.

Mario V. Rossi qui revint à Rome, s'installa comme psychologue, renoua les contacts avec ses amis du groupe d'Adesso, eux-mêmes en butte à l'hostilité

jeu de l'archevêque de Milan, le cardinal Montini, devenu Paul VI. Mais il écopait ruineusement les détails de ces affrontements et son dernier ouvrage, paru voilà un an, les Jours de la toute-puissance, est une méditation sur le pouvoir plus qu'un récit historique.

Il aurait pu tout avoir, être aujourd'hui l'un des dirigeants de la D.C. Il refusa tout, toutes les démagogues surtout. À quel prix payait-il la paix qui émanait de lui, l'intelligente tolérance qui n'était certes pas preuve de tiédeur? Pourquoi, un signe le laissait soupçonner. Mais, sans un mot de rancœur ni d'amertume, il était demeuré d'Église et contribuait, de la place que lui suggéra sa compétence, à la réflexion sur l'évolution de la théologie morale. Un thème le préoccupait : libérer les hommes de la peur du pouvoir. Et la dernière phrase de son dernier livre était celle-ci : « La Samaritaine peut comprendre et transmettre l'Évangile mieux que la Curie parce que le message ne peut passer qu'à travers la condition humaine, tandis que le pouvoir déformant peut l'ignorer. »

JACQUES NOBECOURT.

ÉDUCATION

La création d'U.E.R. « dérogatoires »

Le président de l'université d'Amiens dénonce une « partition idéologique »

De notre correspondant

Amiens. — C'est le 1^{er} octobre que le Conseil national de l'enseignement supérieur prendra connaissance d'un arrêté du recteur de l'académie créant deux U.E.R. à dérogations : à Amiens un institut de sciences juridiques appliquées et à Saint-Quentin une U.E.R. de sciences et techniques (le Monde du 21 septembre).

M. Roland Pérez, président du conseil de l'université de Picardie, a affirmé : « C'est relancer délibérément une période de désorganisation dans la sécrétion d'Etat sur l'entière responsabilité de la rentrée sous le signe de la sécularité après les événements de l'année passée. »

Pour M. Pérez, il est déraisonnable de créer deux U.E.R. dérogatoires, car d'autres disciplines pourraient demander aussi le même statut. « Dans une telle d'importance moyenne comme Amiens, dit-il, il y aura deux DEUG de droit et on ne manquera pas d'affirmer qu'il y a un de gauche et un de droite : c'est la « libération » du droit à Amiens : on assiste à une partition de type idéologique. »

Le président de l'université de Picardie cherche des explications à cette opération : « Si c'est un règlement de comptes, affirme-t-il, c'est affligeant. Il y voit plutôt une politique délibérée destinée à maintenir des situations de trouble qui permettraient de revenir sur la loi d'orientation. Il estime que la création de cette U.E.R. de droit (puisque c'est elle qui est en cause plutôt que celle des sciences et techniques de Saint-Quentin) donnera à ceux qui ont créé des possibilités de manipulation : « A long terme, quand un étudiant sortira licencié de droit, on lui demandera de quelle U.E.R. C'est inadmissible pour le concubinage républicain de ce pays. »

Une réunion extraordinaire du conseil de l'université de Picardie aura lieu mardi 28 septembre. Mais, comme l'a dit le recteur : « L'affaire est terminée. » Pour M. Raymond Frisur, les deux unités « vont traverser des difficultés de fonctionnement dans leurs relations avec l'université. »

Il a rappelé qu'en droit « des étudiants et des professeurs, sous protection de l'administration, ont tenu leur année universitaire et passé leurs examens, et demandé à titre individuel la possibilité de travailler par la suite dans le calme. Le service public doit être assuré dans les meilleures conditions et n'est pas propriétaire de personne. Ce n'est pas nous qui avons politisé l'université. »

IL EST URGENT DE RÉFORMER LES GRANDES ÉCOLES estime l'U.G.E.

« Il est urgent que les grandes écoles se transforment, c'est l'avis scientifique, économique et technique qui est en question », a déclaré M. Michel Fiasin, président de l'Union des grandes écoles (U.G.E., proche des communistes), qui groupe des associations d'étudiants, lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 21 septembre.

Cette réforme ne doit pas, selon l'U.G.E., « suivre les orientations du V^e Plan, à savoir une adaptation étroite de la formation aux besoins économiques et politiques du patronat », mais s'attacher à lutter contre la sélection sociale et faciliter l'entrée des jeunes dans la vie scolaire. Sur ce point, l'U.G.E. a rappelé que le temps consacré à la recherche du premier emploi s'allonge (de six mois à un an, selon les qualifications) et qu'elle demande « une allocation de chômage égale au salaire pour les jeunes diplômés sans emploi ».

M. Michel Fiasin a aussi dénoncé la décision du secrétaire d'Etat aux universités de supprimer la subvention à l'U.G.E. « Les critères de distribution doivent être définis, estime-t-il, pour que l'arbitraire ne règne pas dans ce domaine. »

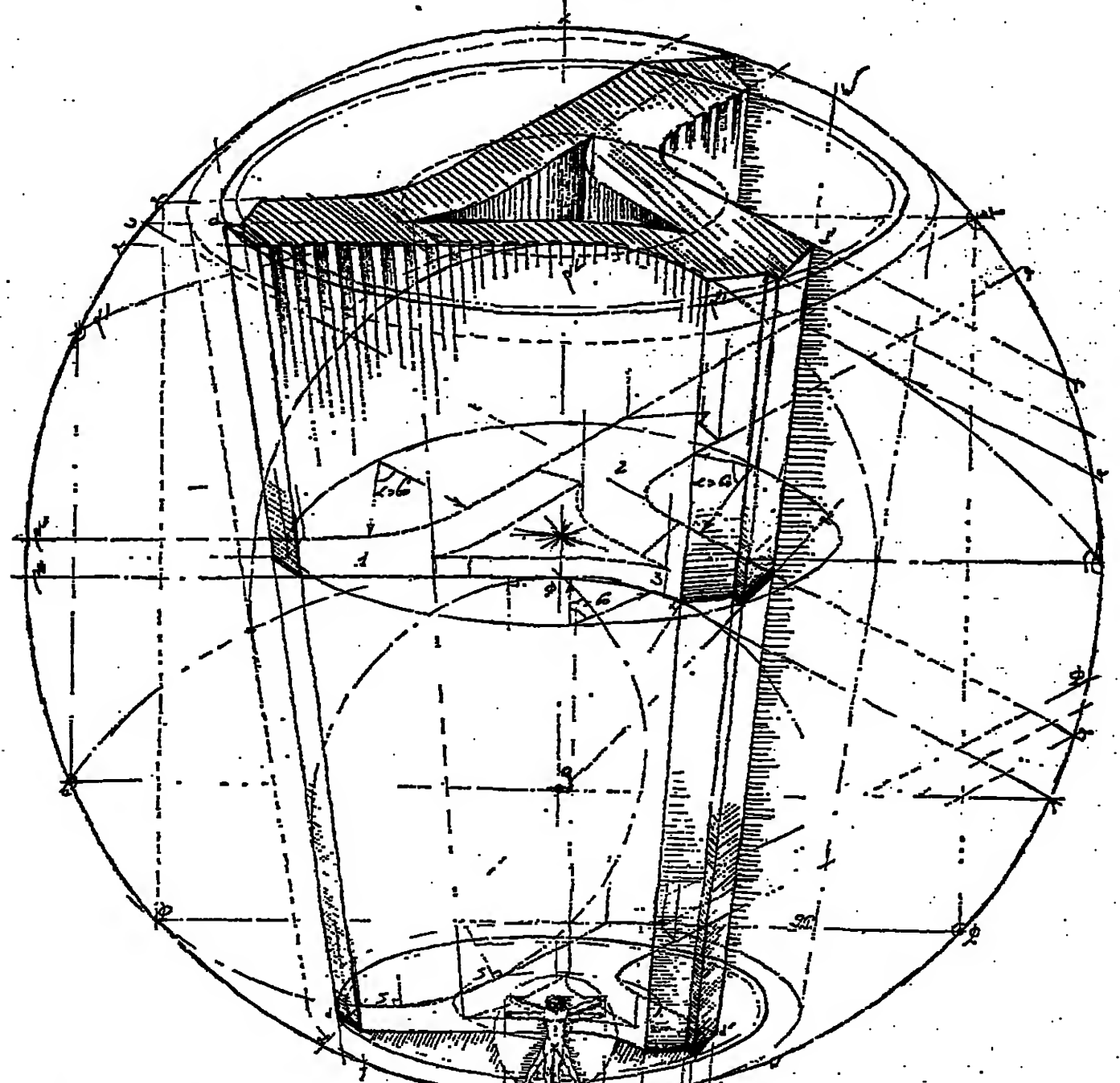
REPRISE DES COURS AU LYCÉE DE BRUNOY

Les enseignants du lycée polyvalent François-Joseph-Talma de Brunoy (Essonne), qui étaient en grève depuis le jour de la rentrée scolaire (le Monde du 16 septembre), ont décidé, mardi 21 septembre, de suspendre « provisoirement » leur mouvement. Les cours reprennent donc à partir de ce mercredi.

Une délégation de professeurs, de parents et d'élèves, accompagnés par des élus locaux, avait déposé, lundi 20 septembre, au ministère de l'éducation, un dossier contenant l'ensemble de leurs revendications. Les professeurs ont décidé de reprendre leur action, s'il n'est pas apporté dans un proche avenir, de « réponse positive à leurs demandes. »

D'autre part, nous indiquons notre correspondant, une grève paralysait le collège d'enseignement secondaire de Montfort-de-Bretagne (Loire-Atlantique). Le mouvement est suivi par vingt et un des vingt-neuf enseignants, qui veulent obtenir la nomination de huit maîtres auxiliaires en poste l'an dernier. Après une semaine de grève, six de ces maîtres auxiliaires ont été nommés.

L'espace parfait.



Cocon, en forme de tripode, Gallieni II offre des plateaux de 1100 m² dressés sur 21 étages. Cette conception originale conduit à trois avantages fondamentaux :

- M^e de bureaux loués — m² pleins jour. Grâce à une architecture originale de l'immeuble, les bureaux de Gallieni II ont tous une profondeur de 5 m et sont tous en pleine lumière du jour. C'est l'utilisation maximum de l'espace loué sans avoir nécessairement recours au système des bureaux payés.
- M^e de bureaux loués — m² fonctionnels. Contrairement à l'architecture rectangulaire des tours de bureaux, la conception en étoile de Gallieni II permet d'éviter le gaspillage des m² loués. La trame de fondée (0,90 m) permet de créer des bureaux individuels à partir de 9 m². A Gallieni II, un plateau de 1076 m² accueille 112 personnes dans le plus grand confort en pleine lumière du jour.
- M^e de bureaux loués — m² indépendants. Chacun des plateaux de Gallieni II est divisible en 3 lots totalement indépendants de 325, 354, 396 m². Chaque lot dispose d'accès, de circulations et de blocs sanitaires entièrement privés.

A Gallieni II, chaque m² loué est un m² utilisé.

Loyer de base : 317 F HT le m².

A Gallieni II, le loyer de base commence à 317 F HT le m².

En outre, le montant des charges qui s'ajoute au loyer permet d'obtenir un coût total qui est à ce jour parmi les plus compétitifs du marché parisien.

Cette compétitivité n'est pas artificielle, c'est le parti architectural profondément original de Gallieni II qui la rend possible.

Des équipements de haute qualité.

Gallieni II bénéficie d'équipements construits de qualité :

- Air conditionné, auto-commutateur téléphonique à sélection directe, restaurant d'entreprise, parkings, groupe électrogène.
- Ces équipements ont été sélectionnés en fonction de leur efficacité et du faible coût de leur entretien.

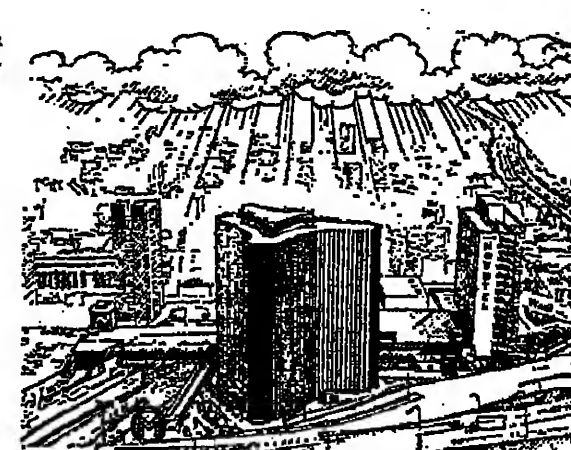
Accès immédiat au métro et périphérique.

Gallieni II est à la porte de Bagneux, le métro Gallieni est à ses pieds (ligne n° 3 en liaison directe avec St-Lazare). L'accès immédiat au périphérique met les aéroports de Roissy et d'Orly à moins de vingt minutes, sans feux rouges, ni croisements.

Gallieni II est juste à côté du centre commercial de la Porte de Bagneux et de sa galerie marchande. Le Novotel est à 50 mètres. Opérationnel depuis le 1^{er} août 1976, Gallieni II est déjà occupé à 25% et fonctionne parfaitement.

Pour tous renseignements sur Gallieni II, téléphonez à GIM : 260.31.03. 1 et 3, rue des Pyramides - 75001 Paris.

* Valeur commerciale : 1^{er} trimestre 1976.



Gallieni II est situé Porte de Bagneux à 20 mètres du métro Gallieni et à 50 mètres du Novotel.

Gallieni II, l'espace parfait de vos nouveaux bureaux. 260.31.03.

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE 1976 à JUIN 1977

Examen d'entrée à :

SC PO

- Entrée en 1^{re} année
- Soutien en cours d'AP
- Procédure admission
- Préparation par correspondance

TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS

AUTEUIL 6, Av. Léon-Hugot 75016 Paris - Tel. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. 598.63.91

Joué le 15/10

ÉDUCATION

La réforme Haby « médiocrise » l'enseignement affirme le SNALC-C.G.C.

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-C.G.C.) a présenté, mardi 21 septembre, un livre vert de 80 pages intitulé *« La réforme Haby et la médiocrisation de l'enseignement »*. Cette doctrine, une analyse, une critique, tirée de sept mille exemplaires, réunit un ensemble de textes adoptés par le SNALC, ces derniers années, à propos des réformes de l'enseignement.

Dans l'avant-propos, M. Gérard Simon, président du syndicat, dénonce la réforme Haby qui, sous couvert d'égalité des chances, « médiocrise » le système public d'enseignement au détriment de « la promotion intellectuelle et sociale d'états potentiels étrangers à l'intellectualité ». M. Simon met en cause, à ce propos, « la technocratie marxiste, généralisée, issue d'une grande bourgeoisie ou d'une aristocratie décadente, et grand des producteurs de petits gauchistes », qui, pour pérenniser son pouvoir, dilabre de mauvaises réformes, dont : « pérenniser les enfants des autres ».

Le SNALC estime, d'autre part, que « la réforme Haby n'a été ni satisfaisante, ni catastrophique, comme le prétendent certains syndicalistes, mais plutôt terne, voire médiocre, dans le droit fil de la politique poursuivie par le pouvoir en matière d'enseignement ».

Il évalue à « plusieurs centaines » le nombre de nouvelles professeurs titulaires — pour la plupart des certifiés — qui n'ont pu obtenir d'affectation et ont été affectés à la disposition des services. Le SNALC dénonce la situation des nombreux adjoints d'enseignement titulaires privés de poste, et le chômage d'environ dix mille maîtres auxiliaires. Il estime que, dans les collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.), la répartition

Complant 12 000 adhérents hors de France

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS RÉCLAME L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT POUR LES ENSEIGNANTS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Tous les enseignants français à l'étranger doivent bénéficier d'un même statut, et leurs salaires doivent être pris en charge par l'État. Tels sont les principaux thèmes revendiqués de la campagne annoncée mardi 21 septembre lors d'une conférence de presse par le Syndicat national des instituteurs (SNI), alors que siège en ce moment à Paris le conseil supérieur de l'Union des Français à l'étranger (« le Monde » des 21 et 22 septembre).

Le SNI, dont douze mille adhérents travaillent hors de France, souligne que le salaire des enseignants varie considérablement selon les pays et les établissements. Des différences s'observent également pour les quatre-vingt mille jeunes Français qui font leurs études à l'étranger. Les frais de scolarité annuels pour un enfant, qui sont de 115 francs en Afrique du Nord, se montent aux États-Unis à 4 700 francs. Le Syndicat des instituteurs estime en outre que la double vacation de l'enseignement français — scolarisation des enfants expatriés et initiation à la culture française des étrangers — n'est pas clairement définie.

La situation, selon le SNI, d'autant plus complexe que certains établissements dépendent du ministère des Affaires étrangères, d'autres du secrétariat d'État à la Coopération ou du ministère de l'Éducation.

SCIENCES

La sonde Viking-2 décèlera-t-elle la vie à l'ombre des pierres martiennes ?

Les premières photographies prises par Viking-2, qui s'est posée le samedi 4 septembre dans la plaine d'Utopia, avaient montré peu de différence avec Chryse, où Viking-1 séjournait depuis juillet dernier. Les premières expériences biologiques faites par la deuxième sonde confirment aussi les indications envoyées par la première. Pour autant qu'on puisse en juger avec seulement deux points de mesure, le sol de Mars semble peu diversifié.

Une semaine après s'être posée, Viking-2 a prélevé un échantillon de sol qui aurait dû alimenter les trois appareils d'expérimentation biologique, l'appareil d'analyse par rayons X,

qui recherche les éléments constitutifs du sol martien, et le spectrographe de masse à chromatographie gazeuse, chargé de trouver d'éventuels composés organiques. Mais une panne du bras qui portait l'échantillon a interrompu ce programme. Seuls les appareils d'expérimentation biologique ont reçu du sol martien. Après quelques jours, le bras a été remis en marche, mais le collecteur qu'il porte à son extrémité s'était vidé au cours des manœuvres et il n'y avait donc plus rien pour alimenter les deux autres appareils. Un nouvel échantillon devra être prélevé, sans doute à la fin de cette semaine.

Les résultats des analyses biologiques sont intéressants, mais insuffisants. Ils sont très proches de ceux qu'avait fournis Viking-1, et ne permettent donc pas plus de trancher entre les hypothèses chimiques et biologiques. Néanmoins, ils en diffèrent suffisamment pour ne pas apparaître comme de simples confirmations. Certaines hypothèses faites à la suite des expériences de Viking-1 sont battues en brèche par les résultats de Viking-2. En sens inverse, puisque les résultats ne sont pas identiques, on peut toujours craindre un mauvais fonctionnement du très complexe laboratoire biologique, mauvais fonctionnement qui serait exclu si les deux séries d'expériences donnaient exactement le même résultat.

Une semaine après s'être posée, Viking-2 a prélevé un échantillon de sol qui aurait dû alimenter les trois appareils d'expérimentation biologique, l'appareil d'analyse par rayons X, qui recherche les éléments constitutifs du sol martien, et le spectrographe de masse à chromatographie gazeuse, chargé de trouver d'éventuels composés organiques. Mais une panne du bras qui portait l'échantillon a interrompu ce programme. Seuls les appareils d'expérimentation biologique ont reçu du sol martien. Après quelques jours, le bras a été remis en marche, mais le collecteur qu'il porte à son extrémité s'était vidé au cours des manœuvres et il n'y avait donc plus rien pour alimenter les deux autres appareils. Un nouvel échantillon devra être prélevé, sans doute à la fin de cette semaine.

Un dégagement plus important de gaz

La nouveauté apportée par Viking-2 dans cette expérience est un dégagement plus abondant de gaz, d'environ 25 %. C'est très explicable si la raison est biologique : plus humide, le sol d'Utopia contiendrait plus de micro-organismes que celui de Chryse. Au contraire, cela présente une difficulté pour les hypothèses purement chimiques. Celles-ci s'appuient sur l'existence dans le sol martien d'oxydants, par exemple de peroxydes, qui réagissent avec l'eau et devraient donc être d'autant moins abondants que le sol est plus humide.

La seconde expérience biologique de Viking-2 n'a pas donné des résultats aussi probants. C'est une expérience d'absorption de gaz, on met le sol martien en présence

de vapeur d'eau, et éventuellement de « nourriture », et l'on analyse les émissions de gaz. Viking-2 a donné des résultats qui diffèrent de ceux de Viking-1 : l'échantillon a rejeté moins d'oxygène, mais plus d'azote et d'argon. Déjà les résultats des mesures faites par Viking-1 n'étaient guère cohérents les uns avec les autres, et l'on ne peut sûrement pas exclure un mauvais fonctionnement de l'appareil.

Une troisième expérience biologique doit bientôt fournir des résultats. Mais rien ne pourra être affirmé puisque la mesure cruciale, la recherche de composés organiques au spectrographe de masse n'a pu avoir lieu à cause de la panne du bras. Or cette expérience a toujours donné sur Viking-1 des résultats négatifs, dénotant donc la présence sur Mars de composés organiques en quantité mesurable. Ce qui est presque incompatible avec une vie martienne.

MAURICE ARVONNY.

LA MISSION SOYOUZ-22 APPROCHERAIT DE SA FIN

Les cosmonautes Valéry Bykovski et Vladimir Aksenov, qui tournent autour de la Terre à bord de Soyouz-22 depuis le mercredi 15 septembre, seraient sur le point de revenir au sol. L'agence Tass a annoncé le 21 septembre qu'ils effectueraient des séances finales en vue de photographier la surface du territoire soviétique. Ils avaient précédemment photographié la République démocratique allemande (R.D.A.).

Bien qu'il soit concevable que leur mission puisse se continuer avec un autre programme, les observateurs s'accordent à penser que la phrase précitée annonce leur retour. Une émission télévisée en direct de l'espace confirme cette impression. Bykovski a déclaré : « Nous devons tout emballer et être prêts pour demain, qui sera une journée chargée ».

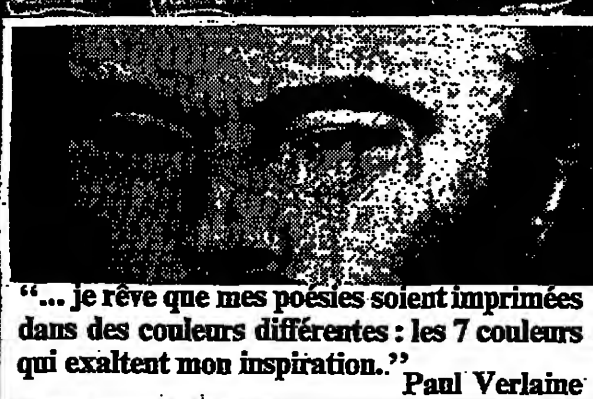
La nouveauté essentielle de la mission est l'emploi par les cosmonautes de matériel fabriqué hors d'Union soviétique : ils ont utilisé des caméras construites en R.D.A. L'objectif principal de la mission était vraisemblablement de tester ce matériel : c'est l'annonce d'une coopération spatiale qui doit conduire après 1978 à l'envoi dans l'espace de cosmonautes de l'Europe de l'Est (« le Monde » du 17 septembre).

La convention sur l'entassement des objets lancés dans l'espace a été ratifiée par les États-Unis, après la Bulgarie, le Canada, la France et la Suède. Elle entre donc en application. Vingt-deux autres pays, dont l'Union soviétique, l'ont signée mais non ratifiée. Approuvée le 12 novembre 1972 par l'assemblée générale de l'ONU, cette convention oblige les pays participants à faire connaître la date et l'endroit du lancement, l'objectif et la trajectoire de toutes leurs fusées et de tous leurs satellites.

DEUX HOMMES FOSSILES À L'ÉLYSÉE

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, le mardi 21 septembre, deux invités de marque : les deux premiers hommes à avoir respectivement un million d'années (le *Tchadanthropus aethiops*, trouvé au Tchad en 1961 par M. Yves Coppens, actuellement sous-directeur au Musée de l'Homme) et trois cent vingt mille ans (l'homme de Taubert, découvert en 1971 dans les Pyrénées orientales par M. et Mme Henry de Lumley, tous deux du C.N.R.S.). Les dix-huit autres étaient, pour la plupart, des paléontologues et préhistoriens français et étrangers qui ont participé la semaine dernière, à Nice, au congrès international des sciences préhistoriques et protohistoriques. Les deux « tuteurs » de la préhistoire, Mme Alice Saunier-Sellé, secrétaire d'État aux universités, et M. René François Stéphan, secrétaire d'État à la culture, étaient présentes à ce déjeuner.

Le président de la République, qui s'intéresse depuis longtemps à la préhistoire et à la paléontologie humaine (en 1969, il était venu « en curieux » au colloque de l'Unesco sur les origines de l'homme), a souligné que la remontée dans le temps et l'étude de l'espace extraterrestre étaient certainement les deux sciences les plus internationales.



Voici enfin toute l'œuvre de Paul Verlaine dans l'édition que rêvait de réaliser le poète lui-même.

Il passe des journées entières dans de misérables bistrot, atablé devant un verre d'absinthe qu'il tient d'une main tremblante. Il est à la limite de la débâcle humaine, au fond du désespoir. Pourtant, chacun est d'accord pour reconnaître en lui le plus grand poète de son temps.

Il n'a que 32 ans, mais il a trop souffert par les hommes, par les femmes et par lui-même. Il git sur son lit de douleur, dans une chambre vide. C'est seulement à la veille de sa mort qu'il sera couronné « prince des poètes ».

Le prince des poètes est mourant.

Il quitte ce monde complètement dépouillé. Quelques jours avant de mourir, il avait dit à un ami : « J'ai fait un rêve. J'ai rêvé que mes poésies étaient imprimées en différentes couleurs, couleurs qui m'enchantaient et me troublaient : les sept couleurs qui ont, durant toute ma vie, exalté mon imagination ».

Oui, Verlaine avait rêvé que ses poésies seraient lues dans les sept couleurs qui avaient hanté et charmé son âme de poète : le noir : couleur de la nuit avec ses chuchotements, ses vices, son désespoir, le mauve : couleur de la tendresse et de la mélancolie de son enfance, le rouge : couleur de l'exaltation, de la passion, de l'obsession, le vert : couleur de cette maison adossée et hantée, la Rue Abbatiale, l'orange : couleur du soleil qui éblouit et chauffe l'âme meurtrie, le gris : couleur de l'ennui, de la solitude, de l'attente sans espoir, et enfin le bleu : couleur de la paix et des rires d'enfants.

Verlaine n'a pas vu son rêve se réaliser. On le trouvera inanimé quelques jours après, sur un misérable grabat. Il était mort de débâcle, de rêves non accomplis, de trop d'illusions et d'une trop grande misère.

Nous avons enfin réalisé le rêve de Verlaine.

Pour ce 80^e anniversaire de la mort du grand poète, Jean de Bonnot a voulu réaliser l'édition complète de Paul Verlaine, en sept volumes, telle qu'il rêvait de la voir publier : chacun des sept volumes imprimés dans une couleur différente.

C'est un hommage que nous avons voulu rendre, par cette édition si exceptionnelle, à ce grand poète qui fut à la fois génie accompli et poète maudit, tantôt exaltant, tantôt ignoble.

Édition remarquable par l'originalité de l'impression en sept couleurs et par l'appareil iconographique : plus de 225 illustrations d'œuvres de l'époque de l'auteur. Édition remarquable par la culture en son ensemble.

ton couleur tabac au décor « fin de siècle », sans le moindre défaut, décorée avec des fers gravés à la main. Édition remarquable par le choix des caractères, les tranches, le signet, les pages de garde... Rien ne vient troubler le plaisir raffiné de l'amateur.

Pour apprécier, sans engagement de votre part, la qualité exceptionnelle du travail, il vous suffit de me demander le premier des sept volumes (en octavo (14 x 21 cm) de cette édition du 80^e anniversaire. Vous aurez dix jours pour examiner à loisir ce premier tome. S'il ne vous convient pas, vous me le renvoyez et nous n'en parlons plus.

Au contraire, si ce premier volume vous convient, vous me réglez le prix indiqué sur ce bon d'examen gratuit. Vous recevrez les autres tomes à la cadence d'un par mois et tous au même prix, formellement garanti par cette souscription, quelles que soient les hausses en cours.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à envoyer à Jean de Bonnot, 7, Fg Saint-Honoré 75392 Paris Cédex 08)

J'accepte de recevoir, en vision, le premier tome de l'édition complète de l'Œuvre Poétique de Paul Verlaine.

Si je décide de le conserver, je vous en réglerai le montant, soit 71,10 F seulement (+ 4,60 F pour participation aux frais de port) et souscrirai ainsi aux 6 tomes suivants qui me seront adressés à la cadence d'un par mois (au même prix), sans que j'aie à les réclamer.

Si je ne désire pas le garder, je vous le retournerai sous 10 jours dans son emballage d'origine, et je ne vous devrai rien.

Voici...

mon nom mon prénom

n° rue

code postal ville

signature obligatoire

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC, 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS. Tél. : 522.15.52. Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Des entreprises sont en instance de déconfiture et leur comptabilité ne le leur révèle pas !

Cette exclamation est celle de l'un des Contrôleurs internes de la grande American Telephone and Telegraph Company ! Et c'est pareil dans tous les pays, grâce au retard intellectuel des Responsables de la Profession Comptable, savoir, en France, le Conseil National de la Comptabilité. La Comptabilité « à partie double » est une technique « rétro », car elle date d'une époque où il n'existait pas d'indices de prix.

Les indices de prix sont nés dans la période 1917-1920, et c'est dans la période 1917-1920 que la Profession Comptable aurait dû créer et adopter la

COMPTABILITÉ INDEXÉE

qui traduit la Réalité en toutes circonstances, déflation, inflation, stabilité des prix. Tandis que la Comptabilité « à partie double », en période d'inflation, affiche des bénéfices FICTIFS. Et c'est sous le prétexte que les bénéfices FICTIFS sont un « IMPÉRATIF FISCAL » que le Ministre François-Xavier Ortoli, le 28 novembre 1968, s'opposait à la Comptabilité Indexée, et le suppose que c'est sous le même prétexte que le Ministre Valéry Giscard d'Estaing, le 24 octobre 1972, notifiât à Emile Krieg son veto à la Comptabilité Indexée !

Mon Ouvrage intitulé « **SORTIR DE L'INFLATION** » d'une part, enseigne la Comptabilité Indexée, d'autre part enseigne le calcul des impôts votés sur les bénéfices FICTIFS, dont les PATRONS, s'ils ont le courage que devrait avoir tout PATRON, exigent la restitution par le fisc

J'ose espérer que la Charte de

SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCÉE

abolira l'obligation, actuellement Légale en France, de pratiquer la Comptabilité « à partie double », si bien que les Entreprises adopteront la Comptabilité Indexée, sans avoir besoin de Loi, puisque la Comptabilité Indexée, traduisant la réalité en toutes circonstances, s'impose d'elle-même — tout comme la table de multiplication.

Mon Ouvrage intitulé « **SORTIR DE L'INFLATION** », le l'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 50 F français, versément à l'avance, par chèque bancaire, virement postal, ou chèque postal 3 volets, ou en espèces à mon domicile. No Copyright. Reproduction, imitation, traductions autorisées.

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

Tél. (1) 255-58-76 C.F. Paris 1030-11

SPORTS

VOILE

DEUX SALONS RÉGIONAUX

Quatre mois avant le Salon International de la plaisance, qui doit se réunir à Paris en janvier 1977, deux expositions, patronnées aussi par la Fédération des Industries nautiques, sont présentées à peu près simultanément à Nice et à La Rochelle.

Ouvert du 11 au 19 septembre à Nice, Expoport, qui s'adresse surtout au public méditerranéen, est surtout consacré au bateau à moteur, très répandu dans le Midi. Cette année, de l'avis même des organisateurs, on relève un fléchissement du nombre des entrées. Il semble, en particulier, que les visiteurs italiens se soient rarifiés à la veille de l'annonce des nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics dans les domaines économique et financier. Il semble qu'à Nice on s'orientait vers un Salon plus court, que se limiterait à quatre jours.

C'est la formule que La Rochelle a adoptée pour son jeune Grand Pavois, un salon à flot, qui a eu lieu pour la quatrième fois, du vendredi 17 au lundi 20 septembre. Pour la première fois, des hôtels situés à une vingtaine de kilomètres du port ont accueilli des visiteurs français ou étrangers ; d'autre part, l'exposition d'accueil et de matériel électronique, organisée à titre expérimental, a connu des débuts prometteurs, et elle sera développée l'an prochain.

Parmi les nouveautés proposées à l'attention du public, plusieurs voiliers habitables. Citons le Nicholson 31 britannique, de 9,30 mètres de long, le Yamah 28, de 8,70 mètres, réalisé au Japon sur plan français du groupe « Pinot », le Serpente, de 6,50 mètres, conçu pour la construction amateur, le Keli, de 8 mètres, présenté sous forme de prototype en attendant son baptême à Paris en janvier.

Sans autre Salon de la plaisance, le Grand Pavois, bien organisé dans une ville qui est

devenue la capitale de la voile en France, dispose des deux atouts qui doivent assurer son développement. En premier lieu, il commence au début de la saison, ce qui permet aux chantiers de connaître très vite l'orientation des goûts du public et d'entreprendre des commandes. Ensuite, les bateaux sont exposés à flot dans le cadre accueillant du nouveau port des Minimes. On constate d'ailleurs, en Grande-Bretagne, une évolution analogue : le Salon de Southampton, qui vient d'être présenté, connaît aussi d'une année à l'autre une importance croissante.

YVES ANDRÉ

BOXE

M. JEAN-PIERRE SOISSON ENVISAGE UN ALLÈGÈMENT DE LA FISCALITÉ POUR LES RENCONTRES PROFESSIONNELLES

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a l'intention de saisir le ministre de l'économie et des finances pour que les charges fiscales frappant la boxe professionnelle soient allégées. Le projet de M. Soisson est de faire changer la base professionnelle de catégorie fiscale et de lui donner les avantages dont bénéficient les sportifs professionnels, comme, par exemple, les matches de football. Pour l'instant, les organisateurs de boxe professionnelle doivent acquitter, toutes taxes additionnelles, environ 40 % de leurs recettes.

JUSTICE

Les citoyens attendent d'abord de l'Etat qu'il soit le garant de leurs libertés

écrit M. Olivier Guichard aux magistrats

M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, qui a présidé mardi 21 septembre, pour la première fois, une réunion du Conseil supérieur de la magistrature, a, d'autre part, adressé aux magistrats et aux fonctionnaires de son ministère un message dans lequel il affirme son intention de « faire en sorte que la chancellerie soit pleinement le ministère de la loi ».

« Mon rôle, écrit notamment M. Olivier Guichard, est d'abord de vous aider à remplir le votre, de rétablir les conditions matérielles, juridiques et morales qui permettent à ceux qui doivent préparer, réguler, prononcer ou appliquer les décisions de justice d'accomplir leur tâche. En parole, c'est affaire d'organisation et de moyens, en un mot, d'administration. J'ai commencé à apprécier vos difficultés. Vous pouvez compter que je mettrai à profit toute mon autorité et mon expérience pour les résoudre ou les alléger. »

« Je suis également convaincu que l'exercice de la justice suppose des règles de droit claires aux citoyens comme aux magistrats et adaptées à l'état présent de la société. Si parfois la justice est contestée, c'est qu'elle doit

appliquer un droit surchargé, confus, parfois contradictoire. »

« A cet égard, je voudrais faire en sorte que la chancellerie soit pleinement le ministère de la loi. »

« Enfin, la justice, ajoute le garde des sceaux, suppose que des sentiments de confiance président aux rapports entre l'Etat et le peuple français et ceux qui rendent la justice en son nom. Il va de la dignité et du crédit de l'un et des autres. Pour ma part, je sais que si la chancellerie est la première charge de l'Etat, c'est parce que la justice en est l'âme même. C'est parce que les citoyens attendent d'abord de l'Etat qu'il soit le garant de leurs libertés, de leur sécurité et de leurs droits, qu'il fasse régner entre eux des rapports de justice. »

Dans le Vaucluse

DEUX HOMMES SONT CONDAMNÉS, POUR VIOL, A VINGT ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE

Messiaud El Garchi, vingt-sept ans, et Abdoullah Bouyahia, vingt-six ans, ont été condamnés mardi 21 septembre par la cour d'assises du Vaucluse à vingt ans de réclusion criminelle pour le viol d'une jeune fille âgée de dix-neuf ans.

Le 24 juillet 1975, entre 1 heure et 2 heures du matin, les deux hommes avaient pris à bord de leur voiture, à la sortie de Mourioux, deux auto-stoppeuses, une jeune fille et un adolescent. Après s'être débarrassés de celui-ci, ils avaient violé la jeune fille près du village de Lapalud (Vaucluse). Ils furent arrêtés quelques heures après. Le procès s'est déroulé à huis clos.

FAITS DIVERS

● La catastrophe aérienne de Turquie. — Parmi les cent soixante-quatre personnes qui ont trouvé la mort dans le Boeing 747 de la compagnie Turkish Airlines qui s'est écrasé, le dimanche 19 septembre, à Isparta en Turquie, il y avait cent vingt-deux passagers étrangers : quatre-vingt-neuf Italiens, vingt-trois Allemands de l'Ouest, neuf Néerlandais et un Autrichien. D'autre part, la boîte noire qui a enregistré les conversations de l'équipage avec la tour de contrôle a été retrouvée sur les lieux de l'accident. Les enquêteurs turcs ont décidé de suspendre un contrôleur de la tour de contrôle d'Antalya, après avoir constaté que la conversation du contrôleur avec le pilote était « incohérente ». L'appareil se trouvait, au moment de l'accident, manifestement hors de l'itinéraire qu'il devait suivre et à une altitude très inférieure à la normale. — A.F.P., U.P.I.

● Incendie dans le Nord : trois morts. — Deux enfants, Lysiane Duthilleul, huit ans, Leticia Lalau, trois mois, ainsi que le père de cette dernière, M. Jean-Claude Lalau, vingt et un ans, ont péri lors d'un incendie qui, dans la soirée du mardi 21 septembre, a détruit une maison d'habitation à Villeneuve-d'Ascq, près de Lille. Quatre autres personnes se sont blessées en sautant du deuxième étage pour échapper aux flammes. Les causes de cet incendie, qui s'est déclaré, semble-t-il, dans une cuisine située au premier étage avant de se propager avec une rapidité extrême, n'ont actuellement pu être déterminées avec précision.

LE CENTRE HOSPITALIER DE VICHY EST CONDAMNÉ APRÈS UNE ERREUR DE TRANSFUSION SANGUINE

A cause d'une erreur commise au cours d'une transfusion sanguine, en janvier 1973, le centre hospitalier de Vichy (Allier) a été condamné par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand à verser près de 3 millions et demi de francs de dommages et intérêts.

Victime d'un hémorragie lors d'un accouchement difficile, Mme Yvette Nebout, vingt et un ans, avait dû subir une transfusion. Mais à cette d'une confusion avec le nom d'un autre malade, le sang transfusé ne correspondait pas au groupe sanguin de la jeune femme. Depuis cet accident, Mme Nebout, victime de troubles graves, doit subir trois transfusions complètes chaque semaine.

Le tribunal administratif lui a reconnu une incapacité permanente partielle de 80 % et lui a alloué 30 000 francs pour la réparation du préjudice et 30 000 francs au titre de préjudice moral. D'autre part, l'hôpital de Vichy devra payer à la Sécurité sociale 3 123 422 francs, représentant le remboursement des frais de traitement de Mme Nebout.

Après un accident du travail

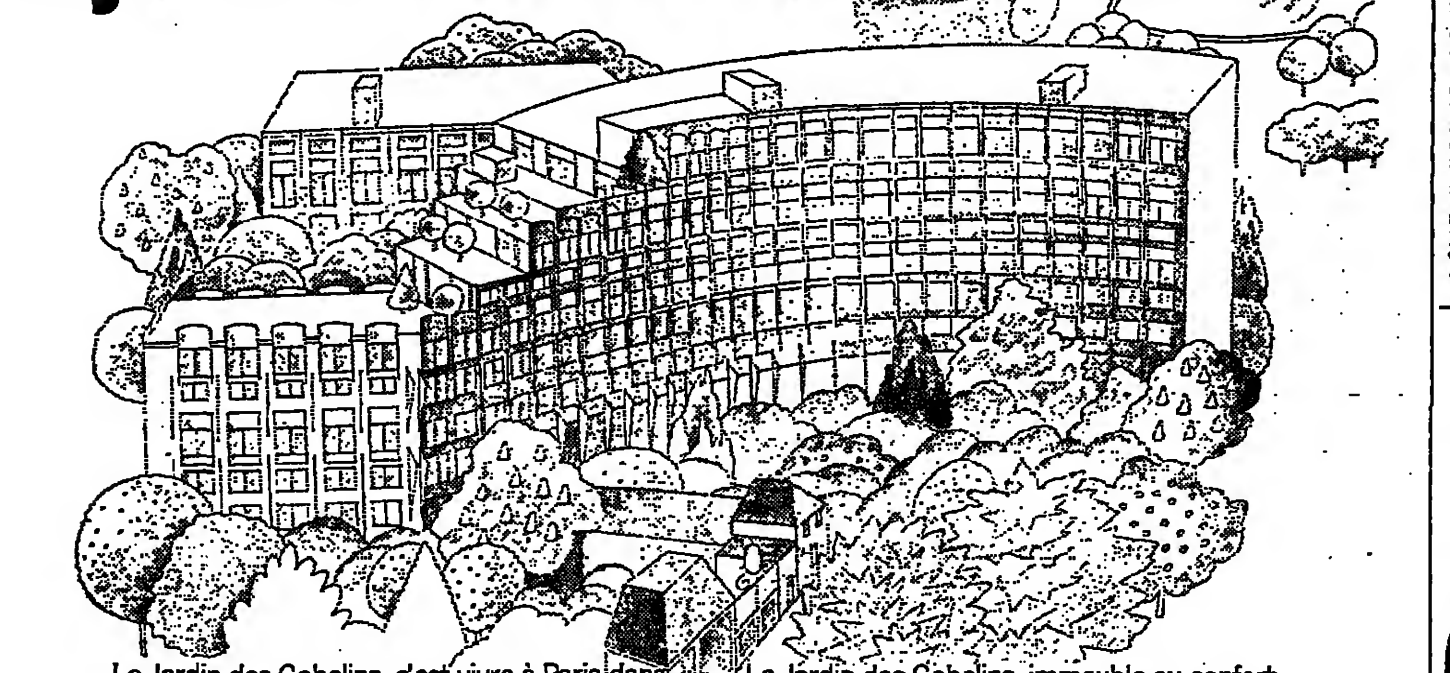
UN DIRECTEUR D'USINE EST INCUPLÉ D'HOMICIDE INVOLONTAIRE

M. Boudier, directeur de l'usine de tôles Bourdeau-Guendelot à Drancy (Seine-Saint-Denis) a été inculpé mardi 21 septembre d'homicide involontaire après un accident — mortel — du travail dont avait été victime, quelques heures auparavant, M. Perez-Ramon, un ouvrier âgé de cinquante-cinq ans. Celui-ci a été tué par une enrouleuse-dérouleuse.

Le procureur du tribunal de grande instance de Bobigny, qui annonce l'inculpation dans un communiqué, précise que, selon l'inspecteur du travail, « aucune règle de sécurité précise édictée par le code du travail n'avait été enfreinte, mais que, cependant, une grave imprudence pouvait être imputée à la direction de l'entreprise qui avait laissé fonctionner un matériel particulièrement dangereux, sans prendre les précautions qui s'imposaient ». De plus, il a été interdit au directeur de « quitter son domicile et d'accepter des relations de travail ou d'affaires avec l'entreprise en cause ». Son permis de conduire lui a été retiré.



le Jardin des Gobelins.



Le Jardin des Gobelins, c'est vivre à Paris dans une rue calme d'un quartier agréable et vivant.

Le Jardin des Gobelins, c'est vivre à Paris tout près des 3 hectares d'espaces verts du square Le Gall, sans avoir à traverser de rue.

Le Jardin des Gobelins, immeuble au confort tout électrique offre un grand choix de studios et d'appartements du 2 au 4 pièces.

Prix fermes et définitifs à la réservation. Livraisons 1^{er} trimestre 77.

Visite de l'appartement témoin sur place, 19, rue des Cordelières, 75013 Paris (métro Les Gobelins), les lundi, mardi, vendredi de 14 à 19 h, samedi et dimanche de 10 h à 19 h ou GEFIC ALM. 98-98.

REALISATION SEPIMO LA HEVNI PHOTOGRAPHIE ALBERT GEFIC ALM 98-98

PISTAL LE 1^{ER} INSECTICIDE 100% NON TOXIQUE ! CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE ! *

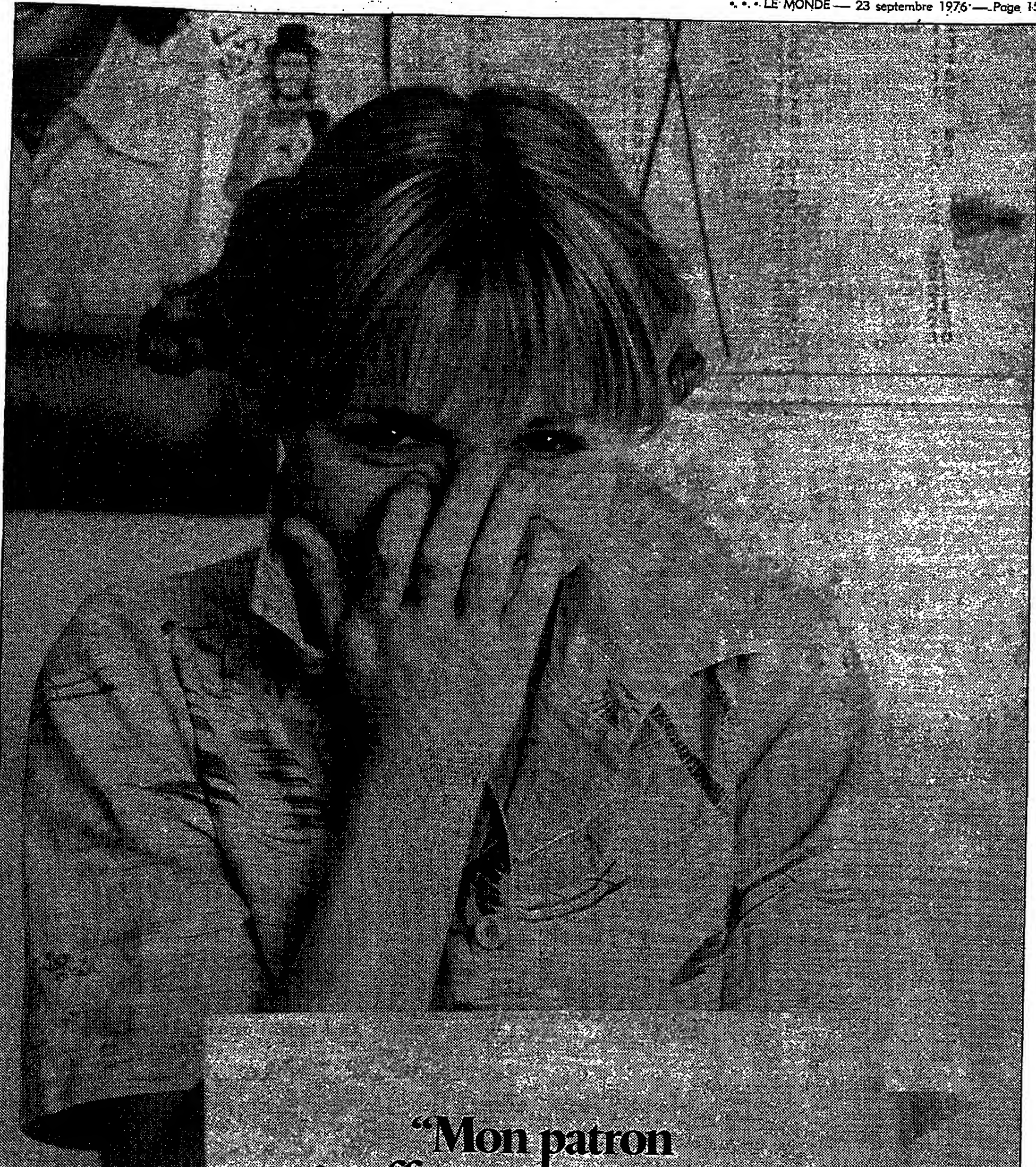
Finis les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les extermine radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T., ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants). PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon.

Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre diététicien habituel, ou écrivez à : Laboratoires ALIO SPRAY 5, rue Nicolas-Chauquet - 75017-PARIS

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 5.01.76 après 3 mois d'essais sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

Jeune fille 150



“Mon patron m'a offert une Marguerite, et tout est allé très vite.”

La Marguerite, c'est le surnom
de la Xerox 800, la machine à écrire
à mémoire de Rank Xerox.

Signe particulier : sa vitesse de
frappe, 30 caractères/seconde.
Une vitesse exceptionnelle due à son

nouveau système de frappe en forme
de marguerite, qui se combine avec le
retour à la marge automatique
et la frappe de droite à gauche et de
bas en haut. La Xerox 800 travaille
vite et bien. La présentation des textes

est remarquable : espacement propor-
tionnel, justification à droite et
centrage commandes électroniquement.

Alors un bon conseil : si votre patron
vous propose une Marguerite, dites oui.
C'est une proposition très honnête.

La Marguerite est au Stand Zone B - Stand 1233 - Niveau I

RANK XEROX

ISTAL
SECTION
IN TOXIQUE

Pistal

Les Honda Civic automatiques ne coûtent que 1000 F. de plus.

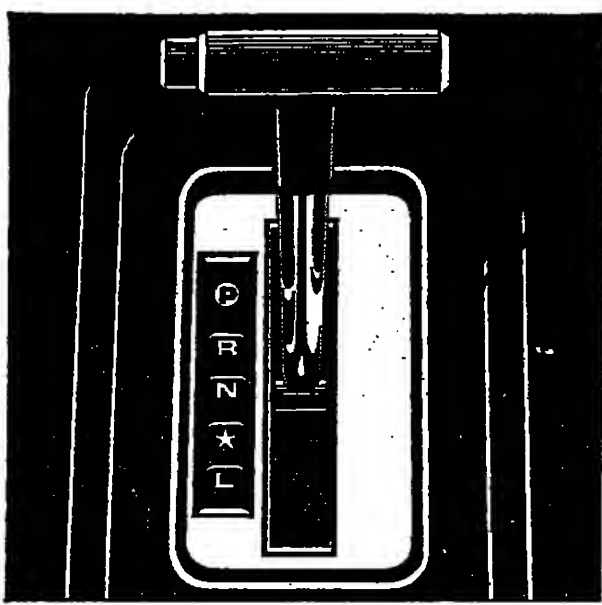
Pour 1000 F. de plus que les Honda Civic à boîte mécanique, les Honda Civic à transmission automatique vous invitent à une conduite calme. Plus de débrayage. Une position marche AR. Deux positions marche AV, de 0 à 80 km/h pour les routes de montagne ou les reprises rapides, et de 0 à la vitesse de pointe en conduite normale.

Pourquoi une si faible différence de prix entre les deux versions des deux Civic, alors que l'automatisme en général fait l'objet d'un supplément élevé ?

Parce que Honda ne propose pas un automatisme "en option", ni une voiture marginale, mais des voitures conçues, dès les premières études, pour fonctionner naturellement avec une transmission automatique produite en grande série.

Aux États-Unis, par exemple, où on voit des Civic partout, les Civic automatiques sont aussi appréciées que les Civic à 4 vitesses synchro. Et aussi bien les Civic 1200 que les Civic 1500.

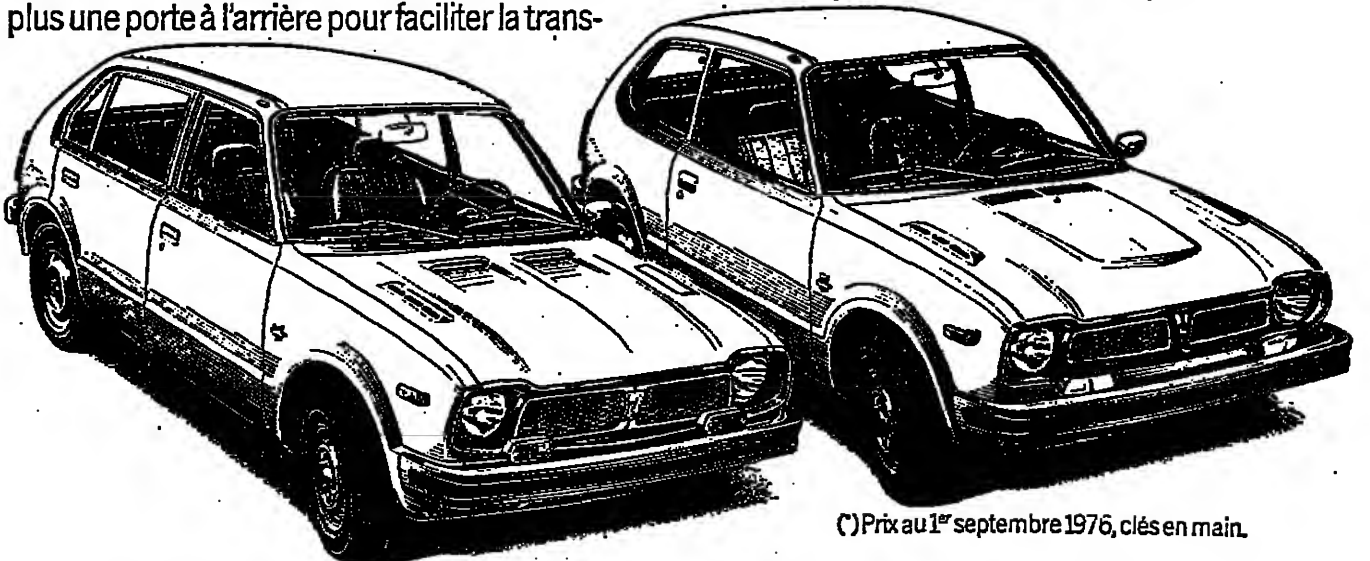
Alors maintenant, à vous de choisir. Une



1200 : 3,54 m de long, 7 cv, 4 places, 2 portes plus une porte à l'arrière pour faciliter la trans-

formation en break en escamotant la banquette. Ou une 1500 : 3,70 m, 9 cv, 4 places, 4 portes et un coffre isolé.

Tractions avant à 4 roues indépendantes, leur robustesse, leur équipement, leur finition, n'empêchent nullement leurs prix de rester très raisonnables. Jugez-en. 18.985 F (*) la Honda Civic 1200. Et 22.625 F (*) la Honda Civic 1500. Ajoutez seulement 1000 F. Vous obtiendrez le prix des Civic automatiques.



(*) Prix au 1^{er} septembre 1976, clés en main.

HONDA CIVIC

Honda-France, 20, rue Pierre Curie, 93170 Bagnolet. Tél. 360.0100

75. PARIS • Japauto (75016) 27, av. de la Grande-Armée - Tél. 553.76.90 • Acautos (75005) 28, bd de l'Hôpital (expo-vente) - Tél. 707.73.33 • Sté du Garage Alhambra (75011) 5, av. de la République - Tél. 805.78.07 • Cambronne Automobiles (75015) 26, Villa Croix-Nivert - Tél. 306.91.90 & 567.64.19 • Sté des Garages Paris-Asnières (75017) 11, av. de la Porte d'Asnières - Tél. 754.44.66 • 77. SEINE-ET-MARNE • AVON (77210) : Avon Auto Sport 9, rue de la République - Tél. 422.17.15 • MEAUX (77100) : Villeneuve Autos 11, av. Dunant - Tél. 433.30.31 • MELLUN (77000) : Melun Auto Sport 19, bd Chamblain - Tél. 439.07.36 • 78. YVELINES • COIGNERES MAISON-BLANCHE (78310) : Soraco 217, rue Nationale - Tél. 050.36.07 & 050.31.53 • MANTES-LA-JOLIE (78200) : Sté Nle Mantes Sport Service 82, bd Roger-Salengro - Tél. 477.17.21 • PORT-MARLY (78560) : Marly Station Auto 39, rue de Paris - Tél. 958.50.14 • SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) : Els Fabris 41, rue de Poissy - Tél. 963.15.29 & 963.24.78 • 91. ESSONNE • PARAY-VEILLE-POSTE (91550) : Garage Belkanger 37, route de Fontainebleau - Tél. 921.53.61 • SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91700) : Garage Lechelle 51, av. Régiment Normandie-Niemen - Tél. 595.31.46 • VILLEBON-SUR-YVETTE (91661) : Motor Service Val d'Yvette 45 bis, av. du Général-de-Gaulle - Tél. 590.29.85 • 92. HAUTS-DE-SEINE • BOULOGNE (92100) : Garage du Parc 63/69, rue de Billancourt - Tél. 825.00.01 & 805.91.00 • CHATENAY-MALABRY (92290) : Carrosserie Prudent 27, av. de la Division-Leclerc - Tél. 702.42.42 • LEVALLOIS (92300) : Japauto 91/93, rue Paul-Vaillant-Couturier - Tél. 737.52.94 • LEVALLOIS (92300) : Garage Michelet (atelier agréé) 88, quai Michelet - Tél. 737.90.49 • SURESNES (92150) : Val d'Or Autos 150, bd Henri-Sellier - Tél. 506.10.70 • 93. SEINE-SAINT-DENIS • AULNAY-SOUS-BOIS (93600) : 1000 Voitures • Garage Aulnay-Parinor 111, route de Gonesse - Tél. 929.91.32 • MONTREUIL (93100) : Garage Baudin 20, rue Baudin - Tél. 287.06.17 & 858.19.61 • LES PAVILLONS-SOUS-BOIS (93320) : Auto Moto Service 73, av. Aristide-Brion - Tél. 348.61.90 • ROSNY-SOUS-BOIS (93110) : Garage de l'Avenue 34, av. de la République - Tél. 875.22.21 • 94. VAL-DE-MARNE • VILLEJUIF (94800) : Marnet Auto 124/131, bd Maxime-Gorki - Tél. 677.11.60 • 95. VAL-D'OISE • ARGENTEUIL (95100) : Garage Marques 90, route de Pontoise - Tél. 982.63.20 • BEZONS (95870) : Garage du Grand Cerf 52, rue Emile-Zola - Tél. 982.76.76 • MONTMORENCY (95160) : Garage Del Greco 12, av. Georges-Clemenceau - Tél. 964.21.93 • SANNVOIS (95110) : Garage Bernard Busson 21, rue du Chapeau-Rouge - Tél. 981.43.27.

مركز السيارات

Antibes, ou le musée archéologique devenu musée de peinture

Mais le plus sympathique est que Mathieu tente de trouver une issue à un style qui a eu ses moments, mais on l'a trop vu sous sa forme décorative sur des affiches, des couvertures d'appareils, des médailles et des monnaies. Mathieu l'académicien des beaux-arts se remet en question à travers les incertitudes d'une recherche nouvelle, dont on ne voit pas encore l'issue. Et c'est bon signe...

* Les Mathieu, de Mathieu, au musée
Picasso d'Antibes. Jusqu'au 1^{er} novembre.

★ Studio des Ursulines, U.G.C.-Océan; U.G.C.-Ermitage, Publics-Matignon (v.o.), Rex, Paramount-Orléans, Miramar, Magic-Convention, Napoléon (v.f.).

EN BREF

Le vrai Louis XV

On peut trouver en librairie, depuis la rentrée, le catalogue de l'exposition *Le Siècle de Louis XV. Peinture française de 1710 à 1774*, qui, après avoir été présentée à Chicago et à Toledo, a terminé sa carrière à la Galerie nationale d'Ottawa au printemps dernier. Cette exposition ajoute beaucoup au majestueux Louis XV. Un moment de perfection de l'art français que l'on a pu voir à l'hôtel de la Monnaie en 1974 et elle est la première à revenir sur l'image séduisante, mais incomplète et devenue bien conventionnelle que les Goncourt nous ont laissée de l'art du dix-huitième siècle. Il y a un dix-huitième siècle galant, aimable, mondain, mais il y a aussi un dix-huitième siècle sérieux, grave, épris de grandes pensées et renouvelant la tradition avec conviction et talent. On a insisté sur le portrait, la peinture d'histoire, dont le renouvellement est remarquable à la fin du règne, la peinture religieuse, le paysage. Si l'on montre Chardin, on n'oublie pas Roland de la Porte ni Parrocel, Jouvenet, Ranc, Carle Van Loo, Largillière et Rigaud dans leurs aspects les moins connus, et l'on a entrepris la nécessaire réhabilitation de Gruze, trop souvent jugé sur ce que Diderot en a dit plus d'une fois mal à propos et représenté par des chefs-d'œuvre comme la *Parasol* d'Allegre et la superbe portrait de Mgr de Valras (musée de Mâcon). On aurait aimé (est-il trop tard ?) que soit montrée à Paris une exposition aussi neuve et bien entendue.

« Maffia-délire » au café d'Edgar

Pierre Alm est l'auteur et l'unique comédien de *Maffia-délire*, satire des clichés véhiculés par les thrillers américains et la littérature de gare. Seul, face à sa machine à coudre, un garçon tailleur rêve qu'il est le fils du Parrain. Pierre Alm interprète tous les personnages, caricatures des « héros » gravitant autour de ce « Parrain » méditerranéen et angoissé. Mélange d'humour et d'absurde, la fin du spectacle est, cependant, plus inquiétante. Le « tailleur-Parrain », saisi par l'angoisse pendant une fête populaire, court se réfugier chez sa « Mama ». Celle-ci, figurée par deux énormes seins-orfèvres, fait à l'évidence référence à la Mama du *Roma* de Fellini. Alm, comme M. comme Maffia.

* Café d'Edgar, à 21 heures.

Un « Lorenzaccio » signé Sand - Musset

A l'occasion de la fête patronale de Saint-Cloud, les Tréteaux de France, animés par Jean Danet, planteront leur chapiteau dans la parc. Ils y donneront, avant de partir en tournée, deux représentations de *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset-George Sand. Pour quel « de George Sand ? » Pierre Villacaze, le metteur en scène, a introduit certaines modifications dans le texte de *Lorenzaccio*. Elles sont empruntées à la pièce de G. Sand *Une conspiration en 1537*. Il pense, en effet, que Musset, qui vivait à ce moment-là avec la romancière, s'est largement inspiré de sa pièce. Il a donc remplacé la scène du meurtre d'Alexandre par celle écrite par G. Sand, et également rétabli une scène entre Lorenzo et Tebaldeo qui, selon lui, précise les rapports capiteux des deux personnages.

* Bata, Chapiteau des Tréteaux de France, Parc de Saint-Cloud, Les 24 et 25 septembre, à 20 h. 30.

Boby Lapointe réédité

Avec son air bonhomme et son humour farfelu, son penchant naturel pour les mots et leur côté farce — et, comme il disait lui-même, il mettait cette farce à toutes les sauces — Boby Lapointe était un peu dans la chanson le roi du calembour. Les « tubes » n'étaient pas sa spécialité, mais il avait quand même eu un succès en apparaissant dans *Tirez sur le pianiste*, de François Truffaut, où il chantait : « *Avant et derrière sont les mamelles du destin* ». Quatre ans après sa mort, la firme Philips sort l'intégrale des enregistrements de Boby Lapointe, accompagnée d'un avant-propos de l'auteur et d'un texte complet des chansons.

* Un coffret de quatre albums Philips 0654 002.

Marottes à tringles, marionnettes à fils, à gaine, à ombres, « petits comédiens de chiffons », un art et des artistes qui se retrouvent à Charleville-Mézières, du 24 septembre au 1^{er} octobre, pour le plus grand rassemblement mondial de marionnettistes. C'est la quatrième fois que ce festival international a lieu, mais les succès remportés par les initiatives précédentes lui donnent une ampleur sans précédent.

Le festival officiel réunira cinquante troupes, venant de trente pays : le Japon y déléguera son Théâtre national de marionnettes, dont c'est la première venue en France, et l'U.R.S.S. sera représentée par le Bolchoï Théâtre Koukol de Leningrad.

Les spectacles (plus de soixante-dix) investiront la moindre salle disponible et se prolongeront dans les animations de rue, que ce soit sous la forme d'ateliers ou de décorations de vitrines. Côté « off », la foire

Les marionnettes ont envahi la Part-Dieu...

DES DOIGTS DES FILS DES RÊVES

aux marionnettes donnera à chacun et à n'importe qui la possibilité de présenter son spectacle, tant qu'une création collective, préparée depuis le 1^{er} septembre, terminera le festival sur la place Ducale.

Edin, une exposition sera organisée par l'Institut hongrois du théâtre, sur le théâtre de marionnettes ambulant en Hongrie du XIX^e siècle à 1945.

A l'occasion de ce festival, organisé par la municipalité, la Compagnie des petits comédiens de chiffons, le Centre national des marionnettes et l'Union internationale de la marionnette, Mme Annie Gilles, professeur de lettres à Charleville-Mézières, s'est intéressée à « la passion » que George Sand avait pour les marionnettes à gaine.

C'est une autre dimension, psychologique, de la marionnette, illustrée par le Festival d'automne, qui accueille au château de Vincennes, à partir du 1^{er} octobre et pour

trois mois, le Théâtre de Robert Anton, découvert en 1970 au Festival de Nancy. Les « auteurs » de Robert Anton sont de minuscules marionnettes à gaine qu'il pose sur ses doigts, et qui lui ressemblent. Il apparaît, avec elles, pareil à une divinité bienveillante et dangereuse. Il domine ses créatures en perpétuelle métamorphose — hommes ou femmes, monstres ou fées, — il établit avec elles une communication faite de regards et d'atouchements; les changements de ses doigts et de ses désespoirs; il leur donne à réaliser l'impossible, à raconter ses délires sadiques de prisonnier à vie.

D'autre part, vient de s'achever le premier Festival de marionnettes de Lyon — la Part-Dieu. Financé par les magasins du centre commercial, il était organisé par un membre de l'UNIMA et offrait un panorama exhaustif dans la technique et la qualité de la manipulation.

Des commerçants comme les Médecins

« *E*t à Part-Dieu, quoi de neuf ? », c'est le guignol lyonnais de Jean-Guy Mourguet, l'hôte de cette fête, aux cinq cent mille personnes qui ont assisté, début septembre, au premier Festival de marionnettes de Lyon — la Part-Dieu, le premier anniversaire aussi de cet immense centre commercial, administratif et culturel.

« *Quoi de neuf ?* » dans cet univers clos, bien aseptisé, « tellement que l'on a envie d'y mettre des croûtes de chien en plastique », pour reprendre les paroles de Guignol ? « *Quoi de neuf ?* » sous cette coupole géante où le soleil et la pluie n'atteignent personne, où la lumière n'arrive que par ricochet, où le podium hâlé de petits castelets, au point de convergence de tous les grands couloirs et de tous les étages, reproduit l'arc d'une demi-lune que l'on ne voit pas ? « *Quoi de neuf ?* » : le béton a laissé parler le chiffon, le bois, le papier mâché, les couleurs. Et dans cet univers de grands magasins, où tous les produits sont standardisés, où les jouets en matière synthétique n'ont plus de visage et ne soulèvent plus l'imagination des enfants, la marionnette s'est animée et a été révélée d'une certaine manière au public lyonnais.

Non seulement celui-ci a pris conscience que la marionnette n'était pas un art mineur, destiné à faire rire les enfants, mais il s'est aperçu qu'elle avait son propre langage et s'adressait à tous, grands et petits. Les dix compagnies qui, pendant ces quatre jours, ont animé le Festival, offraient une large panoplie de techniques et de styles, un style parfois plus que douteux, mais il représente l'utilisation fréquente de la marionnette qui se veut populaire et n'est en fait que le reflet d'une pensée médiocre. Entre le « Guignol Parisien » de G. Cony, moralisateur, où les coups de bâton punissent le méchant et où le voleur va en prison, car « il faut bien faire un peu de morale aux enfants, surtout de nos jours », et le Guignol du « Petit Bouff » de Jean-Guy Mourguet, il y a cinquante ans de différence. Et ces cinquante dernières années, c'est le temps pendant lequel le vrai Guignol, créé par Laurent Mourguet à Lyon vers 1803, a perdu son caractère subversif, moqueur, grivois, qui faisait de lui un personnage parlant aux adultes et non le porteur de la bonne morale destinée aux enfants. Jean-Guy Mourguet et Jean Clerc, depuis vingt ans qu'ils travaillent ensemble, ont essayé de rendre à Guignol ce caractère contestataire, à Gnafron sa philosophie de vie alcoolique, à Toïnon et à La Madelon, leurs femmes, l'esprit de « bonnes » françaises.

Molière dans le castelet

Leur spectacle, plein d'astuces, pour le centre de la Part-Dieu, est une grande satire de la « société de consommation », une farce où l'on vit d'autant plus volontiers que les événements du jour sont moins dans une improvisation qui empêche le spectacle de se scléroser. « *On me reproche* », dit Jean-Guy Mourguet, d'avoir un Guignol pas assez traditionnel parce que je ne joue pas les textes d'autrefois, mais si je veux rester dans la tradition, il me faut des personnages railleurs, qui critiquent la société dans laquelle ils vivent. C'est le seul moyen d'avoir un Guignol qui reste réactif ».

Le nouveau Molière, non plus celui, fois, « des ouvriers et des cuisiniers, des conscripts et des bonnes d'enfants » comme l'était Laurent Mourguet, mais de tradition populaire pourtant, se devait de rencontrer Jean-Baptiste Poquelin. La Compagnie Robert Bordenave, lyonnaise également, donnait le *Mariage forcé*, interrompé par de très belles marottes

à tringles. Un spectacle étonnant pour ceux qui avaient pensé définitivement que Molière ne pouvait être mis en scène qu'au théâtre.

Cette pièce, peu souvent jouée sur les planches, à cause de la dureté du langage et de la difficulté du jeu de comédien — pour ne pas verser dans le ridicule rendait les toutes leurs crédulités aux problèmes de Signarville. Comment trouver des individus qui évoquent aussi bien le comportement, le caractère de ces personnages, que les marionnettes « créées pour être le personnage ».

« *L'avantage de la marionnette* sur le comédien, ajoute Mireille Antoine, c'est qu'elle n'est jamais grotesque. Elle suggère par le rythme puisque sa figure est immuable et le spectateur invente le monde dans lequel elle vit ».

Le *Mariage forcé* est une introduction au théâtre savamment préparée qui devrait recueillir les lycéens avec l'enseignement littéraire du théâtre.

Mais la création la plus originale, par la physionomie des marionnettes, la mise en scène, et la recherche vocale, était celle du *Magie Land Theatre*, jeune troupe d'amateurs, vivant en communauté dans l'Arlequin. La *Légende de la peau d'ours*, annoncée pour les petits, nous transportait tous au pays du rêve et de la magie.

Dans le castelet, décoré de soleil et de lune au ventre rebondi et aux pieds en éventail, des gueules plutôt que des visages, qui arrivent droit de l'univers fantastique qui habite nos imaginations, se chamaillaient, se poursuivaient au gré des paysages. On aurait voulu être enfant pour croire aux sortilèges de la sorcière Malina sur Pastille le magicien. L'humour, la poésie de mini-monde magique éclataient complètement dans le spectacle de grand music-hall de Philippe Geny.

Mais peut-on comparer la troupe professionnelle de Philippe Geny, à gros budget, qui tourne

dans le monde entier, avec les autres troupes semi-professionnelles ou amateurs du Festival, aux moyens réduits ?

La Part-Dieu, au parking immense et en plein centre de Lyon, était le lieu idéal pour toucher le plus grand nombre de personnes, puisque l'animation développée en son sein attirait même les clients des grands magasins, venus ici faire du shopping.

Pour ce qui est de rallier le public, la parade fantastique et ses marionnettes géantes, des personnes, déguisées tout simplement en Titi et Gros Minet, ont su le faire. Si l'on pense que Franck Gilles a été le seul à avoir des personnages à la dimension du lieu et à ne pas connaître les problèmes de son, comme tout animateur de foule habitué au micro et au répétitif bien ennuyeux des paroles et des gestes, on peut être vraiment peiné.

L'atelier des marottes

L'événement a été créé et peut-être est-ce l'essentiel. Il ne faudrait pas oublier non plus l'atelier de création et d'initiation à la manipulation de la marionnette, où le travail le plus important a été fait pour l'apropos de la marionnette. « *L'atelier est une information rapide. Parmi toutes les techniques de marionnettes, nous avons choisi la marotte simple, qui est la plus facile à réaliser. Nous aimerions que les gens s'aperçoivent que la marionnette est le fruit d'une création et non d'un hasard, et qu'il faut éviter de créer une poupée dans une expression finale. Trouver une constante de caractère, c'est cela l'important.* »

Plus de mille poupées ont été fabriquées dans ces quatre jours : un carnaval de visages à la bouche tordue, au regard mauvais ou rieur, un carnaval d'animaux étranges et de gentilles fillettes coiffées de foudrards. Chacun a eu envie de créer « son » jouet et de lui insuffler la vie : « *Maman, elle, a fait une prén-*

« *Lasse, moi une poupée de Provence. J'en ai déjà une à la maison, mais c'est une poupée de collection. On ne peut pas l'offrir, elle se casse, alors que, celle-là, je lui ferai un texte et je la ferai parler.* » « *Moi aussi je vais la faire parler derrière le rideau. Ça sera comme une bande dessinée, mais mieux qu'à la télé, parce que c'est moi qui dirai les choses. Ma marionnette, c'est une grenouille martienne. Elle va crier : Ah ! parce qu'elle est méchante, mais comme elle est championne de karaté, elle gagne toujours, partout dans le monde... C'est pour s'amuser que je dis ça, pour faire une histoire. Si toi tu me la racontes ton histoire, Gilles ? Mais pourquoi, ton Chaperon rouge, il est vert ?* » « *Y'avait plus de peinture rouge...* »

Mais comme a dit Mireille Antoine lorsqu'elle promenait son roi Améthyste dans les grands couloirs de la Part-Dieu : « *Si nous le maîtrisons, il saura se défendre tout seul.* »

MIREILLE DUMAS.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE
217, bd Saint-Germain (7^e)

SOFIA BASSI
Peintures
21 septembre - 5 octobre

GALERIE DES GRANDS AUGUSTINS
16, rue des Grands-Augustins (6^e) - 325-35-83
« *Froggie comme un mur* »

JORDAN
JUSQU'AU 1^{er} OCTOBRE

Musée National
Message Biblique Marc Chagall
06000 NICE - Tél. : (93) 80-11-45
derniers jours de l'exposition

30 peintres du XVII^e siècle français
fermeture : 27 septembre.
à partir du 15 octobre : au musée des Beaux-Arts de Rennes

SAMEDI 25 SEPTEMBRE à 17 h. 30
Projection du film
« *Le Solennel* »
Monsieur Philippe de Champaigne

réalisé par Paul Seban
début avec le réalisateur
(entrée libre).

RÉTROSPECTIVE LEBOURG
Les personnes possédant des tableaux de LEBOURG et désirant les voir figurer dans cette manifestation de haute qualité sont priées de bien vouloir s'adresser à la GALLERIE ART-MET, 11, quai Voltaire, Paris (7^e) - Tél. 261-28-79

« *C'est Pierre CLAMA* il ne s'agit pas d'une déformation du réel mais d'une représentation aussi vaste que possible de la réalité sous tous ses aspects. Le dynamisme de la surface peinte, la multiplicité des perspectives, la variété des situations mises en cause, l'impétuosité de la couleur, l'euphorie, l'éclatement des formes, concourent à l'invention d'un style et la fascinante représentation d'une réalité totale. » (du catalogue, Galerie Hélie Appel, 22, rue de Miromesnil, jusqu'au 28 septembre.)

Etienne Lambré.

GRANDS et JEUNES
d'AUJOURD'HUI
Art cinétique
peinture, sculpture, au
GRAND PALAIS
Jusqu'au 17 octobre

m Réunion des musées nationaux

L'Amérique vue par l'Europe

Grand Palais
jusqu'au 3 janvier 1977

ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h

BALZAC - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT GAITE - CAPRI - ARLEQUIN (v.o.)
PARAMOUNT GALAXIE - 12, rue Vauvray (13^e) - Tél. 586-18-03

PAROI D'ÉCLATS DE RIRE
VENEZ DEGUSTER
UN FILM 5 ÉTOILES

MONICA UGO VITTI
TOGNAZZI

VAUT LE DÉPLACEMENT

LE CANARD À L'ORANGE

BARBARA BOUCHET - JOHN RICHARDSON
Mise en scène de LUCIANO SALCE

150

150

investissent le château de Vincennes... et Charleville-Mézières

DES MAINS CALMES SAISISSENT LE DÉLIRE

A partir du 1^{er} octobre, chaque soir, dix-huit personnes traverseront le château de Vincennes, griseront en tournant des marches de pierre usées. Devant elles s'ouvrira une porte de bois et elles pénétreront dans une chambre aux fenêtres obstruées, isolée au milieu d'un labyrinthe de couloirs courbes, d'escaliers sombres, de petites pièces rondes. « Regardez », dit Robert Anton. Il soulève une planche, plonge dans le vide une torche électrique : il n'est rien, rien qu'un verger noir.

Dans la chambre, on voit un rideau, noir sous le portique d'une lourde cheminée, des charpentes métalliques sur lesquelles s'accrochent des grillages, des outils d'artisan, des fers à repasser en fonte rouillée, des lambeaux de tissus précieux. Et aussi une table-tiroir portant un miroir rectangulaire, des multitudes de pinces à nez, de ciseaux, une bouteille de bière. A côté, il y a un électrophone, des disques, une cloche chauffante rouge, toute neuve. Au mois de mars, Robert Anton s'est installé dans une tour du fort de Vincennes que le secrétaire d'État à la culture a fait aménager. Avant, n'y logeaient que des tristes de chambre-tour entre la plaine et la clair-voie et la planche couverte. Depuis le mois de mars, Robert Anton y travaille, il y prépare le spectacle commandé par le Festival d'automne. Il vit seul : « Je me suis imposé une vie d'esclave, de prisonnier. »

Robert Anton : en 1975, le Festival de Nancy dévoile ce jeune homme amérindien qui dialogue silencieusement avec des images démultipliées de lui-même, avec des têtes pas plus grosses qu'un doigt, posées sur d'amples gaines somptueuses, dont les mains litigieuses, les

maïns caressantes, les mains d'aveugle cherchent à capter un réel qui se dérobe. Le choc est si fort qu'il semble impossible de perdre Anton, de le laisser repartir à jamais, ne serait-ce que pour être sûr de n'avoir pas rêvé.

Je sentais les gens préoccupés de mon avenir, autour de moi, comme des vagues, dit-il en remuant sur son cou son pull-over. Il sourit : « Je dérais me protéger. Une partie de moi élevait des murs, des barrières, et disait non. En même temps, je sentais que ma croissance dépendait de ma prochaine réalisation. Et puis il y a toujours cette question d'argent à gagner. Je devais penser vite. Il me semblait que mes décisions échappaient à mon contrôle. »

Il s'agitait : « Je ne voudrais pas avoir l'air de mordre la main qui m'est tendue. Je savais que je ne devais pas fuir. Je ne voyais pas Nancy comme une ouverture, mais comme la fin de quelque chose. Et après ?... Finalement, j'ai accepté. Ce n'est pas seulement un voyage de New-York à Paris. C'est s'arracher à des racines encore vivaces, arriver sur une autre planète. »

Il s'arrache et, blessé, arrive à Paris voilà un an. On l'accueille, on lui fait visiter des endroits où il pourrait s'installer, on lui montre la capitale, ses rues, ses monuments. Il ne voit que tristesse, des tombeaux d'une tristesse démi. Il se sent réduit à un stade infantile, en régression, enchaîné à une culture, à un passé très lourd qui ne le concerne en rien. Il tombe malade, reste six mois sans travailler, inutile. Il doit mourir et renaitre.

« Tout serait plus simple, dit-il, si je pouvais essayer de parler le langage des gens autour de moi. Ce n'est pas la

question de l'anglais. Par moments, dans le spectacle — spectacle muet où le moindre grémissement s'enfile en cyclone — j'ai l'impression de m'adresser en français aux spectateurs, puis qu'ils me suivent. Ma relation aux mots est bizarre, je dois dépasser un refus. Je rejette le monde comme le reçoit les bébés, dans ma compréhension inconsciente. Je pense en images, les mots m'épouvent. »

Devant la douceur de son usage lisse, on ne voit plus comment s'exprimer. On écoute se faire, on écoute le prolongement de ses phrases dans les silences. Il va chercher une chaussette verte, la met sur son bras. Au bout, deux yeux bleus que ses doigts font regarder dans tous les sens. Il ouvre le poignet, et une main bleue, montre une longue rouge : « Ma première marionnette. J'avais cinq ans quand je l'ai faite. Enfant, je me suis créé instinctivement le monde où vivre à ma mesure. J'ai grandi, il est resté petit. Partout, je me ressens toujours un étranger. J'ai toujours rêvé de bâtir un monde que je contrôlerais. »

Robert Anton, créateur de microcosmes à visages humains, fait primer la chaussette : « J'ai changé, non ? » On regarde ses mains calmes, capotées aujourd'hui de fabrication de minuscules reflets de lui-même, de leur donner le pouvoir de médiantrise, le pouvoir de s'insérer à l'intérieur de nous, et de nous ramener à leurs dimensions. Il a changé. Enfant, il était heureux quand, à l'école, il offrait des spectacles avec ses marionnettes. Aujourd'hui, il parle de ses « acteurs ». Il dit : « J'avais confiance, je me sentais à ma place. » Il se sentait « approprié, compris, rassuré, par l'indulgence résignée aux tout-petits. Il a grandi, sa confiance s'est éteinte,

il a connu le frein des inhibitions. Il a pris conscience de l'étonnement, des reculs que provoquait sa manière de voir et de dire. Ses parents étaient déchirés entre la fierté et la peur. Il a commencé à douter de ce qu'il « partageait avec les gens » : « Alors, dit-il, j'ai cherché des endroits où je pouvais me projeter en tant que marionnette. J'avais cessé d'en fabriquer. J'allais au théâtre, et je reproduisais des dupliques miniatures de ce que j'avais vu. Je pensais devenir décorateur, je me suis inscrit à l'université. Après quelques mois, je me suis aperçu que je ne supportais pas de construire un cadre pour les œuvres d'hommes morts. Il me fallait mes propres pièces. »

Et, d'abord, il lui fallait des personnages à conduire vers ses amis. Des personnages qui le représentaient. Il fait le geste de dénouer d'une peau après l'autre son visage. « Je leur ai montré mon autre moi, et ils l'ont accepté. J'étais aussi heureux que lorsque j'étais enfant, je pouvais enfermer cet autre moi dans une boîte. C'était comme un traitement thérapeutique. »

Il a continué dans son appartement de New-York, sans l'aide de la presse, avec tout juste un article dans Soho News. Mais les amis ont parlé aux amis, qui ont parlé aux amis, qui ont parlé... Peu à peu s'est instauré une sorte de rituel. Tous les jours des gens téléphonent, prennent rendez-vous. Il n'en reçoit pas plus de dix-huit, pour des raisons pratiques. A quelle distance peut-on saisir le battement d'une paupière sur un visage haut de deux centimètres ? « Pas plus loin que la distance de mes bras ouverts. » Il a dépassé le stade thérapeutique, il a trouvé sa forme de



théâtre, « qui n'est pas vraiment du théâtre », précise-t-il. Seulement, aujourd'hui, ce n'est pas seulement son « autre moi » qui est en cause, mais ses contacts avec les autres : « Peu à peu, mes petites figures sont entrées en relation avec des objets, avec des bruits. Puis avec moi, mais comme avec n'importe quel d'autre. Ensuite, j'ai imaginé des histoires qui les relient ensemble. Enfin, je leur ai donné des mains et elles ont commencé à parler. »

COLETTE GODARD.

* Renseignements : Festival d'automne, 2, rue du Pas-de-la-Mule. Tél. : 270-10-00.

Point de vue

De George Sand à la psychologie du XX^e siècle

par ANNIE GILLES

GEORGE SAND partageait avec son fils une véritable passion pour les marionnettes. On lit souvent qu'elle confectionnait elle-même les costumes des poupées dont Maurice sculptait les têtes. Précisons qu'il s'agissait de marionnettes à gaine : tandis que les petits personnages de George Sand connaissent aujourd'hui à Nohant, ou dans quelque exposition, l'inertie des objets de musée, d'autres marionnettes à gaine s'animent grâce à elle, pour jouer et parfois dénouer bien des drames humains sur un mode symbolique. La psychanalyse infantile les utilise, en effet, comme un moyen qui « s'est révélé non seulement très adéquat mais particulièrement fécond », ainsi que l'écrit Madeleine-L. Rambert (1). Et cette psychanalyste, qui expérimente la première ce qu'elle nomme « le jeu des guignols », ajoute qu'elle en conçoit l'idée à la lecture du roman de George Sand *L'Homme de neige*. Cette fiction, publiée en 1858, alors que Freud a deux ans, et qui détermine toute une branche de la psychanalyse moderne, mérite d'être tirée de l'ombre où la laisse l'histoire littéraire pour d'autres raisons.

L'extériorisation des conflits

Le héros de *L'Homme de neige*, Christian, est un jeune avant devenu monstre ambulante de marionnettes à la suite de circonstances romanesques. Par son intermédiaire, George Sand explique sa prédilection pour la marionnette à gaine (ou burattino). Elle l'oppose d'abord à la marionnette à fils : « Ce n'est pas le fantoche de toutes pièces qui, pendu au plafond par des ficelles, marche sans raser la terre ou en faisant un bruit ridicule et invraisemblable. Ce mode plus vivant et plus complet de la marionnette articulée arrive, avec de grands perfectionnements de mécanique, à simuler des gestes assez vrais et des poses assez gracieuses : nul doute que l'on ne puisse en venir, au moyen d'autres perfectionnements, à imiter complètement la nature ; mais, en creusant la question, je me suis demandé où serait le but, et quel avantage l'art pourrait retirer d'un théâtre d'automates (2). »

En fait, le théâtre tire parfois un parti intéressant de marionnettes à fils très perfectionnées, très habilement manipulées, et qui ne cessent pas pour autant d'avoir leur condition de pantins. Mais George Sand avait découvert dans la manipulation de la marionnette à gaine des possibilités d'expression bien plus enrichissantes : « Une quinzaine, un coupau qui vous semble à peine égaré, mais voyez ma main s'introu-

duire dans ce petit sac de peau, voyez mon index s'enfoncer dans la tête creuse, mon pouce et mon doigt du milieu remplir cette paire de manches et diriger ces petites mains de bois qui vous apparaissent courtes, informes, ni ouvertes ni fermées, et cela à dessin, pour escamoter leur inertie. (...) Cette figure, largement ébauchée et peinte d'un ton mat et assez terne, prend peu à peu dans son mouvement l'apparence de la vie. (...) Savez-vous d'où vient le prodige ? Il vient de ce que le burattino n'est pas un automate, de ce qu'il obéit à mon esprit, à mon entraînement, de ce que ses mouvements sont les conséquences des idées qui me viennent et des paroles que je lui prête, de ce qu'il est moi enfin, c'est-à-dire un être et non pas une poupée. »

Cette dernière phrase constitue précisément le passage dont Madeleine-L. Rambert écrit qu'il lui « a inspiré la technique du « jeu des guignols ».

« En mettant trois doigts dans la tête et les bras de son guignol (l'enfant) le fait mouvoir à son gré et l'animateur des sentiments qu'il agit en lui », tout comme le marionnettiste du roman.

George Sand décrit déjà l'animation de la marionnette à gaine comme un phénomène de projection : « Il ne s'agit que de se pénétrer de la réalité du burattino, et de transposer votre individualité de vous à lui. » On comprend pourquoi Christian, dit « improvisateur de grand chemin », n'interprétait que « certains rôles, pourquoi avait de la verve, de la couleur et du goût dans tout ce qui venait à l'esprit de Christian dans ces moments-là » et pourquoi « les imperfections insupportables d'un débit exubérant disparaissaient dans la rapidité de l'ensemble, dans son habileté à faire intervenir de nouveaux personnages quand il se sentait prêt à se dégoûter de ceux qu'il tenait en main ». « C'est-à-dire qu'une marionnette ? » écrit George Sand. Un morceau de bois couvert de chiffons. C'est l'esprit et l'âme de Christian qui font l'intérêt et le mérite de ses pièces. »

Elle a donc observé combien la manipulation d'une marionnette à gaine défile la parole du manipulateur en libérant l'expression de sa personnalité profonde, ce qui ne peut laisser indifférent un spectateur averti. L'exemple suivant est encore plus intéressant, pour la psychanalyse. Constatant des risques de son art et fort de son expérience, Christian réussit à contrôler son discours. En revanche, son partenaire d'un soir, en dépit d'une longue carrière d'avocat, commet à trois reprises un lapsus lourd de conséquences : « Une première fois sans

prendre garde, la seconde en m'en apercevant, et en voulant me reprendre, la troisième... oh ! la troisième ! cela est inouï, Christian, que l'on dise précisément un mot que l'on ne veut pas dire ! Il y a là comme une fatalité, et me voilà pris à croire, avec nos paysans, que les malins esprits se mêlent de nos affaires. »

Le castelet oculte le manipulateur aux yeux du public et lui garantit l'incognito, donc l'impunité, du moins le temps du spectacle ; il favorise le lapsus en consolidant la situation projective. George Sand n'a pas manqué de mettre en rapport ces phénomènes, puisque dans son roman, elle fait de l'incognito une condition nécessaire à l'improvisation et à la créativité.

Le théâtre et la vie

« Tandis que tous les yeux sont fixés sur mon burattino, personne ne songe à se demander quel est l'homme qui les fait mouvoir », dit Christian. Ce constat est plus important qu'il n'y paraît d'abord. Même une manipulation à vue qui affiche la marionnette comme objet ne constitue pas toujours un procédé de distanciation suffisant pour les enfants ou les spectateurs naïfs. A plus forte raison la dissimulation du manipulateur laisse-t-elle souvent au public l'illusion de voir évoluer des êtres autonomes. Dès lors rien ne s'oppose à une éventuelle identification de certains spectateurs à certains personnages, surtout s'ils sont typés.

George Sand applique ces principes à la fiction. Voici comment Christian imagine un méchant : « Ne le faisons pas scier à mort puisque nous sommes résolus à lui rompre le crâne au dénouement. Le redoutable Homme de neige assiste au spectacle sans que les autres spectateurs soupçonnent sa véritable identité. Il se reconnaît dans ce scier à mort de comédie et, identifiant la pièce au récit de ses propres méfaits, il prend tout à coup la relève de son double fictif pour précipiter le dénouement de sa propre histoire. »

Quelle invraisemblance ! Une structure identique se retrouve pourtant dans la technique thérapeutique d'A. G. Wolman, fondée, elle aussi, sur l'emploi des marionnettes à gaine, et dont il rend compte dans le *Manuel des techniques projectives en psychologie clinique* (3). Il s'agit de préparer chez l'enfant le processus projectif par une identification préalable à son personnage. L'analyse joue d'abord jusqu'au bout un rôle symbolique qu'il a inventé en fonction du problème à cerner ou à résoudre. Ses jeunes

spectateurs le relaient alors, tel l'Homme de neige, pour assurer le dénouement à leur guise. On pourrait penser que George Sand a imaginé l'intervention du spectateur dans le spectacle et le pouvoir du spectacle sur la vie par nécessité (ou facilité) romanesque. En fait, on a trop insisté sur les liens entre sa vie et ses textes pour ne pas voir dans son expérience des marionnettes l'origine probable du comportement peu banal qu'elle prête à l'Homme de neige.

« Que voulez-vous ! écrit-elle encore, il y a quelque chose de juste dans l'opinion du bourgeois qui peut dire au comédien : « Tu me parles de vertu, d'amour, de dévouement, de raison, de courage, de bonheur ! C'est ton état d'être en parole ; mais puis-je que ton état ne te donne que la parole, n'exige pas que je vole en toi autre chose qu'un vain discours. » Si tu es quelque chose de plus, descends de ces tréteaux tout à l'heure et m'aide à arranger ma vie comme tu réussis dans ta pièce à arranger la fiction. » Le théâtre se réconcilie avec la vie « le jour où [il] sera gratuit, et où tous les gens d'esprit capables de bien représenter se feront, par amour de l'art, fabulateurs et comédiens à un moment donné, quelle que soit d'ailleurs leur profession ». Les regrets et les rêves de George Sand en matière de théâtre ne sont pas sans rapport avec les techniques actuelles dérivées du psychodrame ou les pièces cathartiques d'A. G. Wolman.

Dans *Lélie, ou la vie de George Sand*, André Maurois cite ces paroles énigmatiques : « Personne ne sait ce que je fais avec les marionnettes de mon fils. » M.-L. Rambert et la psychanalyse du vingtième siècle lui ont permis de s'acquiescer de cette dette, quelle qu'en soit la nature. L'avenir que George Sand préparait sans le savoir aux marionnettes à gaine en écrivant *L'Homme de neige* réalise étonnamment ses aspirations théâtrales et humanitaires. Ce n'est pas le moindre de ses mérites que d'avoir su observer très tôt des phénomènes psychologiques fondamentaux dans ce que d'autres considèrent comme un passe-temps puéril, au mieux comme un aimable divertissement de salon.

(1) Les citations de M.-L. Rambert sont extraites de *La vie affective et morale de l'enfant, Douze ans de pratique psychanalytique*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, troisième édition, 1963.
(2) Les citations de George Sand sont tirées de l'édition en trois tomes de *L'Homme de neige*, Paris, Calmann Lévy, 1962.
(3) Ch. XXI, A. G. Wolman, « Utilisation des marionnettes comme méthode projective en thérapie », in *Manuel des techniques projectives en psychologie clinique*, Paris, Editions universitaires, 1963.

UGC ODEON 6^h (VO) - BIENVENUE MONTMARTRE 15^h (VO)
UGC BARRITZ 8^h (VO) - RIO OPERA 2^h - REX 2^h - NATION 12^h
UGC Gobelins 13^h - les 3 MURAT 16^h

Après
"Orfeu Negro"...
...le nouveau
film de
Marcel Camus

ZENI PEREIRA JOFRE SOARES ANTONIO PITANGA
et MIRA FONSECA dans le rôle d'OTALIA

UNE CO-PRODUCTION ORPHEE FILMS, PARIS 3 FRANCE, CO-OPROD.

les 3 SECRETAN 19^h (VF) - Périphérie: ARTEL Rosny - PARLY II -
CARREFOUR Pantin - GAMMA Argenteuil - STUDIO RUEIL

Après
"Orfeu Negro"...
...le nouveau
film de
Marcel Camus

"Otalicia de Bahia,"
dans un Brésil
en fête,
un amour fort
comme la mort.

Musique de ANTONIO CARLOS JOCAFI WALTER QUIEROZ
Chansons interprétées par MARIA CREUZA et EMILIO SANTIAGO

DISTRIBUTION: CINEA INTERNATIONAL, CO-OPROD.

Une sélection



« Buffalo Bill et les Indiens »
de Robert Altman
vu par Bonnatte

Cinéma

LES HOMMES DU PRÉSIDENT
(All the President's Men)
d'Alan J. Pakula

— Lire nos articles page 1 et page 17.

UNE VIE DIFFICILE
et **LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRE**
de Dino Risi

De 1943 à 1960, Silvio Magnozzi (magnifiquement interprété par Alberto Sordi) cherche, sans y parvenir, à accorder son idéal de vie avec l'amour qu'il porte à sa femme, celle-ci n'ayant en vue que la réussite bourgeoise. Étonnante comédie de mœurs en noir et blanc, restée inédite depuis 1961. Une vie difficile est, par son ton amer, son sens aigu de la dérision, un film important dans l'œuvre de Dino Risi.

La Carrière d'une femme de chambre, film récent, celui-là, raconte l'ascension sociale d'une folle Vénitienne, dans les années 30 et 40, années du fascisme et du cinéma des téléphones blancs. Chronique historique et itinéraire individuel d'une « star » fabriquée, cette comédie satirique, relevée, parfois, d'un humour « bernadellien », contient tout l'univers de Risi.

L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa Oshima

Inspiré d'un fait divers qui causa une vive émotion au Japon, en 1936, ce film est une sorte de corréda de l'amour-passion — l'amour sexuel — entre une servante d'auvergne et son patron. Les images d'un cérémonial érotique et funèbre mises en scène avec une impressionnante rigueur géométrique rappellent l'art des véritables estampes japonaises. Oshima suggère une métaphysique de l'amour et de l'érotisme qui invite à la contemplation et à la gravité.

DUELLE
de Jacques Rivette

Deux jeunes femmes venues d'ailleurs, de la Lune (?), une blonde

(Bulle Ogier), une brune (Juliet Berto), ont droit à quarante jours de vie au milieu des hommes. Elles partent à la recherche du talisman qui prolongerait leur séjour terrestre. Leur quête devient affrontement, les manœuvres des deux magiciennes font des vagues. La bataille des amantelles est un songe dont on ne sait trop s'il est cauchemar ou illumination. Le rêve insaisissable est mis en scène, en images, par Jacques Rivette, ici poète érotique, hermétique, sur-réaliste peut-être.

FACE A FACE
d'Ingmar Bergman

Sur un thème « moderne » : la tentation de suicide pour dépression nerveuse, Bergman reprend, magistralement, son interrogatoire essentiel sur la vie, l'amour et la mort. Une femme psychiatre — c'est Léo Ullmann, bouleversante, médium, inspiré de l'éthique bergmanienne — perd son équilibre trompeur, sombre dans le cauchemar des somnifères et trouve, après une vaine confession, sa vérité, et la communication avec les autres. Le grand film de la rentrée : il nous concerne tous.

L'INNOCENT
de Luchino Visconti

Une méchante histoire de mari coureur, de femme étourdiment infidèle, d'enfant adultérin, de jalouse, de haine, de crime et de suicide. Un mélodrame inspiré par le même D'Annunzio que parodiat naguère Comencini du baroque et des fleurs à profusion. Mais, le dernier film du réalisateur des Damnés.

ICI ET AILLEURS
de Jean-Luc Godard

La révolution palestinienne filmée par le groupe Daga-Vertov en 1970, en Jordanie, au Liban, en Syrie, et présentée aujourd'hui par Godard selon un montage qui change la visée du projet original et qui, en alternant la France (ici) et la lutte palestinienne (ailleurs), nous invite à une remise en question radicale de l'information.

BUFFALO BILL ET LES INDIENS
de Robert Altman

Faux idéal ou homme de cirque, le grand Buffalo n'est plus ici qu'un des « chromos » de la foire, grande foire de l'Ouest, vidée de la « vérité » que lui avait conférée, dans l'imagination, le western hollywoodien. Comme dans Nashville, mais par l'absurde, Altman s'en prend à l'Amérique et à ses entrepreneurs de spectacles.

NOVECENTO
de Bernardo Bertolucci

Un quart de siècle d'histoire italienne et trois heures de projection pour la première « époque » d'un film-témoignage (la suite à paraître en octobre) qui retrace la naissance et le développement de la lutte des classes qui emporta et submerge.

BARRY LINDON
de Stanley Kubrick

Film historique, épopée romanesque, conte philosophique à grand spectacle, Barry Lyndon est un grand film qui donne à voir, à rêver et (si le cœur vous en dit) à réfléchir. L'œuvre d'un cinéaste qui le passé a littéralement inspiré.

— ET AUSSI : Complot de famille, d'Alfred Hitchcock (les clans d'œil pas sérieux d'un vieux maître) ; Mes chers amis, de Pietro Germi et Mario Monicelli (le rire à l'italienne), malsogno et désespéré ; Actes de Marusa, de Miguel Littin (la mémoire du Chili).

Théâtre

LA COMÉDIE FRANÇAISE
au Palais des Congrès

Panache, duels, jeunesse enthousiaste, honneur, loyauté, amitié, amour courtois, tirades entraînantes comme une musique de fête, Cyrano de Bergerac soufflé en tornade vivifiante sur la scène du Palais des Congrès — en attendant la réouverture de la salle Richelieu renouée avec « L'Armande » — pour le bonheur des comédiens français et d'un public différent.

LE LIVRE DES SPLENDEURS
aux Bouffes du Nord

Premier spectacle théâtral du Festival d'automne, spectacle de l'intelligence new-yorkaise Richard Foreman, écrit avec des fioles, des événements, des poupées ficelées sur les jambes de comédiens aux yeux ouverts et qui courent après un temps décoloré.

LA CERISAIE
à l'Odéon

Dans un blanc immatériel, la Cerisaie au grand large peut chanter tout ce qu'elle veut. Georgio Strehler et Damiani (son décorateur) tissent des liens profonds entre la lumière et les personnages. Ils débattent l'espace théâtral, lui donnent pureté, fraîcheur.

LES AMOUREUX
au Théâtre Sorano (Vincennes)

Brigitte Rouan et Patrick Chesnais se disputent, se réconcilient, se battent, se repentent. Leurs caprices trahissent leur peur devant les rapports de force en usage dans les familles. Et comme leur famille c'est Jacques Canseiller en oncle hystérique et Arlette Valfred en sœur risant l'hystérie, on ne s'ennuie pas. D'ailleurs, Patrick Chesnais est éblouissant.

POUR CENT BRIQUES...
au La Bruyère

Un après-midi de chien à la manière de la Rose rouge, une Rose rouge d'aujourd'hui. Hold-up et prise d'otages, maladroites bagarres, le comédien de Didier Kaminka est un plat léger et délectable.

— ET AUSSI : Noies, par le groupe T.S.E. à Essillon (les angloises démolissent de deux comédiens du West-End qui parlent français avec l'accent argentin) ; Éclaircie d'amour, de Yves Navarre, au Théâtre du Marais (la vie de couple n'est pas simple tous les jours).

Musique

SIRIUS,
de Stockhausen
à la Sainte-Chapelle

Même s'il n'est plus le « dieu » de la jeunesse comme dans les années 60, Karlheinz Stockhausen reste l'un des seuls « grands » de la musique d'après guerre à créer de nouvelles œuvres. Sirius, qui sera donné à la Sainte-Chapelle cinq fois, est dédié « aux pionniers sur la Terre et dans l'espace ». Les quatre solistes (trompette, soprano, clarinette basse et basse) sont « l'incarnation des points cardinaux, des éléments, des sexes, des moments de la journée, des étapes de la croissance ». L'œuvre (électronique) s'achève par un « message » de Stockhausen. (Du 23 au 26 septembre, 20 h. 30, et le 25, à 18 heures.)

DANS LES CATHÉDRALES
EN PICARDIE

Pour faire connaître les monuments gothiques de Picardie, un programme

original et itinérant comprenant un concert de l'Ensemble Puyfère 14 et la Passion de Jeanne d'Arc, film de C. Dreyer, accompagné par des improvisations à l'orgue de Jacques Charpentier (Saint-Wulphy de Rue, le 24 ; cathédrale de Saint-Etienne, le 25 ; Saint-Martin, à Saint-Valéry, le 3 octobre ; cathédrale de Noyon, le 9 octobre).

UN FESTIVAL
en Armagnac

Musiques classiques et contemporaines, du 1^{er} au 7 octobre, dans plusieurs petites localités du Gers : par le Groupe vocal de France, des œuvres de Schubert, Mendelssohn, Xenakis, Messiaen, etc. (le 1^{er} octobre) ; trois concerts des Solisti Veneti (du 2 au 4 octobre) ; créations de jeunes compositeurs au cours de la messe dominicale (cathédrale de Lectoure, le 3 octobre) ; enfin, les ballets Félix Blasko, sur des musiques de Stravinsky, Bartok, Patrice Métral, etc. (le 5 octobre, à 21 heures).

— ET AUSSI : Nativité du Seigneur et L'ère d'orgue de Messiaen, par M. J. Chassagnon (Saint-Germain-des-Prés, le 22) ; Musica antiqua d'Amsterdam (Cluny, le 23 à 18 h. 30) ; Bartok par l'Orchestre philharmonique Radio-France, dir. G. Amy, avec E. Krivine et A. Gorog (Pleyel, le 23) ; Musica regalia, instruments anciens (Sceaux, le 24) ; La Belle Meunière, par M. Vogel et C. Ivaldi (Sceaux, le 25, 17 h. 30) ; à Royan, le 25, le Détachement féminin rouge, film de l'Opéra de Fédin (18 heures), et concert de l'Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (20 h. 45) ; Quatuor Parrenin (Rozay-en-Brie, le 25) ; les Indes galantes, par l'Opéra de Wallonie (Liège, le 25, à 20 heures) ; week-end à Saint-Lizier (Ariège), avec T. Vennas, piano (le 24), G. Hartmann et l'Orchestre de chambre de Toulouse (le 25) ; A. Isola, orgue, à Saint-Germain-des-Prés (le 27).

Danse

LE NEW-YORK CITY BALLET
aux Champs-Élysées

La célèbre compagnie new-yorkaise, invitée par le Festival d'automne, revient pour la première fois à Paris depuis 1965. Avec ses quatre-vingt-cinq danseurs dont deux Français (Jean-Pierre Bonnefous et Violette Verdy), elle présentera en alternance entre le 22 septembre et le 10 octobre une quinzaine de ballets : une véritable vision rétrospective de l'histoire américaine de George Balanchine.

Variétés

GUY BEART

à la Comédie
des Champs-Élysées
Rentrée de Guy Beart avec les couleurs et les colères du temps.

MAXIME LE FORESTIER
au Cirque d'Hiver

Un chanteur qui ne chante pas à la commande ni au nom de qui que ce soit. Un homme libre à l'écoute du quotidien et des vibrations du cœur et de l'esprit. (A partir du 29 septembre.)

SAMMY DAVIS Jr.
à l'Olympia

L'un des plus grands fantasistes américains : chanteur, danseur, imitateur. Noir, juif et borgne. (Le lundi 27 septembre.)

Rock

DONOVAN
à l'Olympia

La facilité déconcertante de Donovan, un don presque insolent d'inventer, de faire naître des mélodies, une chanson. Le langage du naturel. (Le 2 octobre.)

Expositions

L'AMÉRIQUE
VUE PAR L'EUROPE

au Grand Palais

Un grand rassemblement de tableaux, de gravures, de sculptures et d'objets, pour illustrer ce que l'Europe a retenu du Nouveau Monde depuis sa découverte et comment au cours des siècles sa culture a assimilé l'apport des voyageurs, des ethnographes, des trafiquants. Une exposition intelligemment menée, riche d'images passionnées et contraires, qui nous vient de Washington, via Cleveland, et à laquelle les musées français ont apporté leur concours.

AZTLAN
TERRE DES AZTÈQUES

à la Bibliothèque nationale

Les épisodes de l'histoire ancienne des Aztèques racontés dans les moins de dix mille ans de grands et précieux manuscrits, dont certains totalement déployés, où font sonner les images et les couleurs. L'exposition, organisée à l'occasion du centenaire de la Société des américanistes, présente pour la première fois les richesses du fonds mexicain de la Bibliothèque nationale.

ARCHITECTURES
A PARIS 1848-1914

au magasin du Bon Marché

« Familierement inconnu » la Paris chamboulé par les débats de l'ère industrielle. L'époque du fer, des gares, des expositions universelles, des grands magasins, des abattoirs, et des premières constructions en béton par une nouvelle génération d'architectes, celle de Sauvage et Perret. Une exposition de photographies réalisée par la direction de l'architecture du secrétariat d'État à la culture.

CERFS-VOLANTS
IMAGES POUR LE CIEL

au Festival d'automne

Le cerf-volant, un peu de son histoire, et surtout sa plastique. Des collectionneurs ont prêt leur collection, et il y a des cerfs-volants qui viennent du Brésil, du Japon, de Chine, des Philippines. Il y en a aussi qui ont été réalisés tout spécialement pour le festival, par Berthold, Del Pezzo, Fastianos, Messager... et d'autres enfin qui sont le moyen d'expression habituel d'artistes. (11, rue Berthier.)

— ET AUSSI : Ramsès, au Grand Palais ; Arnaldo Pomodoro et l'Homage à Iliazd, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris ; Les céramiques de Tehang Cha, au musée Cernuschi ; En province... La collection Campana, à Avignon ; Trente peintres du dix-septième siècle français, au musée Chagall de Nice ; Bacon, à Marseille ; Tapies, à Saint-Paul-de-Vence ; Mathieu, à Antibes ; Le Youanac, aux salines d'Arc-et-Senans ; Francis Gruber, à Nancy ; Gaston Chassaing, à La Rochelle.

LA MEDITERRANEE,
NOTRE MER A TOUS.
D'EST EN OUEST,
DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS.

12 émissions TV présentées
cette semaine dans

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

THEATRE

BOUFFES DU NORD

21 septembre - 7 octobre
14 représentations
ONTOLOGICAL HYSTERIC THEATRE (USA)
LE LIVRE DES SPLENDEURS
de **RICHARD FOREMAN**
(création en français)

LOCATION
Centre du Festival Fnac/Montparnasse,
Théâtre 209, rue du Fg. Saint-Denis
et par téléphone 280.28.04

HALLUCINATIONS
FILMS REALISES par ERIC DUUVIER
Le Monde Visionnaire (les films de)
HENRI MICHAUX
La Femme 100 têtes (réalisation)
MAX ERNST
L'Arbre aux branches d'or

AUX DEUX ANES : Lundi 27 dernière
de « SERRE-VIS COMPRIS ». Vendredi
7^e octobre première du nouveau
spectacle « MARIANNE NE VOIS-TU
RIEN VENIR » avec Pierre-Jean VAIL-
LARD, Christian VEBEL, Jacques
MEYRAN et toute la Troupe des
Deux Anes.

AUX ANTILLES,
IL N'Y A PAS QUE LA SOUFRIERE.
SUR FRANCE CULTURE,
RENE JENTET OUVRE POUR NOUS
SON CARNET DE VOYAGE.

Cette semaine
dans

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

150

Service public à Grenoble

ON dit souvent des maisons de la culture qu'elles sont laides, ruineuses, et gigantesques, ingouvernables, impopulaires. A Grenoble, il y a une maison de la culture. Elle est semblable aux autres et différente. Elle est particulière. Elle s'appelle Grenoble : ville-fête. Ohon. Les musées ouverts au ras des montagnes. L'air, là-bas, est plus léger : des montagnes partout et partout des projets. Grenoble, ville de curiosité, ville de chercheurs, de travailleurs. Ville vivante, chaleureuse, ville difficile. Ville globale, sage, ville imprévue. Ici, tout pour le service du public, pourrait-on dire. Et tout pour un « mieux-être ».

La Maison de la culture est située entre le centre ville et la Villeneuve. Equipement lourd : trois salles de spectacle (1200, 500 et 300 places), une garderie d'enfants, une discothèque, une bibliothèque, une salle d'exposition, une galerie de prêt. Vaste monument en forme de proue. Intérieur rouge et noir, pièces sombres, recous, intelligence. Rouge sanglant et tapis noirs, bureaux étouffants. Atmosphère de travail. Cette maison cherche sa place à l'intérieur de la cité, cherche son équilibre : elle doit définir son image de marque, se situer par rapport aux autres organismes culturels — multiples — de Grenoble. Cette maison est importante. Lieu de rencontre et d'accueil, s'implante dans la région : sa vocation est départementale.

Catherine Tascia dirige l'établissement depuis trois ans. Volontaire, intuitive, très observatrice, elle assure un travail profond avec rigueur. Elle pose des questions larges et graves. Elle prend en main, avec sa force, les risques d'un métier sans cesse remis en cause. L'animation culturelle, oui, mais pour qui ? Des spectacles, bien sûr, mais pour qui ? Une maison de la culture, oui, mais pour quoi ?

Dans cette maison, quatre-vingts employés, huit animateurs, un service de relations publiques, un service d'information, un service d'accueil. Une politique qui repose sur un principe unique : travailler sans arrêt avec l'ensemble des collectivités, assurer un contact régulier, informer, transmettre les programmes, répondre aux demandes. Il y a quelque cinq cent dix collectivités adhérentes à la maison (Maison de jeunes, Maison de l'enfance, centres sociaux, maisons pour tous, comités d'entreprise, associations diverses, etc.). Les animateurs, les militants, les enseignants, sont les relais efficaces de la Maison de la culture, dans les quartiers, dans les communes. Des relais, bien sûr, et non des « vendeurs de billets ». Des porte-parole, en fait, qui assurent la continuité de la maison, et son écho. Les images préhensibles d'une action à long terme.

Diffusion et confrontation

Ces relais, mots sur toutes les bouches, toujours rappelés, répétés, sonorisés — la maison des relais, a-t-on envie de dire, — sorte de visage réconfortant, de points d'ancrage où l'animation trouve elle aussi son support d'intervention. Trois orientations se dégagent rapidement du travail d'animation : l'organisation des stages de formation, l'animation en elle-même, souvent ponctuelle, l'élaboration de la programmation. Il ne s'agit pas de constituer des groupes ou de mener à long terme une réflexion ou un spectacle. Il s'agit plutôt de coordonner des actions, d'aider des organismes à structurer l'une ou l'autre activité, de conseiller, d'avoir un rôle de « mise en relation ». Les responsables et les animateurs, en mettant

ainsi à la disposition des relais ou autres intéressés les moyens importants dont bénéficie la maison, assurent leur rôle de médiateur et permettent à l'institution Maison de la culture de respecter son statut de service public. Voilà une première étape, un premier choix, un résultat.

Il a fallu, dans un deuxième temps, découvrir la spécificité de cet établissement. La maison s'est alors démarquée d'une politique de diffusion stricte. Pour cela, elle a présenté des spectacles variés, liés à une pensée cohérente : souci pédagogique et didactique. Elle a présenté ce qui se fait ailleurs — dans la région, en France, à l'étranger — d'important. Elle est donc devenue, à Grenoble, le centre exclusif d'un certain type de programmation. (Le Théâtre municipal, — faute de budget — n'étant qu'une simple salle d'accueil). Elle a ainsi joué son deuxième rôle en donnant à voir — avec plaisir — et en favorisant, en soi, la confrontation. Un travail d'animation précède et accompagne souvent les spectacles. Ils peuvent également donner lieu à des stages de formation (théâtre, musique, danse...). La boucle animation-programmation-formation se destine alors très clairement. Chaque animateur fait face à ce même travail.

La fragilité d'une idée neuve

Philippe de Bolsay (et Martine Versino), l'animateur littéraire, a toujours été, lui, depuis 1968, au-devant des rencontres. Et il est devenu, au fil des années, l'« alibi » de l'animation hors des murs. Quel qu'il en soit, il s'est efforcé d'établir un contact direct entre les livres et le public. Au début, aidé de comédiens, il a appris beaucoup de textes et il est allé les lire — sans artifice — dans les écoles, dans les centres sociaux... Et cela a si bien marché qu'un mouvement pour la poésie s'est créé et qu'une « fête de la poésie » est née. Ensuite, il a réuni les poèmes qu'on lui envoyait dans une collection « Poésie parmi nous », une édition de la Maison de la culture. Et puis, en 1970, à la demande de quelques professeurs, animateurs, relais... il a formé des ateliers de sensibilisation à l'expression orale et écrite. Actuellement, ces groupes se sont multipliés dans les entreprises, à la faculté des lettres de Grenoble pour la formation continue.

Dans le même temps, Martine Versino et un groupe de lecture composé d'une quinzaine de bénévoles, réunis chaque mardi depuis deux ans, assurent des interventions — lectures à haute voix — dans les lycées, dans les bibliothèques. Une lumière simple, ainsi promue sur les livres leur redonne une couleur chaude. Sortis de leur anonymat, ils redeviennent outils de création, de réflexion, de « bien-être ». D'autre part, Philippe de Bolsay, avec douze autres personnes, avait tenté l'expérience d'une lecture collective sur le thème de l'usine. Trois ans après, il a fondé le groupe « Lecture 75 » et l'expérience se poursuit. Les textes écrits par les membres du groupe (une trentaine environ) sont également publiés dans une édition de la Maison de la culture. C'est une entreprise originale, insolite, comme peut l'être toute idée « neuve », fragile.

Pour Alain Thomas, responsable de la section cinéma, il fallait éviter l'écueil de la seule diffusion de films d'auteur. Il s'est donc orienté vers la programmation d'un cinéma de « service public », un cinéma d'intervention sociale. Très

vite, équipé d'un projecteur portable, il a organisé des séances dans les collectivités, aidé certains groupes à réaliser des films, prêté du matériel et mis en place, cette année, pour la Ville en fête (qui a lieu régulièrement en juin-juillet) un cycle destiné à la population maghrébine, très nombreuse à Grenoble. Travail social avant tout. Il a proposé un stage de formation pour les animateurs de la région : un atelier sur l'image. Il prévoit également un atelier sur le son et sur le montage pour bientôt. D'autre part, une unité de production régionale (financée par la ville de Grenoble et le Fonds d'intervention culturelle) vient de se constituer (cela correspond à la mise en application de la charte culturelle).

Alain Thomas, estimant qu'il n'y avait aucune raison de subventionner le jeune théâtre et pas le jeune cinéma, entend être un « créateur dans la cité ». Il veut travailler avec des groupes sociaux et assurer la diffusion des films dans la région où dans les festivals. La Maison de la culture va donc être dotée d'une cellule de création. D'autre part, un pool technique (matériel super 8 et 16 mm), également financé par le FIC, sera, au mois d'octobre, à la disposition de l'UNPACCO (Union pour l'animation et la création cinématographique), une association qui groupe d'autres organismes : maisons de jeunes, ciné-clubs, etc. Cette association pourra donc prêter du matériel gratuitement. Des subventions du C.N.C. devraient également aider quelques réalisateurs de la région. Cette unité de production va être un facteur de développement nouveau.

Voilà, très rapidement décrits, deux secteurs de la Maison de la culture. Il reste ce pôle de l'animation scientifique (sciences sociales et sciences exactes), proposée par deux enseignants détachés à mi-temps par l'université pendant trois ans. L'animation musicale avec des stages, des concerts, un cycle « jeune musique », un travail de création chaque année avec l'ensemble instrumental de Grenoble. (Les quatre musiciens de l'ensemble assurent également une intervention dans les écoles de la région.)

Les arts plastiques sont en partie servis par une galerie de prêt où les adhérents peuvent consulter les œuvres, les emprunter pendant quelques mois et les acheter s'ils le désirent. Yann Pavie, animateur, s'interroge sur le genre d'expositions à présenter à la Maison de la culture, puisque celle-ci n'est pas un musée. Il a, un projet, Malakowski, en tête. De son côté, la ville a décidé de galar les crédits accordés à l'école des beaux-arts pour fonder ces organismes et le musée de peinture en un seul. La municipalité socialiste fait en sorte de mener une politique d'action culturelle efficace, avec des idées simples, séduisantes. Elle a signé une charte en mai 1975 pour s'assurer — dit-elle — d'un certain nombre d'engagements : elle consacre 13,33 % de son budget de fonctionnement aux affaires culturelles.

Et le théâtre. D'abord, il y a Jean De-lune à la Maison de la culture. Il choisit les programmes, il organise des stages (le dernier a eu lieu au mois de juin avec Avron et Eyraud). Et il assure la coordination avec le Centre national dramatique des Alpes (dirigé en titre par Gabriel Monnet, mais aussi par Georges Lavandani), installé dans les locaux de la maison. Ces deux institutions différentes — qui ont signé une convention — sont donc obligées de composer l'une avec l'autre, de s'affronter, de se regarder. L'expérience dure depuis un an.

Voilà réunies dans un même bâtiment une équipe d'action culturelle propre et une cellule de création. La première concentre ses efforts autour d'une ouverture large, d'un débat, travaille selon un vœu de « service public », tisse des racines ; la seconde vit de créations, dans un certain absolu de créativité, sans se poser a priori — en priorité — la question du public. Le Centre dramatique s'oriente vers la recherche d'une pratique théâtrale, il n'est pas un théâtre d'intervention comme peut l'être, par exemple, le Théâtre Action de Grenoble. Est-ce son rôle ? De toute façon, ce n'est pas son choix, et la Maison de la culture, qui aurait déjà tendance à effectuer un travail plus « administratif » que rapide et dynamique, se retrouve face à une autre structure lourde, la structure de création de la maison. Elle aurait plutôt besoin de disposer en permanence d'une troupe mobile qui assurerait une animation directe, hors des murs. Cela lui éviterait de toujours passer par les relais qui, s'ils sont indispensables, empêchent peut-être un contact « évident », plus spontané. Elle pourrait ainsi trouver un essor nouveau, prendre en charge sa propre expérience de création et une certaine part de risque. Cela veut-il dire que le Centre dramatique n'a pas sa place à la Maison de la culture ? Pourquoi pas ? Mais n'a-t-il pas une autre place à prendre dans la ville, dans la région ?

Et il y a Jean-Luc Godard

Grenoble, une ville étrange, parce que, bien sûr, il y a la Maison de la culture, qui va selon son rythme de croisière dans un espace qu'elle définit au long du temps, un temps dont on ne lui accorde jamais vraiment la durée, car on attend trop si vite, — mais il y a aussi les quartiers où il se passe beaucoup de choses nécessitant une halte pour voir, comprendre, réfléchir. Au quartier Saint-Laurent, par exemple, où une expérience d'auto-restauration va son chemin. Au Centre intégré de l'Arlequin, où la télédiffusion avait fait ses premiers pas. A Grand-Place — le centre commercial de la Villeneuve, — où l'animation essaie de rompre une atmosphère d'achats automatiques, fébriles ou superflus. Et puis il y a Jean-Luc Godard qui s'implante avec Sonimage, et d'autres troupes qui jouent, agissent, se baladent : le Théâtre populaire maghrébin, les Comédiens immigrés, les théâtres de la Potence, du Belfort, de la Falaise, le Ballet de poche. Certaines sont en danger. La municipalité a décidé de ne pas les subventionner l'an prochain. Elles mourront sans doute. Le foisonnement.

La lumière est douce le soir, les initiatives se fauillent de rue en rue. La Ville en fête égale la vie. Grenoble fait bouger la pensée. Des contradictions se manifestent maintenant et la municipalité doit faire face aux « besoins » qu'elle a créés. Cette municipalité socialiste ne craint pas les chemins non battus. Elle fait confiance, elle observe, elle choisit, elle tranche parfois durement. Elle s'impatiente. Pourtant seul le temps, souvent, donne à voir. Peut-être qu'un jour on songera au bénéfice du temps. Le coût de l'argent. La Maison de la culture, qui a fermé ses portes pour les vacances, va devoir affronter une nouvelle saison. Autre chose. Une autre lutte, de survie. Comme pour l'ensemble des maisons de la culture négligées depuis quelque temps par l'Etat.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

L'ACTION CULTURELLE



La place de la maison à l'intérieur de la cité

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
Du 22 septembre au 18 octobre
4 programmes différents
NEW YORK CITY BALLET

Et si vous souhaitez
notre prochaine exposition
au 56^e étage de la tour
Montparnasse...
Tel. 538.52.65

MAXIME LE FORESTIER

CIRQUE D'HIVER

du 27 septembre au 25 octobre à 20h 45
PRIX UNIQUE 18 F

110 rue Jeanne
PARIS 17
75017

MATINÉES :
SAMEDI et DIMANCHE à 14h 30
RELACHE : DIMANCHE SOIR

ATHENEE LOUIS JOUVET
Jacqueline Gauthier
Claude Dauphin
Le séquoia
de George Furth
adaptation
Marcel Jullian
073.82.23 et agences

UN MONSTRE AU CŒUR TENDRE.
UNE COMTESSE ÉVANESCENTE.
UN MARQUIS DE 190 ANS !
L'UNIVERS DE LA POUPEE SANGRANT.

Gaston Leroux à la télévision
cette semaine dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

ODEON
THEATRE NATIONAL
pour une série limitée
de représentations
LE PICCOLO TEATRO
présente
jusqu'au 12 octobre
dans la mise en scène de
Giorgio STREHLER
LA CERISAIE
(Il giardino dei ciliegi)
d'Anton TCHÉKOV
(spectacle en langue italienne)
Tous les soirs à 20 h. 30 sauf
dimanche et lundi. Matinée
dimanche à 15 h.
Renseignements et location :
325-10-32
J.F. 12 F. 19 F. 26 F. 34 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

LE 19 233-53-40. Jour et nuit. 19, rue du Pont-Neuf, 1^{er}. F. dim.

L'ALSACE AUX HALLES 236-74-34. 18, rue Coquillière, 1^{er}. T.L.J.

OSAKA 280-68-01. 163, rue Saint-Honoré, 1^{er}. T.L.J.

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON F.D. 64, rue Arbre-Sec, 1^{er}. CEN 10-92

ASSISTE AU BOUT-POCARDI 9, bd des Italiens, 3^e. T.L.J.

BOVINGE 772-57-83. 5, rue de la Bastille, 4^e. F/dim.

GUY 033-87-61. 6, rue Mabillon, 9^e.

ASSIETTE AU BOUT T.L.J. Face égale St-Germain-des-Près, 6.

ASSIETTE AU BOUT T.L.J. 123 Champs-Élysées, 8^e.

COPENHAGUE ELY 20-41. 142, Champs-Élysées, 8^e. F/dim.

NAPOLEON T.L.J. 227-89-30. 32, av. Friedland, 8^e. Jueq 22 h. 30

SAUMANN Jueq 24 h. F/dim. 64, av. des Ternes, 17^e. 380-16-68

LE SORRENTO 78 les jrs. 15, bd de Clichy, 9^e. 574-82-86. F/D.

LA CHAMPAGNE 614-44-78. 10, place Clichy, 9^e. F/dim.

JULIEN PRO. 12-06. 18, rue de St-Denis, 10^e. T.L.J.

AU PRESSOIR 344-38-21. 207, av. Daumesnil, 13^e. F. dim. soir et lundi

LES VIEUX MÛTIERS 588-00-03. 13, bd Auguste-Blanqui, 13^e. F/fin.

RIBATEJO 370-41-03. 6, rue Planchat, 20^e. F/mardi

Maquereaux marinés faits maison, filet poivre vert, fondue courge-grognon, tarte Tatin flambée Calvados. Dîner sur chand. P.M.R. 50 F.

Ouv. jour et nuit Chana et quai de 22 h à 5 h mat avec nos animaux. Spécialités Vins fins d'Alsace et d'Alsace, la Bière des Biers.

Apéritif à 10 h. 30. Jueq 22 h. 30. Cuisine Japonaise Tempura - Soukijaki - Sashimi. Dans un cadre typique.

Ses caves du 19^e Déj. Din Soup. Jueq 2 h. matin Moutons bouillottes 9 F Pied oreille porc 9 F Boudin 9 F Grillades 19 F Gratins 8 F, etc.

MICHEL OLIVER propose une formule Soir pour 21 F a.s.d. le midi et 22 F a.s.d. le soir jusqu'à 1 h du matin, avec ambiance musicale.

Déjeuners, dîners, soupers. La plus ancienne et la plus belle brasserie Paris. Parking facile sur la place. Banc d'outils.

« L'ambassade gourmande du BRESIL » en plein Saint-Germain-des-Près Jueq 2 h du mat Crêpes en mariage, riz, salade, etc.

MICHEL OLIVER propose une formule Soir pour 21 F a.s.d. le midi et 22 F a.s.d. le soir jusqu'à 1 h du matin, avec ambiance musicale.

MICHEL OLIVER propose une formule Soir pour 21 F a.s.d. le midi et 22 F a.s.d. le soir jusqu'à 1 h du matin.

De midi à 22 h 30 Spécialités danoises et scandinaves - hors-d'œuvre danois, festival du saumon, mignons de rennes, canard sauté.

G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au confit d'oie cédées par tous les chroniqueurs, vous présente ses inspirations choucroute aux légumes, à la queue de boeuf, courges-mousses, au homard (sur commande).

Jueq 2 h du matin. Cuisine et vins italiens. Pizzas de 7 à 10 F Escalope Florentine 20 F Escalope Marsala 18 F Ses grillades.

1 h à 2 h 30 Fruits de mer, coquillages. Repas pour vos vitres de bonneterie et languettes, loupes, rouges grillés, sa bouillabaisse.

Dans son cadre « fin de siècle », sa nouvelle formule « plats raffinés entrées complètes ». Ses fabuleux « bouillottes ». Pote gras 10 plats Journaliers P.M.R. 30 F.

Feuilleté de pointes d'asperges, soles à la Godard, salade aux écrevisses filées au coulis de truffes, sorbets mûres 50 F V.S. non compris. Réouverture début septembre.

Ecrevisses flambées Langoustes grillées Poulet mousserons Canard cède Pâtisserie maison Sancerre Roland Salmon Bourgogne Michel Mielard Cuisine Michel Monnet Souper aux chandelles, 30 à 90 F.

Jueq 2 h du matin. Spécial portugaises. Tous les soirs PADO et gâteaux. Morue à la Bras 14 F. Viande de porc Alentejo 14 F.

DINERS-SPECTACLES

BARCELONA 834-47-66. 9, rue Geoffroy-Maria, 6^e. T.L.J.

CHEZ VINCENT NOR 21-27. 4, rue Saint-Laurent, 10^e. F/fin.

L'ORFÈVRE DU BOIS 722-84-82. Porte Maillot. F/dim-lun.

Jueq 2 h du matin. Spéc. espagnoles : Paella Valentina, Zarzuela, Gumbas à la Plancha, Calamars à la Romana. Spectacle de chants et de danses d'Espagne flamenco et guitares.

Dans le cadre typique d'une Hacienda. Dîners dansants aux chand. Attractions avec LOS MUCHACHOS Spécialités espagnoles et françaises.

Marcel BÉRIER présente : « RIZ, NOUS FERONS LE RESTE ». Menu 135 F. vin compris, service en sus.

RESTAURANTS OUVERTS APRÈS MINUIT

LE 19 9, rue du Pont-Neuf, 1^{er}. 233-53-40. Jour-nuit. dim. Dîner chandelles. Musique.

LA CLOSURE DES LILAS 171, bd de Montparnasse, 326-70-50, 033-21-68. Au piano Yvan Meyer.

JULIEN 15, rue du St-Denis, 10^e. 770-12-06. Tous les soirs Jueq 1 h 30 (et dim.)

LE PICHIET 68, r. Pierre-Charroux 359-24-24. Spécialités campagnardes GRILLADES - PATISSERIE

GUY 6, rue Mabillon 033-87-61. Saint-Germain-des-Près SOUPERS BRÉSILIENS

TERMINUS NORD 824-48-72. Brasserie 1925, spécialités danoises 23, rue de Dunkerque, 18^e.

■ Ambiance musicale ■ Orchestre

P.M.R. : Prix moyen du repas

AU CHARBON DE BOIS
LA GRILLADE DEVIENT GASTRONOMIE
16, rue du Dragon (6^e) — 10, rue Guichard (16^e)
LIT. 57-04 — AUT. 77-49

NAVY CLUB
RESTAURANT DE 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
58 bd de l'Hôpital 12 - 535.91.94/99.88. Fermé Lundi sauf fêtes

COPENHAGUE
Spécialités DANOISES et SCANDINAVES
142, Champs-Élysées, 1^{er} étage. F. Dim. Tél. : 353-26-41

Dessirier
MÂTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
9, place Pécassier, Paris 17^e - 754-74-14

CABARETS

UNE NUIT AU CRAZY HORSE
15 SUPER BEAUTÉS
1^{er} SHOW 21H45-2nd SHOW 00H15
RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS
225-69-69
12A* George V (Alma)*

La BELLE ÉPOQUE
DINER-SPECTACLE DANSANT 90 F
Séance animée par CARLO NELL
HENRI GENES
CORINNE MARCHAND
PIERRE DORIS
GINETTE GARCIN
ALBERT RAISNER
LOS NINOS

Capricorne
le cabaret du plaisir royal
104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200

TSAREVITCH
DINERS ET SOUPERS SPECTACLE à partir de 20 h 30
V. POLIAKOFF • DJAN TATLAN
KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA
G. BORODO • J. MALVAUT • P. SANDOR

Une Nouveauté... LA BOULANGERIE
133, rue St-Honoré (1^{er})
260-60-37
ERIC VINCENT
DANIEL BORANO
Auteur-Compositeur
CLAUDE AYRENS
Illusionniste
Le Quartier Jazz Raphaël FAYS

TOUR EIFFEL
Déjeuners d'Affaires
Dîners Spectacle
705-19-59 - 44-67

Expositions

RAMSES LE GRAND. — Grand Palais, entrée avenue de Solfèbe (121-51-24). Saut mardi, de 10 h à 20 h : 14 mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 15 octobre.

L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE. — Grand Palais, entrée Couronne (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. le samedi : 3 F. (gratuite le 28 octobre). Jusqu'à 3 janvier 1977.

BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'à 19 octobre.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI. — Grand Palais (323-26-43). De 11 h à 19 h jusqu'à 17 octobre.

ASTYAN, TÊTE DES AZTÈQUES. — Images d'un souverain maya. — Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'à 19 novembre.

EN ÉGYPTE AU TEMPS DE FLAUBERT. — Les premiers photographes, 1839-1899. — Grand Palais. Espace 404. Jusqu'à 17 octobre.

TECHNIQUE DE LA PEINTURE : L'ATELIER. — Musée du Louvre, entrée porte Jussieu (230-38-36). Saut mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche).

ILLUSTRATION, PICASSO, HOMMAGE À. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Saut lundi et mardi, de 10 h à 17 h. 45. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin septembre.

ARNOLDO MOMODORO. — Sculptures 1950-1974. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à fin octobre.

CLAUD LORAIN. — Rétrospective 1593-1682. ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à 30 octobre.

LUMINET. — Atelier de peinture de l'école d'art de Marseille. ARC 2

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus) jusqu'à 30 octobre.

ARCHITECTURES À PARIS, 1946-1954. — Familles d'architectes. 300, boulevard, angle rue de Babylone, rue du Bac (267-26-14). Saut dimanche, de 9 h à 18 h. 45. Entrée libre. Jusqu'à 18 octobre.

COTE DE L'ATLANTIQUE. UN JOURNAL ILLUSTRÉ. — 31 artistes de l'École de la Nouvelle-France, 116, rue de la Harpe, 10^e arr. (207-43-21). Saut mardi, de 10 h à 18 h. 45. Prologue jusqu'en janvier.

HOMMAGE À GALAND. — Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (206-61-11). Jusqu'à fin septembre.

TRÉSORS ET HISTOIRE DE LA FIPE À TARRAS. — Bibliothèque Coquery, 1, rue du Figuier (278-17-34). Saut lundi, de 15 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'à 22 septembre.

RICARDO STEIN. — Huites, aquarelles, dessins. — Centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna (726-43-21). Saut samedi et dim., de 10 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'à 18 octobre.

GALERIES

GEOMETRIE SENSIBLE. — Alcala, Barbodet, M. Cala, M. Tana, etc. — Galerie Christiane-Collin, 32, quai de St-Martin (232-14-23). Jusqu'à 14 octobre.

CLAUDE LORAIN ET LE GROUPE TSE. — Photographies. Théâtre de la Ville, 6, rue Pierre-le-Lard (248-04-78). Jusqu'à 21 décembre.

CHILL, TROIS ANS DE LA DÉSERT. — Photographies, peintures, sculptures. — Centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna (726-43-21). Saut samedi et dim., de 10 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'à 18 octobre.

LEILA KAZET. — Peintures. — Centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna (726-43-21). Saut samedi et dim., de 10 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'à 18 octobre.

GEORGE CHOSSE (1853-1953). — Dessins et aquarelles. — Galerie Octave Negru, 23, rue de Seine (323-76-15). Jusqu'à 8 octobre.

FRANÇOIS LAC. — Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaumont (272-14-10). Jusqu'à 14 octobre.

ROUGEBOIS. — Cinq réalisations monumentales. — 22, rue Emmerich (377-56-45). Jusqu'à 8 octobre.

LA FILLE EN POINTE. — Galerie Harry-Jancovici, 18, rue de Lille (261-43-13). Jusqu'à 9 octobre.

ERINER RUTENBERG. — Galerie Durand-Delorme, 43, rue de Montmorency (377-63-60). Jusqu'à 15 octobre.

BRUPHON. — Dessins et collages. — Galerie Carmen Mathisen, 12, rue du Roi-de-Sicile (278-30-11). Jusqu'à 9 octobre.

ANDRÉ VERGER. — Galerie des Orfèvres, 84, quai des Orfèvres (326-81-30). Jusqu'à 2 octobre.

Variétés

Le music-hall

CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.). 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Parisienne.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (358-27-63) (D. soir. L.). 20 h. 45. 1^{er} tour : 21 h. 45 : Soumy Davy.

CIRQUE D'HIVER (700-12-25) (D. soir.). 20 h. 45, mat. dim., et sam. à 15 h. 30 : Martine Le Forestier.

FOLIES-BERGERE (770-02-31) (L.). 20 h. 30 : J'aimé à la folie.

HOLLY-ROUGE (606-00-19). 22 h. 30 : Follement.

OLYMPIA (742-25-45), 21 h. 30, mat. sam. à 15 h. 30 : Dim. (Jueq 23) : 1^{er} tour : 21 h. 45 : Soumy Davy.

FALAIS DES SPORTS (532-41-25) (L.). 1^{er} tour : 21 h. 45 : Soumy Davy.

THÉÂTRE DAUNOU (261-88-14) (D. soir.). 21 h. 45 : Soumy Davy.

THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (207-57-53) (L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Mayflower.

Les opérettes

BORINO (326-68-70) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Crol.

BENRI-VALENA-MOGADOR (283-28-80) (J. D. soir. L.). 20 h. 30 : mat. sam. à 15 h. 30 : dim. à 14 h. 30 et 18 h. 30 : Bata de val.

THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (207-57-53) (L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Mayflower.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : 2nd tour : 21 h. 45 : Soumy Davy.

DEUX-ANES (606-10-26) (Mar.). 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Serre-Vie compta.

DIX-SEPTUITS (606-07-48), à partir du 24.

Les concerts

Dimanche 26. Notre-Dame, 17 h. 45. Lundi 27, 20 h. 30 : A. Inor (du Caurroy, Titelouze, Parcell, Krebs, Maréchal, Bach).

Mardi 28. Église Saint-Eustache, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Sarenhoff (Bach, Beethoven).

Le cirque

CIRQUE DE PARIS, square de l'avenue de Châtelet (078-30-36) : sam. 15 h. et 20 h. 30 : dim. 14 h. 30 et 18 h. 30 : mercredi, 15 h.

Vidéo

VIDÉOSTONE (323-60-34), 2e les jrs. perm. de 13 h. 30 à 1 h. : Around the Stone.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 72.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

DEUX FILMS DE DINO RISI,
UN INÉDIT ET UN NOUVEAU :
"UNE VIE DIFFICILE"
"LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRE".

DEUX JOURNALISTES CONTRE
"LES HOMMES DU PRÉSIDENT"
R. REDFORD ET D. HOFFMAN.

Cette semaine dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

GUY BEART
"Chansons de notre temps et d'espérance"
Comédie des Champs-Élysées
40 récitals
LES NOUVELLES CHANSONS SUR DISQUE TEMPORÉL N° 68 0018 DISTRIBUTION RCA

Radio France

Salle Pleyel
SAISON 1976-1977

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
Producteur-délégué : Jean FONTAINE
9 CONCERTS D'OCTOBRE A JUIN

Jeanine ALTMAYER - Serge BAUDO - Herbert BECKER
Jean-Philippe COLLARD - Michel CORBOZ - Antal DORATI
Dietrich FISCHER-DIESKAU - Kiril KONDRACHINE
Quatuor MELOS - Margaret PRICE - Rolf REUTER
Sviatoslav RICHTER - A.M. RODDE - Yuri TEMIRKANOV
Karol TEUTSCH - Victor TRETIAKOV - Rose WAGEMANN, etc.
Orchestre et Chœurs de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne - Orchestre de Chambre de la Philharmonie Nationale de Varsovie - Orchestre National de France -
Nouvel Orchestre Philharmonique -
Chœurs et Maîtrise de Radio-France

RENSEIGNEMENTS ET PROGRAMMES : 23-33-51

Vente des abonnements jusqu'au 5 octobre inclus à Radio-France, 118, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris, tous les jours de 11 h. à 18 h. (sauf le dimanche) et par correspondance adressée à Radio-France, place 2237.

OSCAR

BARRY LYNDON
de Stanley Kubrick

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RUE GADGUE IMPÉRIAL V
GAUMONT SUB V
74 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEFENILLE VO
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque
CHAILLOT (704-24-24) : 15 h : L'expédition du « Kou-Tiki », de T. Heyerdahl, M. J. de la Chapelle, 13 h 30, Suisse, de V. de Sica, 20 h 30, Un soir, un train, d'A. Delvaux, 22 h 30, Rendez-vous à Bray, d'A. Delvaux.

Les exclusivités
ACTES DE MARUSIA (Mox. v.o.) : 10 h : 10 h 30, 11 h 30, 12 h 30, 13 h 30, 14 h 30, 15 h 30, 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 19 h 30, 20 h 30, 21 h 30, 22 h 30, 23 h 30, 24 h 30, 25 h 30, 26 h 30, 27 h 30, 28 h 30, 29 h 30, 30 h 30, 31 h 30, 32 h 30, 33 h 30, 34 h 30, 35 h 30, 36 h 30, 37 h 30, 38 h 30, 39 h 30, 40 h 30, 41 h 30, 42 h 30, 43 h 30, 44 h 30, 45 h 30, 46 h 30, 47 h 30, 48 h 30, 49 h 30, 50 h 30, 51 h 30, 52 h 30, 53 h 30, 54 h 30, 55 h 30, 56 h 30, 57 h 30, 58 h 30, 59 h 30, 60 h 30, 61 h 30, 62 h 30, 63 h 30, 64 h 30, 65 h 30, 66 h 30, 67 h 30, 68 h 30, 69 h 30, 70 h 30, 71 h 30, 72 h 30, 73 h 30, 74 h 30, 75 h 30, 76 h 30, 77 h 30, 78 h 30, 79 h 30, 80 h 30, 81 h 30, 82 h 30, 83 h 30, 84 h 30, 85 h 30, 86 h 30, 87 h 30, 88 h 30, 89 h 30, 90 h 30, 91 h 30, 92 h 30, 93 h 30, 94 h 30, 95 h 30, 96 h 30, 97 h 30, 98 h 30, 99 h 30, 100 h 30, 101 h 30, 102 h 30, 103 h 30, 104 h 30, 105 h 30, 106 h 30, 107 h 30, 108 h 30, 109 h 30, 110 h 30, 111 h 30, 112 h 30, 113 h 30, 114 h 30, 115 h 30, 116 h 30, 117 h 30, 118 h 30, 119 h 30, 120 h 30, 121 h 30, 122 h 30, 123 h 30, 124 h 30, 125 h 30, 126 h 30, 127 h 30, 128 h 30, 129 h 30, 130 h 30, 131 h 30, 132 h 30, 133 h 30, 134 h 30, 135 h 30, 136 h 30, 137 h 30, 138 h 30, 139 h 30, 140 h 30, 141 h 30, 142 h 30, 143 h 30, 144 h 30, 145 h 30, 146 h 30, 147 h 30, 148 h 30, 149 h 30, 150 h 30, 151 h 30, 152 h 30, 153 h 30, 154 h 30, 155 h 30, 156 h 30, 157 h 30, 158 h 30, 159 h 30, 160 h 30, 161 h 30, 162 h 30, 163 h 30, 164 h 30, 165 h 30, 166 h 30, 167 h 30, 168 h 30, 169 h 30, 170 h 30, 171 h 30, 172 h 30, 173 h 30, 174 h 30, 175 h 30, 176 h 30, 177 h 30, 178 h 30, 179 h 30, 180 h 30, 181 h 30, 182 h 30, 183 h 30, 184 h 30, 185 h 30, 186 h 30, 187 h 30, 188 h 30, 189 h 30, 190 h 30, 191 h 30, 192 h 30, 193 h 30, 194 h 30, 195 h 30, 196 h 30, 197 h 30, 198 h 30, 199 h 30, 200 h 30, 201 h 30, 202 h 30, 203 h 30, 204 h 30, 205 h 30, 206 h 30, 207 h 30, 208 h 30, 209 h 30, 210 h 30, 211 h 30, 212 h 30, 213 h 30, 214 h 30, 215 h 30, 216 h 30, 217 h 30, 218 h 30, 219 h 30, 220 h 30, 221 h 30, 222 h 30, 223 h 30, 224 h 30, 225 h 30, 226 h 30, 227 h 30, 228 h 30, 229 h 30, 230 h 30, 231 h 30, 232 h 30, 233 h 30, 234 h 30, 235 h 30, 236 h 30, 237 h 30, 238 h 30, 239 h 30, 240 h 30, 241 h 30, 242 h 30, 243 h 30, 244 h 30, 245 h 30, 246 h 30, 247 h 30, 248 h 30, 249 h 30, 250 h 30, 251 h 30, 252 h 30, 253 h 30, 254 h 30, 255 h 30, 256 h 30, 257 h 30, 258 h 30, 259 h 30, 260 h 30, 261 h 30, 262 h 30, 263 h 30, 264 h 30, 265 h 30, 266 h 30, 267 h 30, 268 h 30, 269 h 30, 270 h 30, 271 h 30, 272 h 30, 273 h 30, 274 h 30, 275 h 30, 276 h 30, 277 h 30, 278 h 30, 279 h 30, 280 h 30, 281 h 30, 282 h 30, 283 h 30, 284 h 30, 285 h 30, 286 h 30, 287 h 30, 288 h 30, 289 h 30, 290 h 30, 291 h 30, 292 h 30, 293 h 30, 294 h 30, 295 h 30, 296 h 30, 297 h 30, 298 h 30, 299 h 30, 300 h 30, 301 h 30, 302 h 30, 303 h 30, 304 h 30, 305 h 30, 306 h 30, 307 h 30, 308 h 30, 309 h 30, 310 h 30, 311 h 30, 312 h 30, 313 h 30, 314 h 30, 315 h 30, 316 h 30, 317 h 30, 318 h 30, 319 h 30, 320 h 30, 321 h 30, 322 h 30, 323 h 30, 324 h 30, 325 h 30, 326 h 30, 327 h 30, 328 h 30, 329 h 30, 330 h 30, 331 h 30, 332 h 30, 333 h 30, 334 h 30, 335 h 30, 336 h 30, 337 h 30, 338 h 30, 339 h 30, 340 h 30, 341 h 30, 342 h 30, 343 h 30, 344 h 30, 345 h 30, 346 h 30, 347 h 30, 348 h 30, 349 h 30, 350 h 30, 351 h 30, 352 h 30, 353 h 30, 354 h 30, 355 h 30, 356 h 30, 357 h 30, 358 h 30, 359 h 30, 360 h 30, 361 h 30, 362 h 30, 363 h 30, 364 h 30, 365 h 30, 366 h 30, 367 h 30, 368 h 30, 369 h 30, 370 h 30, 371 h 30, 372 h 30, 373 h 30, 374 h 30, 375 h 30, 376 h 30, 377 h 30, 378 h 30, 379 h 30, 380 h 30, 381 h 30, 382 h 30, 383 h 30, 384 h 30, 385 h 30, 386 h 30, 387 h 30, 388 h 30, 389 h 30, 390 h 30, 391 h 30, 392 h 30, 393 h 30, 394 h 30, 395 h 30, 396 h 30, 397 h 30, 398 h 30, 399 h 30, 400 h 30, 401 h 30, 402 h 30, 403 h 30, 404 h 30, 405 h 30, 406 h 30, 407 h 30, 408 h 30, 409 h 30, 410 h 30, 411 h 30, 412 h 30, 413 h 30, 414 h 30, 415 h 30, 416 h 30, 417 h 30, 418 h 30, 419 h 30, 420 h 30, 421 h 30, 422 h 30, 423 h 30, 424 h 30, 425 h 30, 426 h 30, 427 h 30, 428 h 30, 429 h 30, 430 h 30, 431 h 30, 432 h 30, 433 h 30, 434 h 30, 435 h 30, 436 h 30, 437 h 30, 438 h 30, 439 h 30, 440 h 30, 441 h 30, 442 h 30, 443 h 30, 444 h 30, 445 h 30, 446 h 30, 447 h 30, 448 h 30, 449 h 30, 450 h 30, 451 h 30, 452 h 30, 453 h 30, 454 h 30, 455 h 30, 456 h 30, 457 h 30, 458 h 30, 459 h 30, 460 h 30, 461 h 30, 462 h 30, 463 h 30, 464 h 30, 465 h 30, 466 h 30, 467 h 30, 468 h 30, 469 h 30, 470 h 30, 471 h 30, 472 h 30, 473 h 30, 474 h 30, 475 h 30, 476 h 30, 477 h 30, 478 h 30, 479 h 30, 480 h 30, 481 h 30, 482 h 30, 483 h 30, 484 h 30, 485 h 30, 486 h 30, 487 h 30, 488 h 30, 489 h 30, 490 h 30, 491 h 30, 492 h 30, 493 h 30, 494 h 30, 495 h 30, 496 h 30, 497 h 30, 498 h 30, 499 h 30, 500 h 30, 501 h 30, 502 h 30, 503 h 30, 504 h 30, 505 h 30, 506 h 30, 507 h 30, 508 h 30, 509 h 30, 510 h 30, 511 h 30, 512 h 30, 513 h 30, 514 h 30, 515 h 30, 516 h 30, 517 h 30, 518 h 30, 519 h 30, 520 h 30, 521 h 30, 522 h 30, 523 h 30, 524 h 30, 525 h 30, 526 h 30, 527 h 30, 528 h 30, 529 h 30, 530 h 30, 531 h 30, 532 h 30, 533 h 30, 534 h 30, 535 h 30, 536 h 30, 537 h 30, 538 h 30, 539 h 30, 540 h 30, 541 h 30, 542 h 30, 543 h 30, 544 h 30, 545 h 30, 546 h 30, 547 h 30, 548 h 30, 549 h 30, 550 h 30, 551 h 30, 552 h 30, 553 h 30, 554 h 30, 555 h 30, 556 h 30, 557 h 30, 558 h 30, 559 h 30, 560 h 30, 561 h 30, 562 h 30, 563 h 30, 564 h 30, 565 h 30, 566 h 30, 567 h 30, 568 h 30, 569 h 30, 570 h 30, 571 h 30, 572 h 30, 573 h 30, 574 h 30, 575 h 30, 576 h 30, 577 h 30, 578 h 30, 579 h 30, 580 h 30, 581 h 30, 582 h 30, 583 h 30, 584 h 30, 585 h 30, 586 h 30, 587 h 30, 588 h 30, 589 h 30, 590 h 30, 591 h 30, 592 h 30, 593 h 30, 594 h 30, 595 h 30, 596 h 30, 597 h 30, 598 h 30, 599 h 30, 600 h 30, 601 h 30, 602 h 30, 603 h 30, 604 h 30, 605 h 30, 606 h 30, 607 h 30, 608 h 30, 609 h 30, 610 h 30, 611 h 30, 612 h 30, 613 h 30, 614 h 30, 615 h 30, 616 h 30, 617 h 30, 618 h 30, 619 h 30, 620 h 30, 621 h 30, 622 h 30, 623 h 30, 624 h 30, 625 h 30, 626 h 30, 627 h 30, 628 h 30, 629 h 30, 630 h 30, 631 h 30, 632 h 30, 633 h 30, 634 h 30, 635 h 30, 636 h 30, 637 h 30, 638 h 30, 639 h 30, 640 h 30, 641 h 30, 642 h 30, 643 h 30, 644 h 30, 645 h 30, 646 h 30, 647 h 30, 648 h 30, 649 h 30, 650 h 30, 651 h 30, 652 h 30, 653 h 30, 654 h 30, 655 h 30, 656 h 30, 657 h 30, 658 h 30, 659 h 30, 660 h 30, 661 h 30, 662 h 30, 663 h 30, 664 h 30, 665 h 30, 666 h 30, 667 h 30, 668 h 30, 669 h 30, 670 h 30, 671 h 30, 672 h 30, 673 h 30, 674 h 30, 675 h 30, 676 h 30, 677 h 30, 678 h 30, 679 h 30, 680 h 30, 681 h 30, 682 h 30, 683 h 30, 684 h 30, 685 h 30, 686 h 30, 687 h 30, 688 h 30, 689 h 30, 690 h 30, 691 h 30, 692 h 30, 693 h 30, 694 h 30, 695 h 30, 696 h 30, 697 h 30, 698 h 30, 699 h 30, 700 h 30, 701 h 30, 702 h 30, 703 h 30, 704 h 30, 705 h 30, 706 h 30, 707 h 30, 708 h 30, 709 h 30, 710 h 30, 711 h 30, 712 h 30, 713 h 30, 714 h 30, 715 h 30, 716 h 30, 717 h 30, 718 h 30, 719 h 30, 720 h 30, 721 h 30, 722 h 30, 723 h 30, 724 h 30, 725 h 30, 726 h 30, 727 h 30, 728 h 30, 729 h 30, 730 h 30, 731 h 30, 732 h 30, 733 h 30, 734 h 30, 735 h 30, 736 h 30, 737 h 30, 738 h 30, 739 h 30, 740 h 30, 741 h 30, 742 h 30, 743 h 30, 744 h 30, 745 h 30, 746 h 30, 747 h 30, 748 h 30, 749 h 30, 750 h 30, 751 h 30, 752 h 30, 753 h 30, 754 h 30, 755 h 30, 756 h 30, 757 h 30, 758 h 30, 759 h 30, 760 h 30, 761 h 30, 762 h 30, 763 h 30, 764 h 30, 765 h 30, 766 h 30, 767 h 30, 768 h 30, 769 h 30, 770 h 30, 771 h 30, 772 h 30, 773 h 30, 774 h 30, 775 h 30, 776 h 30, 777 h 30, 778 h 30, 779 h 30, 780 h 30, 781 h 30, 782 h 30, 783 h 30, 784 h 30, 785 h 30, 786 h 30, 787 h 30, 788 h 30, 789 h 30, 790 h 30, 791 h 30, 792 h 30, 793 h 30, 794 h 30, 795 h 30, 796 h 30, 797 h 30, 798 h 30, 799 h 30, 800 h 30, 801 h 30, 802 h 30, 803 h 30, 804 h 30, 805 h 30, 806 h 30, 807 h 30, 808 h 30, 809 h 30, 810 h 30, 811 h 30, 812 h 30, 813 h 30, 814 h 30, 815 h 30, 816 h 30, 817 h 30, 818 h 30, 819 h 30, 820 h 30, 821 h 30, 822 h 30, 823 h 30, 824 h 30, 825 h 30, 826 h 30, 827 h 30, 828 h 30, 829 h 30, 830 h 30, 831 h 30, 832 h 30, 833 h 30, 834 h 30, 835 h 30, 836 h 30, 837 h 30, 838 h 30, 839 h 30, 840 h 30, 841 h 30, 842 h 30, 843 h 30, 844 h 30, 845 h 30, 846 h 30, 847 h 30, 848 h 30, 849 h 30, 850 h 30, 851 h 30, 852 h 30, 853 h 30, 854 h 30, 855 h 30, 856 h 30, 857 h 30, 858 h 30, 859 h 30, 860 h 30, 861 h 30, 862 h 30, 863 h 30, 864 h 30, 865 h 30, 866 h 30, 867 h 30, 868 h 30, 869 h 30, 870 h 30, 871 h 30, 872 h 30, 873 h 30, 874 h 30, 875 h 30, 876 h 30, 877 h 30, 878 h 30, 879 h 30, 880 h 30, 881 h 30, 882 h 30, 883 h 30, 884 h 30, 885 h 30, 886 h 30, 887 h 30, 888 h 30, 889 h 30, 890 h 30, 891 h 30, 892 h 30, 893 h 30, 894 h 30, 895 h 30, 896 h 30, 897 h 30, 898 h 30, 899 h 30, 900 h 30, 901 h 30, 902 h 30, 903 h 30, 904 h 30, 905 h 30, 906 h 30, 907 h 30, 908 h 30, 909 h 30, 910 h 30, 911 h 30, 912 h 30, 913 h 30, 914 h 30, 915 h 30, 916 h 30, 917 h 30, 918 h 30, 919 h 30, 920 h 30, 921 h 30, 922 h 30, 923 h 30, 924 h 30, 925 h 30, 926 h 30, 927 h 30, 928 h 30, 929 h 30, 930 h 30, 931 h 30, 932 h 30, 933 h 30, 934 h 30, 935 h 30, 936 h 30, 937 h 30, 938 h 30, 939 h 30, 940 h 30, 941 h 30, 942 h 30, 943 h 30, 944 h 30, 945 h 30, 946 h 30, 947 h 30, 948 h 30, 949 h 30, 950 h 30, 951 h 30, 952 h 30, 953 h 30, 954 h 30, 955 h 30, 956 h 30, 957 h 30, 958 h 30, 959 h 30, 960 h 30, 961 h 30, 962 h 30, 963 h 30, 964 h 30, 965 h 30, 966 h 30, 967 h 30, 968 h 30, 969 h 30, 970 h 30, 971 h 30, 972 h 30, 973 h 30, 974 h 30, 975 h 30, 976 h 30, 977 h 30, 978 h 30, 979 h 30, 980 h 30, 981 h 30, 982 h 30, 983 h 30, 984 h 30, 985 h 30, 986 h 30, 987 h 30, 988 h 30, 989 h 30, 990 h 30, 991 h 30, 992 h 30, 993 h 30, 994 h 30, 995 h 30, 996 h 30, 997 h 30, 998 h 30, 999 h 30, 1000 h 30.

UGC NORMANDIE VO • UGC ODÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO • REX VF • CINÉMONDE OPÉRA VF
BRETAGNE VF • CLICHY-PATHÉ VF • LIBERTÉ VF • 3 MURAT VF • UGC Gobelins VF

le nouveau film de DINO RISI

la CARRIERE d'une FEMME de CHAMBRE

AGOSTINA BELLI
VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI

après "PARFUM de FEMME"

COCHI PONZONI

VILLENEUVE Arlet • SARCELLES Flanades • MONTREUIL Molières • PANTIN Carrefour • AULNAY Parinor
PARLY II • ST-GERMAIN G2L • PORT NOGENT Arlet • ARGENTEUIL Alpha • ORSAY Uils 2

Les films nouveaux

LES HOMMES DU PRÉSIDENT. Film américain d'A.J. Pakula, v.o. Studio des Ursulines, 5 h 30, 13 h 30, 15 h 30, 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30, 23 h 30, 25 h 30, 27 h 30, 29 h 30, 31 h 30, 33 h 30, 35 h 30, 37 h 30, 39 h 30, 41 h 30, 43 h 30, 45 h 30, 47 h 30, 49 h 30, 51 h 30, 53 h 30, 55 h 30, 57 h 30, 59 h 30, 61 h 30, 63 h 30, 65 h 30, 67 h 30, 69 h 30, 71 h 30, 73 h 30, 75 h 30, 77 h 30, 79 h 30, 81 h 30, 83 h 30, 85 h 30, 87 h 30, 89 h 30, 91 h 30, 93 h 30, 95 h 30, 97 h 30, 99 h 30, 101 h 30, 103 h 30, 105 h 30, 107 h 30, 109 h 30, 111 h 30, 113 h 30, 115 h 30, 117 h 30, 119 h 30, 121 h 30, 123 h 30, 125 h 30, 127 h 30, 129 h 30, 131 h 30, 133 h 30, 135 h 30, 137 h 30, 139 h 30, 141 h 30, 143 h 30, 145 h 30, 147 h 30, 149 h 30, 151 h 30, 153 h 30, 155 h 30, 157 h 30, 159 h 30, 161 h 30, 163 h 30, 165 h 30, 167 h 30, 169 h 30, 171 h 30, 173 h 30, 175 h 30, 177 h 30, 179 h 30, 181 h 30, 183 h 30, 185 h 30, 187 h 30, 189 h 30, 191 h 30, 193 h 30, 195 h 30, 197 h 30, 199 h 30, 201 h 30, 203 h 30, 205 h 30, 207 h 30, 209 h 30, 211 h 30, 213 h 30, 215 h 30, 217 h 30, 219 h 30, 221 h 30, 223 h 30, 225 h 30, 227 h 30, 229 h 30, 231 h 30, 233 h 30, 235 h 30, 237 h 30, 239 h 30, 241 h 30, 243 h 30, 245 h 30, 247 h 30, 249 h 30, 251 h 30, 253 h 30, 255 h 30, 257 h 30, 259 h 30, 261 h 30, 263 h 30, 265 h 30, 267 h 30, 269 h 30, 271 h 30, 273 h 30, 275 h 30, 277 h 30, 279 h 30, 281 h 30, 283 h 30, 285 h 30, 287 h 30, 289 h 30, 291 h 30, 293 h 30, 295 h 30, 297 h 30, 299 h 30, 301 h 30, 303 h 30, 305 h 30, 307 h 30, 309 h 30, 311 h 30, 313 h 30, 315 h 30, 317 h 30, 319 h 30, 321 h 30, 323 h 30, 325 h 30, 327 h 30, 329 h 30, 331 h 30, 333 h 30, 335 h 30, 337 h 30, 339 h 30, 341 h 30, 343 h 30, 345 h 30, 347 h 30, 349 h 30, 351 h 30, 353 h 30, 355 h 30, 357 h 30, 359 h 30, 361 h 30, 363 h 30, 365 h 30, 367 h 30, 369 h 30, 371 h 30, 373 h 30, 375 h 30, 377 h 30, 379 h 30, 381 h 30, 383 h 30, 385 h 30, 387 h 30, 389 h 30, 391 h 30, 393 h 30, 395 h 30, 397 h 30, 399 h 30, 401 h 30, 403 h 30, 405 h 30, 407 h 30, 409 h 30, 411 h 30, 413 h 30, 415 h 30, 417 h 30, 419 h 30, 421 h 30, 423 h 30, 425 h 30, 427 h 30, 429 h 30, 431 h 30, 433 h 30, 435 h 30, 437 h 30, 439 h 30, 441 h 30, 443 h 30, 445 h 30, 447 h 30, 449 h 30, 451 h 30, 453 h 30, 455 h 30, 457 h 30, 459 h 30, 461 h 30, 463 h 30, 465 h 30, 467 h 30, 469 h 30, 471 h 30, 473 h 30, 475 h 30, 477 h 30, 479 h 30, 481 h 30, 483 h 30, 485 h 30, 487 h 30, 489 h 30, 491 h 30, 493 h 30, 495 h 30, 497 h 30, 499 h 30, 501 h 30, 503 h 30, 505 h 30, 507 h 30, 509 h 30, 511 h 30, 513 h 30, 515 h 30, 517 h 30, 519 h 30, 521 h 30, 523 h 30, 525 h 30, 527 h 30, 529 h 30, 531 h 30, 533 h 30, 535 h 30, 537 h 30

Cinéma

Les grandes reprises

L'ARMÉE DES OMBRES (Fr.) : Studio République, 11^e (80-51-97).
 AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Hausmann, 9^e (770-47-53) ; Diderot, 12^e (343-19-23).
 CASQUE D'OR (Fr.) : André-Bazin, 13^e (337-74-39).
 CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77).
 ENI, OMBRES DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio de la Contrepartie, 5^e (335-79-57) ; Elysées-Point-Show, 8^e (225-67-29) ; v.f. : Gaumont-Madeleine, 8^e (073-56-03) ; Mont-Royal, 18^e (807-16-21).
 HALUCINATIONS (Fr.) : Le Seize, 9^e (335-95-99).
 IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17^e (330-13-20).
 JULIETTE DES ESPRITS (It., v.o.) : Champollion, 5^e (033-51-80).
 KING-KONG (A., v.o.) : Action-Christine, 6^e (333-55-78).
 LE LAVERGNE (A., v.o.) : Studio Gaudin, 5^e (033-72-71) ; v.f. : M. de Marbeuf, 4^e (335-47-19).
 LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : La Clef, 5^e (337-90-90).
 LOVE STORY (A., v.o.) : Hausmann, 9^e (770-47-53).
 MA VACHE ET MOI (A., v.o.) : Mairie, 4^e (335-47-19).
 ORANGE MECAPIQUE (A., v.o.) : Grand-Augustin, 9^e (633-23-13) ; v.f. : Grand-Pavé, 15^e (331-04-30).
 ORFÈVRE NEGRO (Fr.) : Kinopanorama, 18^e (306-50-50).
 LE PIGEON (It., v.f.) : Cinéma des Champs-Élysées, 7^e (335-61-70).
 LA REULE DU JEU (Fr.) : Action-Christine, 6^e (333-55-78).
 ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : New-York, 8^e (770-53-40) (sauf mardi).
 LA SOUPE AU CANARD (A., v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77).
 UN HOMME ET UNE FEMME (Fr.) : Daumesnil, 12^e (343-52-97).
 UN VIOLON SUR LE TOIT (A., v.o.) : Action République, 11^e (805-51-33).
 UN VOYAGE ENTRE LES DENTS (Fr.) : Chloé, 5^e (770-51-40).
 WALT DISNEY (A., v.f.) : La Royale, 8^e (283-32-85) ; Elysées-Point-Show, 8^e (225-67-29) ; Cambrenna, 15^e (734-42-98).

Les festivals

VISCONTI (v.o.) : Boite à films, 17^e (734-51-50) ; 18 h. 15 : Mort à Venise ; 19 h. 30 : Les Dames ; 21 h. : Violence et Fusion.
 RIVETTE : Olympia, 14^e (783-07-42) ; Out One.
 BEGGMAN (v.o.) : Racine, 8^e (633-43-71) ; A travers le miroir ; v.o. : Accalia, 17^e (734-97-83), 16 h. ; le Lien ; 18 h. : Scènes de la vie conjugale ; 21 h. : Cris et chuchotements ; 22 h. 30 : Personne.
 TRENTA ANS DE CINÉMA ANGLAIS (v.o.) : Olympia, 14^e (783-07-42) ; la Charge de la brigade légère.
 SHAKESPEARE PAR L. OLIVIER (v.o.) : Studio Cinéma-Cœur, 6^e (338-00-20) ; Hamlet.
 FESTIVAL FRED ASTAIRE-GINGER ROGERS (v.o.) : Studio Marigny, 8^e (225-22-16) ; Carole.
 CINÉMA JAPONAIS (v.o.) : La Paquette, 7^e (783-12-13) ; les Sept Samouraïs.
 LES NOUVEAUX MAÎTRES, Olympia, 14^e (783-07-42) ; le Droit du plus fort.
 RETROSPECTIVE ROBERT REDFORD (v.o.) : Action-Lafayette, 8^e (073-56-03) ; Switch Cassidy et le Kid.
 W. ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5^e (033-55-78) ; Bananas.
 FESTIVAL MARK BROTHERS (v.o.) : Boite à films, 17^e (734-51-50), 14 h. 30 : Pique de cheval ; 16 h. : Une nuit à Casablanca.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Ranelagh, 16^e (338-84-44), 22 h. ; R. et D., 17 h.
 L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : La Clef, 5^e (337-90-90), 12 h. et 24 h.
 BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : La Clef, 5^e (337-90-90), 12 h. et 24 h.
 CARABET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 10 h. 15 et 24 h.
 LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77), 10 h. 15 et 24 h.
 LA CLASSE (v.o.) : Le Seize, 9^e (335-95-99), 17 h. 45.
 CONTEES D'EMOIR (v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 10 h. 15 et 24 h.
 HAZARD ET MALICE (A., v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77), 10 h. 15 et 24 h.
 GENERAL TONY ARMY DADA (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 16 h.

INDIA FONG (Fr.) : Le Seize, 9^e (335-95-99), 12 h. 20 et 24 h.
 JOHAN (Fr.) : Le Seize, 9^e (335-95-99), 12 h. 20.
 JOHN ET MARY (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7^e (783-94-86), 10 h. 15 ; S. D. perm.
 MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 22 h. (v. p. 1-24 h.) ; Domini-que, 7^e (531-04-55), 10 h. et 24 h. (1^{er} Mar.).
 LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 10 h. 15.
 NASHVILLE (A., v.o.) : Centre culturel du Marais, 9^e (273-73-32), 10 h. 15 ; S. D., 15 h. et 21 h. 30.
 LES NAUFRAGES DE L'ESPACE (A., v.o.) : Artistic-Voltaire, 11^e (700-18-15) ; S. D., 24 h.
 PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Ranelagh, 16^e (338-84-44), 22 h. ; S. D., 17 h. et 22 h.
 PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77), 10 h. 15 et 24 h.
 REPUSSION (Ang., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 5^e (333-48-18), 12 h. et 24 h.
 LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 10 h. 15.
 SON NOM DE VENISE DANS CAL-
 CUTTA DESSERT (Fr.) : Le Seize, 9^e (335-95-99), 14 h. 45 et 22 h. 10.
 UN ETR AN (A., v.o.) : La Clef, 5^e (337-90-90), 12 h. et 24 h.
 VOYAGE A DEUX (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7^e (783-94-86), 10 h. 15 ; perm. S. et D.

LA PAGODE

Festival

le JAPON

à la PAGODE

FRANCE ELYSÉES (v.o.), CALYPSO (v.o.) - ST-GERMAIN VILLAGE (v.o.)
 MAXEVILLE - MONT-PARNASSE 83
 CLUB 123 Maisons-Alfort - EPICEN-
 TRE - Epinay - Evry - FLANADES
 Sarcelles.

**"Un film qui fera
votre bonheur"**
 PARIS MATCH ★★



**BUGSY
MALONE**

**SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART
et d'ESSAI**
 (A.B.C.A.E.)

ST. BERTRAND 29, rue Bertrand
 S.F. 64-85
VOYAGE A DEUX
 avec ANDRÉ HEPBURN
 et ALBERT FINNEY
JOHN ET MARY
 avec DUSTIN HOFFMAN

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
 30, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18
 A 12 h. 15 et toutes les 2 heures :
EMPIRE DES SENS
 de Nagisa OSHIMA
 (INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS.)

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
 30, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18
 A 12 h. 45 et toutes les 2 heures :
EMPIRE DES SENS
 de Nagisa OSHIMA
 (INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS.)
 A 12 heures et 24 heures :
REPUSSION
 de Roman POLANSKI

THÉÂTRE DE LA COMMUNE
 2, rue Edouard-Poisson - Tél. : 333-16-16
 83 - AUBERVILLIERS
 MERCREDI 19 h. - VENDREDI 21 h. 30
 SAMEDI 19 h. - DIMANCHE 19 h. 15
**L'HONNEUR PERDU
DE KATHARINA BLUM**
 de Volker SCHLÖNDORF
 MERCREDI 21 h. 30 - SAMEDI 19 h. 30
 SAMEDI 21 h. 30 - DIMANCHÉ 19 h. 15
LES ORDRES
 de Michel BRACLET
 VENDREDI 19 h. - SAMEDI 16 h. 30
 DIMANCHE 19 h. 30 - MARDI 21 h. 30
CADAVRES EXQUIS
 de Francesco ROSI

MULTI
CINÉ

MES CHERS AMIS

ELYSEES LINCOLN/MONT-CARLO

QUINTETTE/NATION

LA MARGE

QUINTETTE/MATIN

L'EMPIRE DES SENS

ELYSEES LINCOLN

CRIA CUERVOS

ELYSEES LINCOLN/HUCHETTE

BARRY LINDON

HAUTEFEUILLE

1900

QUINTETTE/HAUTEFEUILLE

DANIEL MAGNE
 50 RUE DE ROY
PIANOS
 Sélection des meilleures marques
 Locations - Crédits - Livraisons
 Garantie - Entretien
 Documentation sur demande :
 322 30 90 et 21 74

14 JUILLET

4, bd Beaumarchais - Tél. : 337-90-81

ici et ailleurs
 UN FILM DE JEAN-LUC GODARD
 ET ANNE MARIE MIEVILLE

SAINT-SEVERIN

10, rue Saint-Severin - Tél. : 337-90-81

"quand tu disais VALÉRY..."

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

de RENE VAUTIER

en collaboration avec NICOLE LE GARREC

et les œuvres de YVES SAINT-EXUPÉRIE

STYX V.D.
**ACTES
DE
MARUSIA**
 ...l'Art avec un grand A...
 La force d'un coup de poing
 en pleine figure...
LE MONDE

LE CHILI : AUJOURD'HUI
**une minute d'obscurité
ne nous aveugle pas**
 Un film de Heynowski et Scheumann
 Enfin une œuvre réellement nouvelle sur le Chili
 I. Ramonet - LE MONDE DIPLOMATIQUE
 Un peuple, même dans les fers, ose reprendre la parole. Un film le prouve
 Albert Ceroni - FRANCE NOUVELLE
à LA CLEF, 21, rue de la Clef - 337-90-90
 Exposition : Chili 3 ans déjà (dessins-photo-document) - Librairie la Galerie

SEUL A PARIS ELYSEES POINT SHOW V.O.
**HOLLYWOOD...
HOLLYWOOD!**
 THAT'S ENTERTAINMENT, PART 2

**QUARTIER LATIN • 14 JUILLET • MARAIS
MAC MAHON • JEAN RENOIR**
une vie difficile
 une production DINO DE LAURENTIS
 le chef-d'œuvre de
DINO RISI
**ALBERTO SORDI
LEA MASSARI**
 CAPITAL FILMS DISTRIBUTION

GEORGE V - USC HARRIZ - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - CAMEO - LES IMAGES - BOUL'MICH
 CAMBESSE - OMNIA BOULEVARD - USC GODELIS - PARAMOUNT MARLOT - PASSY - LES TOURELLES
 PARAMOUNT ORLEANS - LIBERTÉ
 Périphérie : CYRANO Versailles - CARREFOUR Pontoise - ALPHA Argenteuil - ULIS Grouy - ARTEL Rosny - MELIES Montreuil
 ARTEL Villeneuve St-Georges - FLANADES Sarcelles - FRANCAIS Enghien - PARAMOUNT Le Val de Saône
 ARTEL Nogent - PARENNE Antony s/Bois

**EN 4 SEMAINES
370.000 PARISIENS
ont éclaté
de RIRE**
 avec **JEAN-PIERRE MARIELLE** et **ANNE GIRARDOT**
Cours après moi... que je t'attrape
 UN FILM DE NICOLE DE BURON RÉALISÉ PAR ROBERT POURRET
LE GRAND SUCCÈS DE LA RENTRÉE

MARIGNAN v.o. - QUINTELL v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - GAUMONT RICHELIEU v.f. - MONT-PARNASSE 83 v.f. - GAUMONT
 SUD v.f. - Clichy RATHE v.f. - GAMBETTA v.f. - COMPLEXE VÉLIZY v.f. - TRICYCLE Asnières v.f. - FRANÇAIS
 Enghien v.f. - ARTEL Nogent v.f. - BELLE-ÉPINE v.f. - CYRANO Versailles v.f.

UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI
1900
 ROBERT DE NIRO GERARD DEPARDIEU
 DOMINIQUE SANDA

22 h. Concert : - Concerto n° 1 pour piano -
de Brahms, par l'Orch. national, dir. N. Santy.
soliste B. Woodward: 22 h. 50. Journal

20 h. Présentation du concert : 20 h. 20. Semaines musicales de Budapest 1975... Trois Autos : « Tro and ibltum » (Berio) ; « Mursicaci » piano forte (C. Berberian) ; « Grand Lustucru » (K. Well.) ; « Ticket to ride » (les Beatles) ; « Summertime » (Gershwin) ; 22 h. 30. Les faux-monnayeurs ; 23 h. 15. Liturgie d'Orient ; 24 h. Eres isoliennes, en 52 ; 24 h. 25. Musiques des grands migrants et envahisseurs.

JEUDI 23 SEPTEMBRE

POINT DE VUE

L'inflation écologique

prestige

De-de-

PREMIÈRE RÉUNION D

■ Pas de décision offic

La lutte contre l'inflation, si elle veut s'attaquer à ses causes structurelles, conduit nécessairement à un changement de système économique et même de civilisation, au passage du matérialisme à l'humanité.

Pe-de-France

PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL RÉGIONAL

- Pas de décision officielle sur le péage urbain
- L'opposition est sous-représentée

La première séance de travail du conseil régional d'Ile-de-France, qui s'est réunie le 21 septembre, rue Barbet-de-Jouy, a traduit la volonté de la majorité d'empêcher l'opposition de gauche de se manifester tant sur la question du péage urbain qu'à l'occasion des désignations de représentants du conseil au sein de divers organismes.

Trois motions avaient été déposées sur le péage urbain. Celle du groupe Union pour l'Île-de-France (majorité) demande que l'égalité entre les usagers soit respectée et que le péage ne frappe pas seulement les « bandes d'usagers » empruntant les futures A 10 et A 13. Le groupe reconnaît la nécessité d'un financement adapté à l'accélération du programme autoroutier et propose que l'État ne doit pas hésiter à étudier toute participation complémentaire de la région.

La mouton du groupe communiste condamne toute idée de péage urbain en Ile-de-France et tout financement des autoroutes régionales par le conseil. Elle propose de lever un impôt sur les sociétés pétrolières. Enfin, le groupe socialiste souhaite que le conseil régional demande au gouvernement le maintien d'une zone sans péage dans un rayon de 70 kilomètres, autour de Paris.

Malgré les protestations des groupes de gauche, M. Michel Giraud, président du conseil régional, a refusé, au nom du règlement intérieur, l'ouverture d'un débat. Il a renvoyé, pour étude, les trois textes en commissions.

Il a fait part à l'assemblée de sa déception, de son désaveu, du président de la République. Il a rappelé notamment à ce sujet l'incident de la semaine dernière, où le président de la République a refusé de signer la loi sur la constitution de la Haute-Volta. M. Giscard d'Estaing a demandé un vote sur le rapport du groupe plus à l'égard de la démission de M. Giscard d'Estaing qu'à l'égard de la démission de M. Giscard d'Estaing.

principe du péage urbain. Les ministres de l'intérieur et de l'équipement recevront le bureau de conseil technique pour lui faire part de leur décision.

Le conseil a ensuite désigné ses représentants au sein de plusieurs dizaines d'organismes de la région. Le groupe Union pour l'île-de-

● **M. CHARLES MONTREUIL**, président de l'Association industrielle et commerciale de Savoie, a été élu mardi 21 septembre, président du Comité économique et social de l'établissement public régional Rhône-Alpes.

**autofocus
prestinox...
un projecteur**



un projecteur universel

Projecteur Prestinox 624 AFT
 Le modèle le plus prestigieux. Le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, etc. "Autofocus" comme le 624-AF. Il possède une télécommande pour la marche avant et arrière et il est équipé

haut — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues au fonctionnement du dispositif "Autofocus". Enfin, et c'est très important, nous avons très rarement lumineux qui permettent des vues 24x36 sur large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré vous étonnera.

Prix maximum du marché 730 F TVA incluse.

OX Bon à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demande à adresser à Prestinox, B.P. 6, route de Trémblay - 93420 VILLEPINTE

nom _____

adresse _____

D'une chaîne à l'autre
Rire, psychanalyse, théâtre et optimisme pour France-Inter

France-Inter n'a pas subi de baisse d'écoute pendant la brève estivale. À en croire un récent sondage établi par le centre d'étude d'opinion, France-Culture et France-Musique ont, en un an, amélioré de 40 % leur audience; celle de FIP reste stable; tout va donc pour le mieux à Radio-France. Et, en ce qui concerne la musique, comme Jacqueline Baudrier, président - directeur général de la société, a présenté, mardi 21 septembre, les projets de ses équipes: plus d'information, en semaine (avec un nouveau journal suppléant les 15 minutes des heures) et pendant week-ends: Jean-François Kahn évoquera, chaque samedi, de 9 heures

à 10 heures, le thème qu'il aura sélectionné dans les événements de la semaine écoulée (« Hebdomadaire à la première personne »).

A partir du 4 octobre, également, des nouveautés : une émission itinérante et quotidienne de Jean Sarr; les « Histoires magiques de l'histoire de France » racontées par Guy Sauter-midi; à 15 h par Louis Fauvel et Guy Breton. D'autre part, les « Tréteaux de la nuit », programmés chaque samedi de 22 heures à 23 heures, marquent la rentrée du genre dramatique sur France-Inter avec les spectacles de la troupe Patrick Merdiano (Roland Topor) ; enfin Françoise Dolto, spécialiste de la

psychanalyse enfantine, répondra chaque jour, à partir de 15 h. 15, aux questions des parents sur leurs enfants.

Objectifs ? La découverte de talents nouveaux; l'ouverture « à l'imaginaire, à la fiction, au sourire et à la chanson française ». Le directeur de l'Institut, le compositeur sur France-Musique de l'émission « La chanson » est actuellement interdit d'antenne pour avoir diffusé, le 14 juillet dernier, des couplets antimilitaristes (*le Monde* du 14 septembre 1982). L'interdiction, dit-il, avait « ouvert cet été, seulement, que l'ensemble de l'émission » laissait à désirer; qu'il convenait donc que la collaboration de Jac-

habiter Montparnasse

C'est le rêve de tous les amoureux de la Rive gauche, que Promex peut vous aider à réaliser dans deux petits immeubles "tout électrique".



226 Bd Raspail
164 Bd du Montparnasse

Il reste quelques appartements raffinés, du studio au 5 pièces, livrés début 1977.

- isolations thermique et phonique très étudiées
- prix fermes et définitifs à la réservation

PROMEX

65 rue Rennequin 75017 Paris • Tél. 755.82.10

Nos services étudieront avec vous tous les aspects de votre problème de financement.

TRIUNPHES ET DEBATS

MERCREDI 22 SEPTEMBRE
— M. Louis de Broglie, secrétaire confédéral de la C.G.T., répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo à 18 h. 30.
— Le parti socialiste s'exprime à la tribune libre de FR3 à 19 h. 40.
— M.M. Jacques Ferry (C.N. P.R.) et Jacques Attali (P.S.) ont les invités du magazine "C'est à dire" consacré au « plan Barre » sur Antenne 2 à 21 h. 30.

JEUDI 23 SEPTEMBRE
— M. Pierre Maurois, secrétaire national du parti socialiste, est interrogé par Ivan Leval sur Antenne 2 à 21 h. 45.
— L'O.D.R. dispose d'un quart d'heure sur Antenne 2 à 19 h. 45.
— L'Association consistoriale israélite de Paris s'exprime à la tribune libre de FR3 à 19 h. 40.
— Mme Françoise Groux, secrétaire d'Etat à la culture, est invitée de « Soixante minutes pour convalescer » sur TF1 à 21 h. 30.



autofocus prestinox... un projecteur universel

Projecteur Prestinox 624 AFT

Le modèle le plus prestigieux. Le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, etc. "Autofocus" comme le 624-AF, il possède une télécommande pour la marche avant et arrière et il est équipé pour le fondu enchaîné. D'autres caractéristiques en font un appareil très complet : touches digitales lumineuses à effleurlement pour la commande de la

marche avant et arrière du magasin — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues à votre place. Témoins lumineux de fonctionnement du dispositif "Autofocus". Enfin, et c'est très important, son groupe condensateur à très haut rendement lumineux lui permet des projections de vues 24x36 sur des écrans allant jusqu'à 2 m de large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré tout cela, la modestie de son prix vous étonnera.

Prix maximum du marché 750 F TVA incluse.

Ben à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demanda à adresser à Prestinox B.P. 2, route de Tremblay - 62430 VILLEPINTE

nom _____

adresse _____

profession _____

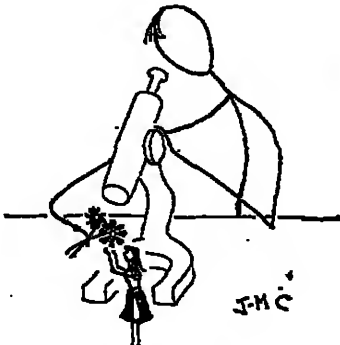
prestinox

150

LE SICOB

XXVII^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

LE MICROPROCESSEUR: super-circuit intégré ou ordinateur miniature



Bien que le dictionnaire n'en donne pas encore de définition, le microprocesseur s'est acquis une renommée qui dépasse déjà largement le cadre des seuls spécialistes de l'électronique. On sait qu'il est de faibles dimensions et puissant — n'est-il pas le cœur de ces petites machines à calculer dont le clavier est constitué de fonctions algébriques complexes ? On perçoit qu'il est en train de bouleverser des traditions industrielles parfois séculaires — n'a-t-il pas soulevé le glas des monstres mécaniques ? Mais qu'est-il réellement ? Un circuit électronique plus perfectionné que ses prédécesseurs, un ordinateur miniature, ou les deux à la fois ?

Un marché mondial de 600 millions de dollars

L'ENGOUEMENT provoqué par le microprocesseur et ses diverses perspectives d'utilisation a fait éclore de nombreuses études de marché. Elles s'accroissent toutes à lui reconnaître un taux de croissance quasi exponentiel. L'appréciation intérieure à 100 millions de dollars en 1975, le marché mondial des microprocesseurs et des circuits associés — mémoires à semi-conducteurs et modules d'entrées-sorties — atteindrait près de 600 millions en 1980 (en dollars constants). Outre l'accroissement rapide de son volume global, le marché des microprocesseurs se caractérise par une large diversification des applications. Cette diversification est particulièrement sensible aux États-Unis. En 1975, l'utilisation des microprocesseurs dans les terminaux (applications informatiques) et dans les systèmes de contrôle des procédés (applications industrielles) a largement contribué à la croissance des ventes de microprocesseurs sur le marché américain. L'électronique grand public, pour sa part, a assuré le démarrage du secteur biens de consommation.

1976 devrait voir une forte croissance du marché des applications industrielles. En 1979 enfin, on peut prévoir une large diversification du marché : tout en continuant à croître en valeur absolue, les applications commerciales — calculatrices, caisses enregistrees, etc. — verront leur part relative diminuer de 90 à 35 %, tandis que les applications indus-

trielles augmenteront de 8 à 20 %, et les applications informatiques de 2 à 15 %. Les autres secteurs — biens de consommation, transports et transmissions, — qui ne constituent aujourd'hui qu'une part négligeable du marché des microprocesseurs, se partageront à peu près également les 80 % restants.

Les différences entre le marché européen et le marché américain sont assez marquées en 1975, tant sur le plan du volume que sur celui de la structure : moins de 10 millions de dollars en Europe, contre 70 aux États-Unis ; domination des transmissions en Europe (45 %) contre les applications commerciales aux États-Unis (50 %). La quasi-absence d'une industrie des calculatrices en Europe explique en partie cette différence.

Les prévisions faites pour 1980 mettent en évidence un rapprochement des deux marchés. Le volume des ventes se situerait respectivement entre 100 et 200 millions de dollars pour l'Europe, et 200 et 300 millions de dollars pour les États-Unis. L'essentiel de la différence se situerait au niveau des applications informatiques, ce qui n'est pas surprenant si l'on considère la position dominante qu'occupent les États-Unis dans ce domaine. Notons enfin qu'en dépit de leur développement extrêmement rapide, les microprocesseurs ne représenteront, en 1980, que 15 % environ de l'ensemble du marché des semi-conducteurs. Les transistors, diodes et autres circuits intégrés ont encore de beaux jours devant eux.

par EMMANUEL ADER (*)

En 1948, Gordon Brattain et Shockley industrialisaient le transistor. La mise sur le marché de ce composant électronique constituait une révolution et allait permettre, en particulier, le formidable développement de l'industrie informatique. Miniaturisé par rapport à la lampe électronique qu'il remplaçait, le transistor était en fait encore trop volumineux et trop gourmand en énergie pour participer efficacement à la course au développement que se livraient les ordinateurs.

Du transistor, on est alors passé au circuit intégré : les progrès de la technologie ont permis en effet de faire cohabiter sur une même pastille de silicium — métal généralement utilisé pour la fabrication des semi-conducteurs — plusieurs composants électroniques élémentaires. Modeste au début, le nombre des composants ainsi « intégrés » et constituant un « circuit » atteint

aujourd'hui plusieurs milliers d'unités sur une pastille dont la surface ne dépasse pas quelques millimètres carrés. Ces circuits, appelés LSI (Large Scale Integrated), sont fabriqués sur mesure pour un usage ou une application donnée. Ce sont eux que l'on trouve dans les calculatrices simples et dans les montres électroniques.

C'est à ce stade du développement qu'apparaît le concept de microprocesseur. Pourquoi ne pas donner à ces circuits une structure de base standard comparable à celle de l'unité de traitement d'un ordinateur ? La personnalisation de ce circuit pour une application donnée n'interviendrait que dans un deuxième temps, en le programmant à la manière d'un ordinateur.

adjonction d'une mémoire et d'un système d'entrées-sorties constitue un excellent bas de gamme pour les ordinateurs.

Introduits sur le marché en 1971, les microprocesseurs ont été développés initialement pour les besoins de l'industrie naissante des machines à calculer électroniques. Il est apparu rapidement que l'industrie de l'informatique représentait également un marché potentiel important au niveau des terminaux des mini-ordinateurs et des équipements périphériques, et même éventuellement des unités centrales de gros ordinateurs. Pour ces applica-

tions, l'utilisation des microprocesseurs n'est toutefois qu'une nouvelle étape dans le processus d'utilisation des circuits numériques électroniques. Il est, par contre, des domaines où l'introduction des microprocesseurs apporte une révolution et qui constitueront à moyen terme des débouchés importants pour cette nouvelle technologie. Citons, par exemple, les transports et les biens de consommation. De nombreux équipements produits actuellement, depuis l'ascenseur jusqu'à la machine à laver la vaisselle, utilisent des mécanismes de commande et de contrôle relativement complexes. Ces mécanismes, fabriqués jusqu'à présent à partir d'éléments électroniques ou électro-mécaniques séparés, feront de plus en plus appel aux microprocesseurs.

Des avantages déterminants

Pace aux circuits intégrés traditionnels, aux circuits analogiques, voire à certains éléments mécaniques ou électroniques, les microprocesseurs apportent, en effet, de nombreux avantages, souvent déterminants :

- Un temps de conception et de mise au point réduit, grâce à la simplification des corrections, généralement fréquentes au début de développement. Le gain de temps correspondant se traduit par une avance sur la concurrence au moment de l'introduction du produit sur le marché et contribue à lui donner une position favorable, tant sur le plan du volume des ventes que sur celui des marges ;

- Un prix de revient en usine inférieur tant au niveau de l'achat des composants qu'à celui

de l'assemblage, sous réserve que le nombre des éléments remplacés soit suffisamment élevé ;

- Une plus grande aptitude aux modifications, due au fait que les microprocesseurs sont programmables. Cette flexibilité peut s'avérer particulièrement utile pour ajuster un produit visuellement par adjonction de nouvelles fonctions ou de nouveaux équipements ;

- Une meilleure fiabilité et un entretien plus facile. L'utilisation de microprocesseurs réduit le nombre et la variété des composants, le nombre des connexions, et diminue la puissance consommée, toutes choses qui contribuent à restreindre le risque de panne.

* Ingénieur conseil chez A. D. Little.

Le résultat d'une double évolution

Le microprocesseur devient alors un circuit hautement intégré, doté d'une organisation qui lui permet d'effectuer des transferts d'informations, de les stocker et de leur appliquer des opérations arithmétiques et booléennes. Il se compose généralement d'une unité de contrôle, d'une unité arithmétique et logique et d'un ensemble de registres de travail. Pour faire de ce microprocesseur un micro-ordinateur, il n'y a plus qu'un pas à franchir : lui associer une mémoire pour assurer le stockage du programme de « personnalisation » et d'un système d'entrées-

sorties pour lui permettre de dialoguer avec l'extérieur.

Le microprocesseur est ainsi le produit de deux grandes évolutions : celle des semi-conducteurs pour sa technologie et celle des ordinateurs pour son organisation. L'analyse de son héritage met en évidence qu'il est un outil précieux à la fois pour les électroniciens qui ont à élaborer des circuits complexes et pour les informaticiens à la recherche de capacités de traitement, certes limitées, mais, en revanche, peu coûteuses. Haut de gamme des circuits intégrés, le microprocesseur est devenu micro-ordinateur par

LES GRANDES FAMILLES

Du côté des constructeurs, les choses ne sont pas allées en se simplifiant. Alors qu'ils n'étaient que trois à la fin de 1973 — Intel, Rockwell et National Semiconductor —, ils sont aujourd'hui plus de trente, en grande majorité Américains.

La situation est en fait moins complexe qu'il n'y paraît. Nombreux sont en effet les constructeurs qui pratiquent la copie ou l'imitation. S'il y a accord officiel, on parle de « seconde source ». C'est ainsi qu'en Europe Siemens a conclu des accords avec Intel, et Philips avec Signetics. Sescosom, filiale de Thomson, a son côté signé avec AMD et Motorola.

Face à cette prolifération de produits, le choix de l'utilisateur devient difficile. Il faut d'abord sélectionner un microprocesseur fabriqué par plusieurs constructeurs, de façon à assurer la sécurité de ses approvisionnements. Le choix dépend également du type d'application auquel le microprocesseur est destiné, et qu'il va fixer les principales caractéristiques : longueur du mot, vitesse d'exécution, gamme des circuits associés, etc. (matériels et logiciels). Les microprocesseurs utilisant des mots de 8 bits conviennent aux applications où domine le calcul arithmétique et les fonctions de contrôle ; ceux à 16 bits, aux machines à calculer, aux caisses enregistrees.

La stratégie des uns et des autres

Dans le choix de stratégie industrielle et commerciale, chacun de ces groupes doit répondre à un certain nombre de questions dont la principale concerne l'intégration. L'appréciation des micro-ordinateurs s'est en effet le fait qu'ils sont des composants et systèmes, et qu'il convient de développer une activité informatique. Cette décision implique parfois des investissements substantiels pour le développement de logiciels et de circuits de distribution.

etc. Les microprocesseurs à 8 bits s'adaptent bien aux applications où le contrôle domine : terminaux, concentrateurs de données, contrôle de processus, etc.

Bien que nombreux et variés, au moins en apparence, les microprocesseurs à 8 bits présentés sur le marché appartiennent en fait à trois familles dont les modèles de base sont le 8080 d'Intel Corporation, le 8080 de Motorola Semiconductor, et le PPS-8 de Rockwell. Le 8080 — de loin le plus populaire — a déjà été copié ou imité par Texas Instruments (TMS 8080), AMD (8080 A), Zilog (Z80), National Semiconductor, Nec, Siemens.

Les microprocesseurs à mots de 16 bits, apparus plus récemment sur le marché, sont moins spécialisés que les 4 ou 8 bits et couvrent l'ensemble des applications. Citons enfin pour mémoire, les microprocesseurs « en tranches » (AMD 2901, Fairchild 2400, Intel 3002, Motorola 10800, Texas SBPC 400), qui travaillent avec des mots de 2 ou 4 bits et que l'on associe en cascade pour constituer des mots de longueur quelconque.

L'augmentation du nombre des constructeurs s'est accompagnée, lui aussi, d'une diversification : celle des complémentaires. À côté des producteurs traditionnels de semi-conducteurs, on trouve maintenant des constructeurs d'ordinateurs et des sociétés d'électronique diversifiées.

C'est le choix qui semblent avoir fait Intel et Texas Instruments, en mettant sur le marché un micro-ordinateur sur une seule carte : le SBC 8010 et le SBPC 400.

Les fabricants de mini-ordinateurs, de leur côté, peuvent envisager une production captive de microprocesseurs. Ils se trouvent également devant un choix : faut-il utiliser les microprocesseurs pour améliorer les performances des produits existants, ou bien plutôt pour créer de nouveaux micro-ordinateurs ? Ils doivent

enfin protéger leur propre marché des incursions des fabricants de composants qui proposent des micro-ordinateurs. C'est dans cette optique que Data General a lancé un microprocesseur 16 bits qui constituera l'élément central d'une nouvelle gamme appelée Micro-Nova, compatible avec l'ensemble de ses mini-ordinateurs. C'est également la stratégie qu'ont suivie DEC (LSI 11), Computer Automation (LSI 305) et, plus récemment, General Automation. Le problème est moins crucial pour les producteurs de gros ordinateurs.

Ils devront cependant tenir compte, dans la définition de leurs nouvelles lignes de produits, de l'impact des microprocesseurs sur la décentralisation des unités de traitement. Le développement des microprocesseurs ouvre ainsi, dans les dix prochaines années, des perspectives particulièrement séduisantes à de nombreux secteurs de l'activité industrielle. L'application de cette nouvelle technologie s'accompagnera toutefois de changements de structures importants, en particulier dans l'industrie de l'informatique.

Les principaux fabricants

TYPE	Première source (développement)	Seconde source (licencié)
4004 - 4040 (4 bits), 8080 - 8085 - 8048 (8 bits), 3082 (1).	Intel.	Texas Instruments, AMD, N.E.C., National Semiconductor, Siemens, N.C.E.
6800 (8 bits), 10880 (1).	Motorola.	A.M.I., Hitachi, Sescosom, National Semiconductor, Telefunken.
PPS-8, PPS-2, PPS-4 (4 bits), PPS-8, PPS-2 (8 bits).	Rockwell, Fairchild.	Mostek.
FE (8 bits), 9400 (1).	Texas Instruments.	
TMS 1400 (4 bits), TMS 2900 (16 bits), SBP 0400 (1).	National Semiconductor.	Rockwell.
SCAMP (8 bits), PACR-DMP 16 (16 bits), 5065 (8 bits).	Mostek.	
1801 - 1802 (8 bits), 2430 (8 bits), 6106 (12 bits), TLCOS (12 bits), CP 1800 (16 bits).	E.C.A., Signetics, Intel, Teohiba, General Instrument.	Philips, Harris.
2900 (4 bits), 2901 (1).	AMD.	Motorola, Raytheon, Sescosom.
229 (8 bits).	Zilog.	Mostek.

(1) Microprocesseurs « en tranches », 2 ou 4 bits.

distribuer l'informatique

avec les « 6000 » d'emploi général

6040 nouveaux terminaux individuels à clavier, écran et imprimante économiques

6060 terminaux intelligents connectés en grappes optimisant l'application 3 000 exemplaires vendus.

6080 nouveaux mini-systèmes programmables autonomes ou satellites à grande puissance de traitement local

et les spécialisés

SAISIX postes autonomes de saisie contrôlée à la source

LPT 7 nouvelle station de traitement des chèques en agence

INTERGRAPH système graphique en couleurs pour la création assistée et le contrôle de processus avec un mini-ordinateur



T-VI
filiale de THOMSON-CSF

la plus large gamme de terminaux d'informatique de conception française

40, rue de la Grande-Daïe-Rose - 92050 Meudon-la-Forêt
Tél. : (0 69) 23.60 - Téléc. 27.075 F
SICOB NIVEAU 3 ZONE F

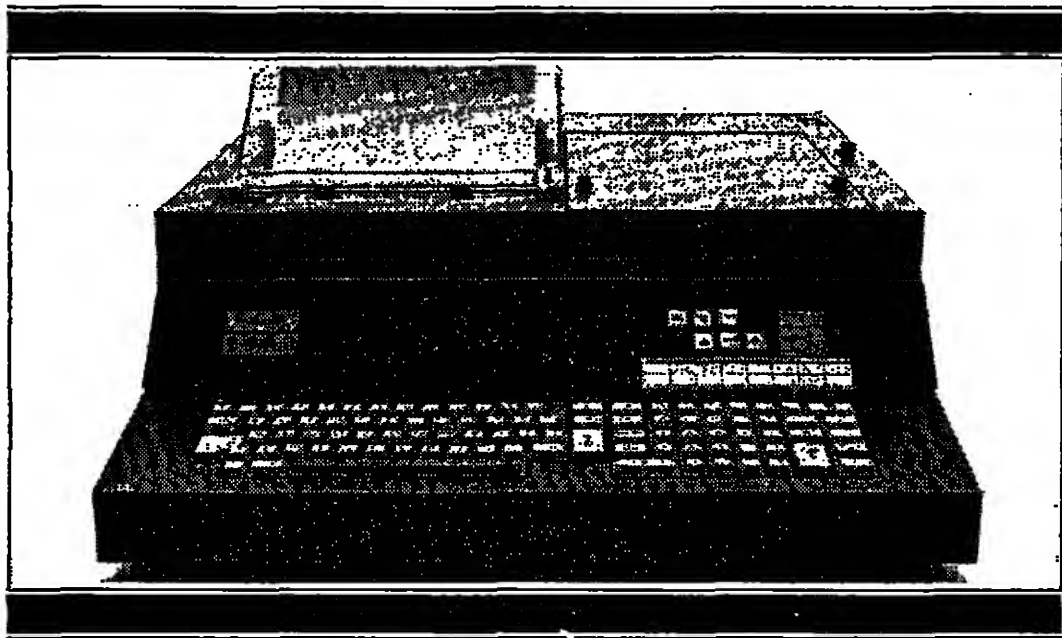
ilofocus
restinox...
in project
universel

**Au service
des mathématiciens
et physiciens,
logiciens,
linguistes,
biologistes,
médecins,
chimistes,
ingénieurs et architectes,
économistes,
statisticiens, géologues,
chercheurs :**

**dans tous les domaines
de la science
et de la technique**

**le nouveau
mini ordinateur personnel
Olivetti
P 6060**

**Programmable en BASIC : pour la créativité dans la recherche
Avec bibliothèque de logiciel : pour les applications sectorielles**



Le P 6060 Olivetti parle un langage universel dans le monde des ordinateurs : le BASIC. Facile à apprendre et facile à utiliser, ce langage exprime de façon immédiate les problèmes à résoudre. Chacun peut programmer son mini-ordinateur tout seul et sans intermédiaire. Et pour les applications spécifiques des différents secteurs les utilisateurs trouveront des solutions toutes prêtes : les bibliothèques de programmes mis au point par Olivetti. Le P 6060 Olivetti est le premier mini-ordinateur scientifique qui utilise le disque souple en tant que support standard de

programmes et de données : un support nouveau, économique, offrant la plus grande capacité et la plus totale sécurité. Le P 6060 Olivetti a sa place sur n'importe quel bureau : conçu comme un système, il est susceptible d'extension et de modification. Ses interfaces permettent la connexion à des périphériques de tout type et des liaisons en temps partagé. L'imprimante thermique incorporée est capable d'assurer n'importe quelle sortie : chiffres et mots, graphiques et dessins.

olivetti

Olivetti France S.A. / Marketing mini-ordinateurs / 91, Fg St-Honoré, 75383 PARIS Cedex 08

Je vous prie de m'adresser, sans aucun engagement de ma part, des renseignements complémentaires au sujet de votre nouveau mini-ordinateur P 6060 Olivetti, se rapportant plus particulièrement aux problèmes de mon secteur d'activité.

Nom et prénom :

Adresse professionnelle :

Activité :

SICOB

MUTATIONS AUTOUR DE L'UNITÉ CENTRALE

par BERNARD LAHR

L'informatique est en permanente évolution, non seulement au niveau des matériels, où l'éventail des machines couvre une gamme chaque jour plus importante, allant du micro-ordinateur le plus compact aux unités centrales les plus rapides, mais aussi au niveau des logiciels et du mode d'exploitation des machines.

Le temps du traitement par lots successifs est loin, ou du moins a-t-on tendance à n'en plus parler, les préoccupations nouvelles, systèmes transactionnels, bases de données,

informatique répartie, téléinformatique, sont liées aux faits. En 1970, seulement 25 % du parc d'ordinateurs des Etats-Unis étaient exploités en télétraitement, on prévoit que ce pourcentage atteindra 70 % en 1980.

Cette évolution est conditionnée par les progrès techniques au niveau des périphériques d'ordinateurs, visant à adapter leurs performances et leurs capacités à de nouvelles contraintes, ainsi qu'au niveau des terminaux de dialogue que l'on voit se multiplier sur le marché en devenant plus spécialisés, plus intelligents, et surtout moins coûteux.

Périphériques miniaturisés et mémoires géantes

Les périphériques sont, par définition, les matériels de stockage et d'entrée-sortie de données proches de l'ordinateur. On a longtemps pu parler, et ce à juste titre, de périphériques « classiques ». En effet, ce type de matériel ne semblait pas connaître, jusqu'à ces dernières années, la même « évolution permanente » que les unités centrales. A titre d'exemple, on peut se rappeler qu'à l'apparition des mini-ordinateurs, l'utilisateur en était réduit à adapter les plus petits périphériques existants sur les machines universelles, dont le prix et les performances, dans la plupart des cas, se justifiaient difficilement par rapport à ceux des unités centrales ; mais c'était alors un mal inévitable. L'arrivée des micro-ordinateurs sur le marché a fait office de catalyseur : on ne pouvait décemment plus utiliser la périphérie classique sur des unités centrales dont le prix était cinq à six fois inférieur à la moindre unité de disque ! On a alors vu apparaître une multitude de constructeurs de « mini-périphériques » sur un marché qui connaît maintenant un développement sans précédent.

souples et cassettes, dont les capacités (quelque 100 000 caractères) et les temps d'accès (jusqu'à quelques centaines de millisecondes pour les disques souples) correspondent parfaitement aux besoins.

La tendance actuelle est encore à la miniaturisation de ces unités : après les micro-cassettes, apparues voici quelque temps sur le marché, les micro-disquettes viennent d'être annoncées par plusieurs constructeurs.

En ce qui concerne les périphériques classiques, on constate au niveau des unités de disques un accroissement de la capacité de stockage disponible par unité ; I.B.M. et, à sa suite, les principaux fabricants de périphériques compatibles (Calcomp, S.T.C.) proposent des unités pouvant atteindre maintenant plus d'un milliard d'octets. Par contre, I.B.M. reste le seul à proposer une imprimante à grande vitesse, véritable rotative pouvant éditer jusqu'à treize mille lignes par minute, performance obtenue grâce à un procédé d'impression xérographique.

Parallèlement à cette évolution, des périphériques de conception nouvelle sont apparus sur le marché : les unités de stockage de masse. Celles-ci permettent de mettre en ligne de gigantesques unités de mémoire magnétique. Ce fut d'abord I.B.M. qui lança le mode au début 1973, avec son unité « 3380 », suivi par Control Data quelque temps plus tard. Ce type d'unité périphérique est, en fait, une sorte d'énorme ruche dont chaque alvéole contient une cartouche dans laquelle se tient

enroulé un ruban magnétique pouvant stocker quelques dizaines de millions d'octets. Un système électronique piloté par un mini-ordinateur préleve à la demande une cartouche qui est lue par le système et qui est copiée sur une unité de disques associée, où l'information est alors directement disponible.

Des milliards d'octets

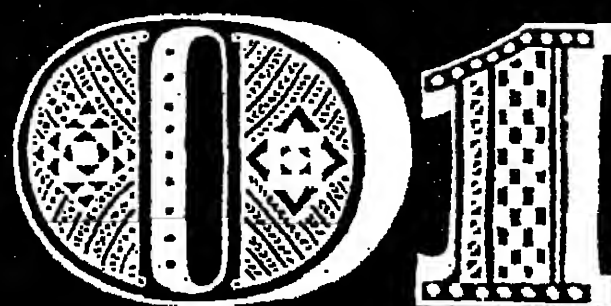
Ce formidable magasin permet de disposer d'une banque d'informations pouvant atteindre 473 milliards d'octets ; si l'on compare cette capacité au nombre de bobines de bandes magnétiques nécessaires pour assurer un stockage équivalent, on en déduit qu'une unité « 3380 » peut recevoir le contenu de près de quarante-sept mille bobines ! Le prix de vente d'une telle machine est assurément très élevé (de l'ordre de 7 millions de francs), mais il faut souligner que le coût de l'octet stocké est le plus faible de tous les périphériques actuels (tableau ci-dessous). Encore faut-il justifier un tel investissement, non seulement par un besoin certain de mémoire de masse, mais aussi par une réduction des coûts d'exploitation : retraits d'unités de disques et de bandes magnétiques, et diminution du personnel de gestion de ces supports.

Cette évolution se fait sans innovation véritable, en développant ou en améliorant des techniques déjà relativement anciennes, et, ce qui est plus grave, sans que l'on voie s'affirmer de nouvelles techniques ou technologies susceptibles de révolutionner les matériels actuels.

DISQUES, BANDES, CASSETTES, CARTOUCHES

Type	Adressage des données	Temps moyen d'accès	Volumes moyens stockés	Coût moyen par octet stocké
Unité de stockage (type 3380)	direct	—	50 à 272 milliards d'octets	0,002
Unité de bandes magnétiques	séquentiel	15 sec.	10 millions d'octets	0,005
Disque amovible	direct	50 ms	28 à 600 millions d'octets	0,1
Disque fixe	direct	10 ms	500 000 à 28 millions d'octets	2
Cassette	séquentiel	10 sec.	100 000 d'octets	10
Disquette	direct	400 ms	250 000 d'octets	5

**L'information
en informatique
c'est**



- 01 mensuel
- 01 hebdo
- 01 digest
- minis et micros

01 INFORMATIQUE - Éditions TESTS
41, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris
Tél. 202.29.10 SICOB : STAND B 3205

Je paye 150

L'essor des terminaux

L'essor de la télé-informatique a été à l'origine du développement du marché des terminaux. Ce sont essentiellement des périphériques pouvant être utilisés à distance, loin de l'ordinateur. On peut donc les définir comme des équipements d'entrées-sorties, reliés par transmission à un ordinateur éloigné, permettant de saisir des informations, de leur faire subir éventuellement un certain traitement, avant de les transmettre à une unité centrale pour traitement et de visualiser les résultats en provenance de cette dernière.

Le nombre de connexions établies afin d'assurer des transferts de données informatiques est évalué à 17 000 environ en 1976 et à 30 000 en 1977, alors que l'on en comptait seulement 985 en 1969. Au niveau européen, on ne dénombreait en 1972 que 100 000 terminaux; on estime qu'il y en aura 1 400 000 en 1985.

On peut distinguer trois grandes catégories de matériels :

- les terminaux légers;
- les terminaux intelligents;
- les terminaux lourds.

Les terminaux légers sont des matériels de dialogue simples permettant la saisie des données à partir d'un clavier et l'édition ou la visualisation sur écran des informations renvoyées par le calculateur; ils n'effectuent aucun traitement local et ne disposent d'aucune logique autre que celle permettant d'assurer le stockage

et la transmission des données. Ce sont les terminaux les plus fréquents et qui évoluent le plus au fil des progrès technologiques, voyant ainsi leurs coûts devenir de plus en plus bas; le prix moyen d'un terminal léger est actuellement de l'ordre de 10 000 F. Il faut souligner que

vision du commerce et d'un poste téléphonique à clavier numérique. Les terminaux intelligents se différencient des précédents par le fait qu'ils disposent d'une unité de traitement et d'une mémoire vive pouvant être utilisée pour ce traitement. En dehors de la fonction de télé-

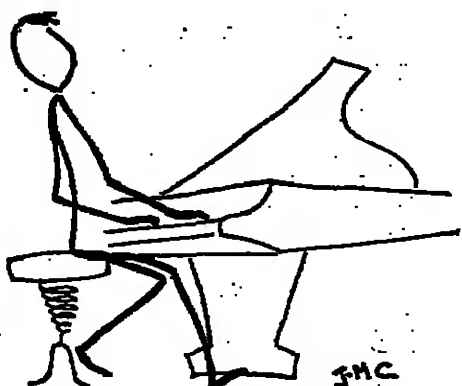
possibilité de commander certains traitements spécifiques à l'aide d'une seule touche du clavier, ils sont parfois programmables par l'utilisateur lui-même à partir d'un langage spécialisé. Ces terminaux atteignent des prix de l'ordre de 50 000 à 100 000 F, suivant le cas.

Les terminaux lourds sont de véritables machines informatiques, bâties autour d'une logique câblée ou d'un mini-ordinateur, qui demandent, pour pouvoir être exploitées, un certain nombre de périphériques classiques (disques, bandes magnétiques, lecteurs de cartes...). Ils peuvent être utilisés soit comme station d'émission-réception de lots importants d'information (ramette-batch), soit comme unité autonome capable de réaliser des traitements informatiques, puis de transférer les résultats vers une station centralisée.

Ces divers terminaux sont, universels, c'est-à-dire utilisables a priori dans tous les domaines d'application. Néanmoins, un grand nombre de terminaux légers et intelligents ont été conçus et adaptés pour des problèmes propres à un secteur d'activité donné. Il s'agit alors de « terminaux spécialisés », que l'on rencontre principalement dans les domaines de la production industrielle (saisie d'informations en atelier), de la banque (terminaux de guichet) et du commerce (terminaux points de vente).

Si le nombre de terminaux augmente fortement, la pourcentage d'augmentation diminue d'année en année. Cette évolution est certes assez normale, mais ne correspond pas aux prévisions ambieuses qui tendent à assurer un taux constant pendant encore de nombreuses années. Peut-être les constructeurs ne répondent-ils pas encore exactement aux problèmes posés par les utilisateurs, en particulier dans le domaine des terminaux spécialisés. Peut-être faut-il invoquer aussi la complexité des applications de télétraitement faisant hésiter certains utilisateurs qui envisagent de mieux « répartir » leur informatique par une décentralisation efficace. Ou bien tout simplement est-ce un effet direct du coût élevé des lignes de télécommunication. La mise en place d'un réseau public de transmission de données par les P.T.T. devrait prochainement pallier cet inconvénient.

B. L.



des terminaux plus complexes, comme les consoles à écran couleur et les consoles graphiques, ont suivi la même évolution, tant au niveau de la technologie qu'au niveau des prix.

Quelques tentatives sont faites actuellement afin de constituer des terminaux légers à partir d'éléments de consommation courante; on peut ainsi citer le terminal TIC-TAC constitué à partir d'un poste de télé-

communication. Ils peuvent donc assurer certains traitements locaux et se voir associer quelques périphériques classiques (imprimante, unité de cassettes magnétiques...).

Un grand nombre de ces terminaux disposent de microprocesseurs intégrés assumant deux types de fonction : le dialogue avec l'ordinateur et le traitement local de données permettant de « personnaliser » le terminal en offrant à l'utilisateur la

PARC FRANÇAIS DE TERMINAISONS DE TÉLÉINFORMATIQUE (en fonction du type de lignes)

Nombre de terminaisons

Années	Télé	Lignes spécialisées télégraphiques	Réseaux commutés téléphoniques	Lignes spécialisées téléphoniques	Parc total
1969	28	34	171	652	885
1974	302	829	3 877	7 144	12 232
1975	448	1 362	4 990	10 232	17 032
1976	449	1 930	6 527	14 315	23 264
1977 (*)	546	2 388	8 700	19 600	31 496

(*) Prévision.

Le commerce, la banque et l'industrie

Le marché des terminaux est en pleine expansion, mais, à l'intérieur de ce marché, certains secteurs particuliers connaissent, ou vont connaître, un développement exceptionnel; c'est le cas des terminaux dits « spécialisés ». Ces derniers présentent la particularité d'être étudiés, conçus et réalisés en fonction d'une clientèle donnée : la distribution, la banque, etc. Une étude prospective du marché américain menée par I.D.C. (International Data Corporation) prévoit une progression annuelle du parc de terminaux spécialisés de 40 % d'ici à 1980.

Actuellement, les terminaux spécialisés peuvent se rattacher à trois grands secteurs : commerce, banque et industrie. Historiquement, le précurseur de ce type d'équipement est apparu voici près d'un siècle, avec la première caisse enregistreuse. Aujourd'hui, les terminaux dits de point de vente, connectés à un ordinateur, permettent de contrôler les sorties de marchandises des magasins de grande surface, et de faciliter les paiements de la clientèle. Dotés de dispositifs spéciaux tels que lecteurs optiques ou magnétiques d'étiquettes, lecteurs de cartes de crédit, ils constituent de véritables outils automatisés, facilitant la gestion en temps réel des stocks, la tenue des statistiques de vente, etc.

L'apparition de terminaux bancaires sur le marché est plus récente; ils sont principalement destinés à automatiser les opérations de guichet. Ils permettent l'enregistrement des transactions courantes (dépôt et retrait d'espèces, opérations relatives aux chèques et virements, etc.) et l'utilisation de procédures d'ouverture et de consultation de comptes. Ils sont souvent dotés d'un écran et d'imprimantes spécialisées (chèques, tickets de caisse, bande contrôle), et ont comme caractéristique principale d'assurer une discrétion et une sécurité absolues des informations. Pour également partie de ces terminaux bancaires l'ensemble des terminaux distribu-

teurs de billets, bien connus du public.

Les terminaux industriels répondent, quant à eux, à des objectifs de suivi de fabrication et de gestion de la production en temps réel; installés en ateliers, ils sont utilisés dans un environnement industriel difficile. D'un maniement simple, ils permettent d'enregistrer l'état instantané des machines, des outils, l'état d'avancement des ordres de travaux, les temps passés par les ouvriers, le comptage des pièces usinées, des rebuts, etc. Ces terminaux se présentent sous forme de coffrets munis d'un clavier, de touches spécialisées, parfois d'une visualisation d'une ligne de caractères et d'un lecteur de « badge ». On peut également inclure dans cette catégorie l'ensemble des terminaux utilisés pour la gestion du personnel dans le cadre d'horaires souples. Ces terminaux sont, en fait, limités à un lecteur de « badge » et à un dispositif d'affichage; chaque membre du personnel introduit son « badge » à son arrivée et à son départ de l'entreprise, et le terminal visualise simultanément plusieurs informations telles que la date, l'heure, la durée du travail dans le mois.

Il existe, en outre, d'autres types de terminaux spécialisés : terminaux de cotation boursière, de réservation aérienne, et il est certain que les prochaines années verront s'en développer de nouveaux dans des domaines aussi divers que les agences de voyage, l'assurance, l'hôtellerie et les bureaux de vote.

Le coût d'étude et de développement de ces terminaux a été très longtemps un frein à leur diversification; en effet, un constructeur ne pouvait s'engager dans une réalisation qu'il la condition expresse qu'elle corresponde à une demande suffisante du marché. Or, à l'heure actuelle, les progrès technologiques et l'apparition des micro-processeurs, semblent annoncer des possibilités de spécialisation d'un terminal par une simple programmation, donc au moindre coût.

Devenir intelligent

D'une façon générale, un terminal réalise trois types de fonctions. La première consiste à dialoguer avec l'ordinateur auquel il est relié, la seconde à dialoguer avec l'opérateur, la troisième à exécuter des traitements plus ou moins élaborés. Le terminal classique propose une solution câblée, donc figée, à ces trois fonctions.

Par contre, l'utilisation du microprocesseur offre une solution programmable où la logique fonctionnelle est réalisée sous forme de programmes stockés, dans la plupart des cas, en mémoire « morte » (1). On conçoit donc que l'adaptation d'un terminal à un cas particulier d'utilisation pourra se faire par simple échange standard de la carte-programme : on pourra ainsi changer de procédure de transmission, étendre le nombre de touches de fonctions proposées à l'opérateur, et ainsi personnaliser un terminal fabriqué à l'origine en série.

L'étape suivante permet de proposer des terminaux classiques de dialogue, dotés par le constructeur de fonctions de base, que l'utilisateur peut compléter par des fonctions spécialisées qu'il obtiendra en réalisant lui-même la programmation de mémoires complémentaires. Si l'on poursuit le raisonnement dans la même voie, le fait de doter le terminal d'une mémoire classique et d'un périphérique de stockage de données permet d'obtenir un terminal « intelligent » apte à réaliser des traitements complexes variés, programmés par l'utilisateur.

Cette approche présente des avantages financiers indéniables : simplification de la structure des terminaux, utilisation d'un composant évolué et bon marché, mais aussi possibilité de production en grande série de terminaux dont la spécialisation n'interviendrait qu'ultérieurement. La limitation tient au coût des mémoires, qui dépasse de beaucoup celui des microprocesseurs.

Sur le plan technique subsiste à l'heure actuelle une limitation liée à la difficulté de programmation du microprocesseur; il n'est pas douteux qu'elle disparaîtra dans un avenir proche, avec le développement de logiciels et de langages convenant à ce type de matériel. Pour l'instant, l'utilisateur se voit obligé d'avoir recours à des outils qui viennent grever le coût du terminal : utilisation de programmes de mise au point et de peuplement de terminaux distincts du terminal lui-même, ou bien programmation par simulation du microprocesseur sur un ordinateur plus puissant.

L'avenir verra un développement important de l'utilisation du microprocesseur dans les terminaux, par l'apparition de petits terminaux facilement programmables, et par une utilisation massive de cette technique dans le domaine des terminaux spécialisés.

(1) Mémoire qui n'est accessible par le processeur que pour être lue; elle ne permet ni d'écrire, ni de modifier l'information. Par opposition à une mémoire vive.

Au Sicob 76

NCR : deux nouveautés qui libèrent l'informatique.

Demandez à un Américain ou à un Japonais de vous citer quelques grands de l'informatique.

Entre autres noms, il vous donnera NCR.

Si vous posez, hier, la même question à un Français, seuls les spécialistes et les responsables avertis vous citeront spontanément NCR.

Pourtant voilà une firme américaine qui se situe au troisième rang dans le monde, pour ses systèmes informatiques.

Paradoxe : c'est sans aucun doute le succès de ses terminaux de caisses dans les hypermarchés (80 % équipés par NCR) ou l'hôtellerie (clients à 90 %) qui a pu parfois faire oublier ses systèmes informatiques évolués.

Mais depuis quelques années en France, la progression des systèmes NCR, est également forte dans d'autres domaines : les grandes banques et établissements financiers, les administrations et de nombreuses P.M.E.

Ce développement démontre aujourd'hui le bien-fondé de l'approche spécifique de l'informatique par NCR. Car ce constructeur n'hésite pas à remettre beaucoup d'a priori en question et à concevoir des ordinateurs, périphériques et terminaux qui, bien que sophistiqués, font preuve d'un solide réalisme vis-à-vis des besoins de la clientèle.

Les heureux visiteurs de ce Sicob peuvent le vérifier avec deux séduisantes nouveautés présentées en exclusivité sur le stand NCR.

Plusieurs ordinateurs en un seul.

Le tout nouvel ordinateur NCR Critérium qui sort cette année au Sicob, insti-

tue de nouveaux critères (d'où son nom) d'évaluation des systèmes informatiques.

En effet, le Critérium dont la puissance est celle des plus gros ordinateurs, n'est pas prédestiné pour telle ou telle vocation particulière. Par simple changement de micro-programme, le Critérium devient une machine Cobol 74, un système de multiprogrammation dynamique, un ordinateur Century... Son champ d'action se trouve donc pratiquement illimité. En outre, sa compatibilité est totale, non seulement entre différents modèles d'ordinateurs NCR, mais aussi d'une génération à une autre.

Sur le stand, les ingénieurs NCR vous montrent d'une manière fort claire et fort agréable, les multiples autres avantages du Critérium. D'ailleurs le choix est laissé à chaque visiteur qui peut soit jouer avec l'ordinateur soit constater qu'avec le système Télécin, le télétraitement est pratiquement à la portée de tous les utilisateurs.

Imaginez vous-même votre système terminal financier.

Autre matériel provoquant la curiosité des visiteurs : un terminal financier à modules personnalisés, le NCR 2500.

Ce système introduit le véritable sur-mesure dans le monde de la banque. Jugez plutôt : ses nombreux modules (claviers, écrans, imprimantes, lecteurs de badges à pistes magnétiques, de documents CM7, etc.) sont répartis selon les besoins de chaque institution, de chaque agence et de chaque poste de travail.

Sans quitter sa place, le guichetier, le personnel administratif ou le directeur

d'agence a instantanément accès à l'information de l'ordinateur central pour connaître son client, l'informer et traiter les opérations nécessaires. Le NCR 2500 comporte deux niveaux d'intelligence qui optimisent l'utilisation des lignes et diminuent la charge de l'ordinateur central. Le NCR 2500 peut être relié à un ordinateur NCR ou de toute autre marque.

Ainsi chaque institution financière peut composer en toute liberté « à la carte » ses propres systèmes terminaux tout en bénéficiant des moindres coûts de la série.

Explorez votre univers informatique.

Nous avons également remarqué un petit ordinateur de gestion, le NCR 499 particulièrement compact, dont l'imprimante à boules a été ici remplacée par une imprimante matricielle infiniment plus rapide.

Et ce n'est pas tout... En faisant le tour du stand NCR, le visiteur découvre de nombreux autres systèmes présentés selon quatre univers informatiques : Distribution et Hôtellerie, P.M.E., Administration, Finance.

Au Sicob 76, NCR aura fait la preuve de son approche originale du télétraitement qui libère l'informatique de systèmes « clos », qui jusqu'ici s'excluaient les uns les autres, empêchant ainsi de nombreuses entreprises d'entreprendre leur informatisation.

Compatibilité universelle et prévision des besoins de demain, voilà ce qu'aurait dû nous offrir l'informatique depuis longtemps.

Voilà ce que ce Sicob 76 aura eu le mérite de nous révéler : une informatique libérée.



la nouvelle informatique qui pense d'abord à l'homme.
NCR France, 191, rue de Vaugirard - 75740 Paris Cédex 15 - Tél. 578.61.36
Au SICOB : Stand 3E 3504.



Spécialiste de destructeurs de tous papiers, cartons et microfilms (archives, documents, fichiers).

Au SICOB
du 23 Septembre au 1 Octobre
STAND 2 F 2605

SEDI fabrique la gamme la plus étendue, du modèle de bureau au destructeur industriel avec presse à balles incorporée.

SEDI 48, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS.
Tél. : 737.51.50 et 81 - Téléc. : 610.231

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,66
Demande insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,66

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une Société réalisant des EQUIPEMENTS INDUSTRIELS nous a chargés de rechercher des Cadres de valeur pour les postes référencés ci-après :

DELEGUES COMMERCIAUX Réf. 1.01.08
chargés de la pénétration de la Société sur les marchés de la SIDERURGIE et des CIMENTERIES. Haut niveau exigé.

INGENIEURS COMMERCIAUX Réf. 1.01.02
capables rechercher et négocier nouvelles affaires.

CHEFS DE CENTRES DE TRAVAUX Réf. 1.01.03
installations électriques.

INGENIEURS TRAVAUX Réf. 1.01.07
lignes MT-THT et postes (anglais exigé).
Postes à pourvoir dans l'Est et à Paris.
Candidatures traitées de façon rigoureuse et confidentielle.

Envoyer à CLAIK en adressant lettre manuscrite + C.V. + photo pour recevoir par retour, note descriptive détaillée sur ces postes.

INFORMATE (Conseils)
38840 CLAIK
rue Lesdiguières - BP 14
75008 PARIS
45, rue Boissy d'Anglas

groupe infora - conseils de direction

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE HAUTE-SAVOIE
recherche
POUR SON DÉPARTEMENT MARKETING

CHEF DE PRODUIT HOMME OU FEMME

Le candidat ou la candidate retenu (e) sera chargé (e) au sein d'une équipe jeune et dynamique d'élaborer, de suivre et de finaliser les programmes de développement de nouveaux produits, de stimuler la recherche par un apport constant d'idées nouvelles afin d'améliorer et de maintenir la position concurrentielle de l'entreprise.

Ce poste conviendra à un Chef de Produit ayant acquis une expérience de quelques années au sein d'une société distribuant des produits de grande consommation.

Par ailleurs, une expérience directe de la vente, ainsi qu'une très bonne connaissance de l'anglais, sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Adresser C.V. détaillé en joignant photo récente et indiquant les références 4100 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER
créa la poste pour
son Agence de TOULOUSE de

RESPONSABLE COMMERCIAL DE PROGRAMMES

Sous l'autorité du Directeur d'agence, il aura la responsabilité directe de la vente : il participera à la conception des produits, il définira les moyens publicitaires et gèrera les budgets correspondants.

Expérience minimum nécessaire, 2 ans de vente dans l'immobilier.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée sous référence OVIO (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TELECOMMUNICATIONS DE STRASBOURG
recherche

INGENIEUR DE COORDINATION

Cette fonction rattachée au Directeur Technique a pour mission :

- d'établir les cahiers des charges d'études sur la base des données de Direction Générale et commerciale ;
- d'un assurer le suivi en cours d'étude.

Le candidat devra avoir une formation d'ingénieur Electronicien ou Informaticien, posséder une expérience importante dans ces technologies.

Envoyer C.V. et prétentions à :
HAVAS STRASBOURG N° 162 qui transmettra.

Dans le cadre de sa restructuration, important fabricant de produits industriels textiles, en expansion continue, implanté en Bretagne, recherche

DIRECTEUR DES VENTES

Homme d'action et de terrain, expérimenté dans la vente en milieu industriel.

Il participera à l'élaboration de la politique commerciale, sera chargé de son application et de l'animation d'une équipe de représentants.

Poste itinérant à 80 %, moitié sud de la France (retours hebdomadaires assurés). Indispensable être domicilié (ou être domicilié) Cisse-de-Vind.

Appointements : 110.000 F + frais remboursés.

Env. lettre man. avec C.V. détaillé a/réf. 110/7.M à S.E. Consultants.

289 bis, av. de la République, 92110 LA MADELLE.

AUCHAN

16 HYPERMARCHÉS Chiffre d'affaires en 1976 : 3,5 milliards. Progression annuelle 40% depuis 10 ans. Prépare l'ouverture de nouvelles unités en France, et recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

LA FONCTION :
Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin.
Définir et appliquer une politique commerciale.
Action directe sur une gamme de produits, sur le personnel et sur la clientèle.

L'HOMME :
Une intelligence au service du concret.
Une curiosité d'esprit de l'imagination, le goût des contacts sociaux et une aptitude à mener un groupe.
Une formation Grande École ou Universitaire est souhaitable mais peut être compensée par l'expérience professionnelle.
La formation au métier est garantie par la Société, chaque poste est évolutif.
La promotion est liée à l'efficacité individuelle et à la réalisation des objectifs.
Cette proposition vous intéresse ?

Écrivez-moi en joignant C.V., photo et prétentions

M. F. LECLERCQ - HYPERMARCHÉ AUCHAN
Rue de la Mouchetière - 45140 ST-JEAN-DE-LA-RUELLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
recherche pour sa
DIVISION MAINTENANCE

RESPONSABLES DE RÉGION

pour :

- OUEST
- SUD-OUEST
- PARIS (Banlieue Sud)

INGENIEURS ELECTRONICIENS DE ELECTROMECANICIENS POSITION II

Connaissance et pratique indispensables dans les domaines :

- INFORMATIQUE (Matériel et si possible logiciel) ;
- Encadrement d'équipes de maintenance (minimum 20 personnes) ;
- Budget autonome.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 197 à M. LOGARAX Direction du Personnel 19, avenue Aristide-Briand 94110 ARCEUIL

GÉRARD FORTIER cherche pour son usine de TERGNIER (Aisne)

un chef de fabrication "coupé-cousu"

Sous l'autorité du directeur technique, il est responsable d'une unité de 250 personnes : triottage circulaire, atelier de confection, apprêt. C'est un homme de 30 ans minimum, de formation École Textile, ENP ou équivalent, ayant acquis l'expérience des méthodes de fabrication, de la direction d'ateliers dans une affaire de bonneterie ou de confection.

Écrire à Y. CORCELLE ss réf. 3092 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
recherche

DIRECTEUR

pour son Siège régional à LYON.
Expérience confirmée à niveau comparable.
Démarches assurées.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à : SWERST, B.P. 288, 75004 PARIS CEDEX 02 ss réf. 309, qui tr.

Entreprise agro-alimentaire région FRANCHE-COMTE recherche

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION
(Ingénieur A. et M. ou Marline marchande ou équivalent).

Sous la responsabilité du Directeur général, il assurera l'organisation, le suivi et le contrôle des différentes fabrications.

Le candidat retenu devra posséder une expérience de 3 à 5 ans en entreprise industrielle et sera capable de faire évoluer un processus de fabrication peu automatisé.

Écrire lettre, C.V., prétentions, sous référence 4.111, à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TELECOMMUNICATIONS DE STRASBOURG
recherche

INGENIEUR RESPONSABLE DES FONCTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Rattaché au Directeur Technique, ce poste a la responsabilité des fonctions : assumant l'interface entre les services d'étude, la fabrication et les approvisionnements.

Les différents groupes placés sous les ordres du titulaire de ce poste travaillent dans les spécialités :

- mécanique et télévis ;
- circuits imprimés ;
- câblage et raccordement ;
- normalisation des composants ;
- logiciel.

Le candidat devra avoir une formation d'ingénieur Electronicien avec une expérience importante dans ces technologies.

Envoyer C.V. et prétentions à :
HAVAS STRASBOURG N° 162, qui transmettra.

Usine électromécanique à SAINT-LO, recherche

INGENIEUR en ELECTRONIQUE
(physique supplémentaire)

- ayant 3 ans d'expérience dans industrie d'applications électroniques ;
- pour études avancées des applications électroniques et physiques.

Envoyer avec C.V., photo et photo n° 8.850, SPERAR, 13, rue Jean-Jaures, - 92291 PUTEAUX.

PAYS DE LOIRE
Entreprise en évolution constante - 450 personnes - 80 millions C.A. - leader dans sa branche - recherche pour compléter l'équipe actuelle :

JEUNE INGENIEUR METHODES

Cet ingénieur (débutant ou petite expérience Bureau Méthodes) sera amené à participer à la résolution de tous les problèmes d'organisation industrielle (études de postes, de temps, implantations d'ateliers, ...)

Poste ouvert et évolutif.

Écrire avec C.V. détaillé, photo et présent. sous réf. 208 à :
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU LOT
développe son département Organisation et Informatique (DSM 370/125) et recrute

RESPONSABLE ANALYSE PROGRAMMATION
Dirigeant une équipe de 8 Analystes et Programmeurs, il établit la planification, réalise les projets, veille à l'homogénéité des méthodes et procédures informatiques.

Envoyer Curriculum Vitae + salaires + prétentions à M. BETHON, C.N.C.A., 30, boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

PROGRAMMEUR SYSTÈME
Collaborateur du responsable système, il participe à la mise en œuvre, tient à jour le système d'exploitation et programme des modules d'aide aux études.

Il participe à l'analyse fonctionnelle et à la mise en œuvre de travaux demandés par les services opérationnels du secteur bancaire.

IMPORTANT GROUPE NATIONAL (5.000 PERSONNES) SECTEUR TEXTILE - DOMAINE EN FORTE EXPANSION - RECHERCHE POUR DEUX DIVISIONS

- LYON
- LE MANS

références SM 189 AM.
références FN 176 AM.

RESPONSABLES DE MARKETING

RATTACHÉS AUX DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE CES DIVISIONS

(Chaque division comprend huit filiales). Ils auront une responsabilité de conception, coordination, animation en liaison avec les services marketing des filiales.

Ces postes peuvent convenir à candidats HEC, ESCA, ESCP, ayant 5 ans d'expérience marketing et/ou promotion des ventes acquises en entreprises et témoignant de qualités de contacts et de dynamisme.

Envoyer en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS

etap
DISCRETION ABSOLUE

WATERMAN
propos pour son usine de NANTES le poste de

contrôleur de la gestion industrielle

- Il collecte les informations, s'assure de leur validité, prépare et établit le budget dont il suit le bon déroulement.
- Il fait une critique constructive des outils de gestion et propose des améliorations éventuelles qu'il met en œuvre.
- Il anime son service (7 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un homme de 30 ans minimum ayant, outre une solide formation comptable de base, une expérience d'au moins 5 ans en gestion industrielle acquises en usine.

Pour recevoir inf. compl. écrire s/réf. 423 AW

egor 5, rue Meynard 75008 Paris

BANQUE RÉGIONALE DE LORRAINE
recherche

SPÉCIALISTE TITRES - BOURSE

Gestion de Patrimoine

Le collaborateur retenu sera appelé à :

- participer à la définition et à l'application de la politique de l'établissement dans son département ;
- mener personnellement une action commerciale auprès d'une clientèle sélectionnée dont il gèrera le patrimoine ;
- analyser et former les collaborateurs de sa spécialité.

Les candidats âgés d'au moins 30 ans et pouvant justifier d'une expérience et d'une réussite professionnelle, réelles de plusieurs années, sont priés d'env. avec C.V. et prêt, ss le n° 78.333, CONTESSÉ Publ., 30, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

Recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

Licence en droit
Formation comptable (DECS ou équival.) appréciée.
Expérience 5 à 10 ans.

Proche de la Direction Générale, il aura pour mission d'assister et de conseiller les Ets de la Société et les filiales du groupe en matière d'application du droit des sociétés, de la fiscalité, des contrats, de la législation sociale.

Il sera également chargé au sein du groupe de l'étude et du suivi des contentieux importants.

Env. avec C.V. et prétentions : Ets GUYOMARCHÉ, Service Juridique, B.P. 235, 56000 VANNES CEDEX.

SOCIÉTÉ EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
(Dépôt de brevets - litration air, épuration des gaz)

recherche

INGENIEUR

Le Société Française d'Electrometallurgie importante filiale de Groupe PECHINEY-UGINE-KULMAN recherche pour deux de ses usines des ALPES

2 INGENIEURS D'ENTRETIEN
ayant 3 à 5 années d'expérience. Formation A. et M. ou équival.

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

- Ses fonctions couvriront toutes les activités commerciales et administratives liées au développement en région NORD d'un ensemble de produits industriels de qualité.
- Lieu de travail : LILLE.
- Ce poste équivaut à un jeune ingénieur ayant une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de biens d'équipement industriels et introduit dans l'industrie de la région Nord.
- Anglais apprécié.

Les candidats intéressés enverront leur C.V. détaillé avec indication de la rémunération souhaitée à n° 5226, S.I.P.E.P., 3, r. Châtelet (2°), 6 tr.

Il leur est demandé :
- Des connaissances et une expérience dans les domaines : mécanique générale, chaudronnerie, électrotechnique, électronique ;
- Dynamisme, et sens des contacts humains.

Il occupera le poste d'ADJOINT à l'INGENIEUR EN C. de ces usines avec des responsabilités de commandement sur un atelier de 50 à 60 personnes.

Perspectives d'évolution de carrière intéressantes.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. VARNIER, SOFREM, 10, rue du Général-Folk, 75008 PARIS.

150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE



Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'administration des P.T.T. Il est recherché pour les besoins de la

DELEGATION des TELECOMMUNICATIONS

de la REGION PARISIENNE

DES JEUNES DIPLOMES (ES) D'ECOLES D'INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE DE TELECOMMUNICATIONS

FONCTIONS :

- Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'exploitation
- lancement de travaux neufs
- contrôle de chantiers
- exploitation technique et maintenance des installations.

DES JEUNES DIPLOMES (ES) E.S.C.P. ou E.H.E.C.J.F. OU DES TITULAIRES :

- d'un diplôme de 3e cycle (D.E.A. et D.E.S.S. Marketing) délivrés par l'université de Grenoble.
 - d'une LICENCE SCIENCES ECONOMIQUES avec un des diplômes suivants : ESCAE, ESSC d'ANGERS, EDHEC du NORD, IC NANCY, IEECS STRASBOURG ISG, IEP de PARIS (section économique et financière).
- FONCTIONS : études organisation commerciales dans les services d'exploitation et de Direction.

Adressez votre candidature avant le 30 septembre 1976

renseignements et inscriptions :

(pour les postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94)

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS DE PARIS

Pièce 109 E - 8, 10 Boulevard de Vaugirard - 75731 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 640.23.52

(pour les postulants résidant dans les départements 77 - 78 - 91 - 95)

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS DE PARIS EXTRA-MUROS

7 Boulevard Romain Rolland - 92128 MONTROUGE - Tél. : 657.13.30 (poste 58/04)



COMPUTERVISION

Numéro 1 mondial dans le domaine de l'aide au dessin pour faire face à son expansion, recherche :

VENDEUR très agressif

pour la France et la Belgique. Formation : Electronique, expérience, Bureau d'études.

INGENIEUR D'APPLICATION

Informaticien, expérience problèmes SOFTWARE, connaissance fabrication produits électroniques et mécaniques.

Pour ces deux postes ANGLAIS indisp., grande disponibilité, libre rapidement.

INGENIEURS de MAINTENANCE

Basés à PARIS - MILAN - BRUXELLES. 3 ans expérience mini-ordinateurs et périphériques, pour support en clientèle - Libres de voyageur. Anglais lu indispensable.

Env. curriculum vitae à Direction du Personnel, COMPUTERVISION S.A., Tour Gallieni II, 36, avenue Gallieni, 93 BAGNOLET.

PUBLICITAIRE

Vous êtes dans une agence de publicité, chargé d'un important budget national. Vous voulez maintenant « secondariser » la responsabilité de la division PUBLICITE COMMUNICATION d'un important établissement dans le secteur tertiaire pour :

- l'aider à suivre et à analyser l'évolution du marché ;
- établir les briefings d'agences ;
- contrôler la création et la réalisation des campagnes.

Vous êtes celui qui, assuré d'une totale discrétion, savez son C.V. et présentations sous le n° 1422 à COFAP, 40, rue de Chalmel - 75010 Paris, qui tr.

Chef de service commercial

PRODUITS INDUSTRIELS - NEUILLY-S-SEINE

VOUS avez un tempérament de négociateur et de leader, et vous savez déjà manager une équipe de vente et conduire des stratégies commerciales. Vous savez aussi organiser efficacement l'administration des ventes. Enfin, vous avez une solide formation en électro-technique.

NOUS sommes une société commerciale en expansion, agent importateur de grandes marques.

Nous créons cette fonction rattachée au Directeur Commercial pour développer ou lancer plusieurs lignes de produits (5 personnes dont 3 ingénieurs - C.A. 15 millions aujourd'hui, plus de 20 millions en 1977).

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait très appréciée. La rémunération sera attractive pour un homme de valeur.

Ecrivez-nous sous référence 516, SWEET'S, B.P. 209, 75434 PARIS CEDEX 03.

Pour lancement Organisation et Direction Générale, de la Filiale Commerciale, Siège Paris, une Société industrielle française, de renommée internationale recherche :

JEUNE H.E.C. ou E.S.C.P.

Ayant expérience professionnelle et références. Possibilité participation progressive capital avec mandats P.D.G.

Entre avec C.V. et références à n° 78.782, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

SOCIÉTÉ COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

bonlieux OUEST

recherche :

1) POUR NOUVEAUX PRODUITS

JEUNE INGENIEUR

ÉLECTROMÉCANICIEN

(réf. 061)

2) 3 ans d'expérience minimum

Chargé de la responsabilité technique

de l'après-vente et des actions correspondantes avec le client.

Il devra posséder, outre un bon niveau d'études supérieures, une personnalité autonome et la sensibilité des relations humaines.

AVANTAGES SOCIAUX - 13^e MOIS.

Envie avec C.V. et présentations à n° 78.227, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, en précisant référence du poste.

INGENIEUR

DIPLOMÉ

(réf. 062)

5 ans d'expérience

La fonction à pourvoir correspond à une activité nouvelle susceptible de se développer et couvre le domaine des composants électroniques hyper-fréquences.

Envie avec C.V. et présentations à n° 78.227, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, en précisant référence du poste.

W wonder

recherche

POUR SON DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

UN ADJOINT

CHARGE DE LA FORCE DE VENTE

Le poste conviendrait à candidat :

- De formation supérieure ;
- Ayant une solide expérience d'une équipe de vente en produits de grande consommation et de séries aptitudes à l'animation de l'encadrement de cette équipe ;
- Possédant une bonne connaissance dans les domaines : recrutement et formation des représentants ;
- Dynamique et disponible pour déplacements sur tout le territoire ;
- Résidant à PARIS.

NOUS OFFRONS :

Rémunération en fonction de l'expérience, comportant un intéressement au chiffre d'affaires de la Société. Voiture de fonction, frais déplacements.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo (ret.) et rémunération souhaitée à : FILLES WONDER, sous réf. 142, 88, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY (réponse à toutes candidatures).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son Centre Technique

situé région de MONTLHERY

INGENIEUR D'ETUDES

TRANSMISSION de DONNEES

Diplômé ENST, ENSI ou similaire.

Possédant des connaissances :

1) en logique et traitement du signal

2) en systèmes de télécommunications.

Ayant une expérience de quelques années en conception de systèmes de télécommunications.

une bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

Les candidatures qui seront traitées confidentiellement doivent être adressées sous

N° 75048 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

sofres communication

pour développer ses activités de conseil personnalisé en communication et en marketing recherche

responsable d'études DE HAUT NIVEAU

- de formation grandes écoles, sciences humaines, possédant une bonne expérience des méthodes de pointe dans le domaine du marketing (études qual., quant., applications et conseil)
- il travaillera directement avec le Directeur Général
- ses fonctions : définir le problème du client, réaliser l'étude, traduire les résultats en termes de décision et d'action en collaboration avec le client.

Adresser C.V. détaillé à Emeric DEUTSCH qui examinera personnellement les candidatures Centre METRA 16-18 rue Barbès, 92129 Montrouge

TRÈS IMPORTANT GROUPE de

MÉCANIQUE AUTOMOBILE

recherche pour une usine

dans l'POISE

UN CHEF DE SERVICE CONTROLE de pièces hydrauliques de grandes séries

Ingénieur de type CNAM, CESI ou I.P.F.

Le candidat aura déjà acquis une solide expérience du contrôle en grande série et connaître bien les méthodes modernes de contrôle.

Adresser C.V. et présentations à n° 78.501, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Importante Entreprise

commercialisant des produits de haute technicité recherche

pour développer ses ventes sur

PARIS et les GRANDS CENTRES REGIONAUX

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

diplômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines techniques, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de mouvement, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.

Pour un premier contact, envoyez C.V. détaillé sous réf. 02 M à

P. ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui tr.

COMMISSIONNAIRE AGRÉÉ

recherche
SE DEVENIR COLLABORATEURS INDÉPENDANTS PERSONNES VOULANT DÉBUTER DANS LE SECTEUR FINANCIER ET COMMERC.

Un stage et une formation parallèle seront assurés. CERTAINES QUALITÉS DE BASE SONT INDISPENSABLES :

— Niveau d'étude supérieur ou expér. professionnelle prouvant une capacité équivalente ;

— COMPÉTENCES DANS LA VENTE ;

— 25 ANS MINIMUM.

Tél. : 322-01-73 ou 322-03-06.

demandes d'emploi

JEUNE FEMME
MECANICIEN, ou PRESSEUSE
Couture 110ue femmes ou enf.
Ch. emploi similaire, 2.000 Fx12
fs avant sock. Proc. banl sud
Ecr. n° 6.338 « le Monde » Pub.
Ch. rue des Italiens, 75027 Paris

4. 37 ans, expér. fabrication
multiprocédé imprimerie, rech.
responsabilité chez éditeur
labeur/periodique ou service
publicité autre industr. Paris
ou banl. Sud. Ecrire : M. RA-

J.F., Allem., 33 a., trll. franç.-
angl., exp. enseign., ch. empl.
t. pps ens. adult., ou trad./interp.
Écr. no 3-750, « le Monde » Pub.

Chef achats gest. stocks.
9 a., méc. électroméc., électron.
négociateur et gestionnaire,
analyse valeurs revision prob.
édict. contracts, s/traitance.
gestion gestion organ. COGESSOR
éch sit. rég. Paris, HIDENE,
324, rue Lecourbe, Paris-15^e

**POUR TROUVER
UN EMPLOI**

Le C.V. : rédaction avec

La graphologie et les pièges.
12 méthodes pour trouver
l'emploi désiré : les « trucs »
et techniques appropriés.
Réussir entretiens, interviews.
Les bonnes réponses aux tests.
Emplois les plus demandés.
Vos droits, lois et accords.

COMMENT TROUVER UNE

SITUATION EN 1976 ?
- Vous l'apprendrez au cours d'un séminaire spécialisé sur les techniques de recherche d'emploi et de négociation.

- Résultat : 87% des participants ont déclaré que cette action a été déterminante dans leur recherche en 1973.

appartements vente

CHAILLY. Mo MAILLOT. Rez-
ch. stud. kitch. bs + join
lvtat, 30 m² cave. clé en
m² 185-90 F. Crédit 80 %.
288-38-96 - 874-35-90.

MARLY-LE-ROI
bancuez 4-5 p., 150 m², 2^e étg.,
cl., 36 m² sol. ANJ. 266-27-55.


BOULOUEN - 75 m².
tub. living, chb., cuis., bs,
m. récent, parkg - 567-22-88.

GAGNY
P. à rénover, 45 m². Prix :
100 F. T. 266-27-55.

GAGNY
Radio refakt neur, 47 ms. Prbx :
100 F - Téléphoner au pro-
priétaire : 203-61-74.

URESNES - Mont-Valérien.
pr. vd dernier étage LUX.
et 91 ms, verdure, vue splend.,
m. 70, livs dble, 2 ch., bains,
s. équip. NEFF, balcon, cave,
25.000 F. Tél. : 772-01-83.

FILE CHANGE




selle

jardin



Du studio au 5 pièces et 2 pièces duplex avec jardin

Notre 15°, c'est celui de la rue
recourbe, de la rue Cambroune,
des boutiques, des métros, des
bus...
Mais notre 15°, c'est aussi celui
du calme, des squares et des
arbres, à deux pas de cette vivante
animation.

Réalisation
SEFRI  **CIME**
538.52.52
Renseignements : sur place
et Tour Maine-Montparnasse - Paris.

100

propriétés

4. PYRENEES, ppiale vend
murs de boutique libre.
105.000 F. - 256-38-84

LE VIAGER 197, 180 RIVIERA
231-65-73

XIII^e - VIAGER LIBRE
PAV. avec jardinnet **5-6 PCEs**
Cft. 150 m2.
Tél. Compl. 240.000 F + rente
annuelle 16.000 F. - 627-78-32.

capitales d'imprimerie.

Telephone : 686 50 87 - Telex 204696.

capitales d'imprimerie.

Telephone : 686 50 87 - Telex 204696.

1

Bureau de réservations :
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 686.50.87 - Télex 204696.

... .. 1991

Plaisir d'acheter, Place d'Italie



le nouveau centre de Paris

**Printemps
champion**

80 magasins

OUVERTURE AUJOURD'HUI

Connaissez-vous un endroit dans Paris où l'on trouve réunis...

Printemps 80 magasins

Un nouveau Printemps, à l'image d'un nouveau quartier, pour un nouveau style de shopping, un Printemps "Rive Gauche".

- Printemps-Italie : un grand magasin où l'on se sent bien, où règnent la simplicité et le naturel, où le client est toujours clairement informé.
- La vocation de Printemps-Italie : vous présenter la mode la plus actuelle dans toute sa diversité. Une mode gaie, libre, bien coupée. Une mode que vous aimerez porter, vous les femmes et les hommes d'aujourd'hui.
- Actualité encore dans le décor de la maison. Vaisselle, ustensiles de cuisine, linge de maison, tissus : une sélection pour un nouvel art de vivre.
- Printemps-Italie met l'accent sur les prix : un grand magasin vivant et compétitif avec le souci permanent du "meilleur prix".
- Printemps-Italie commence bien : prix d'inauguration jusqu'au 2 octobre.

Champion

Champion est l'enseigne du Département Supermarché du Groupe Promodès. Pour la première fois, l'enseigne Champion va rencontrer les Parisiens et ainsi prendre une dimension nationale à la mesure de ses ambitions.

Manufrance

Votre spécialiste du bricolage, du sport et du plein air.

Pour fêter son nouveau magasin parisien, Manufrance-Galaxie vous offre des prix "ouverture". Entrez, la chasse aux bonnes affaires est ouverte!

Manufrance-Galaxie c'est aussi tous les services Manufrance : de la commande par téléphone au relais catalogue un choix de 33.000 articles.

NIVEAU 1

Le Printemps • Supermarché Champion.

Alimentation.

Bougeries Coucaud • Boulangerie Lupo (traiteur) • Galaxie primeurs (cours des halles) • Maître Roland Meyer (produits alsaciens - charcuterie) • Nicolas • Le Soleil (torréfaction) • Tigre Impérial (produits exotiques).

Équipement de la maison.

Italie lumière (électroménager) • Point décor (tapis - revêtement - bricolage).

Cadeaux-Services-Loisirs-Divers.

Bouquets • Coiff-tou 2 • Cinémas Paramount (4 salles) • L'Echoppe (cordonnerie clés-minute) • Pressing.

Restauration.

Maître Roland Meyer • Le Rozès.

NIVEAU 2

Le Printemps.

Prêt-à-porter.

American Store • Cacharel • La Chalan-derie • Mérode • Paul Y • Pluriel • Rodier • Flaster Yves Saint-Laurent.

Lingerie-Mercerie-Accessoires.

Etam • Fibula (mercerie générale) • Pingouin.

Maroquinerie - Chaussures.

La Sacoche • André • Bally • Charles Dane • Charles Jourdan • Espace-2 M.

Équipement de la maison.

Objets - luminaires - cadeaux • Singer.

Cadeaux-Services-Loisirs-Divers.

Flammarion (librairie - presse) • Pharmacie • Pierre Guerrault (bijouterie) • Team 5 • Yves Rocher.

Restauration.

L'Etoile (bar) • Restaurant Club Enform • Le Rozès.

NIVEAU 3

Le Printemps.

Prêt-à-porter.

American Sellers • Cath • Christian Châ-taignier • J. Casanova Boutique • La boutique d'Aphrodite • Mac B. • Prémaman.

Chaussures.

Til.

Équipement de la maison.

Manufrance • Tannerie Bellon.

Cadeaux-Services-Loisirs-Divers.

Abellard • Bijou Bag • Blue-spot (disques) • Club Enform (culture physique - piscine) • Crédit Lyonnais • Jacques Sberro (coiffure - boutique) • Lissac • Manufrance • Qu'importe • Intercol.

Restauration.

La Soucoupe (bar).

Loisirs

Galaxie, c'est aussi le lieu privilégié de la détente et des loisirs.

Cinéma.

4 salles Paramount confortables, climatisées et qui passent les meilleurs films en première exclusivité. Par exemple jusqu'au 28 septembre.

Paramount 1 : "Buffalo Bill" un film de Robert Altman avec Paul Newman - Burt Lancaster.

Paramount 2 : "L'Innocent" - de Luchino Visconti.

Paramount 3 : "Le Canard à l'orange" avec Monica Vitti et Ugo Tognazzi.

Paramount 4 : "Les Hommes du Président" avec Robert Redford et Dustin Hoffman.

Restaurants.

Le Rozès : la grande brasserie dont la notoriété a depuis longtemps dépassé le cadre de la Place d'Italie s'installe à Galaxie sur deux niveaux. Selon vos goûts ou votre humeur vous pouvez choisir entre sa brasserie ou son restaurant fin.

Maître Roland Meyer : pour les amateurs de cuisine régionale.

Club Enform : spécialité de menus diététiques.

Bars.

Pour vous rafraîchir entre deux courses, vous avez le choix entre l'Etoile et la Soucoupe.

Centre de culture physique.

Pour oublier les soucis de la vie quotidienne et conserver toute l'année la forme de vos vacances, vous pouvez vous détendre au Club Enform : piscine, sauna, solarium... esthétique, tous les programmes de musculation et d'amaigrissement naturel, rééducation et maintien en forme.

Lecture-Musique-Photo-Ciné-Son.

Que vous soyez passionnés de lecture, de musique ou de photos, vous trouvez choix et conseils à Galaxie. Chez Flammarion vous pouvez même acheter vos journaux ou magazines préférés.

Les services de Galaxie

Banque, tabac, pressing et teinturerie de luxe (Lesèche - spécialiste depuis 1936), pharmacie, talons - clés-minute, presse, coiffeurs.

NOCTURNE LE MARDI JUSQU'A 22 H

M Métro : lignes 5, 6 et 7, station Place d'Italie.

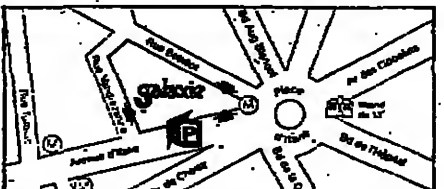
A Autobus : lignes 27, 47, 57, 67 et 83.

P PARKING

HORAIRE D'OUVERTURE

Horaires généraux : lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 10 h à 19 h 30, mardi de 11 h à 22 h.

Alimentaires : Supermarché, lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h à 22 h, samedi de 9 h à 19 h 30. Indépendants, lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 9 h à 19 h 30, mardi de 9 h à 22 h.



**NOCTURNE
LE MARDI
JUSQU'A 22 H**

LETTRES

— L'occasion du troisième anniversaire de la mort de José de CASTRO, une pensée est demandée à tous ceux qui se souviennent de l'insaisissable lutte contre la faim de ce nutritionniste et humaniste mondiallement connu.

Manifestations diverses

— Une plaque a été inaugurée à rue Pierre-Henri, à Paris (P), où vécut le docteur Georges Haret (1874-1952), électroradiologue des hôpitaux, pionnier et victime des rayons X.

Avez-vous retourné une bouteille de SCHWEPES Bitter Lemon aujourd'hui ?

(Publicité)

DU VENDREDI 24 SEPTEMBRE
AU DIMANCHE 26, 21 h. avec
MATHILDE HAGER

ITINERAIRE GEORGES SAND
DANS L'INDRE : 390 F. T.C.

Renseignements : 231-01-53

intimement le personnel de la République, Herriot surtout, mais aussi Edouard Calviès de Monzie. Ce monde, il l'a peiné dans ces Livres : *Sylvia, Rachel et autres grâces, Présence des morts, A contre-temps*, tout en se défendant de ne jamais écrire une autobiographie, car il ne croyait pas à la mémoire. Cousin de Bergson, il ne put pourtant jamais s'accommoder de la continuité du temps, ni même l'unité de la personnalité. Il se sentait multiple. Le Berl qui aimait les fleurs n'était pas celui qui discutait sept heures de suite avec Malraux ; le journaliste n'était pas l'un des très paraphrastes de Sylvia Dudaux ; l'amoureux de Sylvia et de tant de femmes ignorait l'éru- di féru de biologie.

Romanaque! Berl ne se soucia jamais d'être un artiste, et de faire œuvre de romancier. Et si *Sylvia* apparaît au lecteur comme une très belle histoire d'amour, c'est sans doute malgré lui. *Sylvia* est une sorte d'enquête sur les appétitions et les disparitions d'une femme que l'auteur croit aimer et, somme toute, sur la part de grâce qui est donnée et refusée à chacun. L'image de Sylvia est produite de celle qu'il nous toujours faite de Dieu : une absence.

L'intelligence

Dans ses derniers livres, le *rage*, *A venir*, Berl dépassait le politique pour chercher une nouvelle définition des valeurs, pensait que, sur les ruines de notre civilisation, naîtrait l'espe- d'une vie nouvelle. C'est à ces- gnes qu'il se montre encore le plus lucide. Dans son dernier texte, son dernier, *Regain* est d'Azé, racontant la rencontre la jeunesse dans une ferme, il suite d'un accident d'auto, la gravité.

Depuis longtemps, Emmanuel Berl habitait le Palais-Royal, la chausseée Mireille, sa troisième femme, en veillant son ami de lette et de Cocteau.

En dépit de son esprit si mobile il se prenait pour un quêtiste, sentait dans un charmant por- quement à Fénelon, qu'il aimait, tant ou tout au moins au port- qu'en fait Saint-Simon : « Ce- qu'un homme mange, bien la- pille, avec de la soupe, des sa- don't le feu et l'esprit sortent comme un torrent. »

Cet homme qui était tout l'intelligence et qui tenait aux en- core plus qu'aux personnes, qui vivra peut-être, par un der- paradoxe, pour les sentiments, l'amour, la nostalgie, qu'il a comme malgré lui dans *Sylvia* dans *Rachel* et autres grâces.

ROGER GRENIER

Le dernier article d'Emmanuel Berl est sans doute la « libre » n'ou » intitulée dans « L'opposition l'Élysée », que « le Monde » a pu le 22 juin 1976, suivie d'une le de miss au point de l'écrivain Léon Bino et François Mitter- (« le Monde » du 17 août). N'avons d'autre part rendu com- (« le Monde » du 7 septembre) portraits : Emmanuel Berl, émin- non temps et récemment (tutée France-Culture, émission pour quelle il avait lui-même ch- comme interlocuteur M. Mitterra-

AMBIRE

SPECIALISTE
DE LA MODE
A PARTIR DU 44

*"Vous présente
sa nouvelle
Collection-manteaux
Automne-Hiver 77"*

83 av. du Général-Leclerc PARIS 14^e
Centres commerciaux
BELLE EPINE PARLY 2 VELIZY 2
CRETEIL
LYON-LIMOGES NANCY-MULHOUSE

ART CONSULTING

Intermérie
du « Monde »
5, rue Tolbiac
PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous ar-
ticles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 5737.

LA VIE ÉCONOMIQUE

SIDÉRURGIE

Les producteurs européens décident la création d'Eurofer

Bruxelles (Communauté européenne). — Les représentants de la sidérurgie des neuf pays de la C.E.E., réunis lundi 20 septembre à Bruxelles, ont décidé le principe de la création d'Eurofer. Dans la lettre qu'ils s'apprêtent à adresser à MM. Ortoli et Simonet, président et vice-président de la Commission, pour

les en informer, les maîtres de forges expliquent que la nouvelle association remplacera l'actuel Club des sidérurgistes et qu'elle a été conçue de manière à élargir la Commission en cas de difficulté sur le marché, autrement dit à être son interlocuteur pour épauler la nouvelle politique anti-crise qu'elle s'emploie actuellement à définir.

De notre correspondant

La création d'Eurofer apparaît comme un nouveau chapitre du dialogue — difficile — engagé depuis le début de l'année, d'une part au sein de la profession, d'autre part entre elle et la Commission de Bruxelles, pour tenter de rendre la sidérurgie moins vulnérable en cas de nouveau débâcle conjoncturelle. Les grandes manœuvres ont été déclenchées lorsque, en février dernier, la sidérurgie allemande, la sidérurgie néerlandaise et le groupe luxembourgeois ARBED ont annoncé avec éclat leur intention de créer un « groupement économique international », baptisé Denelex, qui aurait notamment comme mission de les représenter dans leurs contacts avec la Commission de Bruxelles. Les industriels d'outre-Rhin demandent en même temps à Bruxelles l'autorisation de renouer et d'élargir les deux groupes de rationalisation qui rassemblent déjà les aciéries du nord et du sud de la République fédérale. Cette initiative suscite une vive inquiétude d'une part chez les industriels, notamment

français qui restent à l'écart du groupement et qui craignent que l'opération se fasse contre leurs intérêts, d'autre part à la Commission de Bruxelles qui redoute qu'une telle « recariculation » de l'industrie européenne n'aboutisse en fait à la dépossession des pouvoirs considérables qu'elle détient en vertu du traité de la CEEA pour orienter le marché et, surtout, qu'elle n'entraîne la division de la sidérurgie européenne en deux groupes antagonistes.

La Commission, consciente de ces défiances passées, a récemment présenté un nouveau dispositif anti-crise, conçu de manière à lui permettre d'agir plus rapidement et surtout de façon plus souple sur le niveau des investissements et de la production, sur les prix et même sur les échanges extérieurs.

Les idées de la Commission ont été plutôt favorablement accueillies, y compris en Allemagne fédérale. La décision de créer Eurofer illustre cette adhésion de principe aux propositions de la Commission. Celles-ci, qui sont largement fondées sur le volontariat (respect des quotas de production non obligatoires fixés par entreprise, respect des prix minima indicatifs), exigent la coopération active de l'ensemble des industriels de la Communauté. Elles impliquent, en effet, qu'en cas de crise la Commission leur délègue largement sur le terrain la charge de la police du marché.

Eurofer, qui doit remplacer le club des sidérurgistes, serait une association avec des statuts spécifiques, comment elle peut intervenir et selon quels moyens. La réconciliation des professionnels qu'elle révèle signifie, en principe, que le spectre d'un divorce Nord-Sud au sein de la sidérurgie européenne est au moins provisoirement écarté. C'est là, incidemment, un premier succès important pour Bruxelles.

L'affaire, cependant, est loin d'être close. En premier lieu, l'accord entre les professionnels n'est pas encore complet. Les Français estiment, en effet, que la mise en place d'Eurofer rend tout à fait inutile le projet Denelex, et ils soupçonnent donc qu'il soit abandonné par ses promoteurs. Ceux-ci ne sont pas de cet avis mais, cependant, ont tenu à apaiser leurs interlocuteurs français et belges ou italiens en leur assurant qu'en tout état de cause Eurofer aurait toujours la priorité sur Denelex.

Il faudra ensuite que le nouveau dispositif anti-crise conçu par la Commission soit définitivement mis en place. Un nouveau projet doit être adopté par le collège européen à la fin du mois.

La Commission doit naviguer entre deux écueils : d'une part, éviter un affrontement entre industriels européens (et, sur ce point, elle est, semble-t-il, en passe de réussir) et, d'autre part, éviter également que les sidérurgistes, à nouveau rassemblés et unis, détournent ces propositions de leur destination pour assurer eux-mêmes directement la gestion du marché, la police des prix et de la production, en ne laissant au collège européen qu'un pouvoir de façade.

PHILIPPE LEMAÎTRE

● LES PARTIS COMMUNISTES FRANÇAIS, BELGES, OUEST-ALLEMANDS ET LUXEMBOURGEOIS ont décidé d'organiser une rencontre le 8 novembre 1976 à Luxembourg afin d'envisager les actions communes à promouvoir pour faire échec aux plans du « grand capital », à savoir les « tentatives de cartellisation et de restructuration monopolistique de la sidérurgie ». Ils dénoncent l'attitude des responsables de la C.E.E. qui, « au mépris de leurs propres engagements, laissent le champ libre aux trusts de la sidérurgie ».

● LE PLAN PERI-INFORMATIQUE. — M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a précisé devant la presse, le 21 septembre, les grandes lignes du « plan péri-informatique » dont les principes avaient été définis il y a environ un an. L'objectif proclamé est de diminuer la part des entreprises étrangères sur le marché français (environ 70 %). Pour ce faire, l'Etat va conclure des contrats de croissance avec les sociétés du secteur. En échange d'une subvention, l'entreprise concernée s'engage à atteindre un certain nombre d'objectifs. Une première convention a été signée avec la société SIEMENS, née du regroupement de la C.I.L. (B) du département d'Informatique de la « Réunion des entreprises électriques. Trois autres sont en cours de négociation. L'un, avec CIT-Transac, est le plus avancé. Les deux autres concernent, semble-t-il, SINTRA et Logabax. CIT-Transac et SINTRA devraient en outre se rapprocher dans un proche avenir. D'autre part, la Caisse nationale du marché de l'Etat sera autorisée à acheter les matériels informatiques.

A bas le batch

Le Batch est pratique pour traiter une application classique : payer ou prix de revient. Mais dès que vous faites de la distribution ou du contrôle de production, le Batch peut présenter quelques problèmes : il vous donne des rapports périodiques qui vous informent de l'état des choses dans le passé et non dans l'immédiat. Vous devez consulter des masses de rapports avant d'obtenir le renseignement précis dont vous avez besoin... et il faut attendre votre tour pour obtenir une information à jour.

C'est pourquoi une grande banque d'affaires française a choisi Data General pour gérer, en temps réel, son service Portefeuille et son service Coupons en y installant un ordinateur. Résultats : les transactions sont décentralisées et exploitées en temps réel, tout en gardant le contact avec l'unité centrale. La charge, donc les coûts de l'ordinateur fonctionnant en batch sont considérablement réduits.

Les départements gardent leur autonomie tout en gagnant du temps. La Fondation Mérieux a également équipé son centre de bilans de santé EDIP avec Data General. Aujourd'hui, chaque patient répond lui-même, en temps réel, à une série de questions type sur son état de santé. L'ordinateur fournit un ensemble d'informations qui permet au médecin traitant d'étayer son diagnostic. Grâce à l'ordinateur, un interrogatoire médical d'ordre général apporte au praticien précision et gain de temps au bénéfice de l'examen clinique.

À la Bourse de New York, un agent de change a installé un de nos ordinateurs pour analyser et comparer instantanément la rentabilité de milliers d'actions. Dès la première semaine, l'ordinateur Data General a permis de réaliser une vente qui remboursa son prix d'achat.

Toutes nos installations ne sont pas toujours aussi rapidement rentables (mais il est important de savoir qu'elles peuvent l'être). Plus de 26.000 ordinateurs Data General sont utilisés pour assurer directement des opérations de ce genre.

Mais Data General vient encore d'innover en donnant un outil de plus à l'informatique distribuée : elle a créé Idea.

Idea, c'est ce qui permet aux utilisateurs de concevoir eux-mêmes, et dans un langage qu'ils auront appris en 24 heures, les formats d'écran et les traitements de leurs applications multiterminales, en temps réel, sur base de données. Idea, c'est aussi une économie dans les coûts de développement, parce qu'il offre l'avantage d'associer l'utilisateur à son système. Venez donc le voir au SICOB.

Et écrivez-nous pour tout savoir sur l'utilisation rationnelle des mini-ordinateurs.

Et... à bas le Batch!

Agrafez ici votre carte de visite et envoyez-la à :

Data General France
La Boursidière - Bâtiment M
Route Nationale 186 - B.P. 78
92350 Le Plessis-Robinson

c'est plus rapide que de remplir un coupon

Data General

Data General Europe, 15, rue Le Sueur, Paris 75016, tél. 500.93.18

AUTOMOBILE

LES VENTES DE VOITURES ÉTRANGÈRES EN FRANCE ONT FORTEMENT AUGMENTÉ DEPUIS UN AN

Les ventes de voitures étrangères en France ont atteint 245 245 unités au cours des sept premiers mois de 1976, en augmentation de 49,25 % sur les ventes de l'an passé (174 832 unités). La part du marché détenue par les importations est passée de 4,49 % l'an passé à 21,29 % cette année. Le groupe Ford a été le principal bénéficiaire de la progression des ventes de voitures importées : 42 282 voitures immatriculées au sept mois, devant Fiat (32 742 unités), Volkswagen (30 233), General Motors (31 525), British Leyland (16 315), Alfa Romeo (11 538), Nissan (11 515), B.M.W. (8 334) et Toyota (8 150).

Les ventes des constructeurs japonais ont plus que doublé depuis 1 an, atteignant 21 232 unités contre 11 844 en 1975.

LE MARCHÉ OUEST-ALLEMAND DE L'AUTOMOBILE

s'est redressé au cours de l'été, annonce l'Association des constructeurs. Les commandes, qui s'étaient ralenties au cours du deuxième trimestre, ont augmenté en juillet et en août, et la demande à l'exportation s'est également ralliée.

En juillet et en août, la production automobile allemande a atteint quatre cent soixante-quatre mille unités, soit 18 % de plus que l'année précédente. Au cours des huit premiers mois de 1976, la production a progressé d'environ 27 % par rapport à 1975.

COOPÉRATION

LA RÉUNION DES PAYS DE LA ZONE FRANC

La constitution définitive du Fonds de solidarité africain n'interviendra qu'à la fin de l'année

Les ministres des finances des treize pays membres de la zone franc, réunis à Paris le 21 septembre, ont adopté les aspects techniques du projet de Fonds de solidarité africain, indique un communiqué du ministère de l'économie et des finances.

Toutefois, une nouvelle réunion, qui se tiendra avant la fin de 1976, sera nécessaire pour la

constitution définitive de ce fonds.

« Chaque Etat, précise le communiqué, se prononcera alors sur son adhésion » au Fonds, qui, proposé par la France en mai 1975, « doit contribuer à assurer le financement de projets de développement présentés, par leur ampleur ou leurs caractéristiques, un intérêt particulier pour les Etats de l'Afrique, notamment les plus défavorisés ».

Les ministres ont également évoqué, en vue de la prochaine réunion de Madrid, les problèmes monétaires internationaux. « Ils ont porté, souligne le communiqué, une attention particulière aux ventes d'or du F.M.I., dont le produit doit alimenter, dans les meilleures conditions, le fonds fiduciaire. » Enfin, ils ont fait le point des travaux de la conférence Nord - Sud et procédé à un échange de vues sur le problème des matières premières. Ils ont confirmé « la nécessité de mettre en place rapidement des accords économiques, produits par accord, dans la perspective d'une approche intégrée qui demeure l'objectif essentiel ».

Institut d'Administration des Entreprises

FORMATION PERMANENTE

1 - STAGES INTER-ENTREPRISES

- INTRODUCTION À LA COMPTABILITÉ DE GESTION : les lundis, du 4 octobre au 22 novembre, de 14 h. à 18 h.
- LE DROIT SOCIAL DANS L'ENTREPRISE : les lundis, du 7 octobre au 4 novembre, de 13 h. 30 à 17 h. 30.
- GESTION PRÉVISIONNELLE DU PERSONNEL : les mardis, du 12 octobre au 14 décembre, de 14 h. à 18 h.
- PRATIQUE DE L'ORDONNANCEMENT PERT : les mardis, du 12 octobre au 30 novembre, de 14 h. à 18 h.
- TECHNIQUES D'ÉTUDES MARKETING : les lundis, du 21 octobre au 15 décembre, de 14 h. à 18 h.
- GESTION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE ET CONTRÔLE : les mardis, du 26 octobre au 14 décembre, de 14 h. à 18 h.
- PRATIQUE DE LA GESTION BUDGÉTAIRE : les mardis, du 3 novembre au 15 décembre, de 14 h. à 18 h.
- ANALYSE DES MARGES, DES COÛTS ET DES PRIX : les lundis, du 8 novembre au 8 décembre, de 14 h. à 18 h.

2 - STAGES INTRA-ENTREPRISE

L'I.A.E. organise des séminaires « sur mesure ». Les équipes d'enseignants de l'I.A.E. étudient et adaptent des programmes en consultation avec les responsables. Formation des entreprises et éventuellement des futurs participants.

NOM :

ADRESSE :

I.A.E. - 162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS

Tél. : 578-02-28

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

LES ÉTATS-UNIS TRIPLIENT LES DROITS DE DOUANE SUR LE SUCRE

Washington. — Dans une déclaration publiée à la Maison Blanche, le président Ford a expliqué qu'en raison des difficultés actuelles de l'industrie sucrière il a décidé, en attendant les résultats de l'enquête à la

quelle se livre actuellement la commission américaine de commerce international, de tripler les droits de douane sur les importations de sucre aux États-Unis, qui sont passés de 0,625 à 1,875 dollar pour 10 livres. Le président souligne qu'il s'agit d'une « mesure temporaire » qu'il reverra lorsqu'il aura reçu les recommandations de la commission du commerce international. Depuis le mois de juillet, note encore le président Ford, le prix du sucre brut n'a pas cessé de baisser, si bien qu'il se trouve maintenant inférieur au coût de production de la plupart des producteurs. Au niveau actuel, de nouveaux producteurs américains de sucre de betterave et de sucre de canne ne sont plus capables de travailler avec profit. — (A.F.P.)

Les États-Unis produisent normalement 2,6 millions de tonnes de sucre de betterave et 1,3 million de tonnes de sucre de canne. Le sucre extrait du maïs (saccharose) est en développement. Les importations nettes (différence entre les importations et les exportations) sont de l'ordre de 6,5 millions de tonnes. Les États-Unis critiquent la politique agricole de la C.E.E. car ils estiment que l'Europe protège ses producteurs « non compétitifs » par rapport aux cours mondiaux des denrées avec un tarif extérieur commun.]

LE PERSONNEL DU C.E.A. DE MIRAMAS s'est mis en grève le 20 septembre à l'appel des syndicats C.F.D.T., F.O. et autonomes. La production a été presque totalement interrompue et un piquet de grève a été mis en place ; seuls le personnel chargé de la sécurité et les cadres ont été autorisés à entrer dans le centre.

LE C.I.D.-UNATI A DÉTRUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE DOSSIERS d'appel de cotisation-maladie aux travailleurs indépendants, mardi 21 septembre, à Béliers.

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENDEUR DIRECT
FRANOR 70, RUE AMÉLIE
M^{me} S. Sébastien. Fermé le samedi.

Ecole Nouvelle d'Organisation
Económico et Social
Etablissement privé d'enseignement
Technique et Supérieur
FONCTIONS DE PERSONNEL
— Choix des cycles
— 120 à 500 heures
(Temps partiel)
ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Téléphone : 522.53.86

Institut d'Administration des Entreprises

Université Paris I - Panthéon-Sorbonne

C. A. A. E.

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (DESS)

Cycle long : soir ou demi-journée ; 2 années universitaires

Inscriptions jusqu'au 28 septembre 1976

TEST D'ENTRÉE : 2-10-1976

RENSEIGNEMENTS : 578-91-16, p. 339 et 400
162, rue Saint-Charles 75015 Paris

(Publicité)

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

L'ÉLECTRICITÉ D'HAÏTI lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel électrique comprenant supports bois, armement, conducteurs, transformateurs, etc.

Un financement de l'Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale) est prévu.

L'ouverture publique des offres est fixée au lundi 25 octobre 1976 à 3 heures p.m. au siège social d'E.D.H.

Les documents d'appel d'offres seront à la disposition des fournisseurs intéressés à partir du 24 septembre, contre 50 US dollars ou 250 FF.

soit à ÉLECTRICITÉ D'HAÏTI
Rue Dantes-Desroches
B.P.D. - Port-au-Prince - HAÏTI

soit à SOFREL C/O SOGELERG (M. VILLERET)
25, rue du Pont-des-Halles
CHEVILLY-LARUE CIDEX D 902
94536 RUNGIS CEDEX

Seuls les ignorants savent tout...



les autres vont au Sicob. Ils en reviennent plus riches.

La majorité des visiteurs du Sicob déclare (enquête IFOP février 1976) que leur entreprise a réalisé des économies importantes à la suite de leur passage au Sicob.

L'an dernier, 1676 firmes de 29 pays ont accueilli 282020 visiteurs de 97 nationalités. En revenant du Sicob, ils ne savaient pas tout, mais... seuls les ignorants savent tout.

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE
DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU.

SICOB®

25 septembre - 1er octobre

de 10 h à 18 h 30 - CNIT-Paris-La Défense.

Convention Informatique : 20-24 septembre - Palais des Congrès - Porte Maillot.

PUBLICIS N 3643

TIERS-MONDE

A LA CONFÉRENCE DE MEXICO

Le consensus entre les « 77 » n'a pas empêché l'expression de rivalités nationales

De notre envoyé spécial

monde est maintenant en train de s'organiser, nous a-t-il dit, après avoir contenu qu'il s'attendait à une négociation extrêmement dure au sein de la conférence de Paris (dialogue Nord-Sud).

JEAN SCHWOEBEL

AFFAIRES

POCLAIN VEUT LICENCIER TROIS CENTS PERSONNES

La direction générale des Établissements Poclain, premier constructeur européen de pelles hydrauliques, devrait présenter, jeudi 23 septembre, au comité d'entreprise de la société un projet de licenciement de trois cents membres de son personnel (145 employés, 85 agents de maîtrise et 70 cadres) employés dans leur grande majorité au siège social de l'entreprise au Plessis-Belleville (Oise). Ces licenciements à caractère économique, précise la direction, deviendront effectifs dans les semaines à venir, après autorisation de l'inspection du travail. Poclain emploie environ cinq mille personnes dans quatre usines situées dans l'Oise.

[Poclain éprouve donc de grandes difficultés à se remettre de la crise qui l'avait frappé dès la fin de 1971. L'entreprise, créée par M. Georges Batallie et présidée par l'un de ses fils, Pierre, avait connu un développement fulgurant basé sur l'exportation et la présence à l'étranger de 1951 à 1973. Le ralentissement économique consécutif au quadruplement du prix du pétrole l'avait frappé de plein fouet, et ce d'autant que ses structures financières n'étaient pas à la hauteur de sa politique commerciale.]

L'aidé des pouvoirs publics — un prêt du F.I.D.E.S. de 33 millions de francs échelonné dans le temps a été accordé à l'entreprise — et de ses banquiers avait permis à Poclain de franchir un cap difficile en 1975. On espérait alors que la reprise de l'activité permettrait à la firme de se rétablir. En fait, si Poclain a bénéficié à la fin de 1975 et au début de 1976 de la reprise des investissements, liée à la déduction fiscale de 10 % consentie par les pouvoirs publics, cette amélioration a été de courte durée. Le marché des pelles hydrauliques n'a pas retrouvé le niveau de 1973, et la firme, qui est en mesure de produire six mille pelles par an, n'en produit aujourd'hui que quatre mille, d'où le licenciement de trois cents personnes. — (P.B.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le conseil d'administration du Crédit Industriel et Commercial, en sa séance du 17 septembre 1976, a nommé censeur M. George Taylor, président du directeur de la S.A. des Automobiles Citroën, en remplacement de M. Léon Vautin, démissionnaire.

SCAC

DIRECTION GÉNÉRALE

Le conseil d'administration, dans sa séance du 17 septembre 1976, a proposé au président Philippe Poulsen, nommé deux directeurs généraux : M. Roger Mayet et Michel Caron.

Actuel, la direction générale du groupe S.A.C. comprend : M. Philippe Poulsen, président-directeur général ; Roger Mayet, directeur général ; Michel Caron, directeur général.

S.A. BURROUGHS

Lors du prochain Sicob, 23 septembre - 1^{er} octobre 1976, Burroughs présentera sur son stand sa nouvelle série B 32.

Ce petit ordinateur de gestion, qui vient d'être lancé en France, présente la particularité d'intégrer à la fois la grande entreprise qui veut décentraliser son informatique et la petite ou moyenne entreprise qui veut acquiescer ses possibilités de traitement de l'information.

Pour louer une voiture en Tunisie, réservez chez

europcar
645.21.25

Mexico. — Contrairement aux prévisions de la plupart de ses membres, qui comptaient clore leurs travaux le 21 septembre en milieu de journée, la conférence des « 77 » qui s'est ouverte à Mexico le 13 septembre ne s'est terminée que très tard dans la nuit de mardi à mercredi, après une interminable dernière séance plénière. Dès la nuit précédente, l'accord s'était toutefois réalisé entre les « 77 » sur les documents préparés par les experts de la première et de la deuxième commission de la conférence (« Le Monde » du 22 septembre).

La mise au point des textes finaux dans les trois langues de travail (anglais, espagnol et français) a pris, lundi et mardi, un temps considérable. Se sont ajoutées, comme d'habitude, des confrontations de dernière heure, entre certains membres de la conférence, voire certains groupes régionaux. L'une d'elles a opposé l'Afghanistan au Pakistan et l'Angola au Zaïre sur le problème des pays enclavés ou sans littoral. Tout en faisant droit au légitime souci de ces pays de recevoir un traitement spécial, la grande majorité des « 77 » ont pris bien soin que le compromis final ne comporte pas la reconnaissance du droit d'accès à la mer des pays enclavés. Cette reconnaissance porterait atteinte à la souveraineté de leurs voisins maritimes.

De façon générale, d'ailleurs, les pays du tiers-monde font preuve, dans toutes les rencontres où ils participent, d'un ombrageux nationalisme. Nationalisme qu'explique et entretient la volonté de ces pays de défendre leur indépendance contre les pressions toujours à craindre des anciennes puissances coloniales et des États industrialisés, mais qui constitue aussi un obstacle au développement de la solidarité entre eux et à une entente sur les problèmes de nature politique.

Les dernières heures ont été marquées par des discussions sur l'institutionnalisation du groupe des « 77 ». La proposition des Mexicains de créer un secrétariat du groupe n'a été retenue ni par le groupe africain ni, de façon générale, par les pays non alignés. Ceux-ci estiment, en effet, que leur mouvement est déjà suffisamment organisé et qu'il importe d'éviter au sein des « 77 » une duplication coûteuse et inutile d'organismes qui existent déjà en grand nombre.

Dans leur majorité, les « 77 » se sont montrés favorables, certes, à l'établissement d'une coordination des travaux que vont entreprendre leurs experts dans divers do-

maines, à la requête, précisément, de la conférence de Mexico, mais ils ont estimé, pour une fois avec modestie, que, en dépit de la présence dans certaines délégations de plusieurs hommes politiques, le niveau de cette conférence n'était pas assez élevé pour qu'elle puisse prendre la décision d'institutionnaliser le groupe des « 77 ». Cette décision ne peut être prise, selon eux, que par les ministres eux-mêmes des pays du tiers-monde appelés à se réunir en 1977.

C'est le même argument qui a été invoqué pour rejeter définitivement la proposition pakistanaise en faveur de la convocation d'un « sommet » du groupe des « 77 ». Se déchaînant dans les salles de séance comme dans les couloirs, les Pakistais ont tenté en vain, jusqu'à la dernière minute, de faire revenir leurs collègues sur leur refus, craignant de provoquer leur irritation.

Les diverses tensions d'ordre politique qui se sont manifestées au cours des dernières heures de la conférence, et qui ont été aggravées par des questions de personnes dans le domaine institutionnel, ont confirmé la survie de rivalités nationales au sein des pays du tiers-monde. Elles ont aussi révélé une certaine concurrence, assez nouvelle, entre les non-alignés et les autres pays qui voudraient donner au groupe des « 77 » une stature politique qu'il n'a pas encore. En définitive, elles n'ont cependant point compromis le large consensus qui s'est réalisé au sein de la conférence pour que les « 77 » s'attellent enfin à la tâche concrète de circonscrire tous les domaines où leur coopération et leur solidarité peuvent s'affirmer rapidement, partiellement si la conférence de Paris et les négociations sous les auspices de la CNUCED échouaient.

En quittant Mexico, mardi matin, M. Guerrero (Venezuela), président de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale, nous a exprimé en quelques mots sa satisfaction quant aux résultats. « Le tiers-

EN GRANDE-BRETAGNE, le nombre de chômeurs est revenu à la mi-septembre à 1 456 383, en baisse de 45 613 par rapport à août, à la suite d'une diminution du nombre de jeunes à la recherche d'un premier emploi. Après correction des variations saisonnières, le chômage tombe à 1 315 000 personnes, en accroissement de 9 900, soit 5,6 % de la population active. — (A.F.P.)

(Publicité)

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

(O. N. T. T.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Alimentation en eau potable des zones touristiques de JERBA et de ZARZIS (phase urgente)

Fourniture, transport, montage et essais des équipements électromécaniques du forage Zeuss 5

L'Office National du Tourisme (O.N.T.T.), avec le concours de la S.O.N.E.D.E., lance un appel d'offres international pour la fourniture, le transport, le montage et les essais du groupe électropompe du moteur Diesel et de ses accessoires pour l'équipement du forage de Zeuss 5.

Le financement de ces travaux est assuré par la Banque allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau.

La date limite de remise des offres et d'ouverture des plis est fixée au vendredi 3 décembre 1976, à 11 heures.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés du Service Marchés de la S.O.N.E.D.E., 23, rue Jawahar-lal-Nehru - Montfleury - Tunis, contre paiement de (30) trente dinars tunisiens.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LA MISE AU POINT DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

4-5. POLITIQUE

— La mise au point du plan de lutte contre l'inflation par le gouvernement.

— LIBRES OPINIONS : « Les radicaux et l'éloignement », par Brigitte Gros.

6. AFRIQUE

— Le voyage de M. Kissinger en Afrique australe.

7-8. AMÉRIQUES

— CHILI : M. Letelier meurt dans un attentat à Washington.

— PÉROU : les « mécontents » de la presse « socialiste ».

9. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : M. Elias Sarkis occide à la présidence de la République.

10. DIPLOMATIE

— M. Amerasinghe (Sri Lanka) est élu président de l'Assemblée générale des Nations unies.

11. EUROPE

— Avoir vingt ans au P.S.

12. SOCIÉTÉ

— ENQUÊTE : Le prix de la santé (III), par Xavier Weeger.

13. RELIGION

— L'entrée au Conseil de l'Europe, selon le ministre, signifie le retour du Portugal à ses origines continentales et la renouveau à un rôle de médiateur entre le monde, qui pourrait, par d'autres moyens, assurer la continuité de l'empire, dont on rêvait encore après la décolonisation.

— L'émancipation des peuples de l'Amérique latine, du Cap-Vert, de Sao Tomé, du Mozambique et de l'Angola n'a pas mis fin seulement à l'empire colonial portugais, a-t-il dit. Elle fut aussi le dernier des actes de l'expansion européenne dans le monde, et c'est à cause de cela que notre présence ici a une double signification pour nous et pour l'Europe.

— L'Assemblée du Conseil de l'Europe a discuté, mardi après-midi, d'une éventuelle adhésion de l'Espagne.

14. SPORTS

— L'entrée au Conseil de l'Europe, selon le ministre, signifie le retour du Portugal à ses origines continentales et la renouveau à un rôle de médiateur entre le monde, qui pourrait, par d'autres moyens, assurer la continuité de l'empire, dont on rêvait encore après la décolonisation.

— L'émancipation des peuples de l'Amérique latine, du Cap-Vert, de Sao Tomé, du Mozambique et de l'Angola n'a pas mis fin seulement à l'empire colonial portugais, a-t-il dit. Elle fut aussi le dernier des actes de l'expansion européenne dans le monde, et c'est à cause de cela que notre présence ici a une double signification pour nous et pour l'Europe.

— L'Assemblée du Conseil de l'Europe a discuté, mardi après-midi, d'une éventuelle adhésion de l'Espagne.

15. LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

— Pages 17 à 25

— EXPOSITION : De Picasso à Matisse à Antibes.

— MARIONNETTES : Des doigts, des nœuds et des rêves à la Part-Dieu, au château de Vincennes et à Châteaufort-Métiers.

— ACTION CULTURELLE : A Grenoble, la place de la maison à l'intérieur de la cité.

26. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— ILE-DE-FRANCE : pas de décision officielle sur le péage urbain ou conseil régional.

27-29. LE SCOB

— Le microprocesseur : super-circuit intégré ou ordinateur miniature.

— Mutations autour de l'unité centrale.

30. LETTRES

— LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— TIERS-MONDE : à Mexico, le consensus entre les « 77 » n'a pas empêché l'expression de rivalités nationales.

LIRE ÉGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (36)

— Annuaire classé (30 à 34) ; Aujourd'hui (34) ; Carnet (36) ; Journal officiel (34) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (34) ; Bourso (36).

L'adhésion du Portugal au Conseil de l'Europe est un acte historique pour mon peuple

déclare le ministre des affaires étrangères de Lisbonne

De notre correspondant

Strasbourg. — Le Portugal est devenu ce mercredi 22 septembre le dix-neuvième membre du Conseil de l'Europe. M. José de Medeiros Ferreira, ministre portugais des affaires étrangères, a déclaré entre les mains du secrétaire général du Conseil, M. Kaha Ackermann, les instruments d'adhésion de son pays et signé la Convention européenne des droits de l'homme, consacrant, a-t-il dit, « un acte historique pour mon gouvernement et mon peuple ».

Dans une allocution à l'Assemblée du Conseil, M. Ferreira a dit la détermination du peuple portugais de respecter les idéaux de liberté individuelle et politique, ainsi que la prééminence du droit inscrit dans le statut. « Moins que personne, les Portugais auront la tentation de prendre ces mots à la légère, a-t-il dit. Car ils ont été fidèles à ces mêmes valeurs, à cet héritage, même pendant cinquante ans de dictature ; ils se sont battus pendant ces deux dernières années avec entêtement et sans hésitation, et ils seraient prêts encore à se battre contre n'importe quel nouvel ordre que l'on prétendrait établir à leurs frais ».

L'entrée au Conseil de l'Europe, selon le ministre, signifie le retour du Portugal à ses origines continentales et la renouveau à un rôle de médiateur entre le monde, qui pourrait, par d'autres moyens, assurer la continuité de l'empire, dont on rêvait encore après la décolonisation.

« L'émancipation des peuples de l'Amérique latine, du Cap-Vert, de Sao Tomé, du Mozambique et de l'Angola n'a pas mis fin seulement à l'empire colonial portugais, a-t-il dit. Elle fut aussi le dernier des actes de l'expansion européenne dans le monde, et c'est à cause de cela que notre présence ici a une double signification pour nous et pour l'Europe ».

L'Assemblée du Conseil de l'Europe a discuté, mardi après-midi, d'une éventuelle adhésion de l'Espagne.

MM. Stirn et Haby en Guadeloupe

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, était attendu en Guadeloupe mercredi 22 septembre, pour étudier sur place les mesures rendues nécessaires après l'évacuation de soixante-douze mille habitants de la Basse-Terre menacés par le volcan de la Soufrière. M. René Haby doit également se rendre jeudi dans ce département français d'outre-mer.

M. ALAIN VIVIER (P.S.) : une atteinte à la dignité humaine.

À Paris, M. Alain Vivier, député national du parti socialiste chargé des questions d'outre-mer, a rendu compte, mardi 21 septembre, devant les journalistes, du voyage qu'il a effectué dans l'île au début du mois. Il a fait état d'un « véritable exil » de la situation et a estimé que la promiscuité dans laquelle vivent les personnes déplacées, l'insécurité dans laquelle elles sont maintenues, leur dépendance à l'égard

de l'administration, constituent, au total, « une réelle atteinte à la dignité humaine ».

Le porte-parole du P.S. a présenté les propositions de son parti : la création d'un service de la population ; l'organisation de la rentrée scolaire, assurant le paiement des salaires des maîtres auxiliaires et la construction d'urgence de bâtiments légers ; mise à la disposition des agriculteurs réfugiés des terres disponibles (plusieurs centaines d'hectares) pouvant être consacrées aux cultures maraîchères ; retour progressif des habitants en Basse-Terre, du moins dans les zones se trouvant à l'abri de reliefs ; reprise de l'activité d'expédition de bananes du port de Basse-Terre ; réinstallation de certains services préfectoraux.

M. Vivier a aussi réclamé la publication du rapport du professeur Brousse, qui avait conduit l'administration préfectorale à prendre la seconde évacuation, au mois d'août dernier.

Les élections européennes

M. KANAPA : le P.C. s'opposera à toute institution ou mécanisme supranational.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste français, souligne dans une déclaration à la presse « que la décision de faire élire une assemblée européenne au suffrage universel est grosse d'arrière-pensées chez ses promoteurs ». Il ajoute : « Leur objectif est en effet d'utiliser ce nouvel état de chose pour étendre les pouvoirs de l'assemblée européenne, en majorité étrangère, et de surcroît réactionnaire, qui pourrait ainsi dicter au loi au peuple français et à ses élus eux-mêmes ».

« Il est évident, dit encore M. Kanapa, que notre parti s'oppose et s'opposera à toute institution ou mécanisme supranational, dans toute extension en ce sens des pouvoirs du Parlement européen ».

M. Kanapa rappelle que le parti communiste est « par principe partisan résolu du suffrage universel » mais que « ce principe ne prend tout son sens en toutes circonstances qu'à travers un mode de représentation proportionnelle ».

« Le groupe communiste au Parlement européen a d'ailleurs déposé une proposition en ce sens dès janvier 1975. Or, tous les autres groupes de ce Parlement, sans exception, ont repoussé cette proposition », ajoute M. Kanapa qui voit dans cette dernière attitude une grave discrimination à l'égard des communistes.

LE GÉNÉRAL LE PULOCH EST MORT

Le général d'armée Louis Le Puloch vient de mourir à l'âge de soixante-douze ans.

[Né à Nantes en 1904, il fut nommé chef d'état-major de l'armée de terre en 1964, pendant la guerre d'Algérie. Il reçut son commandement cinq mois après les « barbares » d'Alger, qui illustrèrent le surcroît d'une partie de l'armée opposée à l'abandon de l'Algérie française.]

Comme chef d'état-major, il eut, suivant les directives du général de Gaulle et de M. Pierre Messmer, alors ministre des armées, à superviser jusqu'en 1965 les premières mesures de reconquête de l'armée de terre et son retour en métropole.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉE EN INDONÉSIE

Djakarta (A.P.P.). — Le président Suharto a annoncé, mercredi 22 septembre, qu'un complot visant à renverser son gouvernement « a été déjoué » à la tête de l'Etat. Le vice-président, M. Mohammad Hatta, avait été découvert. Le principal conspirateur serait un ancien ministre de l'agriculture, M. Sawito Kartowiryo, qui a été arrêté, ainsi que quatre autres personnes, dont les noms n'ont pas été révélés.

[Homme politique et économiste, âgé de soixante-quatre ans, M. Mohammad Hatta fut vice-président de la République, au lendemain de l'indépendance, de 1945 à 1948. En 1948, il devint également premier ministre, charge qu'il cumula, de 1949 à 1950, avec les fonctions de ministre des affaires étrangères.]

MM. Stirn et Haby en Guadeloupe

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, était attendu en Guadeloupe mercredi 22 septembre, pour étudier sur place les mesures rendues nécessaires après l'évacuation de soixante-douze mille habitants de la Basse-Terre menacés par le volcan de la Soufrière. M. René Haby doit également se rendre jeudi dans ce département français d'outre-mer.

LE GÉNÉRAL LE PULOCH EST MORT

Le général d'armée Louis Le Puloch vient de mourir à l'âge de soixante-douze ans.

[Né à Nantes en 1904, il fut nommé chef d'état-major de l'armée de terre en 1964, pendant la guerre d'Algérie. Il reçut son commandement cinq mois après les « barbares » d'Alger, qui illustrèrent le surcroît d'une partie de l'armée opposée à l'abandon de l'Algérie française.]

Comme chef d'état-major, il eut, suivant les directives du général de Gaulle et de M. Pierre Messmer, alors ministre des armées, à superviser jusqu'en 1965 les premières mesures de reconquête de l'armée de terre et son retour en métropole.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

Le général d'armée Louis Le Puloch est décédé à l'âge de soixante-douze ans.

LA FACTURE DU « TROU DES HALLES »

30 millions de F pour dédommager les promoteurs du centre de commerce international

Les coups d'éclat politiques ont des suites financières moins glorieuses. Deux ans se sont écoulés depuis la décision du chef de l'Etat de ne pas laisser construire, sur le carreau des Halles, le centre français de commerce international. Or en est la facture aujourd'hui ? Sans attendre que celle-ci soit définitivement arrêtée, le gouvernement a décidé de réserver sur le budget de 1977 une « avance » de 30 millions de francs pour dédommager les promoteurs.

L'Union internationale Immobilière (U.I.I.), que préside M. Jean-Claude Aaron, devait, en effet, édifier à côté de la Tour du commerce un immeuble de 80 000 mètres carrés de bureaux et de lieux de rencontre, dont la moitié en sous-sol, destinés aux hommes d'affaires et aux sociétés françaises et étrangères. Le permis de construire avait été délivré le 30 mars 1973 et les travaux avaient commencé en août 1973. Quand, un an plus tard, M. Giscard d'Estaing décida de renoncer au centre de commerce au profit d'un jardin plus étendu, le « trou » était déjà creusé et des murs de soutènement construits.

Depuis, la société d'aménagement des Halles (SEAH) a remboursé aux promoteurs du centre les sommes qu'ils avaient versées au titre de la charge foncière, soit 48 millions de francs sur un total de 110 millions dus pour cet emplacement. D'autre part, le préjudice subi par les constructeurs du fait de l'arrêt du chantier et de l'annulation du projet a été évalué par un collège de trois experts désignés par le tribunal de grande instance de Paris à 79 millions de francs. Ce chiffre représente le coût des prestations des architectes et des bureaux d'étude, des terrassements et des travaux réalisés.

Un recours « gracieux » a été déposé au mois d'avril 1976 par les promoteurs afin que l'Etat rembourse les frais engagés. Les pouvoirs publics ont accepté le choix entre deux attitudes : négocier à l'amiable ou s'en remettre aux juges et attendre un recours contentieux. A cause de l'origine de la décision et afin d'éviter des frais financiers alourdis, le gouvernement a choisi l'accord amiable. L'avance de 30 millions de francs sur le budget 1977 ne préjuge pas de la somme totale qui sera finalement versée par l'Etat aux promoteurs.

Une difficulté administrative a surgi à ce propos : faut-il prélever cette somme sur les crédits destinés à la rénovation urbaine, comme le pense le ministère des finances, ou peut-on les inscrire dans les « réparations civiles ».

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1976 a été tiré à 565 626 exemplaires.